

Ce bulletin est publié à titre documentaire et objectif.
Les articles traduisent l'opinion de leurs auteurs, sans engager celle de la Banque.

SOMMAIRE : Le bilan national des Etats-Unis depuis la guerre, par R.W. Goldsmith — Le marché monétaire de Londres —
Bibliographie relative aux problèmes économiques et financiers intéressant la Belgique — Législation économique
— Statistiques.

LE BILAN NATIONAL DES ETATS-UNIS DEPUIS LA GUERRE

par Raymond W. GOLDSMITH,
Professor of Economics, Yale University.

1. L'importance prise par les bilans nationaux dans un système de comptabilité sociale.

Parmi les progrès qui ont été réalisés au cours de la dernière génération dans l'étude des aspects quantitatifs du fonctionnement d'une économie moderne, le développement d'un système de comptes de la Nation a pris une place de premier plan. A l'instar des comptes d'une entreprise, le système comprend deux comptes de base. L'un de ces comptes enregistre des flux ou mouvements pendant une période déterminée, tandis que l'autre enregistre des situations existant à un moment donné. Dans la comptabilité des entreprises, les flux apparaissent dans le compte de résultats (pertes et profits), tandis que les divers éléments de la situation sont décrits au bilan. Dans la comptabilité nationale, le tableau du revenu national et de ses deux comptes connexes, les flux financiers et la balance des paiements internationaux, n'enregistre en principe que des mouvements. Il en va de même, du moins jusqu'à présent, des tableaux « input-output » (les relations interindustrielles) qui constituent un complément à la comptabilité nationale. Toutefois, pour utiliser ces derniers dans un contexte dynamique, on doit avoir des données sur le stock de biens existants (*stock data*) et des coefficients mesurant le rapport entre le stock de biens existants et leur mouvement dans le temps (*stock-flow coefficients*). Par contre, le bilan de la Nation

et le tableau de la richesse nationale, qui peut être considéré comme un bilan consolidé de la Nation, ne comprennent que des stocks de biens existants.

Certaines entités représentant des stocks de biens existants ont toujours joué un rôle important dans l'analyse économique. C'est pourquoi des tentatives de mesurer ces quantités ont fréquemment été faites, tentatives qui remontent dans certains cas bien avant l'époque de la comptabilité nationale. Comme exemple de ces entités, on peut citer les chiffres mesurant le stock de capitaux existants qui figurent dans presque toutes les fonctions de production, telle une fonction du type « Cobb-Douglas » qui, plus souvent qu'aucune autre sans doute, a fait l'objet de tentatives de mensuration. Des stocks de capitaux tangibles, de définitions différentes, ont aussi été utilisés pour mesurer les rapports du capital au produit (*capital-output ratios*) qui sont utilisés en particulier dans les équations de croissance économique du type « Harrod-Domar »; ici également les essais de mensuration ont été nombreux principalement au cours des dix dernières années. Parmi les actifs intangibles, le stock monétaire est certainement celui dont il a été fait le plus grand usage. Il constitue l'élément essentiel dans les équations de la théorie quantitative et est également utilisé parmi d'autres actifs financiers dans presque toutes les analyses consacrées à la liquidité ou à la vitesse de circulation. Le stock d'actifs liquides, défini de

façons diverses, a été utilisé également dans la construction de modèles plus élaborés relatifs aux fonctions de consommation et d'épargne. C'est en particulier le cas des modèles qui tiennent compte de l'effet de Pigou selon lequel il existe une relation inverse entre la valeur réelle des actifs liquides des consommateurs et leur propension à l'épargne. Enfin, il faut recourir à la fois à des données sur le stock de biens tangibles et le stock de biens intangibles pour calculer les taux de profit (*capital-income ratios*) des entreprises individuelles ou de certains groupes parmi elles. Ce taux a notamment été utilisé pour vérifier le théorème de la tendance à l'égalisation des taux de profit qui prévaudrait dans une économie libre.

Toutefois, ces tentatives d'estimation de grandeurs économiques ainsi que leur utilisation dans l'analyse économique étaient très peu systématiques. Ces évaluations se rapportaient à des secteurs différents de l'économie, couvraient des catégories variées d'actifs et d'engagements, et se basaient en outre sur des méthodes d'estimation diverses. Au surplus, et ceci est essentiel, elles n'avaient aucun rapport systématique avec les bilans de la Nation qui, à leur tour, faisaient partie intégrante d'un système de comptabilité nationale. Le besoin de dresser de manière systématique des bilans pour de vastes secteurs de l'économie et finalement pour l'ensemble de la Nation résulte de développements plus récents et, en ordre principal, de la période d'après-guerre. En ce qui concerne l'origine de ces développements, elle doit être recherchée tantôt dans la comptabilité nationale, tantôt dans la théorie économique, en particulier dans l'élaboration des modèles, et enfin dans les exigences posées par l'analyse financière et monétaire moderne.

Le besoin éprouvé en comptabilité nationale de dresser des bilans nationaux complets et systématiques qui soient comparables entre secteurs et dans le temps, résulte de trois facteurs.

Le premier provient de la conviction que pour être complet, un système de comptabilité nationale doit comporter un bilan de la Nation. Le recensement des quantités de biens existants à un moment donné vient compléter le calcul des flux qui s'était développé par la comptabilité du revenu et du produit national.

Le deuxième facteur, qui constitue une raison plus pratique sinon plus nécessaire, a trouvé son origine dans l'analyse des flux de fonds (*flow of funds analysis*). De par la nature même des données, la plupart des estimations des flux financiers sont obtenues par la comparaison de bilans au début et à la fin de la période plutôt que par des indications directes sur les transactions financières effectuées pendant la période. Ainsi, pour calculer les flux financiers en provenance des banques commerciales, tels les placements en obligations de pouvoirs locaux, on procède par différence entre le portefeuille de ces titres portés aux bilans des banques au début et à la fin de

la période puisque des informations sur les achats et ventes de titres des pouvoirs locaux par les banques commerciales font défaut.

Le troisième facteur qui a favorisé l'établissement de bilans de la Nation réside dans l'analyse des relations interindustrielles (*input-output*). Les premiers tableaux « input-output », essentiellement statiques par nature, pouvaient se limiter à recenser les mouvements courants (*current flows*). Par la suite, on s'est efforcé d'utiliser ces tableaux à des fins d'analyse dynamique. Il apparut alors qu'en plus des chiffres sur les mouvements courants, on avait besoin de données sur la quantité de biens existants — bâtiments, installations, matériel, stocks et capital circulant — afin de pouvoir calculer des coefficients exprimant le rapport entre la quantité de biens existants et leur mouvement dans le temps (*stock-flow coefficients*). Pour les modèles dynamiques « input-output », ces coefficients sont aussi importants que les coefficients de production (*product coefficients*) dans les versions statiques de ces tableaux. L'analyse interindustrielle nécessite toutefois des données plus détaillées sur les stocks de biens existants qu'il n'est exigé dans l'élaboration des bilans de la Nation, notamment en ce qui concerne le nombre de secteurs industriels à considérer.

Jusqu'à présent, en général, les théoriciens de l'économie, et en particulier les spécialistes de la construction de modèles, se sont surtout préoccupés des évaluations de stocks de certains actifs tangibles dans quelques secteurs. Ces données servent à établir des estimations de la richesse nationale plutôt qu'à dresser des bilans nationaux complets. Ceci explique le caractère encore très global et assez simpliste de presque tous les modèles économiques généraux qui ont été proposés jusqu'à présent. Néanmoins, le modèle général le plus complet de l'économie américaine construit jusqu'ici comprend, parmi les variables dépendantes et indépendantes utilisées dans les séries chronologiques, une douzaine de postes qui se rapportent à des stocks de biens existants, c'est-à-dire certains actifs tangibles (bâtiments privés, installations et équipement, stocks) et certains postes financiers (réserves des sociétés, réserves des banques, actifs liquides des personnes et des entreprises, capital-actions des sociétés d'épargne et de prêts (*saving and loan associations*))⁽¹⁾.

Dans la mesure où les modèles généraux de l'économie se développeront et se rapprocheront de la réalité, le nombre et la diversité des éléments se rapportant à des stocks de biens existants augmenteront. La nécessité de chiffrer ces éléments stimulera l'élaboration d'un jeu complet de bilans nationaux et sectoriels.

L'utilisation de données sur les biens existants a été plus fréquente et a joué un rôle plus important

(1) L. R. Klein et A. S. Goldberger, *An Econometric Model of the United States, 1929-1952*, Amsterdam, North-Holland Publishing Co, 1955, 165 p.

dans le nombre limité de modèles sectoriels qui ont été élaborés. Les modèles qui concernent le secteur de l'habitation, par exemple, ne peuvent pratiquement pas se passer d'éléments tels que le stock existant d'immeubles d'habitation exprimé en termes monétaires ou réels, la dette hypothécaire sur habitations, le coefficient exprimant le rapport des dettes à la valeur des immeubles, les actifs liquides des ménages, bref toutes des données qui requièrent l'établissement de bilans du secteur de l'habitation ou des ménages.

Toutefois, ce sont les exigences découlant de l'analyse financière et monétaire moderne qui ont joué le rôle principal — et sans doute le rôle décisif en longue période — en exprimant la nécessité de disposer de bilans de la Nation. Deux courants d'idées en sont à la base. Il y a tout d'abord, dans le domaine de la théorie monétaire et financière, la tendance à expliquer les mouvements de prix et de taux d'intérêt, et même tout le « modus operandi » des marchés monétaire et financier, en termes de liquidité des divers secteurs de l'économie et des changements actuels ou prévus de celle-ci. Cette tendance, qui doit s'appuyer de toute évidence sur les renseignements des bilans nationaux et sectoriels, pour une grande partie de sa vérification factuelle, est sans doute le plus clairement exprimée dans le Rapport Radcliffe (1) et dans l'approche théorique des problèmes monétaires et financiers développée par Shaw et Gurley (2). Il y a, en second lieu, une tendance, partant d'une conception concrète mais plus limitée, qui consiste à aborder les principaux problèmes financiers du point de vue des décisions des entrepreneurs. Ces décisions tiennent compte de variables stratégiques comme la structure des actifs et des passifs des unités en cause, et nécessitent donc la connaissance de données bilantaires.

Malgré l'importance et la variété des services que les bilans de la Nation peuvent rendre dans le domaine de l'analyse économique et financière, ils sont rares tant aux Etats-Unis qu'à l'étranger. Cette constatation ne manque pas d'étonner, surtout si l'on considère l'extension prise au cours de la dernière génération par deux autres types de comptes nationaux, la comptabilité du revenu national et l'analyse « input-output ». C'est seulement le développement pris depuis l'après-guerre par des études consacrées au système des flux de fonds, autre volet de la comptabilité nationale, qui a fait sortir le bilan national aux Etats-Unis de son obscurité académique. Mais même dans ce pays, le bilan national est resté jusqu'ici incomplet, étant consi-

déré davantage comme un moyen — dans l'estimation des flux de créances — que comme une fin en soi. Mis à part quelques précurseurs disséminés (1) dont les travaux restèrent sans écho pendant un quart de siècle, la première tentative de dresser un bilan complet et intégré des Etats-Unis remonte à dix ans environ à l'occasion d'une enquête sur l'épargne (2). Des bilans pour huit dates « repères » de la première moitié de ce siècle ont été établis, à savoir la fin des années 1900, 1912, 1922, 1929, 1933, 1939, 1945 et 1949. Dans le cadre d'une étude entreprise par le « National Bureau of Economic Research », qui se poursuit depuis quelques années sur le marché des capitaux de l'après-guerre, des bilans similaires ont récemment été dressés pour chacune des années de 1945 à 1958. Ceci constitue actuellement la seule série complète de bilans pour les Etats-Unis dans leur ensemble et pour les principaux secteurs économiques de ce pays. Pour la période postérieure à 1945, on dispose des bilans annuels du « Federal Reserve Board », mais ceux-ci sont toutefois limités aux créances et engagements et, de ce fait, ils excluent les actifs tangibles, tels les terrains, les bâtiments, les installations, le matériel et les stocks (3). Ces bilans font partie des statistiques des flux de fonds du Federal Reserve Board.

2. Principales caractéristiques des bilans nationaux des Etats-Unis.

L'établissement de bilans nationaux pour une nation entière ou pour un secteur économique particulier soulève une série de problèmes complexes d'ordre conceptuel et statistique. Une importante littérature a été consacrée à ces problèmes dans les dernières années (4). Il n'est cependant pas nécessaire de discuter ces questions ici. Pour la compréhension des chiffres qui seront présentés et discutés ultérieurement dans cet article, il suffira de résumer très brièvement les caractéristiques essentielles des bilans qui ont été utilisés en fait. Ces caractéris-

(1) F. G. Dickinson et F. Eakin, *The Balance Sheet of the Nation's Economy*, Urbana, Bureau of Business Research, University of Illinois, 1931.

(2) R. W. Goldsmith, *A Study of Saving in the United States*, Princeton, Princeton University Press, 1956, vol. III, chap. I.

(3) *The Flow of Funds in the United States, 1946-1953*, Washington, Federal Reserve Board, 1955, et *Federal Reserve Bulletin*, août 1959, pp. 828 sq.

(4) Qu'il nous suffise de renvoyer le lecteur aux quatre publications suivantes :

P. J. Bjerve et M. Selsjord, « Financial Accounting within a System of National Accounts », in *Income and Wealth*, series VIII, Londres, Bowes and Bowes, 1959, pp. 60 sq.

T. Denizet, « Les problèmes techniques posés par l'établissement des comptes d'opérations financières », in *Income and Wealth*, series IX, à publier.

G. L. Dorrance, « Balance Sheets in a System of Economic Accounts », *Staff Papers*, Fonds Monétaire International, vol. VII, n° 2, octobre 1959, pp. 168 sq.

R. W. Goldsmith, « The Balance Sheet of the United States of America », in *Income and Wealth*, series IV, Londres, Bowes and Bowes, 1955, pp. 322 sq.

(1) *Report of the Committee on the Working of the Monetary System* (Radcliffe Report), Londres, H. M. Stationery Office, 1959, 375 p.

(2) J. G. Gurley et E. Shaw, *Money in a Theory of Finance*, Washington, Brookings Institution, 1960, 371 p.; J. G. Gurley, *Liquidity and Financial Institutions in the Post-war Period*, Joint Economic Committee : Study of Employment, Growth and Price Levels, Study Papers, 1960, n° 14, 57 p.

tiques peuvent être énumérées comme suit : le regroupement de plus de 60 millions d'unités économiques que comptent actuellement les Etats-Unis en un nombre relativement restreint de secteurs économiques pour lesquels il est possible d'établir des bilans séparés; l'examen du contenu et du classement des avoirs et engagements recensés par les bilans; l'évaluation des différentes catégories d'avoirs et d'engagements; et les méthodes par lesquelles les bilans des différentes unités sont regroupés en bilans sectoriels d'abord, nationaux ensuite.

a) *Le regroupement par secteur.*

En principe, il serait souhaitable d'avoir des bilans séparés pour tous les secteurs importants de l'économie, secteurs constitués d'unités suffisamment homogènes au point de vue de la structure de leur bilan et de leur comportement financier. De même, en regroupant les unités, on doit éviter autant que possible de répartir les actifs ou les engagements d'une même unité entre divers secteurs et ce afin de maintenir l'intégrité du bilan des « unités de décision ». Ce problème se pose principalement pour les petites entreprises au sein desquelles les activités d'« entreprises » et de « ménages » sont confondues aussi bien que les actifs et les passifs respectifs. Il en va de même pour les entreprises publiques gérées par l'Etat.

Dans l'élaboration pratique des bilans nationaux des Etats-Unis, il n'a pas toujours été possible de se conformer à ces règles. Le choix et la définition des secteurs ont été dictés surtout par la disponibilité des données et par le souci d'obtenir la plus grande comparabilité possible entre, d'une part, les bilans nationaux et sectoriels utilisés par le « National Bureau » et, d'autre part, les bilans nationaux tels qu'on les trouve exposés, pour les années antérieures à 1945, dans *A Study of Saving in the United States* et, depuis 1945, dans les bilans des actifs et passifs financiers dressés par le Federal Reserve Board. Par suite de ces compromis, on a regroupé l'ensemble des unités économiques aux Etats-Unis en sept secteurs principaux :

- 1) Ménages non agricoles;
- 2) Agriculture;
- 3) Entreprises individuelles non agricoles;
- 4) Sociétés anonymes non financières;
- 5) Intermédiaires financiers;
- 6) Etats et collectivités locales;
- 7) Gouvernement fédéral.

Le seul secteur dont le bilan ait fait l'objet de subdivisions est le secteur financier. Dans ce cas, on a établi des bilans pour environ deux douzaines de sous-secteurs comprenant les banques commerciales, les banques d'épargne, les sociétés d'épargne et de prêts (*saving and loan associations*), les compagnies d'assurances, les caisses de pension privées et publiques, et les sociétés de financement et d'investissement.

Les départements de gestion de fortune (*personal trust*) des banques commerciales qui détiennent des sommes importantes appartenant à des particuliers (au minimum 50 milliards de dollars, soit 4 p.c. du total des avoirs des particuliers) n'ont pas été inclus dans le secteur financier en raison de l'absence de données suffisamment sûres pour toute la période. En conséquence, ces fonds se trouvent incorporés dans le secteur des ménages non agricoles. Dans ce même secteur se trouvent classés les avoirs et les dettes d'organismes sans but lucratif, tels que les églises, les hôpitaux, les fondations, les universités, les syndicats et les institutions charitables diverses, également parce qu'il n'a pas été possible d'en isoler les données. Les avoirs totaux de ces organismes représentent environ 3 p.c. seulement de ceux des ménages non agricoles, de sorte que leur inclusion dans ce secteur ne peut influencer sérieusement l'analyse.

Il est regrettable de ne pouvoir encore, à l'heure actuelle, établir de bilans pour chacun des principaux sous-secteurs des secteurs « ménages » et « entreprises ». Dans le cas des ménages, le critère de base de la subdivision devrait reposer sur le montant total des actifs ou de l'actif net des ménages; pareil critère permettrait d'étudier sur une base commune les différences dans la structure des actifs et des passifs des couches riches et pauvres de la population. Si les données d'ensemble annuelles font défaut jusqu'ici, on dispose heureusement d'informations nombreuses sur le sujet, grâce à l'existence de certains échantillons et de relevés d'impôts sur la fortune immobilière ⁽¹⁾.

Quant au bilan des sociétés non financières et des entreprises individuelles, il devrait être subdivisé en au moins une demi-douzaine de sous-secteurs, tels les industries manufacturières, les industries extractives, les industries du gaz et de l'électricité, les transports, les communications, le commerce, les services et l'activité immobilière. Bien que l'on dispose d'un matériel statistique important pour la confection des bilans de ces sous-secteurs, notamment les listes de relevés d'impôts et autres statistiques gouvernementales, ces données n'ont pas encore été intégrées de façon systématique dans un bilan par secteurs pour l'ensemble des entreprises.

b) *Le contenu des bilans.*

Conformément au principe de base de la comptabilité nationale d'étendre le système aussi loin, mais pas plus loin, que l'utilisation de la monnaie comme étalon de valeur ne le permet, le bilan national aussi bien que les bilans sectoriels comprennent tous les avoirs et engagements dont la valeur marchande réelle ou potentielle est susceptible d'être exprimée

(1) H. Mendershausen, *A Study of Saving in the United States*, Princeton, Princeton University Press, 1956, vol. III, chap. III, et R. Lampman, *Changes in the Share of Wealth Held by Top Wealth-Holders, 1922-1956*, New-York, National Bureau of Economic Research, Occasional Paper 71, 1960, 32 p.

Tableau I.

Aperçu des bilans sectoriels et nationaux des Etats-Unis depuis la guerre

(En milliards de dollars — aux prix courants)

| | Total des actifs | Actifs tangibles | | | | | Actifs financiers | | | | | | | | Dettes | | | Actif net |
|--|------------------|------------------|--------------------|------------|--|------------------------------------|-------------------|--------------------------|------------|------------|------------------|--------------|-----------------------------|-------------|------------|--------------------|-------------------|-----------|
| | | Total | Actifs immobiliers | | Biens de production durables et stocks (5) | Biens de consommation durables (6) | Total | Moyens de trésorerie (8) | Dépôts (9) | Prêts (10) | Obligations (11) | Actions (12) | Réserves mathématiques (13) | Autres (14) | Total (15) | à court terme (16) | à long terme (17) | |
| | | | Habitations (3) | Autres (4) | | | | | | | | | | | | | | |
| (1) | (2) | (3) | (4) | (5) | (6) | (7) | (8) | (9) | (10) | (11) | (12) | (13) | (14) | (15) | (16) | (17) | (18) | |
| 1. Ménages non agricoles : | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| 1945 | 615 | 202 | 142 | 19 | — | 41 | 413 | 45 | 53 | 13 | 71 | 162 | 69 | — | 27 | 12 | 15 | 588 |
| 1951 | 976 | 413 | 271 | 32 | 1 | 109 | 563 | 50 | 74 | 19 | 73 | 232 | 115 | — | 75 | 29 | 46 | 901 |
| 1958 | 1.573 | 632 | 399 | 66 | 2 | 165 | 941 | 53 | 140 | 31 | 88 | 438 | 191 | — | 171 | 59 | 112 | 1.402 |
| 2. Entreprises individuelles non agricoles : | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| 1945 | 65 | 39 | 12 | 14 | 13 | — | 26 | 12 | — | 5 | 9 | — | — | — | 16 | 8 | 8 | 49 |
| 1951 | 107 | 79 | 18 | 29 | 32 | — | 28 | 13 | — | 9 | 6 | — | — | — | 29 | 16 | 13 | 78 |
| 1958 | 141 | 108 | 20 | 44 | 44 | — | 33 | 15 | — | 12 | 6 | — | — | — | 46 | 27 | 19 | 95 |
| 3. Agriculture : | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| 1945 | 104 | 86 | 9 | 50 | 22 | 5 | 18 | 7 | 2 | — | 4 | — | 4 | 1 | 8 | 3 | 5 | 96 |
| 1951 | 175 | 153 | 16 | 79 | 44 | 14 | 22 | 7 | 2 | — | 5 | — | 5 | 3 | 14 | 7 | 7 | 161 |
| 1958 | 206 | 183 | 19 | 105 | 45 | 14 | 23 | 6 | 3 | — | 5 | — | 6 | 3 | 21 | 10 | 11 | 185 |
| 4. Sociétés non financières : | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| 1945 | 251 | 143 | 10 | 78 | 60 | — | 108 | 20 | 1 | 25 | 21 | 27 | — | 14 | 88 | 57 | 31 | 163 |
| 1951 | 480 | 323 | 19 | 152 | 152 | — | 157 | 28 | 1 | 53 | 22 | 37 | — | 16 | 159 | 103 | 56 | 321 |
| 1958 | 757 | 490 | 27 | 238 | 225 | — | 267 | 33 | 1 | 86 | 21 | 78 | — | 48 | 250 | 152 | 98 | 507 |
| 5. Intermédiaires financiers : | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| 1945 | 352 | 2 | 0 | 2 | 0 | — | 350 | 77 | 0 | 49 | 207 | 7 | — | 10 | 330 | 257 | 73 | 22 |
| 1951 | 464 | 5 | 1 | 4 | 0 | — | 459 | 92 | 0 | 121 | 214 | 14 | — | 18 | 428 | 306 | 122 | 36 |
| 1958 | 699 | 10 | 1 | 8 | 1 | — | 689 | 92 | 1 | 243 | 281 | 43 | — | 29 | 632 | 432 | 200 | 67 |
| 6. Etats et collectivités locales : | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| 1945 | 69 | 57 | 1 | 55 | 1 | — | 12 | 5 | 1 | 0 | 6 | — | — | — | 20 | — | 20 | 49 |
| 1951 | 125 | 106 | 3 | 101 | 2 | — | 19 | 8 | 2 | 0 | 9 | — | — | — | 32 | — | 32 | 93 |
| 1958 | 204 | 172 | 6 | 161 | 5 | — | 32 | 11 | 4 | 1 | 16 | — | — | — | 60 | — | 60 | 144 |
| 7. Gouvernement fédéral : | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| 1945 | 79 | 26 | 1 | 20 | 5 | — | 53 | 27 | 0 | 8 | 5 | 2 | — | 11 | 288 | 88 | 200 | — 209 |
| 1951 | 97 | 43 | 1 | 39 | 3 | — | 54 | 4 | 0 | 19 | 6 | — | — | 25 | 270 | 65 | 205 | — 173 |
| 1958 | 117 | 57 | 1 | 48 | 8 | — | 60 | 4 | 0 | 27 | 7 | — | — | 22 | 298 | 82 | 216 | — 181 |
| 8. Ensemble des secteurs : | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| 1945 | 1.535 | 555 | 175 | 233 | 101 | 46 | 980 | 193 | 57 | 100 | 323 | 198 | 73 | 36 | 777 | 425 | 352 | 758 |
| 1951 | 2.427 | 1.122 | 329 | 436 | 234 | 123 | 1.302 | 202 | 79 | 221 | 335 | 283 | 120 | 62 | 1.007 | 526 | 481 | 1.417 |
| 1958 | 3.697 | 1.652 | 473 | 670 | 330 | 179 | 2.045 | 214 | 149 | 400 | 424 | 559 | 197 | 102 | 1.478 | 762 | 716 | 2.219 |

en termes monétaires. Peuvent donc seuls figurer parmi les avoirs et engagements, les éléments pouvant faire l'objet d'une appropriation selon le régime légal de l'endroit et de l'époque considérés. Il en résulte que dans la plupart des régions du globe et dans la majorité des périodes de l'histoire moderne, les êtres humains et les ressources naturelles libres, comme la lumière du jour et les précipitations, ne peuvent être incorporés dans un bilan national. De ce point de vue, il existe une étroite similitude entre un bilan national établi selon les principes de la comptabilité sociale et un bilan dressé conformément aux règles comptables en vigueur dans la pratique moderne des affaires. Cette similitude ne va pas jusqu'à inclure des biens « intangibles » au sens étroit du mot, comme par exemple les brevets, la propriété littéraire et artistique, les marques de fabrique et divers droits similaires, ainsi que d'autres éléments intangibles moins bien définis tels que le « good-will ».

La théorie de la comptabilité sociale ne fournit pas de principe directeur clair pour le regroupement à opérer parmi des multiples éléments d'actif et de passif qui peuvent faire l'objet de distinctions. Seule la règle de bon sens suivante fait exception : le contenu des rubriques d'avoirs et de dettes qui apparaissent au bilan national doit être homogène dans sa nature économique et dans son évaluation par le sujet possédant. Ces mêmes critères doivent permettre en plus de distinguer clairement les rubriques les unes des autres. Dans un langage plus technique, on dira que l'élasticité de substitution doit être plus grande à l'intérieur des rubriques ou catégories que de l'une à l'autre.

En conséquence, une séparation très nette doit être opérée entre les actifs tangibles et les actifs financiers (intangibles). Quant à la nature des subdivisions ultérieures de ces deux groupes d'actifs, elle dépendra du but poursuivi par l'établissement des bilans. Si les bilans doivent servir à l'analyse des relations financières, but sans doute le plus important, le meilleur critère de classement consiste, semble-t-il, dans le degré de liquidité des actifs et des engagements individuels. Toutefois, même en admettant ce principe, le détail du classement des actifs et engagements offre matière à discussion. Il est évident que le classement effectif différera selon les époques et les pays. De toute manière, les actifs qui remplissent la fonction de monnaie et ceux que l'on considère comme de la quasi-monnaie ou substitués à la monnaie doivent être présentés séparément dans les bilans. Il en va de même des autres créances sur les intermédiaires financiers. Enfin, parmi les actifs et engagements résiduels, il importe de distinguer ceux qui ont un marché suffisamment large, des autres.

Les bilans nationaux et sectoriels établis par le « National Bureau » distinguent plus d'une douzaine de catégories d'actifs tangibles, environ deux douzaines de types d'actifs financiers et une douzaine d'espèces d'engagements financiers. Par la suite,

ceux-ci ont été ramenés à un nombre beaucoup plus restreint de catégories plus larges dans le tableau I. Quoique moins détaillée, la classification appliquée ici suffit néanmoins pour mettre en évidence les principaux aspects structurels des bilans des divers secteurs ainsi que les changements survenus au cours de l'après-guerre.

c) *L'évaluation des actifs.*

Parmi tous les problèmes d'ordre conceptuel ou pratique soulevés par l'établissement de bilans nationaux et sectoriels, celui de l'évaluation chiffrée est le plus important sinon le plus difficile à régler. Comme il est impossible de traiter dans cet article de ces questions, on se contentera d'exposer l'essentiel des règles suivies dans l'établissement des bilans présentés ici.

En principe, tous les avoirs et engagements ont été enregistrés aux valeurs courantes ou de marché, ou à la valeur qui s'en rapproche le plus. Ceci signifie qu'un même actif figure pour une valeur identique dans les bilans nationaux et sectoriels sans qu'il soit tenu compte de sa valeur d'évaluation dans le bilan du titulaire de l'actif en question. Il va de soi que cette uniformité est absolument nécessaire si l'on veut éviter que les bilans nationaux et sectoriels soient composés à partir d'un nombre d'évaluations hétérogènes comme ce serait le cas si ces bilans étaient simplement établis en additionnant les relevés préparés par les unités économiques elles-mêmes à l'intention des actionnaires, du fisc ou pour tout autre motif. En fait, cependant, on a dû faire maints compromis avec ces principes ainsi qu'il apparaîtra dans le texte ci-dessous consacré à une brève description des valeurs des principales catégories d'actifs et d'engagements.

Les actifs tangibles remplaçables autres que les stocks (c'est-à-dire essentiellement les bâtiments et les biens de production et de consommation durables) ont été évalués selon la méthode dite de l'inventaire permanent. Cette méthode est basée sur les dépenses d'année en année en nouveaux bâtiments et en biens durables. Ces dépenses sont cumulées sur un nombre d'années correspondant à l'existence utile présumée des différents types de biens durables; elles sont amorties selon la durée d'existence de ces biens, et elles sont ensuite ajustées pour tenir compte des changements de prix sur base d'indices de prix des biens durables et de la construction; autrement dit, les dépenses sont exprimées en prix courants. La méthode revient donc à calculer ce qu'on peut appeler le coût de remplacement des actifs tangibles reproductibles. On suppose qu'en longue période, ce coût de remplacement correspond à peu près à la valeur de marché. Cette supposition, qui peut être vérifiée pour certaines des catégories les plus importantes d'actifs tangibles remplaçables, s'est révélée, à l'expérience, correspondre relativement bien avec la réalité, notamment pour ce qui est des immeubles d'habitation. En ce qui concerne

les stocks, le cheptel et les métaux à usage monétaire, on dispose des chiffres des statistiques officielles, qui correspondent assez bien aux prix du marché.

Parmi les actifs financiers, toutes les créances et les dettes ont été prises à leur valeur nominale sans tenir compte des différences existant pour les titres négociables à long terme entre la valeur nominale et la valeur de marché. Ces différences, bien que parfois importantes pour certains types d'actifs à certaines dates du bilan, ne parviennent cependant pas à altérer les caractéristiques essentielles des bilans sectoriels et nationaux au cours de l'après-guerre.

Les actions de sociétés négociables ont été évaluées aux prix établis à la bourse ou dans le marché organisé « over the counter ». La valeur des autres actions ordinaires a été estimée de manière approximative par analogie.

L'actif net représente dans tous les cas la différence entre la valeur de marché des actifs, déterminée comme décrit ci-dessus, et la valeur des engagements. Une conséquence de cette procédure est que l'actif net des sociétés qui figure du côté droit du bilan, n'est pas identique à la valeur des actions des sociétés, reprise à l'actif des bilans sectoriels et nationaux. En effet, la valeur de marché d'une action ne coïncide qu'occasionnellement avec sa valeur comptable ajustée, c'est-à-dire que le chiffre basé sur la valeur de marché ne correspond pas à l'évaluation des actifs et des passifs dans les livres des sociétés. Le sens et l'importance de la différence entre la valeur marchande et la valeur comptable ajustée des actions de sociétés jettent parfois des lumières intéressantes sur la situation de la bourse.

d) *Intégration et consolidation des bilans.*

Les bilans sectoriels sont considérés comme résultant de l'addition des bilans de toutes les unités indépendantes d'un secteur, les premiers étant bien entendu établis selon la méthode uniformisée d'évaluation décrite plus haut. Les créances et les dettes à l'intérieur d'un secteur ne sont donc pas éliminées, sauf celles existant entre sociétés sœurs ou filiales. De même, le bilan national est le résultat de l'addition de tous les bilans sectoriels. Il existe donc au total certains doubles emplois dans le bilan national. Toutefois, il n'y a aucune raison de les éliminer dans la mesure où ils se révèlent appropriés à l'analyse des relations financières. Si on éliminait toutes les créances et dettes entre unités nationales et toutes les actions détenues par des propriétaires nationaux dans les entreprises individuelles du pays, autrement dit, si on établissait les bilans sectoriels et nationaux selon la méthode comptable dite de consolidation et non par combinaison, le bilan national se réduirait à un état de la richesse nationale, c'est-à-dire aux actifs tangibles et au solde extérieur net. Cette façon d'opérer éliminerait donc les relations financières, dont l'étude constitue un

des objectifs essentiels de la préparation des bilans sectoriels et nationaux.

3. **La croissance des actifs, 1946-1958** (1).

Dans cet article, nous devons nous limiter à présenter un résumé du bilan de la Nation et des sept principaux secteurs de l'économie à trois époques de l'après-guerre, fin 1945, fin 1951 et fin 1958.

Le choix de la première et de la dernière date ne nécessite pas de justification. La fin de l'année 1945 constitue le point de départ obligé de toute analyse consacrée à l'après-guerre; quant à 1958, c'est la dernière année pour laquelle il existe à présent un bilan national. Heureusement, les deux périodes considérées occupent une position identique dans le cycle, venant toutes deux rapidement après un creux, comme le montre la chronologie cyclique établie par le National Bureau of Economic Research. La fin de l'année 1958 est toutefois éloignée du creux d'environ six mois de plus que la fin de l'année 1945. Le choix de la fin de l'année 1951, période qui coïncide à peu près avec la fin des hostilités en Corée, a été dicté par la volonté de séparer deux parties de la période d'après-guerre qui diffèrent considérablement dans de multiples aspects de leurs caractéristiques économiques. En particulier, les prix des marchandises ont subi une hausse rapide durant la première partie s'étendant de 1946 à 1951, alors que les cours des actions n'ont pas subi de variation marquée. Par contre, dans la seconde partie de la période considérée qui couvre les années 1952 à 1958, la hausse du niveau général des prix fut faible, mais on enregistra des augmentations sensibles des prix de certaines catégories d'actifs tangibles reflétées en particulier dans la hausse du prix des actions ordinaires. Ces différences apparaissent clairement en de nombreux points du bilan de la Nation.

De la fin de 1945 à la fin de 1958, l'actif national total — c'est-à-dire la somme de tous les actifs tangibles et financiers détenus par l'ensemble des unités économiques installées sur le territoire des Etats-Unis — est monté de près de 1.550 milliards de dollars à environ 3.700 milliards, ce qui représente un taux annuel moyen de croissance de 7 p.c. environ. Le taux de croissance fut légèrement plus rapide au cours de la première partie de la période, pendant laquelle l'actif national augmenta de 57 p.c., soit à un taux annuel de 7 3/4 p.c., contre un accroissement de 52 p.c. ou 6 1/4 p.c. par an durant la seconde partie de la période. Ces taux ne sont pas sans précédent. C'est ainsi que le taux annuel d'accroissement de l'actif national a atteint en moyenne 6 1/2 p.c. entre 1900 et 1929.

(1) Les chiffres présentés dans cette section ainsi que dans les sections 4 à 6 sont une première approximation d'estimations qui seront publiées désormais, sous une forme peut-être légèrement modifiée, par le National Bureau of Economic Research.

Une partie importante de cet accroissement rapide de l'actif national est évidemment imputable à la hausse générale du niveau des prix des actifs au cours de l'après-guerre. Dans l'estimation de l'influence des mouvements de prix sur l'élévation de l'actif national, il est nécessaire de séparer, comme le fait le tableau II, les actifs tangibles des

actifs financiers. La valeur courante des actifs tangibles, terrains, bâtiments, équipement et stocks, s'est élevée de 550 milliards de dollars en 1945 à 1.650 milliards en 1958, ce qui représente une hausse annuelle moyenne de 8 3/4 p.c. Le taux de croissance fut relativement beaucoup plus élevé dans la première moitié de la période où il atteignit en

Tableau II. Taux de croissance des principales composantes de l'actif national des Etats-Unis

| Périodes | Actif national (1) | Actifs tangibles (2) | Actifs financiers (3) | Actions (4) | Créances (5) | Produit national brut (6) |
|-----------------|-----------------------|-------------------------|--------------------------|------------------|-----------------|---------------------------------|
| Prix courants | | | | | | |
| 1946-1951 | 7,8 | 12,5 | 4,9 | 6,1 | 4,5 | 9,7 |
| 1952-1958 | 6,2 | 5,7 | 6,7 | 10,3 | 5,5 | 4,5 |
| 1946-1958 | 7,0 | 8,9 | 5,8 | 8,3 | 5,0 | 6,9 |
| Prix constants | | | | | | |
| 1946-1951 | 1,6 ¹ | 3,9 | - 0,4 ² | 1,5 ³ | 0,9 | 3,5 |
| 1952-1958 | 3,0 ¹ | 3,3 | 2,8 ² | 1,5 ³ | 3,3 | 2,6 |
| 1946-1958 | 2,4 ¹ | 3,6 | 1,4 ² | 1,5 ³ | 1,4 | 3,0 |

¹ Moyenne pondérée des colonnes 2, 4 et 5.

² Moyenne pondérée des colonnes 4 et 5.

³ Estimations.

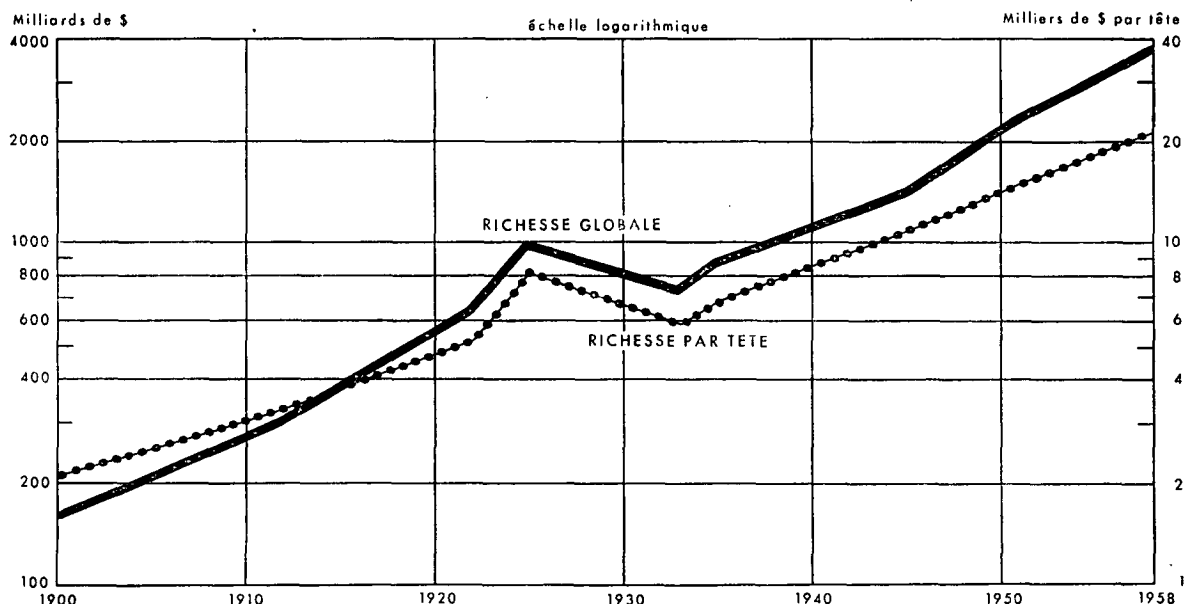
moyenne 12 1/2 p.c. l'an que dans la seconde moitié où il tomba à 5 3/4 p.c. Cette différence toutefois est due principalement à la hausse plus rapide des prix des actifs tangibles dans la première partie de la période. Si l'on considère les valeurs courantes en tenant compte des changements de prix et si l'on effectue l'ajustement pour chaque rubrique, on trouve, pour les actifs tangibles, un accroissement annuel moyen de 4 p.c. environ pour la première partie et de 3 1/2 p.c. pour la seconde. Il n'y a donc guère de différence marquée entre les deux parties de la période dans le taux réel de croissance des actifs tangibles, c'est-à-dire de la richesse nationale (¹).

Il est beaucoup plus difficile de faire des imputations appropriées en ce qui concerne les changements de prix des actifs financiers. La valeur courante des titres et parts industrielles, dont la plupart sont des actions de sociétés, s'est accrue de 45 p.c. environ dans la première moitié de la période, et de 90 p.c.

dans la seconde moitié, ce qui représente des taux annuels moyens respectifs de 6 1/2 p.c. et 9 1/2 p.c. L'essentiel de cet accroissement est imputable au facteur « prix », spécialement dans le cas des actions de capital ordinaires. L'accroissement réel des actions industrielles mesuré en prenant, par exemple, le rapport de la valeur des nouvelles émissions d'actions à celle des actions existantes fut très faible, probablement pas plus que 1 1/2 p.c. en moyenne par an. Le volume des créances et engagements ayant une valeur nominale définie s'est accru plus régulièrement. La hausse a atteint 30 p.c. environ, soit 4 1/4 p.c. par an, au cours de la première partie de la période et 45 p.c., soit 5 1/4 p.c. par an, durant la seconde partie. Ces actifs ne sont, cela va de soi, que très peu affectés par les variations des prix des titres. Toutefois, on peut dire qu'il convient d'ajuster le volume des créances et des dettes aux mouvements du niveau général des prix, par exemple par l'indice de réajustement employé dans le calcul du volume du produit national brut. On trouve alors, en regard d'un accroissement de 90 p.c. de la valeur nominale des créances pour toute la période d'après-guerre, une hausse de près de 60 p.c. du niveau des prix, ce qui correspond à un accroissement « réel » de 20 p.c. seulement. Durant la première partie de la période, le niveau général des prix a augmenté un peu plus que la valeur nominale des créances et des dettes, de telle sorte qu'exprimée en termes réels, la valeur des créances a diminué de 5 pc. environ. D'autre part, entre la fin de 1951 et la fin de 1958,

(¹) Les chiffres dans le texte, tout comme dans les tableaux, ne comprennent que les actifs de nature civile. Si l'on inclut les actifs militaires du gouvernement fédéral, mais une telle opération est assez approximative, le taux moyen de croissance des actifs corporels exprimés en termes réels tombe de 3 1/2 p.c. à 3 p.c. Le taux de croissance diminue de façon sensible pour la première partie de la période de 4 p.c. à 2 1/2 l'an, mais reste inchangé pour la seconde partie. Ceci a pour effet de renverser l'allure des taux. En effet, le taux de croissance est maintenant plus élevé dans la seconde que dans la première période (3 1/2 contre 2 1/2 p.c. l'an), alors qu'il est plus bas dans la seconde que dans la première partie si l'on ne considère que les actifs civils (3 1/2 contre 4 p.c.).

LA CROISSANCE DE L'ACTIF NATIONAL DES ETATS-UNIS AUX PRIX COURANTS ¹



¹ Total brut des actifs de l'ensemble des unités économiques.

la hausse de la valeur nominale des créances et des dettes fut beaucoup plus rapide que celle du niveau des prix. Il en est résulté un accroissement de 25 p.c. de la valeur réelle des créances, ce qui correspond à un taux annuel moyen de $3 \frac{1}{4}$ p.c.

Si l'on combine les mouvements des principales catégories d'actifs, on constate que la hausse de l'actif national, 7 p.c. en moyenne par an au cours de l'après-guerre, résulte en grande partie des mouvements de prix. En effet, si on raisonne en termes « réels » malgré les difficultés d'un tel concept, particulièrement si on veut l'appliquer aux actifs financiers, on observe que l'actif national s'est accru de $2 \frac{1}{2}$ p.c. environ par an, résultat d'une hausse de $3 \frac{1}{2}$ p.c. environ des actifs tangibles et de $1 \frac{1}{2}$ p.c. seulement des actifs financiers.

4. La répartition des avoirs et de l'actif net entre les secteurs.

Parmi les divers aspects des bilans nationaux pouvant faire l'objet d'une étude, nous en retiendrons seulement trois qui nous paraissent s'imposer avec le plus d'évidence : la répartition de l'avoir national total et de l'actif net entre les secteurs; la position des intermédiaires financiers dans le bilan national; et la structure bilantaire des principaux secteurs, ce qui nous permettra de traiter brièvement d'une relation particulièrement intéressante pouvant être déduite directement du bilan national, à savoir le coefficient des relations financières.

La répartition des avoirs totaux et de l'actif net entre les divers secteurs principaux de l'économie américaine apparaît au tableau III. Les modifications des parts relatives des secteurs traduisent à la fois des différences dans les taux de croissance réelle des

actifs et dans les mouvements relatifs des prix des actifs détenus par un secteur, chacun de ces deux éléments étant lui-même le résultat de l'action de divers facteurs. Pour cette raison, il ne nous est pas possible, dans le cadre limité de cet article, de dégager l'influence des divers facteurs sur les variations du taux de croissance des actifs des différents secteurs et ainsi sur les modifications de la part de ces secteurs dans le total de l'avoir national ou de l'actif net. Nous nous limiterons ici à relever les principaux changements intervenus depuis la guerre dans la répartition de l'avoir national et de l'actif net.

Nous remarquons en premier lieu une hausse modérée du secteur des ménages non agricoles qui s'élève à un peu plus de $\frac{2}{5}$ du total. Cette augmentation traduit notamment la hausse sensible du cours des actions durant la seconde partie de la période, étant donné qu'une grande masse de ces titres est détenue par les ménages non agricoles. En second lieu, il y a un recul prononcé du secteur des entreprises individuelles, agricoles et non agricoles, de 11 p.c. environ à $9 \frac{1}{2}$ p.c. du total, recul survenu durant la seconde partie de la période. Dans ce cas-ci, la difficulté est d'expliquer non pas le déclin qui est conforme aux mouvements longs, mais la légère hausse observée entre 1945 et 1951. Cette hausse peut être en grande partie expliquée par l'accroissement marqué des prix des terrains et des bâtiments survenu immédiatement après la guerre. La hausse continue de la part des sociétés non financières, de $\frac{1}{6}$ à un peu plus de $\frac{1}{5}$ du total, constitue un troisième point d'une importance considérable. Cette hausse, qui est intervenue essentiellement dans la première partie de la période, reflète également l'accroissement prononcé des prix des actifs tangibles. En quatrième lieu, on relève le

déclin de la part du secteur financier, limité toutefois à la première partie de la période. Nous reviendrons sur ce point ultérieurement. Une cinquième tendance se reflète dans l'accroissement, durant toute la période, de la part des Etats et des collectivités locales, dû à l'expansion continue des activités de

ces institutions. Enfin, on note comme sixième fait caractéristique le recul sensible de la part du gouvernement fédéral tout au long de la période. Ce fléchissement est dû, non pas à une diminution de la valeur absolue des actifs détenus par le gouvernement, mais au retard de leur développement par

Tableau III.

Répartition des avoirs et de l'actif net entre les principaux secteurs

(Prix courants — en pour cent)

| | Avoirs totaux | | | Actif net | | |
|---|---------------|-------|-------|-----------|--------|-------|
| | 1945 | 1951 | 1958 | 1945 | 1951 | 1958 |
| 1. Ménages non agricoles | 39,9 | 40,3 | 42,5 | 77,3 | 63,5 | 63,0 |
| 2. Agriculture | 6,9 | 7,2 | 5,6 | 12,9 | 11,3 | 8,4 |
| 3. Entreprises individuelles | 4,2 | 4,4 | 3,8 | 6,5 | 5,5 | 4,3 |
| 4. Sociétés non financières | 16,4 | 19,8 | 20,5 | 21,4 | 22,6 | 22,9 |
| 5. Intermédiaires financiers | 22,9 | 19,1 | 18,9 | 2,9 | 2,5 | 3,1 |
| 6. Etats et collectivités locales | 4,6 | 5,2 | 5,5 | 6,6 | 6,6 | 6,4 |
| 7. Gouvernement fédéral | 5,2 | 4,1 | 3,2 | - 27,6 | - 12,0 | - 8,1 |
| 8. Ensemble des secteurs | 100,0 | 100,0 | 100,0 | 100,0 | 100,0 | 100,0 |

rapport à l'expansion de l'ensemble des actifs nationaux ⁽¹⁾. Les étrangers seront peut-être étonnés d'apprendre que le gouvernement fédéral ne possède actuellement guère plus de 3 p.c. de la richesse civile totale des Etats-Unis et que sa part dans les actifs tangibles, même en y incluant les avoirs en or, ne dépasse pas 5 p.c.

Si l'on regroupe les sept secteurs examinés en catégories plus larges, on constate que les changements intervenus durant l'après-guerre sont moins prononcés. La part des ménages agricoles et non agricoles s'est accrue légèrement de 47 p.c. à 48 p.c.; celle des entreprises est restée stable à un niveau quelque peu supérieur aux 2/5 du total et celle du gouvernement est tombée de 1/10 à 1/12. Une stabilité semblable a également été observée dans le passé pour des périodes plus longues ⁽²⁾. Les tendances d'après-guerre, bien que peu accusées, évoluent parfois en sens contraire de celles observées dans les quatre premières décennies du siècle. Ainsi, la tendance à l'augmentation de la part des ménages contraste avec le léger recul observé entre 1900 et 1945, et le déclin de la part du gouvernement s'oppose à la hausse sensible enregistrée dans la période précédant la deuxième guerre mondiale.

La répartition de l'actif net (l'excédent de la valeur au prix du marché de l'ensemble des actifs sur la valeur des engagements) diffère de celle des actifs totaux en raison de différences importantes dans la répartition de l'endettement. Les change-

ments dans la répartition de l'actif net entre les secteurs, tels qu'ils apparaissent dans la partie droite du tableau III, sont le fruit d'une combinaison de changements dans la répartition des actifs et des engagements, conséquence de nombreux facteurs, parmi lesquels interviennent l'épargne des divers secteurs et les mouvements relatifs des prix des actifs détenus dans ces secteurs.

En ce qui concerne les changements dans la répartition de l'actif net durant l'après-guerre, le point important à signaler est la part négative importante, quoiqu'en déclin rapide, du gouvernement fédéral. Ce fait, qui est surtout une conséquence de la seconde guerre mondiale, est l'indication de ce que la dette du gouvernement fédéral a constamment dépassé les avoirs de celui-ci au cours de l'après-guerre ⁽¹⁾. Toutefois, le montant absolu de l'endettement net du gouvernement fédéral a légèrement diminué alors que ses actifs augmentaient : d'une part, le niveau des prix est monté, alors qu'il n'y avait pas modification importante de la dette; d'autre part, l'importance relative de la légère diminution en valeur absolue de la dette nette du gouvernement fédéral, a décliné sensiblement en raison de la hausse rapide de l'actif net des autres secteurs, qui a atteint 190 p.c. aux prix courants. Le résultat est que l'endettement net du gouvernement fédéral représentait, à la fin de 1958, moins de 7 p.c. de l'actif net de l'ensemble des autres secteurs contre 28 p.c. à la fin de la seconde guerre mondiale.

⁽¹⁾ Le recul serait encore plus accentué si on tenait compte des avoirs à caractère militaire du gouvernement fédéral. Dans ce cas, la part du gouvernement serait revenue de 10 p.c. en 1945 à 6 1/2 p.c. en 1951 et à 5 p.c. en 1958.

⁽²⁾ *Income and Wealth*, series IV, 1955, p. 373.

⁽¹⁾ Il n'est pas tenu compte dans le tableau III des avoirs à caractère militaire du gouvernement fédéral. Si on les inclut, la part du gouvernement dans l'actif net total, tout en restant négative, se rétrécit, revenant de 13 p.c. en 1945 à 6 p.c. en 1951 et à 3 p.c. en 1958.

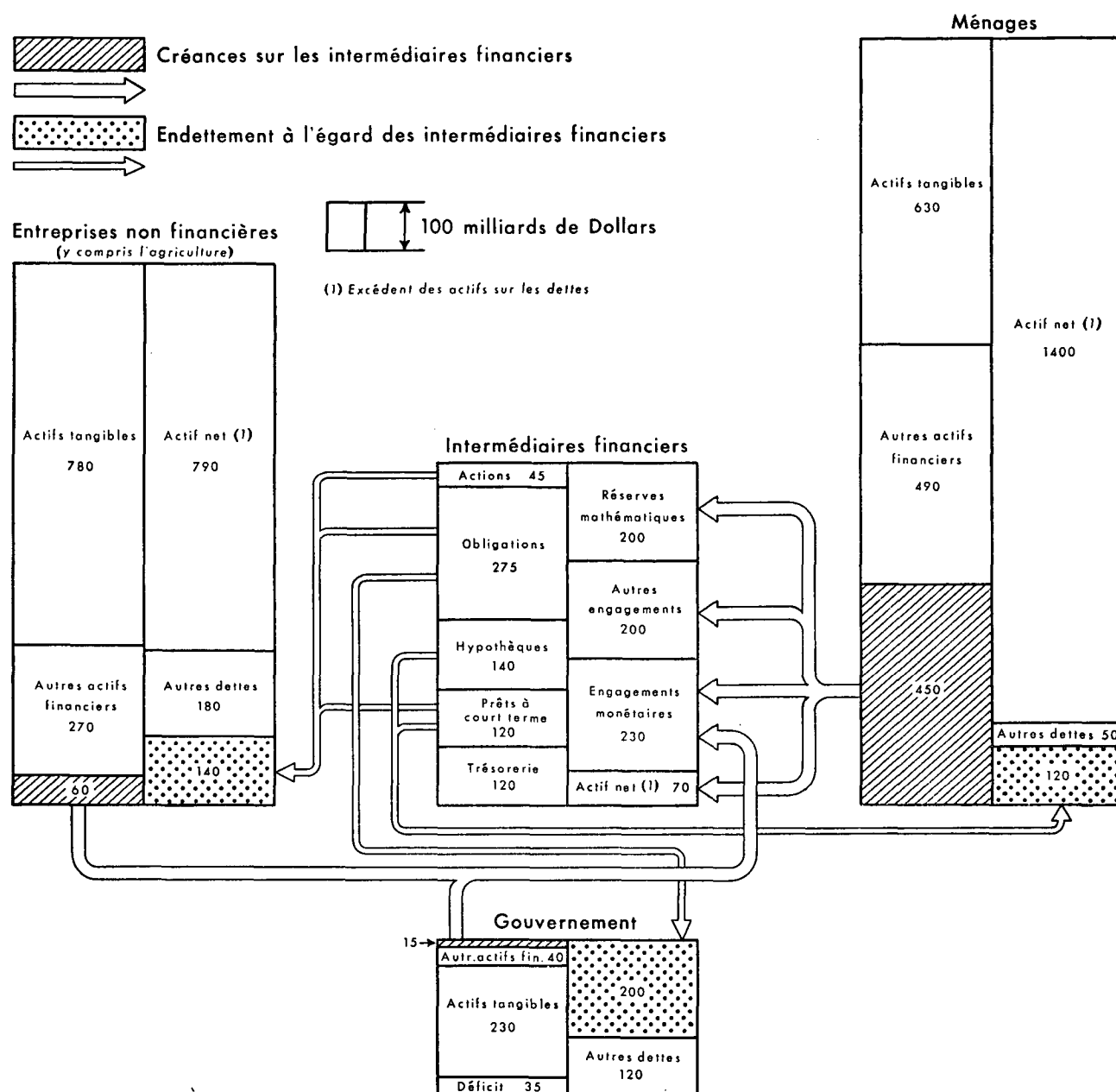
La forte réduction au cours de l'après-guerre de la part négative du gouvernement fédéral dans l'actif net a entraîné le recul des parts positives de la plupart des autres secteurs, exception faite pour les sociétés non financières et les intermédiaires financiers.

5. La place des intermédiaires financiers dans le bilan national.

L'un des principaux services que le calcul des bilans nationaux et sectoriels peut rendre est de permettre d'analyser et de clarifier la position des intermédiaires financiers dans le processus économique. Une première étape en ce sens est constituée par les

indications que nous offrent les bilans nationaux et sectoriels sur les relations créditrices et débitrices entre les intermédiaires financiers, d'une part, et chacun des autres secteurs, d'autre part. Le schéma illustre les principaux aspects de ces relations. Une seconde étape est l'identification des relations existant entre les intermédiaires financiers. Afin de permettre une étude appropriée de ces relations, il est nécessaire de subdiviser les différentes catégories d'avoirs et d'engagements distingués au bilan, de façon à identifier les secteurs (ou sous-secteurs) auxquels appartient les divers créanciers et débiteurs. Il convient de subdiviser, par exemple, le poste de l'actif « hypothèques » en hypothèques agricoles, hypothèques sur les habitations accordées aux ménages non agricoles et aux sociétés, et hypo-

RELATIONS ENTRE LE BILAN DES INTERMÉDIAIRES FINANCIERS ET LES BILANS DES AUTRES SECTEURS DE L'ÉCONOMIE AUX ÉTATS-UNIS EN 1958



thèques sur bâtiments non résidentiels accordées aux entreprises individuelles et aux sociétés non financières. Une classification intersectorielle aussi complète n'est pas encore possible pour toutes les catégories d'actifs et d'engagements repris dans les bilans détaillés du tableau I. Bien qu'assez résumé, ce tableau fournit une idée des principales relations liant les intermédiaires financiers aux autres secteurs de l'économie américaine durant la période d'après-guerre.

La lecture du tableau I montre que les intermédiaires financiers interviennent pour environ 1/5 dans le total des actifs de l'ensemble des unités économiques aux Etats-Unis et que leur part a diminué de 23 p.c. en 1945 à 20 p.c. en 1951 et à 19 p.c. en 1958. Etant donné que les intermédiaires financiers ne détiennent pratiquement pas d'actifs tangibles, lesquels constituent une partie importante et souvent même la majorité des avoirs des autres secteurs, la part des intermédiaires financiers dans les actifs intangibles des Etats-Unis est beaucoup plus élevée. Elle s'est maintenue en moyenne un peu au-dessus de 1/3 durant l'après-guerre et n'a accusé qu'un léger recul de 36 p.c. en 1945 et 1951 à 34 p.c. en 1958. De plus, les intermédiaires financiers détiennent relativement peu d'actions, la grande masse de celles-ci étant propriété des ménages, mais possèdent, par contre, une partie très importante des créances. Durant toute l'après-guerre, leur part a représenté près de 45 p.c. des créances totales aux Etats-Unis. Il apparaît donc que les intermédiaires financiers ont maintenu leur position dans un domaine qui les intéresse du premier chef pour y avoir investi plus des 9/10 du total de leurs avoirs. Puisque l'ensemble des créances existant dans un pays comprend les créances sur les intermédiaires financiers (tels les moyens de trésorerie, les dépôts d'épargne et les assurances) et que ces mêmes intermédiaires financiers ne détiennent qu'une partie relativement minime de ces créances dans l'ensemble des relations à l'intérieur de leur secteur (cf. colonnes 8, 9 et 13), on comprend que la part des intermédiaires financiers dans le total des créances sur les autres secteurs est beaucoup plus élevée que leur part dans l'ensemble des créances existantes. C'est ainsi que les intermédiaires financiers ont détenu, durant l'après-guerre, approximativement les 3/5 de l'ensemble des dettes des autres secteurs et ont accru leur part de 59 p.c. en 1945 et 56 p.c. en 1951 à 63 p.c. en 1958.

Alors que les intermédiaires financiers ne détiennent qu'un peu moins de la moitié de l'ensemble des engagements à court terme des autres secteurs, constitués principalement par des comptes débiteurs et des effets à payer par des crédits à la consommation, ils occupent une place prépondérante dans la plupart des autres catégories de créances. Leur part dans le total des créances hypothécaires est passée de 3/5 en 1945 à 3/4 en 1958. Alors qu'au lendemain de la guerre, ils détenaient un peu plus de la moitié de l'ensemble des bons et obligations

à court terme, en 1958, ils en possédaient les 2/3. Leur part a même été supérieure pour les obligations de sociétés, mais inférieure, par contre, pour les titres émis par les pouvoirs locaux et les Etats, et pour les fonds du Trésor à long terme. La seule catégorie importante de créances pour laquelle on observe une diminution de la part des intermédiaires financiers est constituée par les bons et certificats du Trésor à moins d'un an. Il convient de remarquer cependant que les intermédiaires financiers détenaient encore en 1958 environ les 2/3 du total de ces titres en circulation, contre près des 9/10 au lendemain de la guerre. Ce recul est la conséquence d'un des phénomènes financiers les plus intéressants de l'après-guerre, à savoir l'utilisation largement répandue, parmi les sociétés non financières, de titres du Trésor à court terme en tant que réserves liquides comme substitution partielle aux dépôts bancaires.

Les intermédiaires financiers sont aussi l'un des plus importants débiteurs des autres secteurs. Durant toute l'après-guerre, ils sont intervenus pour un peu plus des 2/5 dans l'ensemble des dettes existantes aux Etats-Unis. Leur part a été sensiblement moins élevée dans la dette à long terme — où ils supportent la concurrence du gouvernement fédéral, des Etats, des collectivités locales et des sociétés non financières, émetteurs d'obligations, ainsi que des ménages et des sociétés immobilières, emprunteurs hypothécaires — que dans la dette à court terme, où ils n'entrent surtout en compétition que sur le plan du crédit commercial aux entreprises et du crédit à la consommation accordé aux ménages. La part des intermédiaires financiers dans la dette à long terme totale du pays, comme le montre la lecture du tableau I, a augmenté sensiblement au cours de l'après-guerre, passant de 21 p.c. à 28 p.c., sous l'effet principalement de l'accroissement rapide des engagements à long terme nés des contrats d'assurance et de pension. Par ailleurs, la part des intermédiaires financiers dans la dette à court terme a diminué légèrement de 61 p.c. à 57 p.c., en raison de la hausse très rapide du volume de l'endettement commercial et du crédit à la consommation.

Bien que le tableau I ne fasse pas mention de ces variations, il est intéressant de souligner quelques changements importants survenus au cours de l'après-guerre dans la position relative des principaux sous-secteurs d'intermédiaires financiers. Ainsi, la part des banques commerciales dans les avoirs totaux de l'ensemble des intermédiaires financiers a décréu fortement, de la moitié environ à un tiers seulement, entre 1945 — époque où la part des banques était exceptionnellement élevée sous l'effet de l'expansion monétaire de la guerre — et 1958. De leur côté, les sociétés d'épargne et de prêts (*saving and loan associations*) semblables à beaucoup d'égards aux caisses d'épargne bien que leurs prêts soient concentrés sur les opérations immobilières, les compagnies d'assurances spécialement en ce qui concerne les programmes privés de pensions, les sociétés financières et les sociétés d'investissement,

ont toutes considérablement accru leur part dans l'actif total de l'ensemble des intermédiaires financiers. Ces changements dans la position relative des différentes catégories d'intermédiaires financiers sont courants; les uns sont le résultat de modifications structurelles à long terme de l'organisation financière du pays, les autres, par contre, ont un caractère temporaire. Les bilans nationaux et sectoriels constituent l'un des meilleurs moyens d'étudier ces mouvements et de distinguer les changements plus ou moins permanents des modifications à caractère transitoire.

6. Structure des bilans des principaux secteurs de l'économie.

Ainsi qu'il apparaît au tableau IV, la structure des bilans des principaux secteurs diffère considérablement selon la nature des actifs détenus par chaque secteur qui dépend à son tour de nombreux facteurs : les techniques de production, la nature et l'importance respective des opérations menées par des propriétaires ou par des locataires, les méthodes de financement reflétées dans l'étendue et le caractère des engagements, les mouvements relatifs des prix des actifs et des dettes, l'importance de l'épargne dans le passé, et bien d'autres facteurs. Les secteurs très étendus, distingués au tableau IV, ne sauraient suffire entièrement aux besoins d'une analyse économique réellement satisfaisante; pareille analyse doit pouvoir utiliser les bilans des sous-secteurs industriels, ainsi que des sous-secteurs formés sur la base de l'importance des avoirs ou de l'actif net du secteur des ménages. Dans beaucoup de cas, les données requises par l'établissement de pareilles subdivisions sont disponibles, toutefois la place nous manque ici pour présenter et commenter ces chiffres (1).

La distinction de base à faire entre les sept principaux secteurs est, d'une part, tout ce qui comprend les intermédiaires financiers et, d'autre part, les trois secteurs industriels non financiers (sociétés non financières, entreprises individuelles, agriculture), ainsi que les trois secteurs finaux (ménages non

agricoles, Etats et collectivités locales, gouvernement fédéral). Le bilan des intermédiaires financiers est caractérisé, du côté des actifs, par la prédominance de créances à valeur nominale fixe, portant un taux d'intérêt fixe et, du côté droit du bilan, par l'importance des engagements relativement à l'actif net. Les avoirs tangibles ont représenté en moyenne 1 p.c. environ du total des actifs de ce secteur. Quant à l'actif net, il n'a jamais atteint, durant l'après-guerre, plus de 10 p.c. de l'ensemble des actifs des intermédiaires financiers.

En ce qui concerne la part des autres secteurs dans les actifs tangibles, on observe qu'elle a varié de 2/5 pour les ménages non agricoles à 7/8 environ pour l'agriculture, les Etats et les collectivités locales. Leur prédominance a même été plus forte dans l'actif net du côté droit du bilan. L'importance des parts des secteurs varie ici de 2/3 environ pour les entreprises non agricoles, les Etats et les collectivités locales à 9/10 pour les ménages agricoles et non agricoles.

Les principaux changements d'ordre structurel intervenus après la guerre dans la composition des bilans ont été orientés dans le même sens pour presque tous les secteurs. Parmi les actifs, l'importance des avoirs tangibles a augmenté, tandis que la part de l'actif net a quelque peu décliné comparativement aux engagements. La plupart de ces changements, notons-le, sont intervenus durant la première partie de la période. Les changements survenus ultérieurement entre 1951 et 1958, sauf quelques exceptions, furent très peu importants. En effet, l'augmentation de la part des avoirs tangibles dans les actifs totaux a surtout été la conséquence de la hausse prononcée des premières années de l'après-guerre qui fut ensuite beaucoup moins marquée à partir de 1951. De même, l'accroissement du rapport de la dette à l'actif net constaté dans la première partie de la période est la conséquence de la faible proportion des engagements par rapport à l'actif à la fin de la guerre, et du volume très élevé des investissements dans les premières années de l'après-guerre ayant entraîné dans plusieurs secteurs une hausse relativement plus importante des opérations d'emprunt que des actes d'épargne.

Les données du tableau I permettent de calculer quelques coefficients bilantaires intéressants, notamment ceux qui expriment le rapport des actifs liquides aux actifs totaux en utilisant au numérateur soit uniquement les moyens de trésorerie, ou encaisses (colonne 8), soit les encaisses et les certificats du Trésor à court terme (colonnes 8 et 16), soit même les encaisses, les dépôts d'épargne, et les emprunts et certificats du Trésor à court terme (colonnes 8 + 9 + 10 + 16). On peut calculer de la même manière le coefficient exprimant le rapport des actifs dont les prix sont particulièrement sensibles (actions et avoirs tangibles) aux actifs totaux, ainsi que celui qui traduit le rapport des engagements à l'actif total. Le calcul et l'interprétation

(1) Les bilans des sociétés de nombreuses branches industrielles sont disponibles annuellement dans *Statistics of Income*, dont les statistiques reposent sur les relevés des impôts des sociétés. D'autres bilans, dont la forme se prête mieux à l'analyse financière, sont publiés chaque trimestre par la Federal Trade Commission et la Securities and Exchange Commission, mais ils sont limités aux industries manufacturières. Ces deux séries de bilans présentent toutefois un défaut de base : les capitaux fixes y sont évalués à leur coût.

Dans le secteur des particuliers, la seule tentative d'établir des bilans complets pour des groupes de ménages, classés selon les avoirs, l'actif net, le revenu, l'occupation et l'âge des membres, concerne la période antérieure à 1950 (R. W. Goldsmith, *A Study of Saving in the United States*, vol. III, pp. 102 sq.). Des bilans pour toutes les personnes disposant d'actifs supérieurs à 60.000 dollars, classés selon l'importance des actifs et l'âge des titulaires, ont été établis à partir des relevés d'impôts sur la fortune pour les années 1944 (H. Mendershausen, *op. cit.*, pp. 356 sq.) et 1953 (R. Lampman, *op. cit.*).

de ces coefficients ainsi que de tous autres pouvant être tirés du tableau I sont laissés aux soins du lecteur.

7. Le coefficient des relations financières (financial interrelations ratio).

Le bilan national permet de calculer aisément un coefficient d'une grande utilité en analyse financière, particulièrement pour l'étude des phénomènes financiers en longue période et pour les comparaisons entre pays. Ce coefficient, appelé coefficient des relations financières, s'obtient en rapportant la valeur des actifs financiers aux actifs tangibles. Il mesure donc le rapport du volume de la superstructure constituée par des actifs financiers à celui de l'infrastructure représentée par les actifs réels tangibles. Le coefficient des relations financières peut être décomposé comme suit :

1) deux fois le rapport des avoirs des intermédiaires financiers (à l'exclusion des créances sur les autres organismes financiers) à l'ensemble des actifs tangibles et

2) le rapport des autres actifs financiers, c'est-à-dire de ceux qui ne sont pas dûs par ou à des intermédiaires financiers, à l'ensemble des actifs tangibles.

Le coefficient des relations financières mesure donc à la fois le volume de la superstructure dédoublée des actifs financiers en regard de la valeur de l'ensemble des actifs tangibles de la Nation, et le

doublement introduit dans le bilan national par l'action des organismes financiers qui sont des maillons de la chaîne reliant les ultimes fournisseurs et utilisateurs de fonds et qui, de ce fait, accroissent l'ensemble des actifs financiers existant dans l'économie (1).

La valeur et les variations du coefficient des relations financières dépendent d'un grand nombre de facteurs aux relations fréquemment complexes. C'est pourquoi il ne nous est pas possible ici de fournir une explication adéquate des fluctuations du coefficient des relations financières (CRF) aux Etats-Unis après la guerre (2).

On se bornera à commenter brièvement les chiffres du tableau V relatifs au coefficient et à ses principales composantes. On remarquera qu'ici les chiffres ne se limitent pas aux trois années « repères » 1945, 1951 et 1958, mais sont donnés, quoique sous forme provisoire, pour toutes les années de l'après-guerre sur la base des bilans annuels préparés par le « National Bureau of Economic Research ».

Le tableau V met en évidence deux caractéristiques essentielles du CRF au cours de l'après-guerre. La première est le déclin accusé du coefficient dans les deux années suivant la deuxième guerre mondiale : de 1,70 à la fin de 1945, le coefficient est

(1) R. W. Goldsmith, *Income and Wealth*, series IV, 1955, pp. 362 à 365.

(2) Pour l'exposé et la discussion de ces problèmes, voir R. W. Goldsmith, *Financial Intermediaries in the American Economy since 1900*, Princeton, Princeton University Press, 1958, chap. II et IX.

Tableau V. **Le coefficient des relations financières et ses principales composantes**

Richesse nationale = 1 (excepté col. 6)

Sources : 1900-1939 : R. W. Goldsmith, *A Study of Saving in the United States*, Tableaux W-9 à W-14.
1945-1958 : Bilans nationaux annuels non publiés établis pour le National Bureau of Economic Research.

| Périodes | Ensemble des actifs intangibles (1) | Actifs intangibles constituant les engagements des intermédiaires financiers (2) | Autres actifs intangibles | | | Part des intermédiaires financiers dans les actifs intangibles (6) |
|----------|--|---|---------------------------|-----------------|----------------|---|
| | | | Total (3) | Créances (4) | Actions (5) | |
| 1900 | 0,76 | 0,30 | 0,46 | 0,26 | 0,20 | 0,40 |
| 1912 | 0,84 | 0,36 | 0,49 | 0,24 | 0,25 | 0,42 |
| 1922 | 1,00 | 0,41 | 0,58 | 0,31 | 0,27 | 0,41 |
| 1929 | 1,30 | 0,52 | 0,78 | 0,35 | 0,44 | 0,40 |
| 1933 | 1,27 | 0,59 | 0,68 | 0,35 | 0,33 | 0,47 |
| 1939 | 1,22 | 0,70 | 0,53 | 0,24 | 0,28 | 0,57 |
| 1945 | 1,70 | 1,07 | 0,64 | 0,33 | 0,30 | 0,63 |
| 1946 | 1,40 | 0,85 | 0,55 | 0,34 | 0,21 | 0,60 |
| 1947 | 1,26 | 0,75 | 0,50 | 0,30 | 0,20 | 0,60 |
| 1948 | 1,19 | 0,71 | 0,47 | 0,29 | 0,19 | 0,60 |
| 1949 | 1,23 | 0,74 | 0,49 | 0,29 | 0,20 | 0,62 |
| 1950 | 1,17 | 0,69 | 0,48 | 0,27 | 0,21 | 0,59 |
| 1951 | 1,14 | 0,67 | 0,47 | 0,26 | 0,21 | 0,59 |
| 1952 | 1,16 | 0,70 | 0,46 | 0,25 | 0,21 | 0,60 |
| 1953 | 1,17 | 0,71 | 0,46 | 0,26 | 0,20 | 0,61 |
| 1954 | 1,23 | 0,73 | 0,50 | 0,25 | 0,25 | 0,59 |
| 1955 | 1,27 | 0,73 | 0,54 | 0,26 | 0,28 | 0,58 |
| 1956 | 1,23 | 0,71 | 0,52 | 0,25 | 0,27 | 0,58 |
| 1957 | 1,17 | 0,69 | 0,47 | 0,25 | 0,23 | 0,59 |
| 1958 | 1,23 | 0,71 | 0,52 | 0,24 | 0,28 | 0,58 |

Ces chiffres ne peuvent être obtenus directement à partir du tableau I en raison de certaines modifications de détail; d'autre part, alors que les monnaies métalliques sont classées dans les actifs financiers dans le tableau I, elles sont considérées comme partie de la richesse nationale dans le tableau V.

tombé à 1,26 à la fin de 1947 ⁽¹⁾. La seconde caractéristique est la relative stabilité du *CRF* au cours de la décennie suivante, pendant laquelle il se maintint entre les limites de 1,14 (1951) et 1,27 (1955). Aucune tendance ou mouvement régulier n'est observable durant cette période. Tout au plus peut-on dire que le coefficient tend à se maintenir à un niveau plus bas au cours des années 1950-1953 et à un niveau supérieur entre 1954 et 1957. Sa valeur en 1958, cependant, est virtuellement la même que celle des années 1947-1949.

Le recul sensible du *CRF* dans les deux premières années qui ont suivi la guerre est dû essentiellement à la forte hausse de la valeur des actifs tangibles qui s'est développée au fur et à mesure que l'inflation cessait d'être réprimée pour devenir effective. Face à cette hausse, on notait seulement un léger accroissement du volume des créances et une baisse du cours des actions. La stabilité du *CRF* observée pendant la décennie débutant en 1948 à un niveau où la valeur des actifs financiers dépassait de 1/5 environ celle des actifs tangibles et où l'actif national égalait 2 1/5 fois la richesse nationale, peut signifier deux choses : soit l'absence de changements importants intervenus dans la structure financière, soit, de façon positive, le développement parallèle de la structure financière et de la richesse nationale. Cette croissance de la structure financière à son tour est elle-même le résultat de l'expansion du volume de la richesse nationale et de la hausse des prix des actifs tangibles qui se sont toutes deux poursuivies de façon assez régulière pendant cette période.

Les deux principales composantes du *CRF* : le rapport de l'actif des institutions financières à la richesse nationale, et celui des autres actifs intangibles à la richesse nationale, sont restées aussi stables que le *CRF* lui-même. De ce fait, la part des institutions financières dans le total des actifs intangibles s'est maintenue à peu près constamment au niveau d'environ 3/5. Des changements assez importants ont toutefois eu lieu à l'intérieur de la deuxième composante du *CRF* qui exprime le rapport des actifs intangibles non émis ou détenus par les intermédiaires financiers à la richesse nationale. Après être restée assez stable aux alentours de 1/5 entre 1947 et 1953, la part des actions (pour la plupart des actions de sociétés) dans la richesse nationale s'est élevée à plus de 1/4 en 1954-1958

(1) La valeur en 1945 du *CRF* était historiquement exceptionnellement élevée sous l'effet de l'expansion du volume des créances qui avait eu lieu pendant la guerre — en particulier des dépôts bancaires et des titres émis par la Trésorerie — tandis que des contrôles s'efforçaient de contenir le niveau des prix ; on distingue là les caractéristiques de l'inflation réprimée.

sous l'effet de la forte hausse du cours des actions. Inversement, la part des autres créances (fonds publics, obligations de sociétés, hypothèques et autres prêts à court terme détenus en dehors des intermédiaires financiers) a diminué graduellement, revenant de 3/10 environ de la richesse nationale en 1946-1949 à seulement 1/4 à la fin de la période. En conséquence, la part des actions dans la deuxième composante du *CRF* s'est élevée d'un niveau de 2/5 environ en 1946-1949 à plus de la moitié depuis 1954. Ceci est une autre indication de l'importance déclinante dans l'économie de créances non émises ou détenues par les institutions financières.

Si l'on examine les choses dans une perspective historique, on constate que le *CRF* s'est situé, depuis la guerre, et plus précisément depuis 1947, approximativement au même niveau que durant les années trente, avant la forte augmentation de la seconde guerre mondiale. Son niveau d'après-guerre est cependant sensiblement plus élevé qu'entre 1900 (0,80) et le milieu des années vingt (environ 1,0). Quant à la similitude des niveaux du *CRF* dans les années d'après-guerre et durant la période comprise entre le milieu de 1920 et la seconde guerre mondiale, elle résulte, dans une certaine mesure, de différences compensées entre certaines de ses composantes. Tout d'abord, la part des intermédiaires financiers dans le *CRF* était un peu plus élevée dans les années cinquante qu'aux alentours des années 1920 et 1930. En second lieu, dans l'après-guerre parmi les actifs intangibles en dehors des intermédiaires financiers, la part des créances était relativement plus importante et celle des actions moins importante.

La différence dans la structure financière, telle que la mesure le *CRF*, est plus prononcée quand on compare l'après-guerre à la période antérieure aux années vingt. Les années trente étaient similaires à la seconde moitié des années cinquante. Non seulement, le *CRF* en 1958 était pratiquement le même qu'en 1939, mais il en allait de même pour ses composantes. Les modifications de la structure financière des Etats-Unis, telles qu'elles apparaissent dans le *CRF*, sont donc plus accusées dans les vingt années précédant 1939 qu'au cours des deux décennies suivantes. Il sera intéressant de voir si ce raisonnement gardera encore sa valeur lorsqu'il deviendra possible de comparer les changements échelonnés sur trente années — avant ou après — 1939. Les changements de la période 1909-1939 sont incontestablement plus accusés qu'entre 1919 et 1939. En sera-t-il de même des changements survenant dans les périodes 1939-1959 et 1939-1969 ?

LE MARCHÉ MONÉTAIRE DE LONDRES (1)

I. DESCRIPTION DU MARCHÉ MONÉTAIRE

Généralités.

Le marché monétaire de Londres est un marché large et souple, dans lequel des fonds peuvent être placés à court terme sans perdre le caractère de liquidités. Les prêteurs sont les banques, comprises au sens large. La quasi-totalité des fonds apportés au marché (soit quelque 1.000 millions de livres sterling) est placée en certificats de trésorerie et en obligations à court terme. Le solde est presque intégralement affecté à des placements en papier commercial.

La liquidité du marché est assurée par le fait que les principaux intervenants, les *Discount Houses* (ou Maisons d'escompte) — que l'on désigne d'ailleurs collectivement sous le nom de « Marché » —, ont toujours la possibilité de monétiser leurs avoirs à la *Bank of England*, soit par le réescompte, soit par la remise en nantissement de papier éligible.

La principale fonction du marché est de permettre à chacune des banques individuellement d'ajuster son encaisse aux fluctuations de la demande de monnaie, et au système bancaire dans son ensemble de faire face à une insuffisance ou un excès de liquidités résultant des prélèvements de fonds ou des dépenses de la Trésorerie (*The Exchequer*).

a) Les institutions : Les organismes intervenant sur le marché et les instruments qui y sont négociés.

Les organismes qui interviennent sur le marché monétaire de Londres sont :

1) la *Bank of England* (Banque d'Angleterre);
2) les banques, acception qui englobe les onze *London Clearing Banks* (banques londoniennes de compensation), les *Scottish Banks* (banques écossaises), les banques britanniques opérant à l'étranger, les *Commonwealth Banks* (banques des pays du Commonwealth) et les banques étrangères, de même qu'un certain nombre d'*Issuing Houses* (Maisons d'émission) et d'*Accepting Houses* (Maisons d'acceptation);

3) les *Discount Houses*, qui comprennent les douze membres de l'« Association du Marché de

l'escompte de Londres » et constituent le « Marché », ainsi que quelques firmes appelées *Running Brokers* (courtiers participant aux adjudications hebdomadaires de certificats de trésorerie).

Les instruments qui sont négociés sur le marché sont :

1) les certificats de trésorerie (*Treasury Bills*);
2) les obligations à court terme émises par le gouvernement britannique (sont considérées comme telles, celles qui, au moment où on les négocie, ont moins de 5 ans d'échéance);

3) le papier commercial, qui comprend les effets bancaires de premier ordre (*Prime Bank Bills*) et les effets commerciaux (*Trade Bills*).

b) Les fonds.

1) *Quels sont les emprunteurs (secteurs public et privé) ?*

Les emprunteurs sont, en premier lieu, les *Discount Houses* dont il a été question ci-dessus. Les fonds qu'elles empruntent sont placés pour la plus grande partie en certificats de trésorerie (généralement émis à 91 jours de date) et en obligations à court terme, ayant moins de 5 ans à courir, et connues sous le nom de *Short Bonds*. Les *Discount Houses* prennent aussi en portefeuille ou négocient pour compte de tiers du papier commercial : c'est sur ce dernier que se concentrait, dans le temps, le plus clair de leur activité, mais en raison de la forte augmentation de la dette flottante, consécutive au financement des deux guerres mondiales, ce sont maintenant les certificats de trésorerie qui sont passés à l'avant-plan.

Des indications globales sur la composition des actifs détenus par les membres de l'Association du Marché de l'escompte de Londres n'ont jamais été publiées jusqu'à présent, sauf à une occasion pour le Comité Radcliffe. Le tableau dressé à cette intention, est arrêté à la date du 31 décembre 1958 et se présente comme suit :

| AVOIRS | (En millions de livres sterling) |
|--|----------------------------------|
| Encaisse | 10 |
| Certificats de trésorerie en portefeuille | 594 |
| Portefeuille commercial | 70 |
| Obligations « dorées sur tranche » (valeur nominale) | 321 |
| Divers | 57 |
| | <hr/> |
| | 1.052 |

(1) Les expressions anglaises, telles que « Clearing Banks, Discount Houses, etc... », seront conservées dans la langue originale et imprimées en italique.

Dans les adjudications hebdomadaires de certificats de trésorerie, il est de tradition que les fonds offerts par le Marché de l'escompte ne soient jamais inférieurs au montant des certificats que la Trésorerie désire placer. Néanmoins, le montant des certificats finalement alloués au Marché de l'escompte ne constitue qu'un pourcentage donné des offres totales, qui varie d'ailleurs considérablement d'une semaine à l'autre; pendant l'année 1958, ce pourcentage a oscillé entre un minimum de 38 p.c. et un maximum de 83 p.c., la moyenne étant d'environ 60 p.c.

Quant aux certificats de trésorerie que le Marché de l'escompte détient en portefeuille ou rachète à d'autres porteurs, leur volume représente, par rapport au total des certificats en circulation dans le public, un pourcentage nettement moins élevé; en moyenne, pour l'année 1958, cette proportion n'atteignit pas 15 p.c. du total des certificats détenus en dehors des départements publics. Ce dernier pourcentage n'est pas non plus absolument fixe, mais ne subit guère de fluctuations notables à court terme tout au moins. Toute différente est la tendance fondamentale intervenue après 1951, lorsque les taux d'intérêt à court terme furent relevés et que le volume des certificats détenus par le public — en dehors des banques et du Marché de l'escompte — gonfla progressivement. Par rapport au montant total des certificats détenus en dehors des départements publics, la part du Marché de l'escompte tomba d'une moyenne d'environ 25 p.c. en 1952 à une moyenne de quelque 14 p.c. en 1955.

Les *Discount Houses* constituent également le principal marché pour le papier à court terme. Leurs placements en « obligations à court terme » varient très largement dans le temps, tant en chiffres absolus que par rapport à l'encours total de ce type d'obligations. A la fin de 1958, les membres de l'Association du Marché de l'escompte détenaient approximativement le dixième de l'encours global des obligations à court terme. Quant à leurs avoirs en papier commercial, ils totalisent généralement quelque 80 à 100 millions de livres sterling sur une circulation globale d'environ 300 millions. Le Marché escompte un volume plus important d'effets qu'il n'en détient dans son propre portefeuille; les engagements résultant d'endossements d'effets commerciaux cédés à des tiers, sont approximativement égaux ou même supérieurs au montant de ce portefeuille commercial.

On verra que les ultimes emprunteurs de fonds sur le marché sont, d'une part, l'Etat, qui émet des certificats de trésorerie et des obligations, et, de l'autre, les négociants tant du Royaume-Uni que des pays étrangers, qui se financent en escomptant sur le marché leurs effets commerciaux.

2) Quels sont les prêteurs (banques, secteur privé non bancaire, fonds publics autonomes)?

Les principaux prêteurs de fonds sont les *London Clearing Banks* qui font des prêts au jour le jour (*at call*) au marché; mais les *Scottish Banks* et les

banques britanniques opérant à l'étranger font également des prêts de ce genre, tout comme les *Accepting Houses* et (mais dans une moindre mesure) les *Issuing Houses*. Il n'est pas rare qu'une grande *Discount House* opère simultanément avec plus de cent banques différentes. Toutes ces opérations sont basées sur les relations personnelles et aucun contrat écrit n'est jamais échangé.

La provenance des fonds gérés par les membres de l'Association du Marché de l'escompte est indiquée comme suit par le Comité Radcliffe (situation arrêtée à la fin de 1958).

| ENGAGEMENTS | (En millions de livres sterling) |
|---|----------------------------------|
| Bank of England | 8 |
| London Clearing Banks | 519 |
| Scottish Banks | 85 |
| Autres banques du Royaume-Uni | 84 |
| Banques d'outre-mer et étrangères | 263 |
| Autres prêteurs | 47 |
| | 1.006 |

Les fonds prêtés par les banques au Marché représentent leur première réserve de liquidités, après l'encaisse et les avoirs dans d'autres banques (y compris les avoirs à la *Bank of England*). Ainsi donc, lorsqu'une *Clearing Bank* constate, au cours de ses opérations journalières, que son encaisse est tombée en deçà du minimum conventionnel de 8 p.c. (calculé par rapport au total de ses engagements envers ses déposants), elle demandera au Marché le remboursement d'une fraction des fonds qu'elle lui a prêtés. Si l'insuffisance d'encaisse résulte d'un transfert de fonds à d'autres banques, le Marché sera probablement en mesure de réemprunter ce montant autre part, ce qui rétablira l'équilibre du flux monétaire. Si, au contraire, l'insuffisance résulte de ce que certaines encaisses ont été transférées du système bancaire à la *Bank of England* (par exemple pour compte de la Trésorerie), le Marché peut se trouver démuné des fonds nécessaires à rembourser les banques; dans pareil cas une ou plusieurs *Discount Houses* seront forcées de recourir à la *Bank of England*, à un taux qui ne sera pas inférieur au taux de l'escompte officiel, à moins, bien entendu, que la *Bank of England* n'intervienne elle-même en achetant des certificats au Marché. (Ce point est traité ci-dessous au paragraphe III.)

La seconde ligne de liquidité des banques est constituée par leur portefeuille de certificats qu'elles achètent également au Marché. C'est en vertu d'un accord avec les *Discount Houses* que les *Clearing Banks* acquièrent leurs certificats par l'intermédiaire du Marché et n'achètent aucun certificat avant que l'intérêt n'ait couru pendant au moins 7 jours. Les *Clearing Banks* participent cependant directement aux adjudications concurrentiellement avec les *Discount Houses*, pour compte des clients qui leur ont passé des ordres d'achat. L'accord prémentionné ne

s'applique donc qu'aux certificats que les *Clearing Banks* peuvent acquérir pour compte propre. La raison de la convention ainsi souscrite, est que les banques apprécient l'avantage qui découle pour elles de l'existence même du Marché, et ne veulent rien faire qui la mette en question : en effet, si les banques devaient, aux adjudications, déposer leurs offres pour les certificats qu'elles désirent acquérir directement plutôt que de passer par le Marché, ce dernier connaîtrait une sérieuse baisse d'activité. Du point de vue des autorités, qui, elles aussi, souhaitent le maintien du système existant, l'inconvénient que constitue l'absence des *Clearing Banks* aux adjudications est compensé par le fait que les membres de l'Association du Marché de l'escompte sont toujours prêts à prendre tout le papier offert; d'autre part, il existe suffisamment de moyens d'empêcher le Marché de tirer un parti excessif de sa position privilégiée aux adjudications. Par exemple, les *Clearing Banks* pourraient refuser d'acheter des certificats au Marché à un taux tel que ce dernier en retire un bénéfice trop élevé à leurs yeux; elles peuvent également adapter le taux auquel elles consentent à prêter des liquidités au Marché. Enfin, l'intervention aux adjudications de certificats de trésorerie de soumissionnaires n'appartenant pas au Marché, exerce sur les offres de ce dernier une pression concurrentielle très réelle, dont témoigne, ainsi que l'établissent les chiffres cités plus haut, le pourcentage fort variable de répartition des certificats finalement alloués au Marché.

Bien que les certificats de trésorerie puissent être aisément monétisés sur le marché, et constituent donc des titres de créance parfaitement liquides, il faut noter que lorsque les *Clearing Banks* veulent éventuellement restaurer leur liquidité, elles se défont rarement des certificats qu'elles ont en portefeuille, mais rappellent plutôt, dans ce cas, les fonds qui, ainsi qu'on l'a vu ci-dessus, sont prêtés aux *Discount Houses*. Il n'existe cependant aucune relation rigide entre les prêts au jour le jour des *Clearing Banks* et leurs avoirs en certificats de trésorerie; le montant de ces derniers varie dans le temps, selon l'opinion que les banques se font de l'évolution probable du taux du marché des certificats. Si, par exemple, elles estiment que les taux vont baisser, elles préféreront accroître leurs achats de certificats, afin de s'assurer, pendant la période la plus longue possible, l'intérêt actuellement alloué qu'elles considèrent comme favorable; si, par contre, elles pensent que les taux d'intérêt vont augmenter, elles réduiront leur portefeuille de certificats et prêteront à très court terme au Marché les fonds ainsi libérés, afin d'être en mesure, au moment où la hausse deviendra effective, d'en tirer pleinement parti.

Outre les prêteurs dont il a été question ci-dessus, il est de grandes entreprises industrielles, des courtiers en marchandises et d'autres encore qui doivent pouvoir disposer de leurs liquidités à tout moment; les fonds confiés aux banques ne rapportant aucun

intérêt lorsqu'ils y sont déposés pour moins de 7 jours, sont donc plus utilement utilisés à des prêts au jour le jour aux *Discount Houses*.

3) *Relations entre le marché monétaire national et les marchés étrangers. Rôle des avoirs étrangers dans le marché.*

Les avoirs en sterling détenus par l'étranger peuvent aboutir au marché monétaire de Londres par diverses voies. Il est tout d'abord un grand nombre de banques étrangères qui ont un siège à Londres et qui prêtent au marché de l'argent *at call* (au jour le jour). Il existe aussi des banques étrangères qui n'ont pas de siège à Londres, mais qui entretiennent des relations directes avec une ou plusieurs *Discount Houses*, auxquelles elles prêtent *at call* les excédents en sterling qu'elles possèdent occasionnellement. De plus, le marché est influencé par les avoirs en sterling que les résidents d'autres pays détiennent dans des banques anglaises, opérant principalement soit en Grande-Bretagne, soit à l'étranger : les variations de ces avoirs affectent, en effet, la localisation des fonds qui peuvent être prêtés au marché. Les opérations des banques centrales étrangères, dont les avoirs sont confiés à la *Bank of England*, provoquent aussi d'importants déplacements de liquidités vers ou en provenance du Marché. Enfin, les opérations du Fonds d'égalisation des changes (*Exchange Equalisation Account*) constituent un autre facteur d'importance, en raison des déplacements vers ou en provenance du Marché d'avoirs en sterling qui forment la contrepartie de l'or et des devises achetés ou vendus par cet organisme sur les marchés de l'or et des devises, et aussi parce que les besoins ou excédents en sterling du Fonds qui résultent de ces opérations, affectent à due concurrence des besoins d'emprunt de la Trésorerie et influencent par conséquent le volume des certificats sur le marché monétaire.

Les liaisons qui peuvent exister entre le marché londonien et les marchés monétaires étrangers, en raison d'arbitrages sur taux d'intérêt, font l'objet de certaines limitations. Il n'existe aucune limite à un apport de capitaux étrangers résultant de pareils arbitrages, ni à un retrait de capitaux étrangers qui auraient été placés à Londres; par contre, le contrôle des changes interdit la sortie de capitaux appartenant à des résidents. A quelques exceptions près, qui intéressent des firmes traitant d'importantes opérations à l'étranger, seuls les banques et les courtiers, « intermédiaires agréés du marché des changes », peuvent détenir des avoirs en devises, qui constituent d'ailleurs la couverture au comptant d'engagements à terme en devises. Dans le but d'éviter une diversification inutile des détenteurs des réserves de change du pays et de maintenir ces avoirs d'abord entre les mains des autorités monétaires, un maximum a été fixé au montant des réserves de change que les intermédiaires agréés sont autorisés à détenir au comptant. Dans la

mesure où il subsiste une marge entre ce maximum et le montant des réserves de change que les intermédiaires agréés détiennent pour compte de leurs clients, cette marge peut être mise à profit pour mener des opérations d'arbitrage avec des places étrangères. Cependant, la situation est le plus souvent telle que la masse de manœuvre laissée aux intermédiaires agréés pour pratiquer des opérations d'arbitrage est fort étroite en comparaison surtout avec les mouvements qui peuvent se produire du côté des capitaux étrangers non contrôlés. Enfin, lorsqu'on veut faire le compte des diverses possibilités d'arbitrer les taux d'intérêt entre Londres et les marchés étrangers, on ne peut manquer de prendre en considération toute la gamme des taux d'intérêt existants, qui dépendent des politiques individuelles de placement des différents bailleurs de fonds. Cette complexité fait qu'il n'existe pour un état donné du marché du change à terme aucune liaison rigide entre, par exemple, les taux des certificats de trésorerie à Londres et à New-York.

II. LES PRINCIPAUX TAUX D'INTERET DU MARCHE MONETAIRE ET LEUR FORMATION

Le tableau ci-dessous reprend les principaux taux du marché et — à titre d'exemple — indique leur échelonnement, tel qu'il se présente au début de juin 1960.

| | | | |
|--|---|-------|-------------|
| <i>Taux d'escompte de la Bank of England</i> | | | |
| Bank Rate | 5 | | % |
| <i>Clearing Banks :</i> | | | |
| Taux aux déposants (<i>Deposit Rate</i>) | 3 | | % |
| Argent au jour le jour (<i>Call Money</i>) | 3 | 3/8 | % (minimum) |
| <i>Certificats de trésorerie :</i> | | | |
| Taux des adjudications (<i>Tender Rate</i>) | 4 | 9/16 | % |
| Taux de cession sur le marché ⁽¹⁾ | | | |
| (<i>Market Selling Rate</i>) | 4 | 1/2 | % |
| <i>Effets commerciaux :</i> | | | |
| Taux de cession pour des effets bancaires de premier ordre : | | | |
| Taux acheteur | 4 | 11/16 | % |
| Taux vendeur | 4 | 9/16 | % |

(1) Pour des certificats qui viennent d'être émis (*Hot Bills*) et qui ont donc trois mois à courir.

Il n'existe aucune liaison automatique entre le taux d'escompte et les taux du marché. (Le taux d'escompte est le taux minimum auquel la *Bank of England* accepte d'escompter au Marché des effets de premier ordre et des certificats de trésorerie ou d'accorder des avances contre un nantissement de titres éligibles.) Traditionnellement, le taux offert par les *Clearing Banks* à leurs déposants est de 2 p.c. inférieur au taux d'escompte; cependant, cet écart résulte des forces du marché et d'une façon générale n'est pas seulement le produit d'une convention.

Le taux pratiqué pour les prêts et pour les découverts en compte à des clients de premier ordre, est de 1/2 p.c. à 1 p.c. supérieur au taux d'escompte. Le taux minimum décompté au Marché de l'escompte pour des prêts au jour le jour est légèrement supérieur au taux d'intérêt sur les dépôts; le rendement moyen que les banques s'assurent par leurs prêts de call est légèrement supérieur à ce taux minimum, l'écart étant fonction de l'intensité de la demande de liquidités.

Ainsi, le taux d'escompte est le pivot de l'ensemble du système. Si ce taux est relevé, les banques augmentent proportionnellement le taux qu'elles servent à leur déposants. En conséquence, elles s'efforcent de couvrir le coût additionnel des capitaux empruntés en relevant le taux des avances, des découverts et des prêts à court terme au Marché. A son tour, ce dernier relève le taux auquel il accepte d'acheter des effets (certificats de trésorerie ou effets commerciaux) et diminue en même temps le prix auquel il est disposé à souscrire aux adjudications hebdomadaires de certificats; le rendement plus élevé obtenu sur les certificats permet ainsi au Marché de payer un intérêt plus cher sur ses emprunts de call aux banques.

Au contraire, lorsque le taux d'escompte est abaissé, tous les autres taux tendent évidemment à diminuer.

III. INTERVENTIONS DE LA BANQUE CENTRALE SUR LE MARCHE MONETAIRE. COMMENT LA BANQUE CENTRALE INFLUENCE-T-ELLE LE DEGRE DE LIQUIDITE (ET LES TAUX D'INTERET) DU MARCHE ?

On vient d'expliquer comment le taux d'escompte détermine les taux d'intérêt qui prévalent sur le marché.

Outre ce moyen d'action, la *Bank of England* est en mesure d'augmenter ou de réduire le volume des liquidités du marché, par ses achats ou ses ventes « directes » de certificats de trésorerie : ces interventions sont d'ailleurs pratiquées par l'intermédiaire d'une des *Discount Houses*, qui opère en tant que courtier de la *Bank of England*.

Par ce procédé, les autorités monétaires peuvent exercer une influence immédiate et directe sur les taux d'intérêt à court terme. En effet, d'une part, la *Bank of England* peut s'abstenir d'acheter des certificats lorsque les liquidités sont rares, le Marché se trouvant dès lors dans l'obligation de recourir au réescompte de la *Bank of England*, au taux officiel. Or, comme le réescompte n'est accordé que pour une période d'au moins 7 jours, ceci accroît le coût moyen payé par le Marché pour se procurer des fonds. D'autre part — mais ceci est inhabituel —, la *Bank of England* peut encore influencer les taux du marché en achetant ou en vendant des certificats

à un prix supérieur ou inférieur à celui qui prévaut à un moment donné.

Mais, le taux d'escompte peut, à son tour, être affecté indirectement par l'évolution des taux d'intérêt intervenue sur le marché. L'efficacité du taux d'escompte résulte, en effet, de ce qu'il se trouve à un niveau nettement supérieur aux taux du marché, sans quoi ce dernier ne verrait aucun inconvénient à être forcé d'emprunter au taux d'escompte. Si donc les taux du marché se rapprochent trop du taux d'escompte, les autorités peuvent être amenées à relever ce dernier afin de lui conserver son efficacité.

Si la *Bank of England* achète et vend des certificats de trésorerie en vue d'influencer les taux, elle procède également à des achats et à des ventes journalières dans le but de résorber les fluctuations de l'offre de fonds que provoqueraient sans cela sur le marché les décaissements et les recettes, naturellement irréguliers, de la Trésorerie.

Les divergences de caractère *saisonnier* entre les recettes et les dépenses de l'Etat amènent la Trésorerie à ajuster le volume des certificats offerts chaque semaine aux adjudications; ces ajustements constituent, par eux-mêmes, une expression de la politique d'open market, qui vise à neutraliser les conséquences sur le marché monétaire des variations saisonnières des recettes et dépenses de l'Etat.

Un changement dans le volume global des liquidités a pour effet de provoquer sur le marché une variation presque équivalente de la quantité de certificats de trésorerie : en effet, le montant des « autres effets » en circulation est relativement stable. Le montant des certificats émis est la résultante des besoins financiers de l'Etat; ceux-ci sont eux-mêmes déterminés par l'exécution du budget, les opérations du Fonds d'égalisation des changes, etc..., mais sont fonction en même temps de la mesure dans laquelle leur financement a déjà pu être assuré par des ventes d'obligations à long terme ou de titres non négociables (certificats d'épargne nationale (*National Savings Bonds*) et de certificats émis en prépaiement d'impôts (*Tax Reserve Certificates*)).

Quels que soient le montant des besoins financiers de l'Etat et la proportion dans laquelle ce montant est couvert par l'épargne nationale, la Banque centrale peut influencer le volume des certificats de trésorerie détenus par le marché, en opérant sur le marché des fonds publics à long terme (*Gilt-edged Market*). Des ventes de fonds publics par les autorités réduisent, toutes autres choses étant égales, l'encours des certificats de trésorerie, sans cependant, réduire pour autant, nécessairement, le volume des effets publics détenus par le Marché. Comme on l'a vu plus haut, en effet, le Marché place également une partie de ses avoirs en obligations à court terme; en conséquence, les cessions de pareils titres par les autorités peuvent — si c'est le Marché qui se porte acquéreur — provoquer sur

ce dernier un simple déplacement des certificats de trésorerie vers les obligations à court terme.

Le système des dépôts spéciaux (*Special Deposits*) récemment introduit, constitue un autre moyen d'influencer le volume global des certificats de trésorerie détenus en dehors des départements publics et de la *Bank of England*. Une augmentation du volume des dépôts spéciaux des banques a cependant pour premier effet de réduire la liquidité des banques mises en cause. Du point de vue du marché monétaire, l'effet d'un recours à cette technique est de réduire les offres aux adjudications de certificats de trésorerie à un montant inférieur à ce qu'il aurait été autrement; cette réduction s'accompagne d'une diminution tant du volume des certificats recédés aux banques par le Marché que du volume des certificats que les *Discount Houses* tiennent en portefeuille — parallèlement d'ailleurs à la réduction des prêts de call des banques au Marché. L'utilisation de cette technique amène donc normalement une contraction des achats et des ventes des certificats par le Marché, tout comme du portefeuille des *Discount Houses*; mais, comme la diminution du portefeuille des *Discount Houses* est compensée par une réduction du call prêté par les banques, le recours aux dépôts spéciaux ne devrait pas, en soi, modifier directement les taux d'intérêt du marché monétaire.

IV. EXISTE-T-IL UN MECANISME GRACE AUQUEL LES MODIFICATIONS DES TAUX D'INTERET A COURT TERME SE REPERCUTENT DANS LES TAUX A LONG TERME ? INTERDEPENDANCE DES MARCHES DE L'ARGENT ET DES CAPITAUX.

Le « Marché de l'escompte » constitue un baromètre très sensible de l'état du marché monétaire, et sa sensibilité permet aux autorités de formuler un diagnostic lorsqu'elles veulent influencer les taux de ce marché. Quand elles décident à quel prix elles remettront leurs soumissions aux adjudications de certificats, les *Discount Houses* ne doivent pas seulement estimer à quel niveau s'établira la demande globale de certificats, et dans quelle mesure des intervenants non membres du « Marché » viendront concurrencer leurs soumissions, mais en outre, quel sera le coût des capitaux qu'elles emprunteront; ce coût est fonction de la nécessité où les *Discount Houses* peuvent se trouver de recourir à la *Bank of England*, au taux d'escompte. Le Marché prend encore d'autres facteurs en considération, par exemple, les conditions existantes sur les marchés des changes et la tendance générale des taux d'intérêt à court terme sur d'autres places financières, principalement à New-York. Ainsi donc, les estimations du Marché à propos de ces différents éléments exercent une répercussion sur les taux des certificats de trésorerie et des effets commerciaux, comme sur le prix qu'il est disposé à payer pour emprunter des

fonds. De plus, étant donné que les *Discount Houses* placent une grande partie de leurs avoirs en obligations à court terme, leurs estimations affecteront aussi leurs interventions sur ce marché, et donc les rendements de ce type d'obligations (en effet, les *Discount Houses* constituent le principal groupe de preneurs de fonds publics à court terme). Les conditions du marché monétaire se répercutent de la sorte directement sur un segment du marché des fonds publics; cette influence directe sur les titres à court terme se transmet progressivement à l'ensemble du marché.

Le marché des fonds publics (*Gilt-edged Market*) baigne d'ailleurs dans le « climat » général d'abondance ou, selon le cas, d'insuffisance des disponibilités financières. On a vu que le taux auquel les banques accordent des avances à leurs clients est fonction du taux d'escompte : or, le prix demandé aux emprunteurs peut, selon le cas, encourager ces derniers à recourir au crédit ou au contraire, les en

décourager. De même, la rémunération servie par les banques à leurs déposants et les taux des avances chargés par elles à leurs clients, exercent une incidence sur les taux des dépôts et avances des sociétés de financement qui pratiquent, par exemple, le crédit à tempérament.

Le niveau général des taux servis aux déposants et des rendements des fonds publics influence les taux d'intérêt et les autres conditions que l'Etat trouve bon d'offrir sur les certificats d'épargne nationale. En particulier, les conditions financières de ces derniers doivent soutenir la concurrence avec celles des dépôts et titres de participation des sociétés immobilières, de telle sorte qu'ici encore, un alignement s'opère. Ainsi, le « climat » d'abondance ou d'insuffisance du marché monétaire finit par affecter, avec un certain délai, sans doute, non seulement les rendements des fonds publics à long terme, mais encore tous les taux de l'ensemble du marché des capitaux.

BIBLIOGRAPHIE RELATIVE AUX PROBLEMES ECONOMIQUES ET FINANCIERS INTERESSANT LA BELGIQUE

Le lecteur trouvera ci-dessous une bibliographie qui fait suite à celle qui a été publiée dans notre *Bulletin* d'août 1960. Il y a lieu de remarquer que cette bibliographie ne reprend pas les rapports des différentes institutions ni les sources statistiques.

1. MONNAIE — BANQUE

BEAUVOIS R., Contribution à une étude théorique du rôle des intermédiaires financiers. (*Cahiers économiques de Bruxelles, Bruxelles, n° 7, juin 1960, pp. 445-475.*)

CROMBE H., Quelques considérations sur le financement à moyen terme de nos exportations. (*Bulletin commercial belge, Bruxelles, LXXIV, nos 7-8, juillet-août 1960, pp. 41-49.*)

de BRABANDERE E., Liste de quelques problèmes à rencontrer pour promouvoir en Belgique l'usage du chèque. (*La Revue de la Banque, Bruxelles, XXIV, nos 7-8, 1960, pp. 499-507.*)

Le franc belge. (*Bulletin hebdomadaire de la Kredietbank, Bruxelles, XV, n° 33, 13 août 1960, pp. 313-316.*)

Technique du financement des exportations. (*Bulletin hebdomadaire d'Information de la Fédération des industries chimiques de Belgique, Bruxelles, XIII, n° 33, 29 août 1960, pp. 923-927.*)

TOURNEUR G., Les banques au Congo belge et au Ruanda-Urundi. (*Revue pratique des Questions commerciales et économiques, Liège, n° 2, juin 1960, pp. 16-36.*)

VERSTRAETEN L., La position de la Bourse de Bruxelles sur les marchés des capitaux de l'Europe occidentale. (*La Revue de la Banque, Bruxelles, XXIV, nos 7-8, 1960, pp. 535-550.*)

2. REVENU NATIONAL — EPARGNE — INVESTISSEMENTS

Groupe d'études de la Comptabilité nationale. Le produit national brut de la Belgique de 1948 à 1959. (*Cahiers économiques de Bruxelles, Bruxelles, n° 7, juin 1960, pp. 495-496.*)

KERVYN de LETTENHOVE, Les objectifs des pouvoirs publics en matière d'investissement. (*Cahiers économiques de Bruxelles, Bruxelles, n° 7, juin 1960, pp. 347-357.*)

POELMANS J., L'élasticité des dépenses de consommation en Belgique. (*Cahiers économiques de Bruxelles, Bruxelles, n° 7, juin 1960, pp. 419-429.*)

VAN BERWAER J., Les investissements de capitaux belges en Espagne. (*Industrie, Bruxelles, XIV, n° 8, août 1960, pp. 540-543.*)

3. PRIX — SALAIRES.

MAGOS P., Les charges sociales patronales en Belgique de 1950 à 1959. (*Industrie, Bruxelles, XIV, n° 8, août 1960, pp. 577-583.*)

4. BUDGET — FINANCES PUBLIQUES

CRAHAY S., L'idée du budget cyclique et ses applications. (*Revue pratique des Questions commerciales et économiques, Liège, n° 2, juin 1960, pp. 37-49.*)

FERY J., Regards sur les finances communales. (*La Vie économique et sociale, Anvers, XXXI, n° 4, juillet-septembre 1960, pp. 285-290.*)

La péréquation cadastrale. (*Bulletin du C.E.P.I., Bruxelles, V, n° 4, juillet-août 1960, pp. 5-12.*)

Les impôts indirects dans les pays de Benelux. (*Bulletin Benelux, Bruxelles, 1960, n° 1, pp. 59-65.*)

Le Parlement, le problème des finances communales et quelques autres problèmes communaux. (*Le Mouvement communal, Bruxelles, XLII, n° 342, juillet-août 1960, pp. 336-362.*)

7. TRANSACTIONS FINANCIERES INTERNATIONALES

BALOGH T., International Reserves and Liquidity. (*The Economic Journal, Londres, LXX, n° 278, juin 1960, pp. 357-377.*)

DEVONS E., The End of the Dollar Problem? (*The Irish Banking Review, Dublin, juin 1960, pp. 19-24.*)

FRANK H., The United States Balance of Payments Problem. Causes and Cures. (*Economia Internazionale, Gênes, XIII, n° 2, mai 1960, pp. 306-325.*)

HABERLER G., Bilancia dei pagamenti deficitaria e politica economica degli Stati Uniti. (*Moneta e Credito, Rome, n° 50, juin 1960, pp. 127-141.*)

La convertibilité des monnaies européennes. (*Supplément au Bulletin économique de la Banque Nationale du Viêt-Nam, Saïgon, 1959, nos 3-4, pp. 41-64.*)

LA VOLPE G., I problemi del regolamento dei pagamenti internazionali e i cambi. (*Ricerche Economiche, Venise, XIII, nos 3-4, septembre-décembre 1959, pp. 337-362.*)

READING B., The Forward Pound, 1951-1959. (*The Economic Journal, Londres, LXX, n° 278, juin 1960, pp. 304-319.*)

The Position of Sterling : Background Material. (*Midland Bank Review, Londres, août 1960, pp. 8-13.*)

9. INTEGRATION EUROPEENNE

ABS H., Problemi monetari e creditizi dei paesi della C.E.E. (*Bancaria, Rome, XVI, n° 6, juin 1960, pp. 641-647.*)

BAUDHUIN F., La Belgique devant le Marché commun. Honnêtes médecins et faux prophètes. (*Revue de la Société belge d'Etudes et d'Expansion, Liège, n° 191, mai-juin-juillet 1960, pp. 394-399.*)

CARLI G., Aspects actuels de la collaboration financière entre les pays de la C.E.E. (*Bancaria, Rome, XVI, n° 6, juin 1960, pp. 635-640.*)

CHASSEPOT J., L'action des Communautés européennes sur les investissements. (*Cahiers économiques de Bruxelles, Bruxelles, n° 7, juin 1960, pp. 359-371.*)

EVARD-JUSSANT J., Le Marché commun. La situation après dix-huit mois d'activité. (*Synthèse, Bruxelles, n° 171, août 1960, pp. 133-141.*)

SAUWENS A., Les entreprises face à la Communauté Economique Européenne. (*La Vie économique et sociale, Anvers, XXXI, n° 3, mai 1960, pp. 179-192.*)

SAUWENS A., L'association des territoires d'outre-mer à la C.E.E. (*La Vie économique et sociale, Anvers, XXXI, n° 4, juillet-septembre 1960, pp. 245-262.*)

SOLDATI A., Le fonctionnement de la Communauté Economique Européenne. (*Aussenwirtschaft, Saint-Gall, XV, n° 3, septembre 1960, pp. 214-224.*)

VERSTRAETEN L., La position de la Bourse de Bruxelles sur les marchés des capitaux de l'Europe occidentale. (*La Revue de la Banque, Bruxelles, XXIV, nos 7-8, 1960, pp. 535-550.*)

10. GENERALITES

Coup d'œil sur l'industrie houillère belge. (*Bulletin hebdomadaire de la Kredietbank, Bruxelles, XV, n° 34, 3 septembre 1960, pp. 325-328.*)

DISDIER A., The Congo's Economic Crisis. (*Belgian Trade Review, New-York, XV, n° 8, août 1960, pp. 25-27.*)

En Belgique, la reprise économique sera-t-elle freinée par les événements du Congo? (*L'Economie, Paris, XVI, n° 741, 31 août-1^{er} septembre 1960, pp. 7-8.*)

FLAMME M., La réforme du régime des marchés de l'Etat. (*Industrie, Bruxelles, XIV, n° 8, août 1960, pp. 558-563.*)

GEERTMAN J., De structuur van de Belgische detailhandel. (*Economisch-Statistische Berichten, Rotterdam, XLV, n° 2.249, 24 août 1960, pp. 844-847.*)

HELLMANN R., Belgiëën kann Kongokrise überwinden. (*Der Volkswirt, Francfort-sur-le-Main, XIV, n° 34, 20 août 1960, pp. 1.893-1.894.*)

HUYBRECHTS A., L'économie congolaise à l'heure de la faillite. (*Industrie, Bruxelles, XIV, n° 8, août 1960, pp. 565-576.*)

JANSSENS P., L'économie belge devant le drame congolais. (*L'Industrie textile belge, Bruxelles, II, n° 8, août 1960, pp. 14-18.*)

KIRSCHEN E., Droits de douane et taxes de transmission à l'importation. (*Cahiers économiques de Bruxelles, Bruxelles, n° 7, juin 1960, pp. 477-493.*)

L'économie belge et les événements du Congo. (*Bulletin économique de la Banque de Bruxelles, n° 7, septembre 1960, 6 p.*)

L'interpénétration belgo-congolaise sur le plan économique et financier. (*Bulletin hebdomadaire de la Kredietbank, Bruxelles, XV, n° 32, 6 août 1960, pp. 305-308.*)

Problemi dello sviluppo economico del Congo Belga e sua posizione nella Comunità Economica Europea. (*Ricerche Economiche, Venise, XIII, nos 3-4, septembre-décembre 1959, pp. 490-499.*)

VAN ROMPUY V., De Belgische economie in 1959. (*De Gids op maatschappelijk gebied, Bruxelles, LI, nos 7-8, juillet-août 1960, pp. 663-676.*)

LEGISLATION ECONOMIQUE

Ces informations rappellent les lois et arrêtés ainsi que les avis officiels qui revêtent un intérêt particulier au point de vue de l'économie générale du pays et qui ont fait l'objet d'une publication au Moniteur belge, au cours du mois précédant celui de la parution du Bulletin.

Seuls les lois et arrêtés les plus importants sont repris in extenso. Une simple mention, accompagnée éventuellement d'une notice explicative, est consacrée aux autres textes législatifs.

Afin de faciliter la consultation de ces informations, les textes ont été groupés sous les rubriques suivantes :

- I. — *Législation économique générale*
- II. — *Législation relative aux finances publiques (y compris les lois budgétaires), législation monétaire, bancaire et financière*
- III. — *Législation agricole*
- IV. — *Législation industrielle*
- V. — *Législation du travail*
- VI. — *Législation relative au commerce intérieur*
- VII. — *Législation relative au commerce extérieur*
- VIII. — *Législation des transports*
- IX. — *Législation relative aux prix et aux salaires*
- X. — *Législation sociale (pensions, assurances sociales et avantages sociaux divers)*
- XI. — *Législation en matière de dommages de guerre*

I. — LEGISLATION ECONOMIQUE GENERALE

Arrêté ministériel du 23 juin 1960

modifiant l'arrêté ministériel du 20 mars 1956, organisant la mise au travail des chômeurs par les provinces, les communes et les établissements publics (Moniteur du 6 août 1960, p. 5.958).

Loi du 28 juillet 1960

créant un Fonds temporaire tendant à favoriser l'assainissement du marché charbonnier (Moniteur du 1^{er} août 1960, p. 5.828).

Article 1^{er}. — Il est institué au Ministère des Affaires Economiques un Fonds temporaire tendant à favoriser l'assainissement de l'industrie charbonnière.

Ce Fonds est destiné à favoriser, par voie de subvention, l'écoulement des excédents de la production charbonnière, sans préjudice des obligations résultant pour la Belgique des traités internationaux.

Art. 2. — Le Fonds est alimenté par un droit spécial perçu à l'occasion de la mise en consommation des fuel-oils, tels qu'ils sont définis à l'article 2, 4^o, de l'arrêté ministériel du 29 mars 1958 réglant l'exécution des dispositions légales relatives au régime d'accise des huiles minérales.

Ce droit spécial est fixé annuellement par le Roi pour une période de douze mois. Il ne peut cependant, pour une période de un an à partir de l'entrée en vigueur de la présente loi, dépasser le montant de 60 francs à la tonne de fuel-oil. Ce montant est réduit à 40 francs pour la deuxième année et à 20 francs pour la troisième année. A l'expiration de la troisième année, ce droit est supprimé.

Arrêté royal du 30 juillet 1960

octroyant une subvention à l'exportation des charbons à charge du Fonds temporaire tendant à favoriser l'assainissement de l'industrie charbonnière (Moniteur du 1^{er} août 1960, p. 5.829).

Article 1^{er}. — Une subvention, à charge du Fonds temporaire tendant à favoriser l'assainissement de l'industrie charbonnière, peut être accordée par le Ministre des Affaires Economiques pour les exportations de houille à destination des pays qu'il désigne.

Art. 2. — La subvention est attribuée sur décision du Ministre des Affaires Economiques soit au charbonnage producteur, soit à l'exportateur, pour un tonnage déterminé de houille effectivement exporté, endéans un délai fixé, non repris aux stocks et produit par un charbonnage ne bénéficiant d'aucune subvention non récupérable.

Art. 3. — Le montant de la subvention s'élève :

1) si elle est accordée directement au charbonnage producteur, au tiers de la différence entre le prix de vente du barème de ce charbonnage en application à la date de la mise en vigueur du présent arrêté et le prix de vente effectif départ mine, sans pouvoir dépasser 150 francs par tonne;

2) si elle est accordée directement à l'exportateur, à la moitié de la différence entre le prix de vente du barème de ce charbonnage en application à la date de la mise en vigueur du présent arrêté et le prix départ mine payé par l'exportateur au charbonnage, sans pouvoir dépasser 150 francs par tonne.

réglant l'exécution de la loi du 28 juillet 1960 créant un Fonds temporaire tendant à favoriser l'assainissement du marché charbonnier (Moniteur du 1^{er} août 1960, p. 5.831).

réglant l'exécution de l'arrêté royal du 30 juillet 1960 relatif au Fonds temporaire pour l'assainissement du marché charbonnier (Moniteur du 1^{er} août 1960, p. 5.833).

Arrêté royal du 19 août 1960

modifiant l'arrêté du Régent du 2 juillet 1949 relatif à l'intervention de l'Etat en matière de subsides pour l'exécution de travaux par les provinces, communes, associations de communes, commissions d'assistance publique, fabriques d'églises et associations des polders et des wateringues (Moniteur du 30 août 1960, p. 6.498).

**II. — LEGISLATION RELATIVE AUX FINANCES PUBLIQUES
(Y COMPRIS LES LOIS BUDGETAIRES),
LEGISLATION MONETAIRE, BANCAIRE ET FINANCIERE**

Loi du 28 juin 1960

contenant le budget du Ministère des Travaux Publics et de la Reconstruction pour l'exercice 1960 (Moniteur du 30 août 1960, p. 6.483).

Article 1^{er}. — Il est ouvert pour les dépenses ordinaires de l'exercice 1960, afférentes au Ministère des Travaux Publics et de la Reconstruction (...), des crédits s'élevant à la somme de 2.113.655.000 francs.

Art. 5. — Des crédits d'engagement sont ouverts pour un montant de 4.710.100.000 francs (...).

Art. 6. — Des crédits de paiement résultant des obligations contractées en exécution des autorisations accordées par la présente loi et par les lois antérieures sont ouverts jusqu'à concurrence de 6.436.333.000 francs (...).

Art. 10. — Est approuvé, le budget du « Fonds des Routes 1955-1969 » pour l'exercice 1960 (...).

Ce budget s'élève, pour les recettes, à 3.082.250.000 francs et, pour les dépenses, à 3.057.430.000 francs.

Il comporte, en dépenses, des crédits d'engagement pour un montant de 2.500.000.000 francs.

Loi du 5 juillet 1960

contenant le budget du Ministère des Communications pour l'exercice 1960 (Moniteur du 13 août 1960, p. 6.132).

Article 1^{er}. — Il est ouvert pour les dépenses ordinaires de l'exercice 1960, afférentes au Ministère des Communications (...), des crédits s'élevant à la somme de 7.440.464.000 francs.

Art. 7. — Des crédits d'engagement sont ouverts pour un montant de 3.005.653.000 francs (...).

Art. 8. — Des crédits de paiement résultant des obligations contractées en exécution des autorisations accordées par la présente loi et par les lois antérieures sont ouverts jusqu'à concurrence de 4.566.243.000 francs (...).

Art. 11. — Est approuvé le budget de la Régie des Télégraphes et des Téléphones pour l'exercice 1960 (...).

Ce budget s'élève, pour les recettes, à 8.225.791.000 francs et, pour les dépenses, à 8.125.392.000 francs.

Il comporte (...) des crédits d'engagement pour un montant de 2.089.679.000 francs.

Art. 12. — Est approuvé le budget de la Régie des Voies aériennes pour l'exercice 1960 (...).

Ce budget s'élève, pour les recettes, à 94.278.000 francs et, pour les dépenses, à 105.547.000 francs.

Art. 13. — Est approuvé le budget de l'Office Régulateur de la Navigation Intérieure pour l'exercice 1960 (...).

Ce budget s'élève pour les recettes à 94.278.000 francs et pour les dépenses à 105.547.000 francs.

Art. 14. — Est approuvé le budget du Groupement belge du Remorquage pour l'exercice 1960 (...).

Ce budget s'élève, pour les recettes, à 14.379.000 francs et, pour les dépenses, à 14.379.000 francs.

Art. 15. — La Société Nationale des Chemins de Fer belges est autorisée à émettre, en Belgique ou à l'étranger, en monnaie belge ou étrangère, un ou plusieurs emprunts pour un montant effectif n'excédant pas trois milliards de francs belges, destinés à couvrir des dépenses de renouvellement du matériel roulant et des installations fixes.

Le Roi est autorisé à attacher la garantie de l'Etat au paiement des intérêts et au remboursement du capital de ces emprunts.

Les intérêts et la prime de remboursement éventuelle afférents à ces emprunts sont exempts de tous impôts et taxes réels présents ou futurs, au profit de l'Etat, des provinces et des communes.

La charge d'amortissement des emprunts dont question au présent article, sera répartie sur une durée de trente et un ans à partir du 1^{er} janvier 1970 de telle manière que les emprunts soient entièrement amortis au 31 décembre 2000.

La Société Nationale des Chemins de Fer belges est autorisée à émettre des emprunts en renouvellement des émissions dont question au présent article; ces emprunts de renouvellement ne pourront être émis qu'à concurrence des montants primitifs sous défalcation des amortissements imposés à l'alinéa précédent.

Arrêté royal du 11 juillet 1960

modifiant l'arrêté royal du 22 septembre 1937 d'exécution des lois coordonnées relatives aux impôts sur les revenus (Moniteur du 11 août 1960, p. 6.089).

Arrêté royal du 14 juillet 1960

autorisant la Société Nationale de la Petite Propriété Terrienne à émettre, sous la garantie de l'Etat, un emprunt de 300 millions de francs (Moniteur du 1^{er} août 1960, p. 5.832).

Article 1^{er}. — La garantie de l'Etat est attachée à un nouvel emprunt, au montant effectif de trois cents millions de francs, à émettre par la Société Nationale de la Petite Propriété Terrienne.

Loi du 18 juillet 1960

contenant le budget des Services du Premier Ministre et du Ministre-Vice-Président du Conseil de Cabinet pour l'exercice 1960 (Moniteur du 18 août 1960, p. 6.228).

Article 1^{er}. — Il est ouvert pour les dépenses ordinaires de l'exercice 1960, afférentes au budget des Services du Premier Ministre et du Ministre-Vice-Président du Conseil de Cabinet (...), des crédits s'élevant à la somme de 72.493.000 francs.

Loi du 29 juillet 1960

contenant le budget de la Gendarmerie pour l'exercice 1960 (Moniteur du 5 août 1960, p. 5.916).

Article 1^{er}. — Il est ouvert pour les dépenses ordinaires de l'exercice 1960, afférentes à la Gendarmerie (...), des crédits s'élevant à la somme de 1.503.000.000 francs.

Loi du 29 juillet 1960

contenant le budget du Ministère de la Défense Nationale pour l'exercice 1960 (Moniteur du 10 août 1960, p. 6.053).

Article 1^{er}. — Il est ouvert pour les dépenses ordinaires de l'exercice 1960, afférentes au Ministère de la Défense Nationale (...), des crédits s'élevant à la somme de 12.775.500.000 francs.

Art. 9. — Des crédits d'engagement sont ouverts pour un montant de 9.635.781.000 francs (...).

Art. 10. — Des crédits de paiement résultant des obligations contractées en exécution des autorisations accordées par la présente loi et par les lois antérieures sont ouverts jusqu'à concurrence de 5.793.873.000 francs (...).

Institut Belgo-Luxembourgeois du Change

Décisions du Conseil de l'Institut Belgo-Luxembourgeois du Change. Relations entre l'Union Economique Belgo-Luxembourgeoise, d'une part, et la République du Congo et le Ruanda-Urundi, d'autre part (Moniteurs des 10 et 31 août 1960, pp. 6.076 et 6.535).

I. a) Les paiements par des régnicoles et des résidents d'importations de marchandises d'origine de la République du Congo doivent être effectués exclusivement par versement en francs belges au compte de la Banque Centrale du Congo Belge et du Ruanda-Urundi auprès de la Banque Nationale de Belgique. Ces paiements doivent être exécutés dans les trente jours du dédouanement.

b) Les paiements par des régnicoles et des résidents de marchandises d'origine de la République du Congo, vendues à l'étranger, doivent être effectués au plus tard au moment de la réception du paiement de l'étranger.

Si ce paiement est fait en francs belges ou en francs luxembourgeois, le transfert vers le Congo s'effectuera uniquement par versement de francs belges au crédit du compte de la Banque Centrale du Congo Belge et du Ruanda-Urundi auprès de la Banque Nationale de Belgique.

II. a) Toutes les autorisations permettant un transfert périodique, mensuel ou autre, de francs belges ou francs luxembourgeois par le débit du compte d'une banque établie dans la République du Congo ou au Ruanda-Urundi, et délivrées à la suite de la décision du Conseil du 29 mars 1960, cessent d'être valables. Elles seront remplacées par d'autres dispositions comme prévu aux points b) et c) ci-après.

b) Les sièges belges et luxembourgeois des sociétés et organismes ayant des agents occupés dans la République du Congo ou au Ruanda-Urundi sont autorisés à transférer en francs belges ou francs luxembourgeois, par le débit du compte d'une banque établie dans la République du Congo ou au Ruanda-Urundi, les sommes nécessaires à la mise à disposition de ces agents en Union Economique Belgo-Luxembourgeoise d'un montant correspondant à 50 p.c. maximum des rémunérations brutes qui leur sont dues, augmenté éventuellement des allocations familiales encaissées dans la République du Congo ou au Ruanda-Urundi et dont les ayants droit se trouvent en dehors de ces territoires. Les retenues opérées à la source en Union Economique Belgo-Luxembourgeoise à quelque titre que ce soit, doivent être imputées sur les sommes ainsi transférées.

Les sociétés et organismes qui souhaitent bénéficier de cette autorisation, sont invités à prendre contact avec l'Institut Belgo-Luxembourgeois du Change en vue de connaître les modalités pratiques à suivre ainsi que les justifications à produire.

c) Des autorisations de transferts mensuels d'une partie de leurs rémunérations en francs belges ou francs luxembourgeois seront accordées aux fonctionnaires et aux personnes occupant une profession indépendante dans la République du Congo ou au Ruanda-Urundi, ainsi qu'aux agents de sociétés ou organismes n'ayant pas de siège en Union Economique Belgo-Luxembourgeoise.

d) Des autorisations de transfert ne pourront être accordées à des personnes qui ne résident pas au Congo ou au Ruanda-Urundi, que dans des cas exceptionnels, dûment justifiés par la nécessité.

III. Les présentes décisions entrent en vigueur immédiatement et abrogent dans la mesure où elles y dérogent, les

dispositions des règlements de l'Institut Belgo-Luxembourgeois du Change et les décisions du Conseil de l'Institut Belgo-Luxembourgeois du Change du 29 mars 1960 concernant les opérations traitées entre l'Union Economique Belgo-Luxembourgeoise et la République du Congo ou le Ruanda-Urundi.

1. Les décisions mises en vigueur le 29 mars 1960 et modifiées le 3 août 1960, relatives aux ordres de paiement ou de virement à exécuter en francs belges ou francs luxembourgeois par le débit de comptes ouverts à des banques établies

dans la République du Congo ou au Ruanda-Urundi, ne s'appliquent plus :

a) aux ordres émis après le 15 août 1960 par les banques établies dans la République du Congo;

b) aux ordres émis après le 31 août 1960 par les banques établies au Ruanda-Urundi.

2. Les décisions mises en vigueur le 29 mars 1960 et modifiées le 3 août 1960, relatives aux paiements des marchandises d'origine ou de provenance du Congo ou du Ruanda-Urundi, sont abrogées.

III. — LEGISLATION AGRICOLE

Arrêté ministériel du 26 juillet 1960

fixant le montant des primes accordées aux industries produisant, à base de lait belge, certains dérivés du lait (Moniteur du 3 août 1960, p. 5.871).

V. — LEGISLATION DU TRAVAIL

Arrêté royal du 22 juin 1960

rendant obligatoire la décision du 4 décembre 1959 de la Commission paritaire nationale de la fourrure et de la peau en poil, relative à la réduction de la durée du travail (Moniteur du 6 août 1960, p. 5.954).

Arrêté royal du 14 juillet 1960

fixant, pour les entreprises relevant de la Commission paritaire nationale de l'industrie textile de l'arrondissement administratif de Verviers, moins les cantons d'Eupen, Malmédy et Saint-Vith, les délais de préavis et les conditions dans lesquelles le manque de travail, résultant de causes économiques, suspend l'exécution du contrat de travail (Moniteur du 27 août 1960, p. 6.419).

VII. — LEGISLATION RELATIVE AU COMMERCE EXTERIEUR

Loi du 29 juin 1960

portant approbation de l'Accord multilatéral sur les dettes commerciales de personnes résidant en Turquie, signé à Paris le 11 mai 1959, et des actes bilatéraux réglant respectivement l'exécution de cet Accord, l'octroi d'un prêt à la Turquie et la prorogation des accords de paiement et de commerce existants (Moniteur du 25 août 1960, p. 6.328).

Loi du 25 juillet 1960

modifiant l'arrêté royal n° 42 du 31 août 1939 réorganisant l'Office National du Ducroire (Moniteur du 11 août 1960, p. 6.087).

Arrêté ministériel du 26 juillet 1960

complétant l'arrêté ministériel du 30 avril 1960 établissant un droit spécial à l'importation de certains produits agricoles et alimentaires (Moniteur du 3 août 1960, p. 5.872).

Arrêté ministériel du 26 juillet 1960

modifiant l'arrêté ministériel du 24 février 1960 établissant un droit spécial à l'importation de certains produits agricoles et alimentaires (Moniteur du 18 août 1960, p. 6.234).

Arrêté ministériel du 2 août 1960

modifiant l'arrêté ministériel du 24 février 1960 suspendant l'obligation de produire une licence pour l'importation de certaines marchandises, et modifiant l'annexe à cet arrêté (Moniteur du 18 août 1960, p. 6.232).

Arrêté royal du 26 août 1960

modifiant l'arrêté royal du 24 février 1960 établissant un droit spécial à l'importation de certains produits agricoles et alimentaires (Moniteur du 29 août 1960, p. 6.464).

VIII. — LEGISLATION DES TRANSPORTS

Arrêté ministériel du 20 juillet 1960

modifiant les barèmes des frets de l'Office Régulateur de la Navigation Intérieure (Moniteur du 4 août 1960, p. 5.886).

Loi du 1^{er} août 1960

portant modification de la loi du 23 juillet 1926 créant la Société Nationale des Chemins de Fer belges (Moniteur du 12 août 1960, p. 6.105).

IX. — LEGISLATION RELATIVE AUX PRIX ET AUX SALAIRES

Arrêté royal du 25 juillet 1960

rendant obligatoire la décision du 23 mars 1960 de la Commission paritaire nationale de l'industrie de l'habillement et de la confection relative à trois augmentations semestrielles des salaires horaires minimums fixés par la décision du 11 septembre 1959 concernant la classification des fonctions et la fixation des salaires minimums des ouvriers et ouvrières en atelier et à domicile des entreprises de confection de corsets, soutien-gorge et accessoires, rendue obligatoire par l'arrêté royal du 3 décembre 1959 (Moniteur du 24 août 1960, p. 6.314).

minimums fixés par la décision du 3 décembre 1957 de la Commission paritaire nationale de l'industrie de l'habillement et de la confection concernant la classification des travaux et la fixation des salaires minimums des ouvriers et ouvrières en atelier et à domicile des entreprises de confection de vêtements de dessus pour hommes et garçonnets, ressortissant à la Commission paritaire nationale de l'industrie de l'habillement et de la confection, rendue obligatoire par l'arrêté royal du 18 février 1959 (Moniteur du 25 août 1960, p. 6.350).

Arrêté royal du 4 juillet 1960

rendant obligatoire la décision du 23 mars 1960 de la Commission paritaire nationale de l'industrie de l'habillement et de la confection relative à trois augmentations semestrielles des salaires

rendant obligatoire la décision du 19 mai 1960 de la Commission paritaire nationale des blanchisseries et des entreprises de teinturerie et dégraisage, immunisant les salaires à la baisse durant les mois de mai à août 1960 inclus (Moniteur du 4 août 1960, p. 5.887).

Arrêté royal du 4 juillet 1960

rendant obligatoire la décision du 23 mars 1960 de la Commission paritaire nationale de l'Industrie de l'habillement et de la confection relative à trois augmentations semestrielles des salaires minimums fixés par la décision du 30 septembre 1958, concernant la fixation des salaires horaires minimums des ouvrières occupées dans les entreprises de confection de chapeaux pour dames et enfants, département « modistes », rendue obligatoire par l'arrêté royal du 23 novembre 1959 (Moniteur du 25 août 1960, p. 6.360).

Arrêté royal du 4 juillet 1960

rendant obligatoire la décision du 23 mars 1960 de la Commission paritaire nationale de l'industrie de l'habillement et de la confection relative à trois augmentations semestrielles des salaires minimums fixés par la décision du 1^{er} juillet 1957 concernant la classification et la fixation des salaires horaires minimums des ouvrières en atelier et à domicile des entreprises de confection d'articles de lingerie et de vêtements de travail et professionnels, rendue obligatoire par l'arrêté royal du 12 mars 1958 (Moniteur du 26 août 1960, p. 6.378).

Arrêté royal du 4 juillet 1960

rendant obligatoire la décision du 23 mars 1960 de la Commission paritaire nationale de l'industrie de l'habillement et de la confection relative à trois augmentations semestrielles des salaires minimums fixés par la décision du 14 février 1958 de la Commission paritaire nationale de l'industrie de l'habillement et de la confection concernant la classification des travaux et la fixation des salaires minimums des ouvriers et ouvrières en atelier et à domicile des entreprises de confection de vêtements de dessus pour dames et fillettes ressortissant à cette commission, rendue obligatoire par l'arrêté royal du 23 novembre 1959 (Moniteur du 27 août 1960, p. 6.415).

Arrêté royal du 11 juillet 1960

rendant obligatoires les décisions des 31 mars et 19 mai 1960 de la Commission paritaire nationale des blanchisseries et des entreprises de teinturerie et dégraissage concernant la fixation des salaires minimums et des conditions de travail des travailleurs et travailleuses occupés dans les entreprises qui s'occupent de la teinture, du nettoyage chimique ou du repassage de vêtements ou d'objets d'ameublement, ainsi que dans les dépôts et « shops », s'occupant d'une ou de plusieurs activi-

tés de ce secteur d'activité, le rattachement de ces salaires à l'indice des prix de détail du Royaume et l'immunisation de ces salaires à la baisse durant les mois de mai à août 1960 inclus (Moniteur du 4 août 1960, p. 5.889).

Arrêté royal du 11 juillet 1960

rendant obligatoire la décision du 23 mars 1960 de la Commission paritaire nationale de l'industrie de l'habillement et de la confection concernant la fixation des salaires horaires minimums et l'octroi de trois augmentations semestrielles de ces salaires pour les débutants, apprentis et ouvriers non qualifiés, occupés dans certaines entreprises de l'industrie de la confection (Moniteur du 26 août 1960, p. 6.382).

Arrêté royal du 11 juillet 1960

rendant obligatoire la décision du 23 mars 1960 de la Commission paritaire nationale de l'industrie de l'habillement et de la confection relative à trois augmentations semestrielles des salaires minimums fixés par la décision du 30 septembre 1958, concernant la fixation des salaires horaires minimums des débutantes, apprenties et ouvrières non qualifiées occupées dans certaines entreprises de confection, ressortissant à la Commission paritaire nationale de l'industrie de l'habillement et de la confection, rendue obligatoire par l'arrêté royal du 23 novembre 1959 (Moniteur du 31 août 1960, p. 6.521).

Arrêté royal du 29 juillet 1960

pris en exécution de la loi du 20 juillet 1960 instaurant le salaire hebdomadaire garanti (Moniteur du 1^{er} août 1960, p. 5.836).

Article 1^{er}. — Les employeurs relevant de la Commission nationale mixte des Mines sont dispensés, pour une période de douze mois, des obligations résultant de l'article 15 de la loi du 20 juillet 1960 instaurant le salaire hebdomadaire garanti.

Arrêté royal du 16 août 1960

rendant obligatoire la décision du 6 janvier 1960 de la Commission paritaire nationale de l'ameublement et de l'industrie transformatrice du bois, modifiant la décision du 2 juillet 1958, de la même commission, fixant les salaires des travailleurs manuels occupés dans les entreprises, relevant de la même commission, rendue obligatoire par l'arrêté royal du 6 janvier 1959, modifiée par la décision du 16 septembre 1959, rendue obligatoire par l'arrêté royal du 15 janvier 1960 (Moniteur du 26 août 1960, p. 6.387).

X. — LEGISLATION SOCIALE
(PENSIONS, ASSURANCES SOCIALES ET AVANTAGES SOCIAUX DIVERS)

Loi du 26 juillet 1960

portant réorganisation des organismes d'allocations familiales (Moniteur du 3 août 1960, p. 5.868).

Arrêté royal du 10 août 1960

rendant obligatoire la décision du 21 juin 1960 de la Commission paritaire nationale de l'imprimerie, des arts graphiques et des journaux, instituant un fonds de sécurité d'existence, dénommé Caisse de retraite supplémentaire (Moniteur du 27 août 1960, p. 6.421).

STATISTIQUES MENSUELLES COURANTES

(Table des matières, voir dernière page du Bulletin)

MARCHE DE L'ARGENT

Ia. — TAUX OFFICIELS D'ESCOMPTE ET DE PRETS

| Epoques | Taux officiels de la Banque Nationale de Belgique | | | | | |
|-----------------------|--|--|---|---|--|----------------------------|
| | Escompte | | | | Avances en compte courant et prêts * | |
| | Traites acceptées domiciliées en banque, warrants et acceptations de banque préalablement visées par la B.N.B. | Traites acceptées, non domiciliées en banque | Traites non acceptées domiciliées en banque | Traites non acceptées et non domiciliées en banque, promesses | Certificats de trésorerie et certificats du Fonds des Rentes, émis à maximum 866 jours | Tous autres effets publics |
| 1958 Moyenne | 3,95 | 4,66 | 5,97 | 5,66 | (2) | 5,66 |
| 1959 Moyenne | 3,27 | 3,77 | 4,27 | 4,77 | (2) | 4,76 |
| 1959 Juin | 3,25 | 3,75 | 4,25 | 4,75 | (2) | 4,75 |
| Juillet | 3,25 | 3,75 | 4,25 | 4,75 | (2) | 4,75 |
| Août | 3,25 | 3,75 | 4,25 | 4,75 | (2) | 4,75 |
| Septembre | 3,25 | 3,75 | 4,25 | 4,75 | (2) | 4,75 |
| Octobre | 3,25 | 3,75 | 4,25 | 4,75 | (2) | 4,75 |
| Novembre | 3,25 | 3,75 | 4,25 | 4,75 | (2) | 4,75 |
| Décembre (dep. le 24) | 4,— | 4,50 | 4,75 | 5,25 | (2) | 5,— |
| 1960 Janvier | 4,— | 4,50 | 4,75 | 5,25 | (2) | 5,— |
| Février | 4,— | 4,50 | 4,75 | 5,25 | (2) | 5,— |
| Mars | 4,— | 4,50 | 4,75 | 5,25 | (2) | 5,— |
| Avril | 4,— | 4,50 | 4,75 | 5,25 | (2) | 5,— |
| Mai | 4,— | 4,50 | 4,75 | 5,25 | (2) | 5,— |
| Juin | 4,— | 4,50 | 4,75 | 5,25 | (2) | 5,— |
| Juillet | 4,— | 4,50 | 4,75 | 5,25 | (2) | 5,— |
| Août (dep. le 4) | 5,— | 5,50 | 5,75 | 6,25 | (2) | 6,25 |

1 Depuis décembre 1959 : moyenne pondérée des taux journaliers moyens. L'argent à 5 et 10 jours n'est plus prêté ou emprunté depuis le 17 novembre 1959. — 2 Taux du certificat plus 5/10 %, minimum 2,25 %. — 3 Moyenne du 1er janvier au 16 novembre 1959. — 4 Jusqu'au 16 novembre 1959.

* Quotité de l'avance au 31 août 1960

Cert. de trés. et cert. du Fonds des Rentes émis à max. 866 jours max. 95 % | Autres effets publics max. 80 %
Sont seuls acceptés en nantissement les titres et effets publics « au porteur » libellés en francs belges.

Ic. — TAUX DES CERTIFICATS DE TRESORERIE

| Moyennes | Certificats de trésorerie à très court terme | | | | | Epoques | Certificats de trésorerie à court terme Taux moyen des adjudications | | |
|-----------|--|--------|--------|--------|--------|-----------|--|--------|--------------------|
| | 15 jours | 1 mois | 2 mois | 3 mois | 4 mois | | 6 mois | 9 mois | 12 mois |
| 1958 | 1,94 | 2,18 | 2,48 | 2,89 | 3,45 | | — | — | — |
| 1959 | 1,06 | 1,43 | 1,68 | 1,93 | 2,32 | | — | — | — |
| 1959 Juin | 1,15 | 1,35 | 1,60 | 1,85 | 2,25 | 1959 : | | | |
| Juill. | 1,15 | 1,35 | 1,60 | 1,85 | 2,25 | 1 sept. | 3,456 | 3,590 | 3,850 |
| Août | 1,15 | 1,35 | 1,60 | 1,85 | 2,25 | 6 oct. | 3,459 | 3,653 | 3,861 |
| Sept. | 1,15 | 1,35 | 1,60 | 1,85 | 2,25 | 3 nov. | 3,497 | 3,700 | 3,900 |
| Oct. | 1,15 | 1,35 | 1,60 | 1,85 | 2,25 | 1 déc. | 3,619 | 3,889 | 4,067 |
| Nov. | 1,24 | 1,44 | 1,69 | 1,94 | 2,31 | 1960 : | | | |
| Déc. | — | 2,19 | 2,44 | 2,69 | 2,94 | 5 janv. | 4,171 | — | 4,354 ¹ |
| 1960 Jan. | — | 2,97 | 3,22 | 3,47 | 3,72 | 2 févr. | 4,195 | 4,300 | 4,393 |
| Févr. | — | 3,— | 3,25 | 3,50 | 3,75 | 1 mars | 4,198 | 4,300 | 4,400 |
| Mars | — | 3,— | 3,25 | 3,50 | 3,75 | 5 avril | 4,190 | 4,298 | 4,397 |
| Avril | — | 3,— | 3,25 | 3,50 | 3,75 | 3 mai | 4,238 | 4,340 | — |
| Mai | — | 3,— | 3,25 | 3,50 | 3,75 | 7 juin | 4,268 | 4,348 | 4,446 |
| Juin | — | 3,— | 3,25 | 3,50 | 3,75 | 5 juillet | 4,266 | 4,350 | 4,437 |
| Juill. | — | 3,— | 3,25 | 3,50 | 3,75 | 2 août | 4,340 | 4,400 | — |
| Août | — | 3,90 | 4,15 | 4,40 | 4,65 | 6 sept. | — | — | — |

1 Moyenne de quatre banques. — 2 Depuis le 1er janvier 1958, majoration d'intérêts de 0,80 % pour les sommes qui sont restées inscrites toute l'année. — Depuis le 1er janvier 1959, cette majoration est supprimée.

Ib. — TAUX DE L'ARGENT AU JOUR LE JOUR ET A TRES COURT TERME ²

| Moyennes | 1 jour | 5 jours | 10 jours |
|---------------------------|--------|---------|----------|
| 1958 Moyenne | 1,41 | 1,56 | 1,69 |
| 1959 ³ Moyenne | 1,01 | 1,06 | 1,11 |
| 1959 Juin | 1,— | 1,05 | 1,10 |
| Juillet | 1,— | 1,05 | 1,10 |
| Août | 1,— | 1,05 | 1,10 |
| Septembre | 1,— | 1,05 | 1,10 |
| Octobre | 1,— | 1,05 | 1,10 |
| Novembre ⁴ | 1,— | 1,05 | 1,10 |
| Décembre ¹ | 2,17 | — | — |
| 1960 Janvier | 2,19 | — | — |
| Février | 2,08 | — | — |
| Mars | 1,95 | — | — |
| Avril | 1,75 | — | — |
| Mai | 2,19 | — | — |
| Juin | 2,58 | — | — |
| Juillet | 3,23 | — | — |
| Août | 4,03 | — | — |

II. — TAUX DES DEPOTS EN BANQUE ET A LA CAISSE GENERALE D'EPARGNE ⁴

| Epoques | Banques — 1 Comptes de dépôts à | | | | | Caisse générale d'Epargne (dépôts d'épargne des particulières) | |
|------------------------|---------------------------------|---------------------|--------|--------|--------|--|------------------------|
| | vue | 15 jours de préavis | 1 mois | 3 mois | 6 mois | jusqu'à fr. 250.000 | au-delà de 250.000 fr. |
| 1958 Moyenne | 0,50 | 1,04 | 1,77 | 2,17 | 2,59 | 3,— ² | 2,— ² |
| 1959 Moyenne | 0,50 | 0,85 | 1,20 | 1,62 | 1,95 | 3,— | 2,— |
| 1959 Juin | 0,50 | 0,85 | 1,20 | 1,60 | 1,95 | 3,— | 2,— |
| Juillet | 0,50 | 0,85 | 1,20 | 1,60 | 1,95 | 3,— | 2,— |
| Août | 0,50 | 0,85 | 1,20 | 1,60 | 1,95 | 3,— | 2,— |
| Septembre | 0,50 | 0,85 | 1,20 | 1,60 | 1,95 | 3,— | 2,— |
| Octobre | 0,50 | 0,85 | 1,20 | 1,60 | 1,95 | 3,— | 2,— |
| Novembre | 0,50 | 0,85 | 1,20 | 1,60 | 1,95 | 3,— | 2,— |
| Décembre | 0,50 | 0,85 | 1,20 | 1,60 | 1,95 | 3,— | 2,— |
| 1960 Janv. (dep. le 1) | 0,50 | 1,05 | 1,90 | 3,— | 3,10 | 3,— | 2,— |
| Février | 0,50 | 1,05 | 1,90 | 3,— | 3,10 | 3,— | 2,— |
| Mars | 0,50 | 1,05 | 1,90 | 3,— | 3,10 | 3,— | 2,— |
| Avril | 0,50 | 1,05 | 1,90 | 3,— | 3,10 | 3,— | 2,— |
| Mai | 0,50 | 1,05 | 1,90 | 3,— | 3,10 | 3,— | 2,— |
| Juin | 0,50 | 1,05 | 1,90 | 3,— | 3,10 | 3,— | 2,— |
| Juillet | 0,50 | 1,05 | 1,90 | 3,— | 3,10 | 3,— | 2,— |
| Août (dep. le 4) | 0,50 | 1,75 | 2,85 | 3,45 | 3,60 | 3,— | 2,— |

MARCHE DE L'ARGENT (suite)

8

III. — Marché de l'argent au jour le jour
et à très court terme *
(millions de francs)

| Moyennes journalières | Capitaux prêtés | | Capitaux empruntés | | Total (5) = (1)+(2) ou (3)+(4) |
|-------------------------|-----------------------|-------------------------|-----------------------|-------------------------|--------------------------------|
| | Banques de dépôts (1) | Autres organismes 1 (2) | Banques de dépôts (3) | Autres organismes 2 (4) | |
| 1958 | 2.078 | 1.829 | | | 3.907 |
| 1959 ³ | 2.176 | 1.164 | | | 3.340 |
| 1959 Décembre | 2.115 | 2.647 | 565 | 4.197 | 4.762 |
| 1960 Janvier | 2.157 | 2.981 | 800 | 4.338 | 5.138 |
| Février | 2.357 | 2.839 | 591 | 4.605 | 5.196 |
| Mars | 2.729 | 2.002 | 716 | 4.015 | 4.731 |
| Avril | 2.920 | 1.769 | 681 | 4.008 | 4.689 |
| Mai | 2.259 | 3.232 | 1.085 | 4.406 | 5.491 |
| Juin | 2.405 | 2.940 | 1.290 | 4.055 | 5.345 |
| Juillet | 2.166 | 4.372 | 1.400 | 5.138 | 6.538 |
| Août : | 2.217 | 2.871 | 1.021 | 4.067 | 5.088 |
| 2 au 8 ... | 1.994 | 3.222 | 1.278 | 3.938 | 5.216 |
| 9 au 12 ... | 2.454 | 3.178 | 1.341 | 4.291 | 5.632 |
| 16 au 22 ... | 2.339 | 2.161 | 827 | 3.673 | 4.500 |
| 23 au 29 ... | 2.321 | 2.839 | 702 | 4.458 | 5.160 |
| Septembre : | | | | | |
| 30/8 au 5 ... | 1.811 | 2.225 | 824 | 3.212 | 4.036 |

METAUX PRECIEUX

9

Cours de l'or et de l'argent
à Londres ⁴

| Moyennes journalières | Or en sh./d. par oz. fin | Argent en pence par oz. fin |
|-----------------------|------------------------------------|-----------------------------|
| 1958 | 249/9 ³ / ₈ | 76 |
| 1959 | 249/5 ³ / ₄ | 79 |
| 1959 Juin | 249/8 ³ / ₈ | 78 |
| Juillet | 249/10 ¹ / ₄ | 78 |
| Août | 249/11 ³ / ₈ | 79 |
| Septembre | 250/6 ¹ / ₂ | 79 |
| Octobre | 250/1 ⁵ / ₈ | 80 |
| Novembre | 250/2 | 80 |
| Décembre | 250/5 ³ / ₄ | 80 |
| 1960 Janvier | 250/7 ¹ / ₂ | 80 |
| Février | 250/4 ¹ / ₄ | 79 |
| Mars | 250/1 ¹ / ₂ | 79 |
| Avril | 249/11 ³ / ₈ | 79 |
| Mai | 250/1 ⁷ / ₈ | 79 |
| Juin | 250/5 | 79 |
| Juillet | 249/11 ⁷ / ₈ | 79 |
| Août | 250/0 ¹ / ₂ | 79 |

* Jusqu'au 16 novembre 1959, les chiffres comprennent l'encours de l'argent prêté ou emprunté à 5 et 10 jours, s'il y a lieu. — Depuis le 17 novembre 1959, il n'y a plus d'argent prêté ou emprunté à 5 et 10 jours.

¹ Notamment le Crédit Communal de Belgique, la Banque Centrale du Congo Belge et du Ruanda-Urundi, la Caisse Générale d'Epargne et de Retraite et depuis le 17 novembre 1959, le Fonds des Rentes. — ² Notamment l'Institut de Récompte et de Garantie, l'Office National du Dueroire, la Banque Centrale du Congo Belge et du Ruanda-Urundi, la Société Nationale de Crédit à l'Industrie, et, depuis le 17 novembre 1959, le Fonds des Rentes. — ³ Moyenne du 1^{er} janvier au 16 novembre 1959. — ⁴ Prix de l'oz d'or fin à New-York : 35 \$ depuis le 1^{er} février 1934.

MARCHE DES CHANGES

Cours officiels arrêtés par les banquiers réunis en Chambre de Compensation à Bruxelles ¹⁰¹
(francs belges)

| Moyennes | 1 franc suisse | 1 \$ U.S.A. | 100 fr. français ou 1 NF | 1 \$ canadien | | 1 Livre Sterling | 100 Escudos | 1 fl. P.B. | 1 Cr. suéd. | 1 Cr. dan. | 1 D.M. | 1 Cr. norv. | 100 livres italiens | 100 schillings autrichiens |
|------------------|----------------|-------------|--------------------------|---------------|----------|------------------|-------------|------------|-------------|------------|--------|-------------|---------------------|----------------------------|
| | | | | Câble | Courrier | | | | | | | | | |
| 1958 | 11,40 | 49,89 | 11,84 ¹ | 51,397 | 51,395 | 139,41 | 174,04 | 13,17 | 9,63 | 7,21 | 11,90 | 6,97 | 7,99 | 192,21 |
| 1959 | 11,56 | 49,96 | 10,19 | 52,110 | 52,108 | 140,33 | 174,98 | 13,24 | 9,66 | 7,25 | 11,96 | 7,01 | 8,05 | 193,14 |
| 1959 Juin | 11,58 | 49,93 | 10,19 | 52,067 | 52,064 | 140,43 | 175,08 | 13,23 | 9,65 | 7,25 | 11,95 | 7,02 | 8,05 | 193,00 |
| Juillet | 11,58 | 49,92 | 10,18 | 52,147 | 52,145 | 140,35 | 175,00 | 13,24 | 9,65 | 7,25 | 11,94 | 7,01 | 8,04 | 193,36 |
| Août | 11,58 | 49,96 | 10,19 | 52,334 | 52,333 | 140,37 | 174,98 | 13,22 | 9,66 | 7,25 | 11,94 | 7,01 | 8,05 | 193,65 |
| Septembre .. | 11,57 | 50,02 | 10,20 | 52,562 | 52,560 | 140,25 | 174,85 | 13,24 | 9,67 | 7,25 | 11,96 | 7,01 | 8,06 | 193,89 |
| Octobre | 11,53 | 50,00 | 10,19 | 52,766 | 52,765 | 140,34 | 174,96 | 13,25 | 9,66 | 7,26 | 11,97 | 7,01 | 8,06 | 193,65 |
| Novembre .. | 11,52 | 50,02 | 10,20 | 52,637 | 52,635 | 140,20 | 174,78 | 13,24 | 9,66 | 7,25 | 11,99 | 7,01 | 8,06 | 193,17 |
| Décembre .. | 11,57 | 50,01 | 10,19 | 52,576 | 52,575 | 139,95 | 174,45 | 13,26 | 9,65 | 7,24 | 11,99 | 7,00 | 8,06 | 192,72 |
| 1960 Janvier ... | 11,54 | 49,90 | 10,16 | 52,361 | 52,356 | 139,72 | 174,14 | 13,23 | 9,63 | 7,22 | 11,97 | 6,98 | 8,04 | 192,01 |
| Février ... | 11,50 | 49,87 | 10,16 | 52,397 | 52,396 | 139,80 | 174,23 | 13,22 | 9,63 | 7,22 | 11,96 | 6,98 | 8,03 | 191,83 |
| Mars | 11,50 | 49,87 | 10,16 | 52,446 | 52,443 | 139,91 | 174,34 | 13,22 | 9,63 | 7,23 | 11,96 | 6,99 | 8,03 | 191,82 |
| Avril | 11,49 | 49,84 | 10,16 | 51,771 | 51,768 | 140,02 | 174,46 | 13,22 | 9,65 | 7,23 | 11,95 | 7,00 | 8,03 | 191,53 |
| Mai | 11,53 | 49,86 | 10,17 | 51,012 | 51,011 | 139,91 | 174,33 | 13,22 | 9,64 | 7,22 | 11,96 | 6,99 | 8,03 | 191,48 |
| Juin | 11,56 | 49,86 | 10,17 | 50,757 | 50,755 | 139,74 | 174,12 | 13,22 | 9,66 | 7,23 | 11,96 | 6,98 | 8,03 | 191,97 |
| Juillet ... | 11,57 | 49,88 | 10,18 | 50,959 | 50,959 | 140,08 | 174,49 | 13,23 | 9,66 | 7,24 | 11,96 | 6,99 | 8,04 | 192,62 |
| Août | 11,63 | 50,10 | 10,22 | 51,656 | 51,656 | 140,79 | 175,44 | 13,28 | 9,72 | 7,27 | 12,02 | 7,03 | 8,07 | 194,09 |

¹ Moyenne du 1^{er} au 28 pour le mois de décembre 1958.

MARCHE DES CAPITAUX

I. — COURS COMPARÉS DE QUELQUES FONDS PUBLICS

14

| Désignation des titres | Cotation pour | Cours au | | | | |
|--|---------------|------------|-------------|----------------|--------------------|--------------------|
| | | 2 mai 1960 | 1 juin 1960 | 1 juillet 1960 | 1 août 1960 | 1 septembre 1960 |
| I. — Dette intér. dir. de l'Etat Belge (Intérêts à bonif.) | | | | | | |
| Dettes 3 ½ %, 1937 | 100,— | 88,40 | 88,40 | 88,40 | 87,90 | 87,90 |
| Dettes 3 ½ %, 1943 | 100,— | 84,20 | 83,60 | 83,60 | 83,20 | 83,30 |
| Dettes Unifiées 4 % 1 ^{re} s. | 100,— | 93,80 | 93,60 | 93,60 | 92,— | 92,— |
| Emprunt de la Libération, 4 %, 1945 | 100,— | 90,— | 89,70 | 90,10 | 90,— | 90,30 |
| Emprunt 4 ½ %, 1952-1962, à 10 ans | 100,— | 102,10 | 101,70 | 102,10 | 100,— | 101,10 |
| Emprunt 4 ½ %, 1952-1964, à 12 ans | 100,— | 99,60 | 100,30 | 100,50 | 97,30 | 98,10 |
| Emprunt 4 ½ %, 1953-1973, à 20 ans | 100,— | 95,80 | 96,— | 95,90 | 94,— | 93,30 |
| Emprunt 4 ½ %, 1953-1968, à 15 ans | 100,— | 96,30 | 96,30 | 96,30 | 93,40 | 93,80 |
| Emprunt 4 ½ %, 1954-1972, à 18 ans | 100,— | 94,60 | 94,90 | 94,30 | 90,20 | 91,60 |
| Emprunt 4 ¼ %, 1954-1974, à 20 ans, 1 ^{re} série | 100,— | 93,50 | 93,10 | 93,20 | 89,60 | 90,90 |
| Emprunt 4 ¼ %, 1954-1974, à 20 ans, 2 ^e série | 100,— | 92,50 | 92,30 | 92,30 | 88,80 | 89,70 |
| Emprunt 4 %, 1955-1975, à 20 ans | 100,— | 90,70 | 91,20 | 90,80 | 86,10 | 87,60 |
| Emprunt 4 ¼ %, 1956-1971, à 15 ans | 100,— | 95,40 | 95,50 | 96,50 | 93,— | 93,50 |
| Emprunt 4 ¼ %, 1956-1973, à 17 ans | 100,— | 94,80 | 94,80 | 94,80 | 93,40 | 92,80 |
| Emprunt 5 %, 1957-1969, à 12 ans | 100,— | 99,20 | 99,— | 98,90 | 95,— | 95,60 |
| Emprunt 5 ¼ %, 1960-1970 à 10 ans | 100,— | — | 99,70 | 99,— | 96,40 | 97,10 |
| Certif. de Trés. à 20 ans au plus, 4 %, 1943 | 100,— | 110,50 | 110,50 | 111,10 | 110,10 | 108,70 |
| Certif. de Trés. à 5 ans, 5 ½ %, 1957-1963 | 100,— | 101,70 | 101,— | 101,60 | 100,— | 100,40 |
| Certif. de Trés. 5 ½ %, 1958-1964 | 100,— | 102,30 | 100,70 | 101,20 | 99,— | 100,50 |
| Emprunts à lots 1941, 4 % | 1.000,— | 972,— | 970,— | 941,— | 906,— | 914,— |
| Emprunts à lots 1953 (2 %, 5 % dès 1967) | 1.000,— | 1.084,— | 1.060,— | 1.023,— | 1.014,— | 1.017,— |
| II. — Dette indir. et dette gar. par l'Etat (Int. à bonif.) | | | | | | |
| Dommages de guerre à lots 1923, 4 % | 1.050,— | 1.024,— | 1.024,— | 1.010,— | 1.004,— | 1.000,— |
| Empr. de la Reconstr. 1 ^{re} tr. 1947, 5 % | 100,— | 99,80 | 99,90 | 99,90 | 99,30 | 99,40 |
| Empr. de la Reconstr. 2 ^e tr. 1949, 5 % | 100,— | 99,80 | 99,90 | 99,90 | 99,20 | 99,10 |
| Empr. de la Reconstr. 3 ^e tr. 1950, 5 % | 100,— | 98,70 | 99,10 | 99,20 | 97,50 | 97,10 |
| Emprunt du Fonds des Routes 4 ¼ %, à 10 ans, 1955-1965 | 100,— | 96,60 | 96,40 | 96,40 | 94,70 | 94,90 |
| Soc. Nat. Ch. de fer belges (tr. belge), act. priv. 4 % | 500,— | 482,— | 482,— | 480,— | 452,— | 457,— |
| Caisse autonome des Domm. de Guerre 1 ^{re} tr. 5 % 1953 | 100,— | 97,70 | 97,70 | 97,60 | 96,60 | 96,— |
| Régie des Télégr. et Téléph. à 15 ans, 4 ½ %, 1953, 1 ^{re} s. | 100,— | 99,30 | 98,70 | 98,50 | 97,— | 96,80 |
| Régie des Télégr. et Téléph. à 15 ans, 4 ½ %, 1953, 2 ^e s. | 100,— | 98,30 | 98,30 | 98,30 | 97,60 | 97,40 |
| Régie des Télégr. et Téléph. à 20 ans, 4 ¼ %, 1954, 1 ^{re} s. | 100,— | 93,30 | 93,50 | 93,50 | 92,10 | 91,50 |
| Soc. Nat. Ch. de fer belges, 4 ¼ %, 1954-1974 | 100,— | 92,90 | 93,— | 93,10 | 92,30 | 92,20 |
| Soc. Nat. Ch. de fer belges, 4 %, 1955-1975 1 ^{re} s. | 100,— | 90,30 | 90,90 | 90,80 | 89,30 | 88,80 |
| Soc. Nat. Créd. à l'Ind. à 10 ans, 4 ½ %, 1951 | 100,— | 101,50 | 101,80 | 101,90 | 101,60 | 102,10 |
| Soc. Nat. Créd. à l'Ind. à 10 ans, 4 ½ %, 1952 2 ^e s. | 100,— | 104,10 | 103,50 | 103,90 | 101,90 | 102,20 |
| III. — Dette directe du Congo belge. | | | | | | |
| Sans coupons d'intérêt : Congo belge, emprunt à lots 1888 | 100,— | 253,— | 250,— | 251,— | 235,— | 234,— |
| Intérêts à bonifier : | | | | | | |
| Dettes coloniales 1936, 4 % | 100,— | 67,— | 62,70 | 57,— | 46,40 ¹ | 40,50 ¹ |
| Dettes coloniales 1954-1974, 4 ¼ % | 100,— | 45,50 | 46,30 | 51,— | 46,— ¹ | 40,80 ¹ |
| Dettes coloniales 1958-1964, 5 ½ % | 100,— | 59,50 | 62,80 | 72,20 | 60,30 ¹ | 52,90 ¹ |

¹ Cours modifiés papier.

II. — INDICES MENSUELS DES ACTIONS COTEES AUX BOURSES DE BRUXELLES ET D'ANVERS 15¹

MARCHE AU COMPTANT

Source : Institut National de Statistique.

| Dates | Indice général | Secteur financier et immobilier | Sociétés à portefeuille (non spécialisées) | Holdings & Transports & (électricité) | Transports | Entreprises d'électricité et de gaz | Distribution d'eau | Industries de la métallurgie | Industries des fabrications métalliques | Métaux non ferreux | Industries chimiques | Charbonnages | Glaceries et verreries | Industries de la construction | Industries textiles | Industries de l'alimentation | Industries diverses | Commerce et services | Congo et Ruanda-Urundi | Plantations |
|---|----------------|---------------------------------|--|---------------------------------------|------------|-------------------------------------|--------------------|------------------------------|---|--------------------|----------------------|--------------|------------------------|-------------------------------|---------------------|------------------------------|---------------------|----------------------|------------------------|-------------|
| Indices par rapport aux cours du mois précédent | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| 1960 10 juillet | 102 | 102 | 102 | 100 | 103 | 98 | — | 110 | 110 | 100 | 106 | 104 | 112 | 100 | 106 | 105 | 95 | 103 | 104 | 97 |
| 10 août | 99 | 102 | 101 | 100 | 95 | 103 | — | 103 | 93 | 102 | 103 | 110 | 104 | 101 | 105 | 102 | 102 | 108 | 78 | 92 |
| Indices par rapport à la moyenne de l'année 1953 | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| 1959 10 août | 145 | 217 | 182 | 217 | 129 | 158 | 215 | 192 | 155 | 221 | 192 | 105 | 331 | 207 | 119 | 183 | 171 | 321 | 86 | 126 |
| 10 septemb. | 137 | 210 | 174 | 207 | 125 | 156 | 210 | 181 | 147 | 215 | 177 | 90 | 325 | 202 | 118 | 181 | 161 | 304 | 80 | 122 |
| 10 octobre | 135 | 209 | 170 | 217 | 121 | 157 | 209 | 183 | 149 | 213 | 179 | 82 | 329 | 202 | 122 | 176 | 155 | 307 | 75 | 119 |
| 10 novemb. | 134 | 214 | 152 | 222 | 126 | 157 | 212 | 188 | 154 | 228 | 192 | 81 | 341 | 204 | 134 | 184 | 154 | 315 | 69 | 123 |
| 10 décemb. | 134 | 206 | 161 | 217 | 122 | 152 | 221 | 185 | 153 | 223 | 194 | 78 | 371 | 209 | 137 | 188 | 152 | 323 | 72 | 129 |
| 1960 10 janvier | 138 | 217 | 171 | 222 | 120 | 153 | — | 195 | 160 | 235 | 206 | 79 | 362 | 218 | 140 | 198 | 160 | 311 | 72 | 124 |
| 10 février | 129 | 212 | 159 | 211 | 109 | 150 | — | 179 | 159 | 221 | 202 | 76 | 360 | 212 | 139 | 192 | 149 | 305 | 59 | 121 |
| 10 mars | 121 | 199 | 150 | 207 | 98 | 147 | — | 170 | 153 | 211 | 193 | 60 | 355 | 210 | 140 | 187 | 136 | 305 | 53 | 116 |
| 11 avril | 119 | 207 | 142 | 210 | 101 | 151 | — | 174 | 158 | 205 | 202 | 60 | 361 | 215 | 140 | 189 | 133 | 314 | 46 | 117 |
| 10 mai | 114 | 193 | 133 | 205 | 96 | 149 | — | 166 | 154 | 202 | 206 | 57 | 367 | 211 | 142 | 185 | 125 | 307 | 42 | 115 |
| 10 juin | 121 | 201 | 142 | 212 | 97 | 147 | — | 172 | 167 | 213 | 244 | 57 | 381 | 225 | 154 | 188 | 129 | 322 | 48 | 116 |
| 10 juillet | 124 | 206 | 145 | 211 | 100 | 144 | — | 189 | 184 | 212 | 259 | 59 | 427 | 226 | 163 | 197 | 122 | 333 | 50 | 112 |
| 10 août | 123 | 210 | 145 | 212 | 95 | 149 | — | 194 | 173 | 215 | 268 | 65 | 442 | 229 | 171 | 201 | 124 | 360 | 39 | 103 |

III. — MOUVEMENT DES OPERATIONS A LA BOURSE DE BRUXELLES

 15²

Source : Bulletin mensuel des statistiques publié par la Commission de la Bourse de Bruxelles.

| Périodes | Nombre de séances | Obligations de sociétés | | Actions 1 | | Total 1 | |
|--------------------|-------------------|-------------------------|---------------------------------------|--------------------|---------------------------------------|--------------------|---------------------------------------|
| | | Milliers de titres | Capitaux traités (millions de francs) | Milliers de titres | Capitaux traités (millions de francs) | Milliers de titres | Capitaux traités (millions de francs) |
| 1958 | 246 | 145 | 158 | 14.928 | 17.148 | 15.073 | 17.306 |
| 1959 | 247 | 188 | 210 | 19.747 | 25.719 | 19.935 | 25.929 |
| 1959 Juin | 22 | 18 | 20 | 1.756 | 2.418 | 1.774 | 2.438 |
| Juillet | 20 | 13 | 15 | 1.350 | 1.978 | 1.363 | 1.993 |
| Août | 21 | 12 | 14 | 1.357 | 1.895 | 1.369 | 1.909 |
| Septembre ... | 22 | 16 | 18 | 1.258 | 1.685 | 1.274 | 1.703 |
| Octobre | 22 | 13 | 15 | 1.695 | 2.024 | 1.708 | 2.039 |
| Novembre ... | 19 | 13 | 15 | 1.593 | 2.119 | 1.606 | 2.134 |
| Décembre | 22 | 16 | 18 | 1.434 | 1.786 | 1.450 | 1.804 |
| 1960 Janvier | 20 | 13 | 15 | 1.484 | 2.023 | 1.497 | 2.038 |
| Février | 21 | 12 | 14 | 1.573 | 1.900 | 1.585 | 1.914 |
| Mars | 23 | 12 | 13 | 1.900 | 2.015 | 1.912 | 2.028 |
| Avril | 19 | 11 | 12 | 1.539 | 1.558 | 1.550 | 1.570 |
| Mai | 20 | 10 | 11 | 1.607 | 1.892 | 1.617 | 1.903 |
| Juin | 21 | 13 | 15 | 2.200 | 2.998 | 2.213 | 3.013 |
| Juillet | 20 | 19 | 21 | 1.769 | 2.306 | 1.788 | 2.327 |
| Août | 22 | 15 | 17 | 1.718 | 2.286 | 1.733 | 2.303 |

1 Marchés au comptant et à terme.

IV. — RENDEMENT DE TITRES A REVENU FIXE COTES A LA BOURSE DE BRUXELLES

16

(en pourcentages)

| Début de mois | Dette unifiée (rendement eu égard au cours seulement) | Echéance de 2 à 5 ans | | Echéance de 5 à 10 ans | | Echéance de 5 à 20 ans | | Echéance à plus de 20 ans | | Taux médian (non compris la Dette unifiée) | | | |
|--------------------|---|-----------------------------|------|---|------|--|-------------------|---------------------------|--|--|-----------------|--|-----|
| | | Paraétat. et Villes | | Villes | | Etat | | Etat Emprunts à lots | | | | | |
| | | (remboursement à date fixe) | | (remboursement par annuités constantes) | | (remboursement par annuités variables) | | Dette directe | | | Dette indirecte | | |
| | | 4 % Ire s. | | 4,5 à 5,5 % | | 4 % | | 4 à 5 ¼ % | | | 5 à 5 ¼ % | | 4 % |
| 1959 Juillet | 4,27 | 4,54 | 4,87 | 5,04 | 5,04 | 4,69 | 5,19 | 5,0 | | | | | |
| Août | 4,27 | 4,51 | 4,79 | 5,04 | 5,01 | 4,67 | 5,14 | 5,0 | | | | | |
| Septembre | 4,27 | 4,47 | 4,93 | 5,04 | 5,01 | 4,66 | 5,12 | 5,0 | | | | | |
| Octobre | 4,27 | 4,61 | 4,95 | 5,18 | 5,09 | 4,64 | 5,13 | 5,1 | | | | | |
| Novembre | 4,24 | 4,62 | 4,93 | 5,06 | 5,08 | 4,64 | 5,15 | 5,0 | | | | | |
| Décembre | 4,22 | 4,59 | 4,90 | 5,11 | 5,08 | 4,64 | 5,13 | 5,0 | | | | | |
| 1960 Janvier | 4,21 | 4,79 | 4,92 | 5,21 | 5,10 | 4,63 | 5,24 | 5,1 | | | | | |
| Février | 4,24 | 4,82 | 4,94 | 5,32 | 5,13 | 4,61 | 5,09 ¹ | 5,1 | | | | | |
| Mars | 4,25 | 4,83 | 4,94 | 5,31 | 5,15 | 4,60 | 5,10 | 5,1 | | | | | |
| Avril | 4,26 | 4,73 | 4,95 | 5,23 | 5,14 | 4,54 | 5,08 | 5,1 | | | | | |
| Mai | 4,26 | 4,84 | 4,96 | 5,26 | 5,17 | 4,52 | 5,06 | 5,1 | | | | | |
| Juin | 4,27 | 4,94 | 4,98 | 5,28 | 5,19 | 4,57 | 5,09 | 5,1 | | | | | |
| Juillet | 4,27 | 5,01 | 4,97 | 5,29 | 5,17 | 4,70 | 5,14 | 5,1 | | | | | |
| Août | 4,35 | 5,67 | 5,04 | 5,79 | 5,41 | 4,92 | 5,24 | 5,4 | | | | | |
| Septembre | 4,35 | 5,15 | 5,08 | 5,74 | 5,45 | 4,88 | 5,24 | 5,3 | | | | | |

N.B. Méthode d'établissement : voir Bulletin d'Information et de Documentation de février 1956, p. 84.

1 A partir de janvier 1960, le rendement a été obtenu après déduction de la taxe mobilière.

(millions de francs)

Source : Institut National de Statistique.

| Périodes | Constitutions de sociétés | | | Augmentations de capital | | | | Emissions d'obligations | | Ensemble des émissions Montant nominal | Primes d'émission 1 | Libération sans espèces | | Emissions nettes 4 |
|----------|---------------------------|-----------------|----------------------------------|--------------------------|----------------|-----------------------|----------------------------------|-------------------------|-----------------|---|------------------------|-------------------------|---------------------------------|-----------------------|
| | Nombre | Montant nominal | Montant libéré sur val. nominale | Nombre | Capital ancien | Augmentation nominale | Montant libéré sur val. nominale | Nombre | Montant nominal | | | Apports en nature 2 | Incorporations de réserves 3 | |

A. — Sociétés belges (sociétés anonymes et en commandite par actions, sociétés de personnes à responsabilité limitée)

| | | | | | | | | | | | | | | |
|-------------------|-------|-------|-------|-----|--------|-------|-------|------|---------|----------|-------|-------|-------|----------------------|
| 1958 | 2.473 | 1.892 | 1.588 | 716 | 17.970 | 7.184 | 6.412 | 164 | 3.216 | 12.292 | 210,5 | 1.952 | 2.562 | 6.842 ⁵ |
| 1959 | 2.687 | 3.701 | 3.420 | 760 | 17.178 | 6.626 | 6.221 | p 89 | p 3.222 | p 13.549 | 138,5 | 4.539 | 1.903 | p 6.546 ⁶ |
| 1959 3 prem. mois | 819 | 654 | 607 | 145 | 1.010 | 686 | 661 | 6 | 595 | 1.935 | 20,2 | 426 | 320 | 1.137 |
| 1960 3 prem. mois | 851 | 984 | 685 | 151 | 1.599 | 987 | 878 | 4 | 79 | 2.050 | 47,3 | 486 | 104 | 1.099 |
| 1959 Juin | 239 | 143 | 133 | 80 | 728 | 307 | 303 | 1 | 26 | 476 | — | 138 | 148 | 176 |
| Juillet | 212 | 568 | 549 | 64 | 967 | 726 | 561 | 6 | 124 | 1.418 | — | 721 | 182 | 331 |
| Août | 136 | 70 | 66 | 23 | 912 | 90 | 88 | 1 | 20 | 180 | 4,0 | 63 | 27 | 88 |
| Septembre | 196 | 186 | 124 | 52 | 816 | 433 | 419 | 1 | 75 | 694 | 0,8 | 111 | 339 | 169 |
| Octobre | 201 | 254 | 244 | 61 | 1.316 | 412 | 398 | 2 | 401 | 1.067 | 100,0 | 312 | 43 | 788 |
| Novembre | 180 | 214 | 180 | 60 | 837 | 248 | 232 | 3 | 2.200 | 2.662 | 1,3 | 204 | 94 | 2.315 |
| Décembre | 300 | 923 | 900 | 111 | 4.874 | 1.556 | 1.474 | — | — | 2.479 | 7,5 | 1.535 | 84 | 763 |
| 1960 Janvier | 290 | 193 | 184 | 40 | 1.000 | 551 | 539 | 2 | 25 | 769 | 17,0 | 144 | 16 | 605 |
| Février | 294 | 233 | 185 | 40 | 268 | 162 | 122 | 1 | 50 | 445 | 0,5 | 136 | 11 | 210 |
| Mars | 267 | 559 | 316 | 71 | 330 | 273 | 217 | 1 | 4 | 836 | 29,9 | 206 | 77 | 284 |
| Avril | p | 535 | 497 | — | — | 407 | 404 | — | — | 942 | — | 289 | 239 | 373 |
| Mai | p | 328 | 297 | — | — | 1.314 | 744 | — | — | 1.642 | — | 414 | 382 | 245 |
| Juin | p | 268 | 249 | — | — | 2.387 | 2.253 | — | — | 2.655 | 108,7 | 268 | 298 | 2.045 |
| Juillet | p | 1.102 | 1.022 | — | — | 1.382 | 996 | — | — | 2.484 | — | 1.560 | 43 | 415 |
| Août | p | 150 | 137 | — | — | 692 | 475 | — | — | 842 | 3,9 | 149 | 144 | 323 |

B. — Sociétés congolaises (sociétés par actions et sociétés de personnes)

| | | | | | | | | | | | | | | |
|-------------------|-----|-----|-----|-----|-------|-------|-------|-----|-------|---------|---|-----|-----|-------|
| 1958 | 281 | 631 | 475 | 100 | 3.851 | 1.375 | 1.280 | 14 | 451 | 2.457 | — | 562 | 452 | 1.192 |
| 1959 | 237 | 733 | 509 | 74 | 2.813 | 1.609 | 1.547 | p 2 | p 116 | p 2.458 | — | 596 | 960 | p 616 |
| 1959 3 prem. mois | 63 | 133 | 107 | 21 | 433 | 386 | 359 | — | — | 519 | — | 317 | 86 | 63 |
| 1960 3 prem. mois | 74 | 630 | 609 | 10 | 238 | 80 | 79 | — | — | 710 | — | 593 | 36 | 59 |
| 1959 Janvier | 24 | 48 | 46 | 13 | 102 | 173 | 148 | — | — | 221 | — | 93 | 67 | 34 |
| Février | 20 | 62 | 43 | 3 | 305 | 201 | 202 | — | — | 263 | — | 216 | 17 | 12 |
| Mars | 19 | 23 | 18 | 5 | 27 | 12 | 9 | — | — | 35 | — | 7 | 3 | 17 |
| Avril | 20 | 123 | 122 | 10 | 153 | 147 | 146 | — | — | 270 | — | 88 | 39 | 141 |
| Mai | 14 | 17 | 14 | 3 | 77 | 43 | 43 | — | — | 60 | — | 6 | 40 | 11 |
| Juin | 24 | 75 | 45 | 9 | 756 | 255 | 230 | — | — | 330 | — | 28 | 134 | 113 |
| Juillet | 19 | 45 | 16 | 6 | 810 | 273 | 265 | — | — | 318 | — | 6 | 250 | 25 |
| Août | 18 | 223 | 116 | 9 | 617 | 164 | 164 | — | — | 387 | — | 56 | 140 | 84 |
| Septembre | 26 | 47 | 35 | 5 | 208 | 269 | 269 | — | — | 316 | — | 16 | 265 | 23 |
| Octobre | 21 | 18 | 16 | 6 | 207 | 56 | 56 | — | — | 74 | — | 58 | — | 14 |
| Novembre | 18 | 24 | 12 | 2 | 9 | 5 | 4 | — | — | 29 | — | 4 | — | 12 |
| Décembre | 14 | 28 | 27 | 3 | 7 | 10 | 10 | — | — | 38 | — | 18 | 6 | 13 |
| 1960 Janvier | 20 | 108 | 94 | 9 | 237 | 79 | 78 | — | — | 187 | — | 105 | 35 | 32 |
| Février | 19 | 479 | 478 | — | — | — | — | — | — | 479 | — | 467 | — | 11 |
| Mars | 35 | 43 | 36 | 1 | 1 | 1 | 0,3 | — | — | 44 | — | 20 | — | 16 |

1 Non comprises dans les montants libérés.

2 Compris dans les constitutions et augmentations de capital.

3 Compris dans les augmentations de capital.

4 Comprendent les montants libérés sur souscriptions d'actions, les émissions d'obligations, les primes d'émission, moins les libérations sans espèces, ainsi que les émissions destinées au remboursement d'anciens emprunts.

5 Déduction faite des emprunts de conversion pour un total de 71 millions de francs.

6 Déduction faite des emprunts de conversion pour un total de 18 millions de francs.

VI. — EMPRUNTS DES POUVOIRS PUBLICS ET DES ORGANISMES D'UTILITE PUBLIQUE ¹

18

(long et moyen terme)

| Périodes | Emissions publiques en Belgique | Emprunts à l'étranger |
|------------------|--|-------------------------------------|
| | (millions de francs) | (millions) |
| 1958 | 26.559 | U.S. \$ 97 |
| 1959 | 28.308 | U.S. \$ 62,25 D.M. 40 F.S. 50 |
| 1959 Octobre ... | 750 | U.S. \$ 20 |
| Novembre . | 2.000 | U.S. \$ 20 |
| Décembre . | — | — |
| 1960 Janvier ... | 12.848 | D.M. 120 |
| Février ... | — | F.S. 50 |
| Mars | 1.500 | U.S. \$ 25 |
| Avril | 8.078 | U.S. \$ 35 |
| Mai | — | — |
| Juin | 4.300 | — |
| Juillet ... | — | — |
| Août | — | — |

VII. - OPERATIONS BANCAIRES 19 DU CREDIT COMMUNAL

(Avances et remboursements opérés sur emprunts consentis aux pouvoirs publics et aux organismes d'utilité publique pour le paiement des dépenses).

| Périodes | Dépenses extraordinaires | | Dépenses ordinaires |
|------------------|---|--------------------------|---|
| | Prélèvements sur comptes ² | Rembourse- ments nets | Encours moyen des avances ³ |
| | (millions de francs) | | |
| 1958 Moyenne . | 574 | 145 | 371 |
| 1959 Moyenne . | 681 | 161 | 1.177 |
| 1959 Juillet ... | 883 | 158 | 1.914 |
| Août | 555 | 38 | 1.447 |
| Septembre . | 797 | 58 | 1.500 |
| Octobre ... | 875 | 250 | 1.310 |
| Novembre . | 809 | 75 | 721 |
| Décembre . | 832 | 102 | 1.137 |
| 1960 Janvier ... | 614 | 631 | 1.741 |
| Février ... | 668 | 106 | 1.772 |
| Mars | 741 | 105 | 1.526 |
| Avril | 506 | 412 | 2.075 |
| Mai | 548 | 69 | 1.148 |
| Juin | 953 | 93 | 1.516 |
| Juillet ... | 566 | 199 | 2.216 |

VIII. — INSCRIPTIONS HYPOTHECAIRES ⁴

| Périodes | Montant selon droits d'inscription perçus |
|------------------|---|
| | (millions de francs) |
| 1958 Moyenne . | 1.768 |
| 1959 Moyenne . | 2.133 |
| 1959 Juillet ... | 1.629 |
| Août | 2.797 |
| Septembre . | 2.157 |
| Octobre ... | 2.514 |
| Novembre . | 2.243 |
| Décembre . | 2.502 |
| 1960 Janvier ... | 1.994 |
| Février ... | 1.970 |
| Mars | 2.466 |
| Avril | 2.333 |
| Mai | 2.280 |
| Juin | 2.906 |
| Juillet ... | 2.897 |

¹ Emprunts de l'Etat, du Congo belge, des provinces et des communes, des organismes d'utilité publique, tels que la Société Nationale des Chemins de fer belges, la Société Nationale des Chemins de fer vicinaux, la Société Nationale de Distribution d'Eau, le Crédit Communal, etc. (à l'exception des émissions continues et des emprunts de la Société Nationale de Crédit à l'Industrie). — ² Y compris les retraits sur subsides accordés par la province et l'Etat. — ³ Soldes moyens mensuels des avances non encore remboursées, accordées pour la couverture de dépenses ordinaires. — ⁴ Y compris les renouvellements au bout de quinze ans qui se montent à environ 1 p.c. du total, mais non compris les hypothèques légales.

FINANCES PUBLIQUES

25¹

I. — SITUATION DE LA DETTE PUBLIQUE

(millions de francs)

| Fin de mois | Dettes consolidées | | | Dettes à moyen terme ³ | | | Dettes à court terme ⁴ | | | Avoirs des partic. en C.C.P. | Dettes totales ^{1 5} | |
|--------------------|--------------------|-----------|---------|-----------------------------------|------------|----------------------------|-----------------------------------|----------------------------|----------------------------|--|-------------------------------------|---------|
| | intérieures | | | extérieure ^{1 2} | intérieure | extérieure ² | totale | intérieure ⁵ | extérieure ² | | | totale |
| | directe | indirecte | totale | | | | | | | | | |
| 1959 Juin | 184.664 | 20.044 | 204.708 | 18.785 | 23.595 | 1.435 | 25.030 | 71.624 | 13.602 | 85.226 | 25.632 | 359.381 |
| Juillet | 184.374 | 19.948 | 204.322 | 18.717 | 22.926 | 1.535 | 24.461 | 72.701 | 14.162 | 86.863 | 26.887 | 361.250 |
| Août | 184.260 | 19.933 | 204.193 | 18.755 | 22.700 | 1.535 | 24.235 | 73.674 | 14.506 | 88.180 | 26.366 | 361.729 |
| Septembre ... | 192.322 | 19.909 | 212.231 | 18.669 | 22.700 | 1.536 | 24.236 | 66.693 | 15.256 | 81.949 | 26.574 | 363.659 |
| Octobre | 191.916 | 19.834 | 211.750 | 18.681 | 22.700 | 1.533 | 24.233 | 75.236 | 14.611 | 89.847 | 26.952 | 371.463 |
| Novembre ... | 191.244 | 19.812 | 211.056 | 18.627 | 22.700 | 1.534 | 24.234 | 76.980 | 14.698 | 91.678 | 26.842 | 372.437 |
| Décembre | 190.824 | 19.785 | 210.609 | 18.527 | 23.002 | 1.359 | 24.361 | 75.559 | 15.163 | 90.722 | 29.053 | 373.272 |
| 1960 Janvier | 189.603 | 19.756 | 209.359 | 20.003 | 24.253 | 1.356 | 25.609 | 77.362 | 14.826 | 92.188 | 26.952 | 374.111 |
| Février | 202.002 | 19.726 | 221.728 | 20.005 | 21.165 | 1.355 | 22.520 | 74.536 | 14.399 | 88.935 | 27.237 | 380.425 |
| Mars | 201.829 | 19.692 | 221.521 | 19.861 | 20.965 | 1.354 | 22.319 | 76.460 | 14.250 | 90.710 | 27.156 | 381.567 |
| Avril | 203.542 | 19.670 | 223.212 | 19.836 | 17.613 | 1.354 | 18.967 | 82.421 | 14.928 | 97.349 | 27.170 | 386.534 |
| Mai | 207.750 | 19.637 | 227.387 | 19.781 | 17.613 | 1.358 | 18.971 | 78.194 | 16.186 | 94.380 | 27.898 | 388.417 |
| Juin | 207.162 | 19.609 | 226.771 | 19.642 | 17.613 | 1.357 | 18.970 | 77.202 | 17.656 | 94.858 | 28.663 | 388.904 |
| Juillet | 206.810 | 19.542 | 226.352 | 19.611 | 17.913 | 1.363 | 19.276 | 76.944 | 17.284 | 94.228 | 28.276 | 387.743 |
| Août | 206.634 | 19.524 | 226.158 | 19.620 | 17.913 | 1.363 | 19.276 | 78.368 | 17.647 | 96.015 | 27.856 | 388.925 |

¹ Non compris les dettes intergouvernementales résultant de la guerre 1914-1918. — ² Le montant des dettes extérieures est établi d'après le cours des changes à la date indiquée. — ³ Certificats de trésorerie à échéance de plus d'un an. — ⁴ Certificats à un an d'échéance au plus. — ⁵ Non compris la Dotation des Combattants.

II. — AVOIRS EN EFFETS PUBLICS DE LA BANQUE NATIONALE DE BELGIQUE

25²

(millions de francs)

| Fin de mois | A 120 jours au maximum | A plus de cinq ans | | Total |
|---------------------|--------------------------------|------------------------------------|-------------------------------|--------|
| | Certificats de trésorerie 1 | Créance consolidée sur l'Etat 2 | Effets publics nationaux 3 | |
| 1956 Décembre | 5.989 | 34.660 | 2.072 | 42.721 |
| 1957 Mars | 7.192 | 34.456 | 2.232 | 43.820 |
| Juin | 7.588 | 34.456 | 2.230 | 44.274 |
| Septembre | 8.727 | 34.456 | 2.235 | 45.418 |
| Décembre | 6.616 | 34.456 | 2.239 | 43.311 |
| 1958 Mars | 8.690 | 34.243 | 2.375 | 45.308 |
| Juin | 8.615 | 34.243 | 2.372 | 45.230 |
| Septembre | 2.115 | 34.243 | 2.376 | 38.734 |
| Décembre | 7.840 | 34.243 | 2.379 | 44.462 |
| 1959 Mars | 9.465 | 34.030 | 2.465 | 45.960 |
| Juin | 7.315 | 34.030 | 2.463 | 43.808 |
| Septembre | 5.315 | 34.030 | 2.466 | 41.811 |
| Décembre | 8.215 | 34.030 | 2.469 | 44.714 |
| 1960 Mars | 8.990 | 34.000 | 2.523 | 45.513 |
| Juin | 8.390 | 34.000 | 2.521 | 44.911 |

1 Convention du 14 septembre 1948, conclue en vertu de l'art. 18 de la loi organique de la B.N.B. — 2 Art. 8 § b), de la loi du 28 juillet 1948 relative à l'assainissement du bilan de la B.N.B. — 3 Art. 14 de la loi organique de la B.N.B.

III. — APERÇU DE L'EXECUTION DES BUDGETS

25³

(millions de francs)

Source : *Moniteur Belge*.

| Recettes | Du 1/I au 30/VII/1960 | | Dépenses | Du 1/I au 30/VII/1960 | |
|---------------------------------------|----------------------------|----------------------------|---|----------------------------|----------------------------|
| | Pour compte exerc. 1959 | Pour compte exerc. 1960 | | Pour compte exerc. 1959 | Pour compte exerc. 1960 |
| <i>Voies et moyens :</i> | | | <i>Dépenses ordinaires :</i> | | |
| Impôts | 6.094 | 55.479 | Dettes publiques | 1.463 | 8.199 |
| Taxes, péages et redevances | 54 | 2.489 | Pensions | 443 | 8.393 |
| Revenus patrimoniaux | 375 | 429 | Dotations | 1 | 240 |
| Remboursements | 312 | 441 | Non-valeurs et remboursements | 72 | 194 |
| Produits divers | 83 | 397 | Administration { rémunérations | 408 | 15.032 |
| Impôts d'assainissement monétaire ... | — | — | générale { matériel | 2.354 | 2.088 |
| Recettes résultant de la guerre | 6 | 96 | Subventions | 4.756 | 21.794 |
| | | | Travaux | 257 | 227 |
| | | | Autres dépenses | — 707 | 2.909 |
| Total ... | 6.924 | 59.331 | Total ... | 9.047 | 59.076 |
| <i>Recettes extraordinaires :</i> | | | <i>Dépenses extraordinaires :</i> | | |
| Produits d'emprunts consolidés | — | 20.994 | Service de la dette publique | — | 1.855 |
| Diverses | 19 | 116 | Crédits relatifs aux avances | — 495 | 2.190 |
| | | | Crédits relatifs aux participations | — | 4.435 |
| | | | Crédits relatifs { immob. nouv. ... | — 33 | 8.654 |
| | | | aux immobilis. { rest. du dom. pub. | — | 354 |
| | | | Autres dépenses | — 51 | 2.916 |
| Total ... | 19 | 21.110 | Total ... | — 579 | 20.404 |
| TOTAL GENERAL ... | 6.943 | 80.441 | TOTAL GENERAL ... | 8.468 | 79.480 |
| Mali ... | 1.525 | | Boni ... | | 961 |

a) Recettes fiscales sans distinction d'exercice

(non compris les centimes additionnels provinciaux et communaux
et les sommes attribuées au Trésor de la Colonie)

(millions de francs)

Source : *Moniteur belge*.

| Périodes | Contributions directes 1 | Douanes et Accises | Enregistrement | Recettes globales 1 | Recettes globales cumulatives depuis janvier 1 |
|------------------------|-----------------------------|--------------------|----------------|------------------------|--|
| 1958 Moyenne mens. ... | 3.069 | 1.514 | 2.738 | 7.321 | — |
| 1959 Moyenne mens. ... | 3.230 | 1.636 | 2.994 | 7.860 | — |
| 1959 Mai | 3.021 | 1.606 | 2.863 | 7.490 | 38.106 |
| Juin | 3.588 | 1.550 | 2.923 | 8.061 | 46.167 |
| Juillet | 6.371 | 1.726 | 2.884 | 10.981 | 57.148 |
| Août | 2.410 | 1.434 | 2.783 | 6.627 | 63.775 |
| Septembre | 3.631 | 1.633 | 2.960 | 8.224 | 71.999 |
| Octobre | 2.787 | 1.840 | 3.237 | 7.864 | 79.863 |
| Novembre | 2.130 | 1.783 | 3.006 | 6.919 | 86.782 |
| Décembre | 2.502 | 1.810 | 3.223 | 7.535 | 94.317 |
| 1960 Janvier | 6.065 | 1.592 | 2.902 | 10.559 | 10.559 |
| Février | 2.315 | 1.456 | 2.880 | 6.651 | 17.210 |
| Mars | 2.487 | 1.968 | 3.360 | 7.815 | 25.025 |
| Avril | 2.510 | 1.851 | 3.107 | 7.468 | 32.493 |
| Mai | 3.166 | 1.786 | 3.131 | 8.083 | 40.576 |
| Juin | 3.873 | 1.859 | 3.207 | 8.939 | 49.515 |
| Juillet | 7.027 | 1.961 | 3.070 | 12.058 | 61.573 |

b) Recettes totales effectuées jusqu'au 31 juillet 1960 pour les exercices 1959 et 1960

(non compris les centimes additionnels provinciaux et communaux
et les sommes attribuées au Trésor de la Colonie)

(millions de francs)

Source : *Moniteur belge*.

| | Exercice 1959 2 | | Exercice 1960 | | Juillet 1960 |
|---|---------------------|----------------------------|---------------------|----------------------------|---|
| | Recettes effectuées | Evaluations budgétaires | Recettes effectuées | Evaluations budgétaires | Recettes effectuées pour l'exerc. 1960 |
| I. Contributions directes 1 | 39.489 | 38.670 | 21.762 | 20.959 | 7.027 |
| II. Douanes et accises | 19.623 | 20.223 | 12.071 | 12.658 | 1.961 |
| dont douanes | 5.370 | 5.700 | 3.518 | 3.325 | 466 |
| accises | 13.353 | 14.253 | 7.945 | 9.177 | 1.355 |
| taxes spéciales de consommat. | 650 | | 398 | | 52 |
| III. Enregistrement | 35.927 | 35.701 | 21.646 | 22.101 | 3.070 |
| dont enregistrement | 3.653 | 3.550 | 2.293 | 2.248 | 345 |
| successions | 1.789 | 1.790 | 1.048 | 1.317 | 196 |
| timbres et taxes assimilées ... | 30.077 | 29.920 | 18.036 | 18.267 | 2.696 |
| Total 1 ... | 95.039 | 94.594 | 55.479 | 55.718 | 12.058 |
| Différence par rapport aux éval. budgét. | + 445 | | - 239 | | + 282 |

1 Y compris le produit des versements anticipatifs à valoir sur la taxe professionnelle.

2 L'exercice 1959 commencé le 1er janvier 1959 s'est clôturé le 31 mars 1960.

NOTE. — Pour les impôts directs, la période de perception dépasse l'année civile. Les chiffres pour cette catégorie d'impôts ne sont donc définitifs qu'à la clôture de l'exercice.

REVENUS ET EPARGNE

30²

I. — RENDEMENT DES SOCIÉTÉS PAR ACTIONS BELGES ET CONGOLAISES

Source : Institut National de Statistique.

| Périodes | Nombre de sociétés | | | Capital versé | Réserves | Résultats nets | | Dividende brut mis en paiement | Dettes obligataires ¹ | Coupons d'obligations bruts |
|-------------------------|--------------------|--------------|----------|---------------|----------|----------------|-------|--------------------------------|----------------------------------|-----------------------------|
| | recensées | en bénéfique | en perte | | | bénéfice | perte | | | |
| (millions de francs) | | | | | | | | | | |
| 1958 ² | 13.974 | 10.454 | 3.520 | 193.699 | 111.775 | 30.464 | 2.256 | 17.785 | 64.040 ³ | 2.655 |
| 1959 ² | 14.454 | 10.184 | 4.270 | 206.952 | 122.423 | 26.918 | 4.121 | 16.893 | 71.717 ³ | 3.170 |
| 1959 Janvier | 120 | 83 | 37 | 2.439 | 989 | 240 | 86 | 149 | 5.959 | 274 |
| Février | 180 | 132 | 48 | 664 | 1.707 | 367 | 13 | 311 | 4.443 | 182 |
| Mars | 1.558 | 1.143 | 415 | 16.670 | 9.832 | 2.286 | 458 | 1.367 | 5.536 | 246 |
| Avril | 2.730 | 1.957 | 773 | 34.114 | 23.697 | 3.706 | 589 | 1.978 | 5.337 | 233 |
| Mai | 2.958 | 2.123 | 835 | 61.665 | 34.173 | 9.174 | 1.179 | 6.360 | 4.818 | 209 |
| Juin | 1.686 | 1.211 | 475 | 31.679 | 19.136 | 4.413 | 386 | 2.552 | 6.106 | 290 |
| Juillet | 576 | 411 | 165 | 14.276 | 8.831 | 1.661 | 327 | 1.274 | 5.320 | 231 |
| Août | 195 | 139 | 56 | 1.438 | 1.084 | 200 | 83 | 98 | 4.120 | 162 |
| Septembre ... | 293 | 217 | 76 | 2.326 | 1.796 | 342 | 131 | 154 | 5.361 | 230 |
| Octobre | 523 | 354 | 169 | 9.380 | 3.635 | 1.075 | 253 | 703 | 4.754 | 203 |
| Novembre ... | 401 | 285 | 116 | 17.262 | 8.713 | 1.731 | 117 | 1.218 | 5.146 | 229 |
| Décembre | 351 | 233 | 118 | 7.627 | 4.069 | 773 | 95 | 471 | 6.584 | 320 |
| 1960 Janvier | 116 | 89 | 27 | 2.510 | 984 | 290 | 25 | 183 | 7.419 | 366 |
| Février | 176 | 143 | 33 | 1.204 | 1.988 | 460 | 14 | 529 | 5.242 | 233 |
| Mars | 1.487 | 1.140 | 347 | 15.842 | 9.936 | 2.396 | 289 | 1.380 | 6.119 | 283 |

¹ En ce qui concerne les résultats mensuels, les emprunts recensés se rapportent à des sociétés différentes de celles faisant l'objet des colonnes précédentes.

² Déduction faite des doubles emplois.

³ Au 31 décembre.

II. CAISSE GÉNÉRALE D'ÉPARGNE 31 ET DE RETRAITE

Dépôts sur livrets des particuliers
à la Caisse d'Épargne¹ (épargne pure)
(millions de francs)

| Périodes | Ver-sements | Rembour-sements | Excédents | Soldes des dépôts à fin de période |
|------------------------|-------------|-----------------|-----------|------------------------------------|
| 1958 Moyenne mens. ... | 1.576 | 1.193 | 383 | 66.700 ² |
| 1959 Moyenne mens. ... | 1.828 | 1.353 | 475 | 74.442 ² |
| 1959 Juin | 1.863 | 1.503 | 360 | 69.704 |
| Juillet | 2.075 | 1.358 | 717 | 70.421 |
| Août | 1.730 | 1.189 | 541 | 70.962 |
| Septembre | 1.757 | 1.474 | 283 | 71.245 |
| Octobre | 1.824 | 1.419 | 405 | 71.650 |
| Novembre | 1.688 | 1.266 | 422 | 72.072 |
| Décembre | 1.989 | 1.655 | 334 | 74.442 ² |
| 1960 Janvier | p 2.324 | 1.186 | 1.138 | 75.580 |
| Février | p 1.856 | 1.532 | 324 | 75.904 |
| Mars | p 1.853 | 1.636 | 217 | 76.121 |
| Avril | p 1.784 | 1.719 | 65 | 76.186 |
| Mai | p 1.777 | 1.660 | 117 | 76.303 |
| Juin | p 1.798 | 1.698 | 100 | 76.403 |
| Juillet | p 1.897 | 1.780 | 117 | 76.520 |
| Août | p 1.642 | 1.836 | -194 | 76.326 |

¹ Y compris les livrets des prisonniers de guerre. Nombre de livrets au 31 décembre 1958 : 6.877.480 (chiffre rectifié) et au 31 décembre 1959 : 7.034.844.

² Y compris les intérêts capitalisés de l'exercice.

III. — INDICE DES REMUNERATIONS 32 HORAIRES BRUTES DES OUVRIERS

Base 1953 = 100

Méthode d'établissement et conditions d'utilisation :
voir Bulletin de novembre 1957, page 413

| Périodes | Gain moyen brut par heure prestée (hommes + femmes) | Salaire horaire type | |
|-----------------|---|-------------------------------|-----------------------------------|
| | | ouvrier qualifié ¹ | ouvrier non qualifié ¹ |
| 1956 Mars | 109,4 | 109,5 | 110,1 |
| Juin | 113,8 | 113,2 | 113,9 |
| Septembre | 115,2 | 115,1 | 115,5 |
| Décembre | 119,5 | 118,3 | 118,1 |
| 1957 Mars | 121,9 | 121,8 | 122,0 |
| Juin | 125,4 | 124,1 | 124,4 |
| Septembre | 124,9 | 125,1 | 124,7 |
| Décembre | 128,9 | 127,7 | 127,8 |
| 1958 Mars | 128,8 | 128,2 | 128,4 |
| Juin | 130,9 | 128,8 | 129,0 |
| Septembre | 130,5 | 129,0 | 129,0 |
| Décembre | 132,3 | 128,6 | 129,3 |
| 1959 Mars | 131,2 | 128,6 | 129,8 |
| Juin | 132,1 | 129,9 | 131,4 |
| Septembre | 133,6 | 131,1 | 132,6 |
| Décembre | 136,9 | 133,0 | 133,8 |
| 1960 Mars | 135,7 | 133,4 | 134,8 |
| Juin | p 138,8 | 135,2 | 136,8 |

¹ Non compris les ouvriers du transport.

MOUVEMENT DES AFFAIRES

I. — ACTIVITE DES CHAMBRES DE COMPENSATION

35

Mouvement du débit

| Périodes | Nombre de chambres à fin de période | Bruxelles | | | | | | | | Province | | Bruxelles et province | | | |
|--------------------|-------------------------------------|--|---------------------|----------------------------------|---------------------|-----------------------------------|---------------------|---------------------------|---------------------|--------------------|---------------------|-----------------------|---------------------|-------|-------|
| | | Argent à 1, 5 et 10 jours ¹ | | Titres effets publics et coupons | | Virem. chèques prom. quitt., etc. | | Opérations sur l'étranger | | Totaux | | milliers de pièces | milliards de francs | | |
| | | milliers de pièces | milliards de francs | milliers de pièces | milliards de francs | milliers de pièces | milliards de francs | milliers de pièces | milliards de francs | milliers de pièces | milliards de francs | | | | |
| 1958 Moyenne | 38 | 2,1 | 112,7 | 2,1 | 14,6 | 240,3 | 111,6 | 2,9 | 5,4 | 247,4 | 244,3 | 234,9 | 63,1 | 482,3 | 307,4 |
| 1959 Moyenne | 38 | 1,9 | 123,6 | 2,2 | 15,1 | 243,1 | 120,7 | 2,9 | 7,1 | 250,1 | 266,5 | 236,5 | 63,7 | 486,7 | 330,2 |
| 1959 Juin | 39 | 1,6 | 120,3 | 2,5 | 7,5 | 251,7 | 124,1 | 2,8 | 6,6 | 258,6 | 258,5 | 247,6 | 66,6 | 506,2 | 325,1 |
| Juillet | 39 | 1,7 | 93,0 | 2,0 | 12,8 | 246,8 | 124,2 | 2,5 | 6,1 | 253,0 | 236,0 | 238,1 | 66,0 | 491,1 | 302,0 |
| Août | 39 | 1,7 | 87,8 | 1,5 | 14,4 | 216,0 | 114,2 | 2,4 | 5,6 | 221,6 | 222,0 | 213,4 | 56,1 | 435,0 | 278,1 |
| Septembre | 39 | 1,8 | 114,4 | 1,9 | 19,9 | 240,8 | 119,6 | 2,7 | 6,8 | 247,2 | 260,7 | 241,2 | 63,8 | 488,4 | 324,5 |
| Octobre | 39 | 1,8 | 100,3 | 1,7 | 13,1 | 248,5 | 119,2 | 2,9 | 8,1 | 254,9 | 240,7 | 241,3 | 65,1 | 496,2 | 305,9 |
| Novembre | 39 | 2,0 | 130,4 | 1,5 | 16,0 | 248,5 | 123,0 | 3,3 | 7,8 | 255,3 | 277,2 | 241,4 | 60,2 | 496,7 | 337,4 |
| Décembre | 39 | 2,6 | 204,4 | 1,8 | 16,7 | 283,4 | 128,2 | 3,6 | 8,2 | 291,4 | 357,5 | 265,3 | 64,1 | 556,8 | 421,6 |
| 1960 Janvier | 39 | 2,4 | 197,5 | 1,4 | 13,7 | 238,5 | 114,9 | 3,1 | 9,4 | 245,4 | 335,5 | 220,4 | 58,8 | 465,8 | 394,2 |
| Février | 39 | 3,2 | 214,2 | 1,6 | 22,1 | 263,6 | 128,2 | 3,2 | 8,0 | 271,6 | 372,5 | 246,4 | 59,5 | 518,0 | 432,0 |
| Mars | 39 | 3,1 | 212,8 | 1,9 | 20,5 | 285,6 | 122,3 | 3,2 | 8,0 | 293,8 | 363,6 | 257,8 | 59,6 | 551,7 | 423,1 |
| Avril | 39 | 2,8 | 182,0 | 1,7 | 22,4 | 244,2 | 123,6 | 3,0 | 8,8 | 251,7 | 336,8 | 224,5 | 53,6 | 476,2 | 390,4 |
| Mai | 39 | 2,9 | 220,2 | 1,9 | 17,0 | 297,5 | 132,1 | 3,3 | 9,2 | 305,6 | 378,5 | 260,1 | 54,7 | 565,7 | 433,2 |
| Juin | 39 | 3,0 | 216,4 | 1,9 | 14,0 | 303,0 | 130,8 | 3,5 | 10,4 | 311,4 | 371,6 | 251,3 | 56,9 | 562,7 | 428,6 |
| Juillet | 39 | 2,8 | 253,5 | 1,7 | 17,2 | 280,8 | 142,7 | 3,5 | 13,5 | 288,8 | 426,9 | 225,6 | 53,0 | 514,4 | 479,9 |
| Août | 39 | 3,1 | 221,9 | 1,5 | 12,9 | 295,2 | 137,2 | 4,1 | 13,0 | 303,9 | 385,0 | 251,5 | 58,0 | 555,4 | 443,0 |

¹ Y compris les remboursements des capitaux prêtés la veille au jour le jour, ou précédemment à 5 et 10 jours. — Depuis le 17 novembre 1959, y compris les opérations effectuées entre organismes qui, auparavant, n'étaient pas représentés en Chambre de Compensation.

II. — MOUVEMENT DES CHEQUES POSTAUX

36

(milliards de francs)

| Périodes | Milliers de comptes à fin de période | Avoir global ¹ | Avoirs des particuliers ² | Crédit | | Débit | | Mouvement général | Opérations sans emploi de numéraire % | Vitesse de circulation ² |
|--------------------|--------------------------------------|---------------------------|--------------------------------------|------------|-----------|-------------------|-----------|-------------------|---------------------------------------|-------------------------------------|
| | | | | Versements | Virements | Chèques et divers | Virements | | | |
| 1958 Moyenne | 789 ¹ | 31,2 | 23,5 | 37,4 | 93,0 | 37,3 | 93,0 | 260,8 | 91 | 4,21 |
| 1959 Moyenne | 819 ¹ | 33,1 | 25,1 | 39,4 | 97,9 | 39,1 | 97,9 | 274,3 | 91 | 4,11 |
| 1959 Juin | 802 | 33,4 | 25,1 | 40,1 | 96,4 | 38,2 | 96,4 | 271,3 | 91 | 3,93 |
| Juillet | 803 | 37,3 | 25,7 | 46,3 | 112,3 | 46,8 | 112,3 | 317,8 | 92 | 4,14 |
| Août | 805 | 33,8 | 26,2 | 37,7 | 90,8 | 37,4 | 90,8 | 256,6 | 92 | 3,82 |
| Septembre | 810 | 34,4 | 25,9 | 39,3 | 97,7 | 38,6 | 97,7 | 273,3 | 90 | 3,84 |
| Octobre | 814 | 34,6 | 26,3 | 40,9 | 105,6 | 42,3 | 105,6 | 294,5 | 91 | 4,00 |
| Novembre | 816 | 33,8 | 26,5 | 37,2 | 93,6 | 37,4 | 93,6 | 261,7 | 90 | 4,07 |
| Décembre | 819 | 34,8 | 26,6 | 44,4 | 107,5 | 40,1 | 107,5 | 299,4 | 91 | 4,11 |
| 1960 Janvier | 820 | 36,3 | 26,0 | 40,5 | 104,4 | 41,1 | 104,4 | 290,5 | 92 | 4,04 |
| Février | 823 | 36,3 | 26,1 | 41,3 | 103,4 | 43,2 | 103,4 | 291,4 | 92 | 4,07 |
| Mars | 825 | 36,0 | 26,4 | 40,7 | 102,1 | 39,2 | 102,1 | 284,1 | 92 | 3,66 |
| Avril | 826 | 35,2 | 26,6 | 40,7 | 100,2 | 41,0 | 100,2 | 282,2 | 92 | 4,21 |
| Mai | 827 | 37,4 | 27,0 | 42,0 | 103,4 | 41,2 | 103,4 | 290,1 | 92 | 3,89 |
| Juin | 830 | 38,0 | 27,5 | 43,3 | 104,8 | 41,3 | 104,8 | 294,2 | 92 | 3,87 |
| Juillet | 831 | 40,4 | 27,7 | 47,1 | 113,8 | 48,0 | 113,8 | 322,7 | 91 | 4,03 |
| Août | 838 | 38,7 | 27,3 | 43,6 | 106,7 | 44,8 | 106,7 | 301,7 | 92 | 3,77 |

¹ Au 31 décembre.

² Rapport par mois-type de 25 jours, du mouvement du débit à l'avoir journalier moyen.

³ Ces avoirs comprennent : les avoirs libres et les titres de l'Emprunt d'Assainissement monétaire remis en représentation des avoirs définitivement bloqués.

PRIX

a) INDICES DES PRIX DE GROS EN BELGIQUE

45¹

Base : période 1936 à 1938 = 100

Source : Ministère des Affaires économiques — Service de l'Indez.

| Périodes | Indice général | Produits agricoles du règne animal | Produits agricoles du règne végétal | Matières grasses | Produits minéraux | | | | | | Produits chimiques | | | Peaux et cuirs |
|-------------------------------|----------------|------------------------------------|-------------------------------------|------------------|--------------------------|---------|--------------------------|---------------------|--------------------------|------------------------|--------------------------|--------------------|-------------------|----------------|
| | | | | | Indice général du groupe | Charbon | Sous-produits du charbon | Produits pétroliers | Minerais et métaux bruts | Produits des carrières | Indice général du groupe | Produits chimiques | Engrais chimiques | |
| <i>Nombre de produits ...</i> | 135 | 13 | 14 | 2 | 19 | 4 | 4 | 3 | 5 | 3 | 11 | 8 | 3 | 5 |
| 1958 Moyenne | 422 | 359 | 470 | 356 | 455 | 668 | 481 | 290 | 410 | 471 | 327 | 350 | 274 | 327 |
| 1959 Moyenne | 420 | 371 | 447 | 359 | 446 | 629 | 451 | 316 | 399 | 471 | 326 | 350 | 269 | 387 |
| 1959 Mai | 421 | 372 | 462 | 370 | 449 | 625 | 458 | 321 | 402 | 471 | 327 | 349 | 275 | 408 |
| Juin | 419 | 367 | 447 | 366 | 444 | 624 | 458 | 312 | 393 | 472 | 323 | 349 | 262 | 414 |
| Juillet | 419 | 376 | 442 | 357 | 440 | 624 | 436 | 311 | 395 | 470 | 325 | 349 | 268 | 408 |
| Août | 422 | 389 | 437 | 351 | 439 | 619 | 437 | 309 | 398 | 471 | 321 | 351 | 254 | 407 |
| Septembre | 423 | 386 | 442 | 354 | 440 | 620 | 439 | 310 | 398 | 471 | 319 | 348 | 251 | 409 |
| Octobre | 423 | 376 | 442 | 358 | 444 | 624 | 441 | 312 | 405 | 470 | 321 | 351 | 252 | 402 |
| Novembre | 424 | 376 | 425 | 361 | 443 | 624 | 441 | 312 | 401 | 470 | 327 | 353 | 269 | 391 |
| Décembre | 426 | 370 | 420 | 361 | 447 | 624 | 441 | 331 | 403 | 470 | 328 | 353 | 271 | 386 |
| 1960 Janvier | 430 | 376 | 425 | 361 | 441 | 621 | 407 | 333 | 406 | 470 | 331 | 353 | 280 | 397 |
| Février | 426 | 357 | 418 | 358 | 441 | 621 | 407 | 326 | 411 | 470 | 332 | 354 | 280 | 390 |
| Mars | 425 | 358 | 418 | 357 | 437 | 596 | 407 | 326 | 410 | 470 | 332 | 353 | 281 | 387 |
| Avril | 424 | 353 | 417 | 360 | 434 | 599 | 398 | 324 | 408 | 468 | 331 | 352 | 281 | 389 |
| Mai | 427 | 347 | 441 | 353 | 433 | 603 | 396 | 324 | 408 | 468 | 326 | 349 | 271 | 380 |
| Juin | 427 | 367 | 443 | 347 | 433 | 606 | 398 | 324 | 401 | 467 | 321 | 349 | 256 | 372 |
| Juillet | 424 | 380 | 411 | 350 | 435 | 610 | 398 | 323 | 400 | 467 | 320 | 349 | 254 | 370 |

a) INDICES DES PRIX DE GROS EN BELGIQUE (suite)

45¹

Base : période 1936 à 1938 = 100

Source : Ministère des Affaires économiques — Service de l'Indez.

| Périodes | Caoutchouc | Bois | Papiers et cartons | Produits textiles | | | | | | Matériaux de construction | Métaux et produits métalliques | | | |
|-------------------------------|------------|------|--------------------|--------------------------|-------|-----|-------|------|----------------------|---------------------------|--------------------------------|-------------|-------------------|-------------|
| | | | | Indice général du groupe | Laine | Lin | Coton | Jute | Fibres artificielles | | Indice général du groupe | Sidé-rurgie | Fabr. métalliques | Non ferreux |
| <i>Nombre de produits ...</i> | 1 | 6 | 4 | 21 | 5 | 5 | 6 | 2 | 3 | 13 | 26 | 9 | 13 | 4 |
| 1958 Moyenne | 278 | 619 | 485 | 336 | 367 | 266 | 447 | 329 | 248 | 514 | 480 | 557 | 455 | 406 |
| 1959 Moyenne | 347 | 592 | 465 | 326 | 373 | 271 | 412 | 290 | 240 | 516 | 481 | 551 | 452 | 434 |
| 1959 Mai | 348 | 573 | 459 | 318 | 379 | 249 | 403 | 287 | 239 | 513 | 481 | 549 | 453 | 434 |
| Juin | 327 | 573 | 464 | 321 | 373 | 264 | 402 | 287 | 241 | 518 | 480 | 552 | 453 | 426 |
| Juillet | 346 | 574 | 464 | 323 | 380 | 266 | 404 | 277 | 240 | 518 | 480 | 553 | 453 | 424 |
| Août | 369 | 597 | 464 | 328 | 399 | 270 | 407 | 280 | 238 | 518 | 484 | 553 | 455 | 437 |
| Septembre | 356 | 609 | 464 | 332 | 397 | 284 | 411 | 275 | 238 | 518 | 483 | 557 | 453 | 433 |
| Octobre | 372 | 614 | 464 | 335 | 390 | 299 | 412 | 269 | 239 | 518 | 484 | 554 | 453 | 443 |
| Novembre | 429 | 625 | 464 | 343 | 389 | 315 | 416 | 293 | 237 | 518 | 485 | 556 | 452 | 443 |
| Décembre | 394 | 643 | 466 | 351 | 391 | 317 | 422 | 363 | 237 | 520 | 486 | 559 | 453 | 447 |
| 1960 Janvier | 396 | 650 | 466 | 358 | 397 | 319 | 431 | 390 | 237 | 542 | 485 | 558 | 450 | 452 |
| Février | 395 | 650 | 467 | 353 | 390 | 320 | 428 | 360 | 238 | 542 | 484 | 555 | 449 | 456 |
| Mars | 409 | 653 | 467 | 352 | 387 | 311 | 425 | 388 | 238 | 542 | 483 | 553 | 449 | 452 |
| Avril | 414 | 658 | 467 | 355 | 387 | 311 | 426 | 421 | 238 | 542 | 483 | 553 | 449 | 450 |
| Mai | 440 | 658 | 469 | 363 | 385 | 311 | 429 | 523 | 238 | 542 | 481 | 553 | 449 | 442 |
| Juin | 417 | 655 | 469 | 358 | 383 | 308 | 435 | 459 | 238 | 542 | 483 | 555 | 451 | 444 |
| Juillet | 367 | 655 | 469 | 348 | 378 | 287 | 438 | 411 | 238 | 542 | 486 | 561 | 451 | 451 |

b) INDICES DES PRIX DE GROS EN BELGIQUE ⁴⁵₂
ET A L'ETRANGER

Base : moyenne 1953* = 100

| Périodes | Belgique (Ministère des Affaires économiques) | Pays-Bas (Centraal Bureau voor de Statistiek) | France (Statistique générale de la France) | Italie (Banco di Roma) | Allemagne occidentale (Statistisches Bundesamt) ¹ | Royaume-Uni* (Board of Trade) 1954 = 100 | Etats-Unis (Department of Labor Bureau Labor Statistics) | Suisse (Office fédéral de l'Industrie, des Arts et Métiers et du Travail) |
|------------------|---|---|--|------------------------|--|--|--|---|
| | | | | | | | | |
| 1958 Moyenne . | 102 | 105 | 121 | 101 | 106 | 111 | 108 | 102 |
| 1959 Moyenne . | 101 | 106 | 126 | 98 | 105 | 111 | 108 | 100 |
| 1959 Mai | 101 | 104 | 126 | 97 | 105 | 111 | 109 | 99 |
| Juin | 101 | 105 | 124 | 97 | 105 | 111 | 109 | 99 |
| Juillet | 101 | 105 | 125 | 97 | 105 | 111 | 109 | 100 |
| Août | 102 | 105 | 126 | 97 | 105 | 111 | 108 | 100 |
| Septembre . | 102 | 106 | 127 | 98 | 105 | 112 | 109 | 100 |
| Octobre ... | 102 | 108 | 129 | 99 | 105 | 112 | 108 | 101 |
| Novembre . | 102 | 108 | 129 | 99 | 106 | 112 | 108 | 102 |
| Décembre . | 103 | 107 | 130 | 99 | 106 | 112 | 108 | 101 |
| 1960 Janvier ... | 104 | 106 | 131 | 99 | 106 | 112 | 108 | 102 |
| Février ... | 103 | 105 | 129 | 99 | 106 | 112 | 108 | 101 |
| Mars | 102 | 104 | 129 | 99 | 106 | 112 | 109 | 101 |
| Avril | 102 | 104 | 130 | 98 | 106 | p113 | 109 | 101 |
| Mai | 103 | 104 | 132 | 98 | 106 | p113 | 109 | 101 |
| Juin | 103 | 104 | 128 | 99 | 106 | p113 | 109 | 101 |
| Juillet ... | 102 | | p128 | | 106 | p113 | 109 | 101 |

¹ Produits finis industriels.

* Royaume-Uni : nouvel indice sur base 1954 = 100 (tous produits manufacturés).

c) INDICES DES PRIX DE DETAIL ⁴⁶
EN BELGIQUE

Base : moyenne 1953 = 100

Source : Ministère des Aff. économ. (Service de l'Index).

| Périodes | Indice général | Produits alimentaires | Produits non alimentaires | Services |
|------------------|----------------|-----------------------|---------------------------|----------|
| | | | | |
| 1958 Moyenne . | 108,31 | 107,9 | 106,2 | 114,6 |
| 1959 Moyenne . | 109,64 | 109,5 | 106,6 | 120,0 |
| 1959 Juin | 109,59 | 109,2 | 106,8 | 120,5 |
| Juillet | 109,60 | 109,1 | 106,8 | 120,6 |
| Août | 110,14 | 110,0 | 106,9 | 120,7 |
| Septembre . | 110,23 | 110,0 | 107,2 | 120,9 |
| Octobre ... | 110,38 | 110,4 | 107,0 | 121,0 |
| Novembre . | 110,62 | 110,8 | 107,1 | 121,1 |
| Décembre . | 110,53 | 110,6 | 107,1 | 121,5 |
| 1960 Janvier ... | 110,28 | 110,1 | 107,1 | 121,5 |
| Février ... | 110,17 | 109,8 | 107,1 | 121,7 |
| Mars | 109,89 | 109,3 | 107,0 | 122,0 |
| Avril | 109,79 | 109,1 | 106,8 | 122,3 |
| Mai | 109,76 | 109,3 | 106,7 | 122,2 |
| Juin | 109,96 | 109,6 | 106,8 | 122,3 |
| Juillet ... | 109,67 | 108,8 | 106,9 | 122,5 |
| Août | 109,56 | 108,6 | 107,0 | 122,5 |

PRODUCTION

50

I. — INDICE DE L'ACTIVITE ET DE LA PRODUCTION INDUSTRIELLE

Base : moyenne 1953 = 100

| Périodes | Indices de l'activité industrielle Source : Institut National de Statistique | | | | | | | Indices de la production industrielle Source : Inst. de Recherches Econ. et Sociales | | | | | |
|------------------|---|-----------------------------------|--|------------|--------------------------|-----------|----------|---|-------------------------|------------|--------------------------|-----------|----------|
| | Indice général | Indice des industries extractives | Indices des industries manufacturières | | | | | Indice général | dont | | | | |
| | | | Ensemble | dont | | | | | Combustibles et énergie | Sidérurgie | Fabrications métalliques | Filatures | Tissages |
| | | | | Sidérurgie | Fabrications métalliques | Filatures | Tissages | | | | | | |
| 1958 Moyenne . | 106,4 | 91,4 | 110,4 | 127,9 | 100,7 | 97,1 | 103,6 | 115,1 | 98,1 | 128,3 | 126,8 | 98,7 | 96,1 |
| 1959 Moyenne p | 106,8 | 79,4 | 114,4 | 140,0 | 94,3 | 112,5 | 116,7 | 119,1 | 87,6 | 139,7 | 131,7 | 115,5 | 108,4 |
| 1959 Avril | 111,5 | 86,1 | 118,5 | 143,9 | 99,7 | 110,4 | 117,3 | 120,7 | 90,2 | 141,8 | 133,6 | 107,9 | 105,0 |
| Mai | 100,3 | 77,9 | 106,5 | 130,7 | 87,0 | 100,2 | 100,5 | 119,7 | 84,8 | 134,6 | 136,6 | 110,2 | 103,4 |
| Juin | 110,7 | 81,1 | 118,8 | 146,2 | 97,9 | 119,5 | 119,6 | 121,1 | 86,3 | 145,0 | 132,8 | 118,6 | 110,4 |
| Juillet . p | 92,6 | 67,1 | 99,6 | 131,1 | 77,5 | 94,4 | 103,5 | 104,3 | 72,7 | 128,8 | 116,3 | 92,5 | 93,1 |
| Août ... p | 99,9 | 71,4 | 107,7 | 126,9 | 84,8 | 107,1 | 105,0 | 111,2 | 78,7 | 127,0 | 119,7 | 112,1 | 97,3 |
| Septemb. p | 112,8 | 80,7 | 121,6 | 149,5 | 99,9 | 120,9 | 127,5 | 124,8 | 87,2 | 148,0 | 140,2 | 118,4 | 114,1 |
| Octobre . p | 119,3 | 86,6 | 128,3 | 160,0 | 104,3 | 126,6 | 136,7 | 127,1 | 90,1 | 153,2 | 141,6 | 121,0 | 116,8 |
| Novemb. p | 110,6 | 83,4 | 118,1 | 144,6 | 95,9 | 110,9 | 125,6 | 132,5 | 95,6 | 151,8 | 150,1 | 135,4 | 129,2 |
| Décembre p | 115,2 | 85,8 | 123,2 | 156,1 | 103,9 | 128,4 | 130,8 | 126,2 | 95,0 | 152,4 | 139,6 | 128,5 | 117,9 |
| 1960 Janvier . p | 108,1 | 77,4 | 117,2 | 148,0 | 96,7 | 131,5 | 121,6 | 122,1 | 92,4 | 147,0 | 132,8 | 137,7 | 114,4 |
| Février . p | 109,9 | 79,7 | 118,2 | 156,3 | 96,5 | 118,6 | 120,6 | 128,3 | 94,3 | 160,2 | 144,5 | 124,9 | 112,2 |
| Mars ... p | 120,8 | 86,9 | 130,1 | 166,9 | 104,7 | 128,1 | 136,1 | 131,7 | 91,6 | 160,8 | 151,4 | 124,8 | 118,3 |
| Avril ... p | 114,7 | 82,4 | 123,6 | 148,1 | 101,5 | 117,5 | 122,1 | 129,4 | 89,5 | 150,6 | 146,0 | 121,4 | 116,1 |
| Mai | | | | | | | | 130,7 | 89,3 | 154,3 | 143,3 | 126,8 | 122,7 |
| Juin ... p | | | | | | | | 130,0 | 83,7 | 157,3 | | | |

Source : Ministère des Affaires économiques (Direction générale des Mines).

| Périodes | Mines de houille | | | | | | | | | |
|-------------------------|---|---------------|--|--------|-----------|-------|---------|--------------------|------------------------------------|---|
| | Nombre moyen d'ouvriers présents (milliers) | | Production par bassin (milliers de tonnes) | | | | | | Nombre moyen de jours d'extraction | Stock à fin de période (milliers de tonnes) |
| | du fond | fond et surf. | Mons | Centre | Charleroi | Liège | Campine | Total | | |
| 1936-1938 Moyenne | 87 | 125 | 408 | 353 | 640 | 451 | 541 | 2.425 ¹ | 24,0 | 1.502 |
| 1958 Moyenne | 91 | 122 | 300 | 245 | 540 | 339 | 831 | 2.255 | 21,3 | 6.928 |
| 1959 Moyenne | 78 | 106 | 215 | 172 | 460 | 318 | 731 | 1.896 | 18,7 | 7.496 |
| 1959 Juin | 79 | 108 | 217 | 177 | 484 | 325 | 702 | 1.905 | 18,4 | 7.627 |
| Juillet | 74 | 102 | 175 | 144 | 362 | 224 | 696 | 1.601 | 16,4 | 7.690 |
| Août | 72 | 99 | 199 | 161 | 391 | 289 | 658 | 1.698 | 18,2 | 7.763 |
| Septembre | 73 | 100 | 210 | 174 | 457 | 326 | 715 | 1.882 | 19,5 | 7.753 |
| Octobre | 73 | 100 | 221 | 187 | 498 | 355 | 755 | 2.016 | 20,6 | 7.767 |
| Novembre | 73 | 99 | 222 | 179 | 465 | 314 | 812 | 1.992 | 19,7 | 7.716 |
| Décembre | 72 | 98 | 221 | 184 | 486 | 343 | 819 | 2.053 | 20,3 | 7.496 |
| 1960 Janvier | 70 | 95 | 203 | 173 | 434 | 310 | 784 | 1.904 | 19,8 | 7.341 |
| Février | 67 | 92 | 203 | 170 | 475 | 316 | 768 | 1.932 | 20,2 | 7.386 |
| Mars | 69 | 95 | 215 | 175 | 494 | 340 | 824 | 2.048 | 20,7 | 7.440 |
| Avril | 68 | 93 | 214 | 166 | 465 | 317 | 759 | 1.921 | 19,9 | 7.439 |
| Mai | 65 | 89 | 198 | 166 | 463 | 303 | 739 | 1.869 | 19,9 | 7.441 |
| Juin | p | | 187 | 170 | 472 | 294 | 703 | 1.826 | | 7.400 |
| Juillet | p | | 134 | 140 | 304 | 189 | 743 | 1.510 | | 7.246 |
| Août | p | | 177 | 171 | 423 | 292 | 752 | 1.815 | | 7.073 |

¹ Y compris 32.000 tonnes provenant du bassin de Namur. Les charbonnages de ce bassin ont été répartis en 1942 entre les bassins de Liège et de Charleroi

Sources : Ministère des Affaires économiques (Direction générale des Mines et Institut National de Statistique) — Ministère des Finances (Accises).

| Périodes | Cokes | | Agglomérés | | Pétroles bruts mis en œuvre (milliers de kilolitres) | Hauts fourneaux en activité (à la fin de la période) | Production métallurgique (milliers de tonnes) | | |
|-------------------------|---------------------------------|-------------------------|---------------------------------|-------------------------|--|--|---|------------|--------------------|
| | Production (milliers de tonnes) | Nombre moyen d'ouvriers | Production (milliers de tonnes) | Nombre moyen d'ouvriers | | | Fonte | Acier brut | Acier et fer finis |
| 1936-1938 Moyenne | 435 | 3.831 | 142 | 855 | — | 37 | 261 | 253 | 202 |
| 1958 Moyenne | 576 | 4.632 | 86 | 477 | 630 | 49 | 460 | 501 | 349 |
| 1959 Moyenne | 601 | 4.539 | 83 | 453 | 644 | 50 | 497 | 536 | 386 |
| 1959 Avril | 586 | 4.475 | 90 | 471 | 675 | 49 | 486 | 541 | 406 |
| Mai | 604 | 4.525 | 105 | 483 | 767 | 47 | 473 | 485 | 364 |
| Juin | 595 | 4.558 | 71 | 462 | 564 | 47 | 505 | 568 | 404 |
| Juillet | 592 | 4.507 | 46 | 420 | 623 | 45 | 485 | 521 | 352 |
| Août | 594 | 4.549 | 56 | 423 | 650 | 48 | 470 | 506 | 340 |
| Septembre | 602 | 4.519 | 72 | 415 | 620 | 47 | 517 | 573 | 416 |
| Octobre | 635 | 4.544 | 82 | 397 | 577 | 49 | 557 | 619 | 442 |
| Novembre | 623 | 4.519 | 91 | 437 | 578 | 50 | 520 | 549 | 399 |
| Décembre | 652 | 4.529 | 103 | 450 | 641 | 50 | 555 | 604 | 429 |
| 1960 Janvier | 646 | 4.551 | 115 | 491 | 698 | 51 | 540 | 562 | 408 |
| Février | 610 | 4.476 | 96 | 482 | 700 | 52 | 536 | 593 | 437 |
| Mars | 654 | 4.493 | 92 | 428 | 683 | 52 | 590 | 665 | 453 |
| Avril | 620 | 4.532 | 108 | 424 | 631 | 51 | 527 | 593 | 401 |
| Mai | 645 | 4.589 | 89 | 419 | 580 | | 551 | 611 | 410 |
| Juin | | | | | 744 | | | | |

III. — PRODUITS TEXTILES

56¹

Source : Institut National de Statistique.

| Périodes | Production de fils (tonnes) | | | | | | | Production de rayonne (tonnes) | Production de tissus écrus tombés de métiers (pour compte propre, services publics et ordres à façon) (tonnes) | | | | |
|------------------|--------------------------------|-------------|----------------|--------------|-------|--------------|--------|-----------------------------------|---|--------|-------|---------|---------|
| | Fil de lin | Fil de jute | Fil de chanvre | Fil de coton | | Fil de laine | | | Lin | Jute 1 | Coton | Laine 2 | Rayonne |
| | | | | fin | cardé | peignée | cardée | | | | | | |
| 1958 Moyenne . | 729 | 6.110 | 70 | 6.232 | 349 | 1.924 | 1.248 | 2.251 | 562 | 3.331 | 5.597 | 2.056 | 703 |
| 1959 Moyenne . | 950 | 6.591 | 61 | 7.189 | 344 | 2.427 | 1.446 | 2.366 | 628 | 3.106 | 6.224 | 2.437 | 752 |
| 1959 Avril | 999 | 6.585 | 79 | 6.717 | 364 | 2.289 | 1.482 | 2.420 | 598 | 2.611 | 6.113 | 2.516 | 796 |
| Mai | 752 | 5.773 | 37 | 6.251 | 281 | 2.225 | 1.357 | 2.270 | 489 | 2.446 | 5.546 | 2.123 | 596 |
| Juin | 958 | 7.061 | 60 | 7.466 | 308 | 2.742 | 1.498 | 2.423 | 632 | 3.101 | 6.437 | 2.490 | 770 |
| Juillet | 888 | 5.662 | 57 | 6.680 | 316 | 1.471 | 1.296 | 1.647 | 577 | 2.746 | 5.698 | 2.152 | 601 |
| Août | 735 | 5.502 | 56 | 6.710 | 241 | 2.674 | 1.415 | 2.417 | 526 | 2.665 | 5.363 | 2.342 | 638 |
| Septembre . | 1.035 | 6.880 | 66 | 7.458 | 384 | 2.831 | 1.629 | 2.258 | 691 | 3.449 | 6.680 | 2.707 | 811 |
| Octobre ... | 1.129 | 7.315 | 62 | 7.616 | 378 | 2.953 | 1.681 | 2.448 | 738 | 3.905 | 7.150 | 2.870 | 897 |
| Novembre . | 1.053 | 6.444 | 65 | 7.314 | 338 | 2.831 | 1.486 | 2.514 | 737 | 3.608 | 6.848 | 2.556 | 775 |
| Décembre . | 1.141 | 7.274 | 64 | 7.672 | 366 | 2.882 | 1.607 | 2.774 | 831 | 3.720 | 6.975 | 2.622 | 881 |
| 1960 Janvier ... | 1.090 | 6.655 | 42 | 9.378 | 356 | 2.784 | 1.492 | 2.597 | 707 | 2.647 | 6.968 | 2.420 | 761 |
| Février ... | 948 | 6.473 | 100 | 7.273 | 353 | 2.801 | 1.538 | 2.606 | 695 | 3.223 | 6.646 | 2.377 | 827 |
| Mars | 1.120 | 7.895 | 75 | 7.728 | 396 | 3.109 | 1.462 | 2.528 | 796 | 3.713 | 7.528 | 2.574 | 1.025 |
| Avril | 1.109 | 6.596 | 67 | 7.213 | 329 | 2.707 | 1.333 | 2.291 | 703 | 3.093 | 6.816 | 2.302 | 926 |
| Mai | 992 | 6.797 | 47 | 7.108 | 360 | 2.719 | 1.470 | 2.591 | 734 | 3.288 | 6.919 | 2.401 | 837 |
| Juin | | | | | | | | 2.676 | | | | | |

1 Y compris les tapis en jute.

2 Y compris couvertures et tapis en laine.

IV. — PRODUITS DIVERS

56²

Sources : Institut National de Statistique et Administration des Douanes et Accises.

| Périodes | Ciment | Chaux | Calcaires | Ammoniaque de synthèse et dérivés | | | Engrais composés | Papier | | Briques | | Sucres | | | | Brasseries 4 | Distilleries (milliers d'hectolitres) | Allumettes (millions de tiges) | Pêche Vente de poisson 5 | |
|------------------|------------------|------------------|------------------|-----------------------------------|------------------------------|------|------------------|--------|---------|--------------------|---------------------|------------|-----|---------------------------------|--------------------------|--------------|---------------------------------------|--------------------------------|--------------------------------|------------------------------|
| | | | | Azote primaire | Azote dans les engrais finis | | | Papier | Cartons | Briques ordinaires | Briques de parement | Production | | Stocks (sucres bruts et raf.) 3 | Déclarations en consomm. | | | | Quantités (milliers de tonnes) | Valeurs (millions de francs) |
| | | | | | 20,6 | 20,1 | | | | | | 26,2 | 4,0 | | | | | | | |
| 1936-1938 Moy. . | 250 ¹ | 117 ² | 154 ² | 22,9 | 20,6 | 20,1 | 26,2 | 4,0 | 171 | 12,8 | 17,5 | 17,2 | 159 | 20,7 | 16,4 | 35,0 | 4.421 | 2,3 | 7,2 | |
| 1958 Moyenne . | 338 | 147 | 239 | 25,3 | 22,6 | 19,8 | 27,3 | 4,3 | 165 | 14,1 | 40,9 | 16,4 | 303 | 22,2 | 13,7 | 18,1 | 4.651 | 3,7 | 38,0 | |
| 1959 Moyenne . | 370 | 148 | 282 | 25,3 | 22,6 | 19,8 | 27,3 | 4,3 | 165 | 14,1 | 17,6 | 14,9 | 167 | 22,2 | 14,4 | 17,4 | 4.336 | 3,3 | 35,4 | |
| 1959 Mai | 423 | 133 | 293 | 27,0 | 24,6 | 15,4 | 25,1 | 4,1 | 173 | 12,9 | — | 10,0 | 194 | 20,7 | 15,6 | 13,2 | 3.936 | 2,6 | 27,5 | |
| Juin | 434 | 148 | 317 | 25,3 | 23,1 | 12,1 | 29,2 | 5,2 | 223 | 14,9 | — | 10,5 | 143 | 26,4 | 16,1 | 25,9 | 4.223 | 3,1 | 32,0 | |
| Juillet | 405 | 143 | 261 | 23,2 | 21,2 | 11,4 | 21,0 | 3,2 | 204 | 16,6 | — | 12,8 | 107 | 25,7 | 17,7 | 12,2 | 3.752 | 2,9 | 27,5 | |
| Août | 434 | 145 | 302 | 23,9 | 20,2 | 17,5 | 25,0 | 4,6 | 198 | 16,0 | — | 11,0 | 61 | 26,3 | 15,7 | 10,9 | 3.776 | 3,1 | 30,1 | |
| Septembre . | 447 | 166 | 345 | 23,1 | 19,9 | 18,9 | 30,1 | 4,8 | 218 | 17,7 | 0,2 | 14,4 | 35 | 23,2 | 14,6 | 18,2 | 3.538 | 3,6 | 37,6 | |
| Octobre ... | 426 | 171 | 340 | 26,4 | 23,0 | 22,1 | 31,3 | 4,3 | 208 | 17,0 | 55,3 | 20,4 | 62 | 26,9 | 14,7 | 23,7 | 5.212 | 3,1 | 37,5 | |
| Novembre . | 388 | 155 | 277 | 27,1 | 23,8 | 19,0 | 27,3 | 4,2 | 178 | 15,9 | 127,7 | 27,4 | 163 | 21,5 | 12,1 | 12,3 | 4.129 | 3,3 | 42,3 | |
| Décembre . | 334 | 154 | 284 | 26,1 | 22,8 | 28,9 | 29,7 | 4,8 | 165 | 15,1 | 17,7 | 16,8 | 167 | 18,6 | 12,6 | 29,7 | 5.240 | 2,6 | 37,1 | |
| 1960 Janvier ... | 250 | 141 | 219 | 26,9 | 24,3 | 22,8 | 29,7 | 4,4 | 121 | 10,0 | — | 14,2 | 170 | 19,9 | 12,2 | 17,1 | 4.336 | 3,9 | 44,6 | |
| Février ... | 249 | 162 | 243 | 25,6 | 22,9 | 32,0 | 29,7 | 4,2 | 104 | 8,7 | 3,8 | 13,2 | 169 | 18,0 | 12,9 | 21,5 | 4.523 | 4,5 | 45,6 | |
| Mars | 426 | 189 | 315 | 27,5 | 24,4 | 39,9 | 33,7 | 5,2 | 129 | 12,3 | — | 15,5 | 160 | 19,7 | 14,4 | 13,8 | 5.269 | 4,3 | 50,4 | |
| Avril | 408 | 158 | 323 | 27,3 | 24,0 | 17,7 | p30,6 | p4,9 | 145 | 14,2 | — | 14,2 | 137 | 19,6 | 16,2 | 11,3 | 4.334 | 3,1 | 39,7 | |
| Mai | 416 | p159 | p331 | 29,5 | 26,8 | 15,6 | p30,1 | p4,6 | p198 | p17,0 | — | 13,0 | 111 | 21,4 | 15,5 | 29,0 | 4.419 | 3,6 | 41,6 | |
| Juin | 420 | p162 | p320 | 27,2 | 24,5 | 15,9 | p30,8 | p4,8 | p212 | p18,9 | 0,1 | 11,5 | 91 | 27,7 | 16,1 | 13,2 | 4.565 | | | |
| Juillet ... | 390 | | | | | | p23,4 | p3,5 | | | — | 11,8 | 65 | 30,1 | 15,8 | 15,4 | 3.890 | | | |

1 Moyenne 1938.

2 Moyenne 1937-1938-1939.

3 Fin de période.

4 Quantités de matières premières déclarées (substances farineuses et substances sucrées). Y compris le Grand-Duché de Luxembourg.

5 Vente aux minques d'Ostende, Nieupoort, Zeebrugge et Blankenberge; en 1936-1937-1938 : vente à la minque d'Ostende uniquement. Non compris les harengs, esprots et crevettes.

V. — ENERGIE ELECTRIQUE *

58

(millions de kWh)

Source : Ministère des Affaires économiques — Direction Energie Electrique.

| Périodes | Production 1 | | | | | Importations | Exportations | Solde importation exportation | Total énergie absorbée par les réseaux |
|--------------|---------------------------------------|------------------|--------------------|--|------------------------|--------------|-----------------|-------------------------------|--|
| | Centrales des producteurs industriels | | Entreprises mixtes | Centrales des auto-producteurs industriels | Total pour la Belgique | | | | |
| | Régies communales | Sociétés privées | | | | | | | |
| (1) | (2) | (3) | (4) | (5) = (1) + (2) + (3) + (4) | (6) | (7) | (8) = (6) - (7) | (9) = (5) + (8) | |
| 1958 Moyenne | 36,9 | 516 | 45,5 | 445 | 1.043 | 24,7 | 19,5 | 5,2 | 1.048 |
| 1959 Moyenne | 34,9 | 552 | 46,1 | 465 | 1.098 | 22,1 | 31,0 | - 8,9 | 1.089 |
| 1959 Avril | 37,9 | 529 | 56,0 | 455 | 1.078 | 14,6 | 23,9 | - 9,3 | 1.068 |
| Mai | 32,2 | 497 | 38,8 | 421 | 989 | 30,3 | 7,2 | 23,1 | 1.012 |
| Juin | 30,9 | 514 | 41,9 | 430 | 1.017 | 21,5 | 4,3 | 17,2 | 1.034 |
| Juillet | 22,8 | 473 | 22,8 | 420 | 939 | 21,5 | 6,8 | 14,7 | 954 |
| Août | 29,6 | 515 | 15,1 | 437 | 997 | 17,4 | 11,9 | 5,5 | 1.002 |
| Septembre | 32,0 | 566 | 44,0 | 484 | 1.126 | 17,3 | 59,0 | -41,7 | 1.085 |
| Octobre | 34,4 | 626 | 44,2 | 554 | 1.258 | 23,9 | 95,6 | -71,7 | 1.186 |
| Novembre | 34,3 | 626 | 46,7 | 523 | 1.230 | 27,7 | 70,2 | -42,5 | 1.187 |
| Décembre | 41,2 | 662 | 72,7 | 509 | 1.285 | 26,8 | 50,4 | -23,6 | 1.261 |
| 1960 Janvier | 44,5 | 612 | 101,1 | 472 | 1.232 | 27,3 | 29,7 | - 2,4 | 1.229 |
| Février | 43,4 | 558 | 111,4 | 469 | 1.181 | 24,3 | 24,0 | 0,3 | 1.181 |
| Mars | 44,8 | 588 | 101,1 | 487 | 1.221 | 24,0 | 11,1 | 12,9 | 1.234 |
| Avril | 35,9 | 568 | 80,0 | 454 | 1.138 | 19,8 | 19,1 | 0,7 | 1.139 |
| Mai | 32,8 | 560 | 86,8 | 450 | 1.130 | 25,2 | 23,8 | 2,4 | 1.132 |
| Juin | 32,1 | 524 | 118,8 | 423 | 1.098 | 31,2 | 28,9 | 2,3 | 1.100 |

* Nombre de centrales en activité au début de l'année 1958 : 160; au début de l'année 1959 : 151; au début de l'année 1960 : 143.

1 Production nette des centrales d'une puissance installée totale de plus de 100 kW.

VI. — GAZ

(Production, Importation et Exportation) 1

59

(millions de mètres cubes)

Source : Ministère des Affaires économiques (Administration de l'Industrie).

| Périodes | Production | | | | | Importations | Exportations | Solde importation exportation | Total de gaz disponible en Belgique |
|--------------|--------------------|--------------|---|-----------------------------|-------|--------------|-----------------|-------------------------------|-------------------------------------|
| | des usines à gaz 2 | des cokeries | | des charbonnages | total | | | | |
| | | total | dont production destinée aux fournitures industrielles directes | | | | | | |
| (1) | (2) | (3) | (4) | (5) = (1) + (2) + (3) + (4) | (6) | (7) | (8) = (6) - (7) | (9) = (5) + (8) | |
| 1958 Moyenne | 0,23 | 171,55 | 100,30 | 16,20 | 188 | 0,76 | 6,58 | -5,82 | 182 |
| 1959 Moyenne | 0,23 | 176,49 | 102,91 | 16,00 | 193 | 0,75 | 5,60 | -4,95 | 188 |
| 1959 Mars | 0,23 | 178,62 | 105,28 | 16,70 | 196 | 0,66 | 5,89 | -5,23 | 190 |
| Avril | 0,23 | 177,76 | 106,60 | 15,29 | 193 | 0,67 | 6,07 | -5,40 | 188 |
| Mai | 0,25 | 172,15 | 100,93 | 14,87 | 187 | 0,71 | 5,77 | -5,06 | 182 |
| Juin | 0,26 | 172,62 | 101,80 | 14,70 | 188 | 0,75 | 6,14 | -5,39 | 182 |
| Juillet | 0,21 | 161,32 | 97,34 | 11,92 | 173 | 0,59 | 5,27 | -4,68 | 169 |
| Août | 0,22 | 162,22 | 94,87 | 11,92 | 174 | 0,78 | 3,30 | -2,52 | 172 |
| Septembre | 0,21 | 174,12 | 101,50 | 13,69 | 188 | 0,86 | 5,40 | -4,54 | 183 |
| Octobre | 0,21 | 186,28 | 109,02 | 16,46 | 203 | 0,81 | 5,97 | -5,16 | 198 |
| Novembre | 0,20 | 181,89 | 103,57 | 18,53 | 201 | 0,87 | 6,04 | -5,17 | 195 |
| Décembre | 0,30 | 197,49 | 113,22 | 19,85 | 218 | 0,93 | 6,45 | -5,52 | 212 |
| 1960 Janvier | 8,41 | 196,50 | 103,32 | 11,78 | 217 | 0,96 | 6,50 | -5,54 | 211 |
| Février | 7,89 | 189,72 | 107,00 | 10,83 | 208 | 0,89 | 6,48 | -5,59 | 203 |
| Mars | 12,14 | 197,86 | 116,43 | 10,82 | 221 | 1,04 | 6,53 | -5,49 | 215 |
| Avril | 7,40 | 181,40 | 106,26 | 9,31 | 198 | 0,94 | 6,11 | -5,17 | 193 |
| Mai | 6,88 | 189,28 | 113,78 | 9,15 | 205 | 0,87 | 6,02 | -5,15 | 200 |

1 Pour les conditions d'utilisation de cette statistique cfr. Bulletin de décembre 1957, p. 528.

2 A partir de janvier 1960, y compris la production du gaz à partir d'hydrocarbures, laquelle était comprise dans la production de gaz des charbonnages.

CONSUMMATION *

I. — Indices mensuels des ventes à la consommation : base moyenne 1953 = 100 65²

Source : Institut National de Statistique.

| Mois | Grands magasins à rayons multiples | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
|--------------------|------------------------------------|--------------|----------------|------------|-------|-----------|---------------|---------------|---|---------|-------------|--------------------|-------|--------------------|---------------------------------|-------|-----------------------|---------------------|-----------|-------|----------|------------------------------|
| | Indice général | Alimentation | | | | Habillage | | | | | Ameublement | | | Ménage | | | Tabacs | Librairie-Papeterie | | Parf. | | |
| | | Périssable | Non périssable | Restaurant | Total | Amalgams | Dessus hommes | Dessus femmes | Bonneterie, lingerie, chemiserie, chapel. | Total 1 | Textiles | Meubles, lustrerie | Total | Articles de ménage | Appareils ménagers, électricité | Total | Articles pour fumeurs | Librairie | Papeterie | Total | Toilette | Jeux, jouets, sports, voyage |
| 1959 Juin | 138 | 126 | 129 | 148 | 129 | 126 | 198 | 151 | 198 | 159 | 113 | 138 | 125 | 121 | 223 | 138 | 159 | 102 | 103 | 103 | 131 | 112 |
| Juillet | 146 | 123 | 128 | 158 | 128 | 121 | 216 | 157 | 220 | 168 | 121 | 139 | 129 | 127 | 272 | 152 | 153 | 111 | 104 | 105 | 149 | 154 |
| Août | 126 | 125 | 130 | 150 | 129 | 84 | 121 | 106 | 137 | 113 | 111 | 123 | 117 | 127 | 226 | 144 | 146 | 110 | 238 | 220 | 126 | 82 |
| Septembre .. | 130 | 131 | 150 | 145 | 138 | 123 | 120 | 112 | 143 | 124 | 112 | 142 | 126 | 123 | 253 | 145 | 142 | 121 | 205 | 193 | 117 | 55 |
| Octobre | 154 | 156 | 162 | 159 | 158 | 133 | 228 | 168 | 191 | 169 | 123 | 129 | 125 | 127 | 290 | 155 | 152 | 138 | 130 | 131 | 126 | 126 |
| Novembre | 167 | 153 | 169 | 159 | 159 | 117 | 195 | 134 | 193 | 163 | 115 | 116 | 115 | 113 | 271 | 140 | 164 | 319 | 164 | 187 | 118 | 446 |
| Décembre | 199 | 172 | 229 | 196 | 192 | 106 | 185 | 148 | 242 | 196 | 119 | 144 | 131 | 170 | 360 | 202 | 346 | 316 | 264 | 272 | 192 | 305 |
| 1960 Janvier | 135 | 155 | 149 | 148 | 153 | 111 | 120 | 102 | 190 | 140 | 148 | 110 | 130 | 106 | 260 | 132 | 153 | 130 | 127 | 127 | 112 | 49 |
| Février | 132 | 151 | 163 | 148 | 154 | 108 | 108 | 91 | 147 | 116 | 124 | 148 | 135 | 128 | 266 | 151 | 140 | 117 | 117 | 117 | 120 | 69 |
| Mars | 151 | 160 | 182 | 170 | 167 | 160 | 178 | 142 | 159 | 147 | 142 | 165 | 153 | 138 | 296 | 164 | 158 | 123 | 124 | 124 | 130 | 75 |
| Avril | 159 | 163 | 187 | 169 | 171 | 133 | 250 | 181 | 180 | 168 | 128 | 166 | 145 | 134 | 272 | 157 | 164 | 138 | 124 | 126 | 141 | 114 |
| Mai | 152 | 140 | 158 | 156 | 147 | 132 | 228 | 180 | 186 | 168 | 119 | 182 | 148 | 132 | 286 | 158 | 141 | 104 | 117 | 115 | 137 | 108 |
| Juin | 148 | 134 | 139 | 148 | 137 | 120 | 237 | 166 | 210 | 169 | 110 | 152 | 130 | 126 | 269 | 150 | 168 | 111 | 103 | 104 | 142 | 135 |

1 Le total comprend, en outre, les rubriques : mercerie, rubans, patrons; chaussures, pantoufles; articles divers de parure.

* Pour la consommation de sucre, voir tableau 562.

65³

| Mois | Grandes entreprises spécialisées dans l'habillement | | | | Coopératives | | | | | | | | | Magasins à succursales | | Gros-sistes | Entreprises à succursales | |
|--------------------|---|-------|--|----------------|--------------|-------------------------------|-----------|-------------|--------------------|--------|---------------------|-----------------------------|----------------------|------------------------|--|-------------|---------------------------|--------------|
| | Hommes | Dames | Sous-vêtements accessoires, articles de parure | Indice général | Boulangerie | Alimentation sauf boulangerie | Habillage | Ameublement | Articles de ménage | Tabacs | Librairie papeterie | Parfumerie articles de luxe | Restaurant, tea-room | Divers | Sous-vêtements et mercerie, articles de parure | Chaussures | Alimentation générale | Alimentation |
| | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| 1959 Avril | 178 | 131 | 106 | 129 | 118 | 138 | 114 | 163 | 108 | 124 | 110 | 137 | 117 | 113 | 123 | 139 | 148 | 130 |
| Mai | 166 | 94 | 102 | 132 | 114 | 138 | 107 | 127 | 106 | 106 | 79 | 133 | 126 | 172 | 113 | 155 | 140 | 137 |
| Juin | 137 | 66 | 108 | 129 | 119 | 137 | 101 | 146 | 98 | 111 | 97 | 135 | 108 | 147 | 137 | 134 | 148 | 133 |
| Juillet | 127 | 68 | 161 | 127 | 115 | 141 | 85 | 160 | 88 | 116 | 190 | 165 | 132 | 111 | 143 | 136 | 158 | 135 |
| Août | 92 | 49 | 69 | 124 | 114 | 137 | 76 | 128 | 112 | 102 | 274 | 131 | 118 | 116 | 87 | 103 | 150 | 133 |
| Septembre .. | 98 | 86 | 70 | 130 | 117 | 139 | 98 | 170 | 114 | 103 | 222 | 130 | 119 | 130 | 98 | 106 | 153 | 135 |
| Octobre | 146 | 151 | 101 | 140 | 125 | 151 | 115 | 137 | 126 | 114 | 249 | 174 | 111 | 130 | 116 | 133 | 150 | 143 |
| Novembre | 121 | 90 | 87 | 127 | 113 | 134 | 115 | 170 | 110 | 106 | 120 | 144 | 112 | 122 | p117 | 121 | 134 | 140 |
| Décembre | 135 | 77 | 129 | 155 | 134 | 169 | 130 | 141 | 138 | 151 | 147 | 198 | 129 | 135 | p144 | 137 | 163 | p170 |
| 1960 Janvier | p140 | 68 | 146 | 138 | 110 | 150 | 116 | 102 | 144 | 109 | 92 | 114 | 100 | 147 | p107 | p124 | p140 | p136 |
| Février | p 92 | 46 | 56 | p129 | p113 | p136 | p112 | p124 | p116 | p110 | p 85 | p134 | p 94 | p144 | p 96 | p 70 | p138 | p138 |
| Mars | p139 | 79 | 99 | p135 | p125 | p142 | p124 | p165 | p127 | p102 | p 93 | p139 | p112 | p126 | p100 | p104 | p151 | p142 |
| Avril | p207 | 113 | p135 | p124 | p142 | p115 | p154 | p126 | p124 | p 96 | p179 | p120 | p131 | p114 | p176 | p150 | p144 | p144 |

II. — CONSOMMATION DE TABAC 66

(Fabrication et importation)

Source : Administration des Douanes et Accises.

| Périodes | Cigares | Gigarillos | Cigarettes | Tabacs à fumer, priser et mâcher |
|------------------|----------------------|------------|------------|----------------------------------|
| | (millions de pièces) | | | (tonnes) |
| 1936-1938 Moy. . | 16,2 | 49,4 | 430 | 1.097 |
| 1958 Moyenne . | 16,1 | 46,7 | 873 | 739 |
| 1959 Moyenne . | 18,1 | 49,7 | 859 | 732 |
| 1959 Juillet ... | 16,9 | 43,5 | 811 | 680 |
| Août | 16,2 | 58,3 | 870 | 718 |
| Septembre .. | 24,7 | 64,7 | 921 | 802 |
| Octobre ... | 23,2 | 52,9 | 829 | 700 |
| Novembre .. | 21,4 | 53,5 | 738 | 653 |
| Décembre .. | 18,1 | 52,6 | 897 | 779 |
| 1960 Janvier ... | 17,8 | 41,8 | 862 | 747 |
| Février ... | 14,9 | 38,7 | 726 | 564 |
| Mars | 15,6 | 46,2 | 929 | 660 |
| Avril | 15,8 | 56,0 | 918 | 734 |
| Mai | 18,5 | 53,7 | 971 | 710 |
| Juin | 17,6 | 62,0 | 1.079 | 845 |
| Juillet ... | 16,1 | 42,2 | 824 | 593 |

III. — ABATTAGES DANS LES 67

12 PRINCIPAUX ABATTOIRS DU PAYS

| Périodes | Gros bétail (Boeufs, taureaux, vaches, génisses) | Chevaux | Veaux | Porcs, porcelets | Moutons, agneaux, chèvres |
|------------------|--|---------|-------|------------------|---------------------------|
| | (milliers de têtes) | | | | |
| 1936-1938 Moy. . | 16,5 | 0,7 | 12,2 | 26,7 | 6,5 |
| 1958 Moyenne . | 20,8 | 2,6 | 9,6 | 33,9 | 4,8 |
| 1959 Moyenne . | 21,2 | 3,3 | 9,8 | 34,3 | 5,1 |
| 1959 Juin | 20,3 | 3,2 | 10,5 | 36,4 | 2,1 |
| Juillet | 20,2 | 3,1 | 10,2 | 33,9 | 1,6 |
| Août | 19,6 | 3,2 | 9,1 | 33,5 | 1,6 |
| Septembre .. | 25,3 | 3,8 | 10,7 | 36,2 | 3,9 |
| Octobre ... | 21,7 | 3,8 | 8,4 | 31,9 | 7,2 |
| Novembre ... | 21,3 | 3,0 | 8,6 | 33,1 | 9,7 |
| Décembre .. | 23,8 | 3,7 | 10,3 | 35,9 | 9,8 |
| 1960 Janvier ... | 20,1 | 3,3 | 8,9 | 32,9 | 8,3 |
| Février ... | 19,5 | 3,2 | 9,7 | 33,8 | 5,1 |
| Mars | 22,8 | 3,6 | 11,3 | 35,3 | 3,9 |
| Avril | 19,0 | 3,2 | 10,3 | 32,2 | 4,0 |
| Mai | 21,1 | 2,9 | 12,8 | 38,1 | 3,0 |
| Juin | 21,0 | 2,9 | 13,5 | 32,5 | 2,3 |

TRANSPORTS

I. — ACTIVITE DE LA SOCIETE NATIONALE DES CHEMINS DE FER BELGES

70¹

a) Recettes et dépenses d'exploitation

(millions de francs)

| Périodes | Recettes | | | | Dépenses ² | Excédent des recettes totales sur les dépenses | Coefficient d'exploitation |
|---------------------------|----------------------|--------------|-----------------------|-------|-----------------------|--|----------------------------|
| | Voyageurs et bagages | Marchandises | Diverses ² | Total | | | |
| 1938 Moyenne ¹ | 74 | 147 | 5 | 226 | 239 | - 13 | 106 |
| 1958 Moyenne | 304 | 512 | 346 | 1.162 | 1.196 | 26 | 98 |
| 1959 Moyenne | 300 | 513 | 349 | 1.162 | 1.108 | 54 | 95 |
| 1959 Mai | 303 | 491 | 343 | 1.137 | 1.075 | 62 | 95 |
| Juin | 286 | 528 | 359 | 1.173 | 1.122 | 51 | 96 |
| Juillet | 374 | 479 | 346 | 1.199 | 1.090 | 109 | 91 |
| Août | 354 | 468 | 344 | 1.166 | 1.080 | 86 | 93 |
| Septembre | 318 | 519 | 345 | 1.182 | 1.090 | 92 | 92 |
| Octobre | 293 | 568 | 354 | 1.215 | 1.131 | 84 | 93 |
| Novembre | 274 | 565 | 344 | 1.183 | 1.084 | 99 | 92 |
| Décembre | 291 | 588 | 377 | 1.256 | 1.155 | 101 | 92 |
| 1960 Janvier | p 301 | 518 | 318 | 1.137 | 1.100 | 37 | 97 |
| Février | p 254 | 529 | 310 | 1.093 | 1.076 | 17 | 98 |
| Mars | p 283 | 556 | 311 | 1.150 | 1.116 | 34 | 97 |
| Avril | p 295 | 512 | 309 | 1.116 | 1.067 | 49 | 96 |
| Mai | p 283 | 525 | 307 | 1.115 | 1.079 | 36 | 97 |
| Juin | p 323 | 532 | 321 | 1.176 | 1.071 | 105 | 96 |
| Juillet | p 380 | 477 | 312 | 1.169 | 1.071 | 98 | 95 |

¹ Y compris le Nord-Belge.

² Compte tenu des interventions de l'Etat.

b) Nombre de wagons fournis à l'industrie¹

c) Statistique du trafic

1° Trafic général

70²

| Périodes | A | B | C | A+C | Voyageurs | | Wagons complets ² | | | | |
|---------------------------|-----|-----|----|------------|-----------|---------------|------------------------------|-----------------------|-----------------------|---------|-------|
| | | | | | Nombre | Voyageurs km. | Tonnes transp. | Tonnes-km. | | | Total |
| | | | | | | | | Service interne belge | Service international | Transit | |
| (milliers) | | | | (millions) | | (millions) | | | | | |
| 1938 Moyenne ³ | 389 | 115 | 91 | 480 | 16,8 | 535 | 6.169 | 186 | 154 | 88 | 428 |
| 1958 Moyenne | 214 | 66 | 64 | 278 | 22,0 | 755 | 4.816 | 128 | 246 | 112 | 486 |
| 1959 Moyenne | 204 | 64 | 70 | 274 | 21,2 | 710 | 4.874 | 127 | 256 | 122 | 505 |
| 1959 Mai | 196 | 64 | 66 | 262 | 20,6 | 704 | 4.706 | 128 | 250 | 112 | 490 |
| Juin | 213 | 64 | 70 | 283 | 20,0 | 690 | 4.967 | 139 | 260 | 114 | 513 |
| Juillet | 190 | 56 | 68 | 258 | 19,4 | 744 | 4.475 | 115 | 239 | 115 | 469 |
| Août | 194 | 56 | 62 | 256 | 18,8 | 699 | 4.537 | 125 | 233 | 108 | 466 |
| Septembre | 213 | 63 | 68 | 281 | 21,4 | 700 | 5.007 | 134 | 261 | 116 | 511 |
| Octobre | 228 | 69 | 81 | 309 | 22,0 | 699 | 5.570 | 144 | 289 | 146 | 579 |
| Novembre | 219 | 71 | 75 | 294 | 21,4 | 689 | 5.313 | 142 | 272 | 132 | 546 |
| Décembre | 220 | 74 | 85 | 305 | 22,6 | 699 | 5.582 | 135 | 288 | 167 | 590 |
| 1960 Janvier | 197 | 70 | 74 | 271 | p23,4 | p739 | 5.028 | 125 | 276 | 133 | 534 |
| Février | 203 | 67 | 75 | 278 | p21,2 | p667 | 5.069 | 120 | 279 | 133 | 532 |
| Mars | 224 | 69 | 75 | 299 | p23,0 | p726 | 5.470 | 133 | 301 | 130 | 569 |
| Avril | 207 | 66 | 70 | 277 | p22,1 | p725 | 4.965 | 136 | 259 | 112 | 507 |
| Mai | 209 | 66 | 71 | 280 | p20,8 | p676 | 5.052 | 134 | 272 | 120 | 527 |
| Juin | 214 | 66 | 72 | 286 | p22,1 | p750 | 5.142 | 133 | 278 | 119 | 529 |
| Juillet | | | | | p19,0 | p728 | 4.496 | 108 | 257 | 113 | 478 |

A. — Nombre de wagons fournis pour transports taxés au départ des stations de la Société, y compris ceux pour transports de houille, coke et briquettes.
 B. — Nombre de wagons fournis spécialement pour le transport de houille, coke et briquettes.

C. — Nombre de wagons chargés en provenance de réseaux étrangers et destinés, soit à des stations du réseau de la Société, soit à des stations d'autres réseaux situés au delà.

¹ Wagons chemins de fer et particuliers.

² Depuis janvier 1956, y compris les transports militaires.

³ Y compris le Nord-Belge, sauf en ce qui concerne les tonnes-km.

c) Statistique du trafic

2° Transport des principales grosses marchandises

A. — Ensemble du trafic

| Périodes | Tonnes km. | Total | Produits agricoles et alimen- taires | Combus- tibles | Huiles indus- trielles | Minerais | Produits métal- lurgiques | Matériaux de construc- tions, produits des carrières | Textiles | Produits chimiques | Divers |
|--------------------|---------------|--------------|--|-------------------|------------------------------|----------|---------------------------------|--|----------|-----------------------|--------|
| | (millions) | | | | | | | | | | |
| 1958 Moyenne | 485 | 4.818 | 180 | 1.810 | 66 | 959 | 713 | 742 | 13 | 271 | 64 |
| 1959 Moyenne | 505 | 4.874 | 131 | 1.808 | 58 | 1.043 | 757 | 725 | 14 | 275 | 63 |
| 1959 Mai | 490 | 4.706 | 86 | 1.788 | 52 | 1.036 | 700 | 729 | 14 | 245 | 56 |
| Juin | 513 | 4.967 | 92 | 1.815 | 58 | 1.096 | 762 | 788 | 15 | 274 | 67 |
| Juillet | 469 | 4.475 | 94 | 1.631 | 53 | 1.007 | 676 | 697 | 14 | 234 | 69 |
| Août | 466 | 4.537 | 88 | 1.597 | 52 | 1.026 | 688 | 751 | 15 | 262 | 58 |
| Septembre ... | 511 | 5.007 | 101 | 1.801 | 57 | 1.072 | 793 | 851 | 15 | 256 | 61 |
| Octobre | 579 | 5.570 | 209 | 1.962 | 62 | 1.159 | 881 | 887 | 16 | 324 | 70 |
| Novembre ... | 546 | 5.313 | 321 | 1.938 | 53 | 1.055 | 797 | 750 | 18 | 324 | 57 |
| Décembre | 590 | 5.582 | 165 | 2.134 | 63 | 1.143 | 933 | 691 | 18 | 373 | 62 |
| 1960 Janvier | 534 | 5.028 | 135 | 2.013 | 65 | 1.102 | 783 | 558 | 17 | 298 | 57 |
| Février | 532 | 5.069 | 122 | 1.897 | 66 | 1.136 | 847 | 594 | 17 | 335 | 55 |
| Mars | 569 | 5.470 | 118 | 1.893 | 68 | 1.271 | 944 | 762 | 15 | 334 | 65 |
| Avril | 507 | 4.965 | 91 | 1.846 | 60 | 1.104 | 806 | 753 | 14 | 240 | 51 |
| Mai | 527 | 5.052 | 94 | 1.856 | 57 | 1.158 | 808 | 745 | 15 | 265 | 54 |
| Juin | 529 | 5.142 | 90 | 1.866 | 54 | 1.206 | 813 | 784 | 13 | 261 | 55 |
| Juillet | 478 | 4.496 | 80 | 1.623 | 50 | 1.127 | 666 | 636 | 13 | 243 | 58 |

B. — Service interne belge

| Périodes | Total | Produits agricoles et alimen- taires | Combus- tibles | Huiles indus- trielles | Minerais | Produits métal- lurgiques | Matériaux de construc- tions, produits des carrières | Textiles | Produits chimiques | Divers | II Soc. Nat. des Chemins de fer vicinaux T.-km. trans- portés (milliers) |
|--------------------|--------------|--|-------------------|------------------------------|----------|---------------------------------|--|----------|-----------------------|--------|---|
| | | | | | | | | | | | |
| 1958 Moyenne | 2.329 | 81 | 1.238 | 20 | 121 | 229 | 493 | 1 | 125 | 21 | 618 |
| 1959 Moyenne | 2.296 | 46 | 1.240 | 16 | 132 | 250 | 468 | 1 | 123 | 20 | 364 |
| 1959 Mai | 2.249 | 17 | 1.235 | 17 | 129 | 239 | 486 | 1 | 108 | 17 | 333 |
| Juin | 2.403 | 25 | 1.252 | 17 | 140 | 273 | 528 | 1 | 143 | 24 | 375 |
| Juillet | 2.052 | 28 | 1.084 | 14 | 119 | 219 | 438 | 2 | 120 | 28 | 253 |
| Août | 2.212 | 24 | 1.117 | 14 | 146 | 256 | 507 | 2 | 125 | 21 | 265 |
| Septembre ... | 2.421 | 22 | 1.249 | 17 | 139 | 278 | 558 | — | 136 | 22 | 290 |
| Octobre | 2.615 | 108 | 1.337 | 18 | 143 | 285 | 568 | — | 132 | 24 | 471 |
| Novembre ... | 2.563 | 207 | 1.372 | 16 | 130 | 258 | 455 | 1 | 106 | 18 | 760 |
| Décembre | 2.477 | 42 | 1.427 | 16 | 140 | 274 | 429 | 1 | 129 | 19 | 218 |
| 1960 Janvier | 2.256 | 17 | 1.394 | 17 | 117 | 259 | 327 | 1 | 107 | 17 | 125 |
| Février | 2.223 | 18 | 1.309 | 17 | 107 | 274 | 358 | 1 | 127 | 12 | 189 |
| Mars | 2.522 | 19 | 1.374 | 16 | 119 | 326 | 485 | 1 | 163 | 19 | 232 |
| Avril | 2.393 | 17 | 1.338 | 14 | 137 | 274 | 482 | 1 | 117 | 13 | 264 |
| Mai | 2.341 | 17 | 1.289 | 15 | 141 | 268 | 481 | 1 | 115 | 14 | 180 |
| Juin | 2.382 | 19 | 1.284 | 16 | 133 | 302 | 492 | 1 | 120 | 15 | 205 |
| Juillet | 1.932 | 19 | 1.070 | 11 | 105 | 207 | 390 | 1 | 116 | 13 | 170 |

III. — MOUVEMENT DES PORTS

71¹

c) Port d'Anvers

Sources : Administration du Port d'Anvers et Institut National de Statistique.

| Périodes | Navigation maritime | | | | | | Navigation fluviale | | | | | |
|--------------|---------------------|---|--|-------------------|-----|--|---------------------|--|--|-------------------|--|--|
| | Entrées | | | Sorties | | | Entrées | | | Sorties | | |
| | Nombre de navires | Tonnage net belge (milliers de tonnes de jauge) | Marchandises (milliers de tonnes métriques) ¹ | Nombre de navires | | Marchandises (milliers de tonnes métriques) ¹ | Nombre de bateaux | Capacité (milliers de m ³) | Marchandises (milliers de tonnes métriques) ² | Nombre de bateaux | Capacité (milliers de m ³) | Marchandises (milliers de tonnes métriques) ² |
| chargés | | | | sur lest | | | | | | | | |
| 1958 Moyenne | 1.357 | 3.545 | 1.723 | 1.166 | 190 | 1.210 | 4.208 | 2.063 | 807 | 4.091 | 2.018 | 1.139 |
| 1959 Moyenne | 1.335 | 3.622 | 1.668 | 1.158 | 172 | 1.266 | 4.264 | 2.129 | 831 | 4.104 | 2.065 | 1.019 |
| 1959 Juillet | 1.313 | 3.625 | 1.329 | 1.170 | 150 | 1.297 | 3.988 | 2.016 | 842 | 3.833 | 1.957 | 969 |
| Août | 1.332 | 3.646 | 1.646 | 1.150 | 160 | 1.225 | 3.921 | 1.936 | 728 | 3.817 | 1.890 | 964 |
| Septembre | 1.345 | 3.523 | 1.518 | 1.178 | 187 | 1.325 | 4.439 | 2.242 | 779 | 4.271 | 2.176 | 1.003 |
| Octobre | 1.422 | 3.816 | 1.597 | 1.262 | 170 | 1.463 | 4.626 | 2.309 | 778 | 4.471 | 2.231 | 983 |
| Novembre | 1.418 | 3.892 | 1.890 | 1.174 | 193 | 1.270 | 4.556 | 2.242 | 865 | 4.280 | 2.102 | 1.036 |
| Décembre | 1.306 | 3.643 | 1.997 | 1.132 | 191 | 1.337 | 4.698 | 2.285 | 802 | 4.511 | 2.229 | 1.129 |
| 1960 Janvier | 1.457 | 4.060 | 1.923 | 1.245 | 182 | 1.629 | 4.551 | 2.203 | 809 | 4.521 | 2.158 | 1.259 |
| Février | 1.390 | 3.866 | 1.959 | 1.269 | 146 | 1.368 | 4.245 | 2.126 | 843 | 4.267 | 2.125 | 1.078 |
| Mars | 1.524 | 4.018 | 2.097 | 1.345 | 173 | 1.406 | 4.515 | 2.225 | 916 | 4.492 | 2.177 | 1.134 |
| Avril | 1.424 | 3.802 | 1.570 | 1.272 | 162 | 1.426 | 4.400 | 2.124 | 839 | 4.287 | 2.109 | 1.028 |
| Mai | 1.391 | 3.726 | | 1.249 | 121 | | 4.434 | 2.162 | 873 | 4.329 | 2.088 | 1.061 |
| Juin | 1.374 | 3.764 | | 1.227 | 153 | | 4.369 | 2.093 | 827 | 4.270 | 2.060 | 1.134 |
| Juillet | 1.440 | 4.086 | | 1.245 | 151 | | 4.559 | 2.258 | 945 | 4.422 | 2.184 | 1.217 |

¹ Trafic international. — ² Trafic international et intérieur.

b) Port de Gand

71²

Sources : Administration du Port de Gand et Institut National de Statistique.

| Périodes | Navigation maritime | | | | | | Navigation fluviale | |
|--------------------------------|---------------------|---------------------------------------|--|-------------------|---------------------------------------|--|---------------------------|---------|
| | Entrées | | | Sorties | | | Marchandises ¹ | |
| | Nombre de navires | Tonnage (milliers de tonnes de jauge) | Marchandises (milliers de tonnes métriques) ¹ | Nombre de navires | Tonnage (milliers de tonnes de jauge) | Marchandises (milliers de tonnes métriques) ¹ | Entrées | Sorties |
| (milliers de tonnes métriques) | | | | | | | | |
| 1958 Moyenne | 219 | 163 | 169 | 217 | 156 | 82 | 125 | 73 |
| 1959 Moyenne | 194 | 145 | 152 | 194 | 147 | 83 | 160 | 83 |
| 1959 Juillet | 202 | 153 | 134 | 199 | 150 | 75 | 180 | 118 |
| Août | 213 | 190 | 234 | 213 | 181 | 91 | 188 | 70 |
| Septembre | 186 | 134 | 182 | 190 | 132 | 90 | 152 | 101 |
| Octobre | 185 | 129 | 125 | 185 | 141 | 75 | 159 | 61 |
| Novembre | 181 | 125 | 161 | 183 | 148 | 69 | 159 | 70 |
| Décembre | 160 | 139 | 137 | 166 | 153 | 57 | 128 | 86 |
| 1960 Janvier | 188 | 135 | 90 | 177 | 120 | 104 | 142 | 82 |
| Février | 174 | 126 | 161 | 182 | 143 | 69 | 127 | 132 |
| Mars | 205 | 177 | 124 | 206 | 171 | 99 | 164 | 120 |
| Avril | 183 | 133 | 216 | 187 | 142 | 87 | 172 | 142 |
| Mai | 154 | 142 | | 155 | 140 | | | |
| Juin | 169 | 162 | | 161 | 148 | | | |
| Juillet | 187 | 166 | | 189 | 170 | | | |

¹ Trafic international.

IV. — MOUVEMENT GENERAL DE LA NAVIGATION INTERIEURE

72

Source : Institut National de Statistique.

| Périodes | Bateaux chargés | | | | | | | | | | | | | | |
|--------------|------------------|--------------|--------------|---------|----------------------|------------------------------|--------------|--------------|---------|----------------------|------------------------|--------------|--------------|---------|----------------------|
| | Trafic intérieur | Importations | Exportations | Transit | Ensemble des trafics | Trafic intérieur | Importations | Exportations | Transit | Ensemble des trafics | Trafic intérieur | Importations | Exportations | Transit | Ensemble des trafics |
| | Nombre | | | | | Milliers de tonnes métriques | | | | | Millions de tonnes-km. | | | | |
| 1958 Moyenne | 6.842 | 3.698 | 2.745 | 636 | 13.921 | 1.866 | 1.307 | 932 | 164 | 4.269 | 181,5 | 89,1 | 66,9 | 23,0 | 360,5 |
| 1959 Moyenne | 7.148 | 3.889 | 2.970 | 791 | 14.798 | 1.968 | 1.366 | 999 | 201 | 4.534 | 190,5 | 101,4 | 82,1 | 28,4 | 402,4 |
| 1959 Mai | 6.711 | 3.370 | 3.079 | 849 | 14.009 | 1.835 | 1.218 | 1.029 | 221 | 4.303 | 171,4 | 94,0 | 84,0 | 29,6 | 379,0 |
| Juin | 7.599 | 3.632 | 3.551 | 994 | 15.776 | 2.016 | 1.285 | 1.196 | 255 | 4.752 | 203,2 | 99,5 | 99,4 | 35,6 | 437,7 |
| Juillet | 6.583 | 4.034 | 3.388 | 998 | 14.998 | 1.811 | 1.415 | 1.215 | 262 | 4.703 | 177,1 | 106,5 | 104,0 | 37,9 | 425,5 |
| Août | 6.879 | 3.735 | 3.179 | 888 | 14.681 | 1.922 | 1.285 | 1.075 | 236 | 4.518 | 188,9 | 102,3 | 88,6 | 32,8 | 412,6 |
| Septembre | 7.600 | 3.852 | 3.228 | 766 | 15.446 | 2.101 | 1.315 | 1.019 | 192 | 4.627 | 212,1 | 100,6 | 87,5 | 28,6 | 428,8 |
| Octobre | 8.380 | 5.927 | 3.460 | 902 | 18.669 | 2.334 | 1.980 | 1.078 | 218 | 5.610 | 227,9 | 136,4 | 94,1 | 33,7 | 492,1 |
| Novembre | 7.800 | 4.694 | 2.766 | 808 | 16.068 | 2.179 | 1.658 | 891 | 196 | 4.924 | 207,6 | 109,9 | 73,5 | 27,4 | 418,4 |
| Décembre | 8.169 | 4.597 | 2.838 | 856 | 16.460 | 2.313 | 1.614 | 935 | 207 | 5.069 | 220,6 | 111,8 | 73,8 | 29,0 | 435,2 |
| 1960 Janvier | 6.454 | 3.474 | 2.300 | 702 | 12.930 | 1.914 | 1.355 | 824 | 176 | 4.269 | 186,1 | 88,6 | 64,0 | 25,1 | 363,8 |
| Février | 7.198 | 4.143 | 2.746 | 792 | 14.879 | 1.939 | 1.589 | 939 | 200 | 4.667 | 191,7 | 102,9 | 72,4 | 28,3 | 395,3 |
| Mars | 7.626 | 4.689 | 3.362 | 1.135 | 16.812 | 2.066 | 1.847 | 1.198 | 294 | 5.405 | 201,1 | 118,8 | 93,9 | 39,4 | 453,2 |
| Avril | 7.759 | 4.470 | 3.368 | 1.046 | 16.643 | 2.011 | 1.709 | 1.092 | 275 | 5.087 | 192,6 | 115,1 | 89,1 | 37,6 | 434,3 |
| Mai | 7.334 | 4.845 | 3.634 | 1.050 | 16.863 | 1.976 | 1.828 | 1.193 | 268 | 5.265 | 191,8 | 126,2 | 96,9 | 36,8 | 451,7 |

**COMMERCE EXTERIEUR
DE L'UNION ECONOMIQUE BELGO-LUXEMBOURGEOISE**

**NOMENCLATURE DES SECTIONS DU COMMERCE SPECIAL
D'APRES LA CLASSIFICATION TYPE DU COMMERCE INTERNATIONAL (C.T.C.I.)**

75

Source : Institut National de Statistique.

| Périodes | (0) Produits alimentaires | (1) Boissons et tabacs | (2) Mat. brutes non comest. à l'ex- ception des car- burants | (3) Com- bustibles miné- raux lu- brifiants et produits connexes | (4) Huiles et graisses d'origine animale ou végétale | (5) Produits chimiques | (6) Art. manuf., classés princi- palement d'après la mat. première | (7) Ma- chines et matériel de transport | (8) Articles manu- facturés divers | (9) Mar- chandises non dénom- mées ailleurs | Totaux | Prix moyen par tonne (francs) | Excédent (+) ou déficit (-) de la balance commerciale (millions de francs) | Rapport des exporta- tions aux importa- tions en p.c. |
|--------------------------------|---------------------------------|---------------------------------|--|--|---|------------------------------|--|---|--|---|--------|---|---|--|
| <i>Importations</i> | | | | | | | | | | | | | | |
| Valeurs (millions de francs) | | | | | | | | | | | | | | |
| 1958 Moyenne | 1.720 | 224 | 2.366 | 1.761 | 118 | 853 | 2.792 | 2.454 | 720 | 29 | 13.037 | 2.744 | | |
| 1959 Moyenne | 1.846 | 231 | 2.652 | 1.649 | 123 | 949 | 3.380 | 2.679 | 802 | 30 | 14.341 | 2.910 | | |
| 1959 Août | 1.600 | 189 | 2.745 | 1.495 | 80 | 899 | 3.180 | 1.920 | 748 | 26 | 12.882 | 2.661 | | |
| Septembre .. | 1.797 | 229 | 2.599 | 1.265 | 103 | 907 | 3.660 | 2.629 | 925 | 31 | 14.145 | 2.967 | | |
| Octobre | 2.110 | 257 | 2.777 | 1.610 | 124 | 1.007 | 3.690 | 2.898 | 994 | 37 | 15.504 | 2.930 | | |
| Novembre | 2.376 | 231 | 2.975 | 1.572 | 152 | 1.003 | 3.810 | 2.638 | 776 | 29 | 15.562 | 3.073 | | |
| Décembre | 2.248 | 296 | 3.173 | 1.858 | 160 | 1.078 | 3.751 | 3.341 | 755 | 32 | 16.692 | 3.082 | | |
| 1960 Janvier | 2.105 | 221 | 3.301 | 1.583 | 137 | 996 | 3.409 | 3.375 | 618 | 30 | 15.775 | 3.182 | | |
| Février | 1.902 | 219 | 3.220 | 1.776 | 125 | 1.064 | 3.870 | 3.971 | 833 | 29 | 17.009 | 3.406 | | |
| Mars | 1.946 | 244 | 3.404 | 1.991 | 144 | 1.158 | 4.014 | 3.192 | 1.001 | 34 | 17.128 | 2.957 | | |
| Avril | 1.839 | 249 | 2.863 | 1.604 | 157 | 1.040 | 3.380 | 3.508 | 971 | 37 | 15.648 | 3.080 | | |
| Mai | 1.863 | 276 | 3.312 | 1.574 | 187 | 1.051 | 3.765 | 3.164 | 911 | 26 | 16.129 | 3.083 | | |
| Juin | 1.754 | 265 | 3.141 | 1.525 | 136 | 1.013 | 3.607 | 3.521 | 836 | 31 | 15.829 | 3.007 | | |
| Juillet | 1.663 | 220 | 3.404 | 1.690 | 117 | 987 | 3.490 | 2.980 | 833 | 28 | 15.412 | 2.915 | | |
| Août | p | | | | | | | | | | 15.330 | 2.851 | | |
| <i>Exportations</i> | | | | | | | | | | | | | | |
| 1958 Moyenne | 598 | 38 | 714 | 793 | 56 | 962 | 6.999 | 1.775 | 597 | 159 | 12.691 | 5.499 | - 346 | 97,3 |
| 1959 Moyenne | 594 | 46 | 861 | 716 | 54 | 1.074 | 7.844 | 1.778 | 669 | 94 | 13.730 | 5.620 | - 611 | 95,7 |
| 1959 Août | 512 | 47 | 670 | 644 | 35 | 1.011 | 6.413 | 1.437 | 597 | 81 | 11.447 | 4.983 | - 1.435 | 88,9 |
| Septembre ... | 588 | 48 | 934 | 721 | 53 | 1.070 | 8.270 | 1.982 | 778 | 104 | 14.548 | 5.648 | + 403 | 102,9 |
| Octobre | 629 | 47 | 971 | 625 | 57 | 1.099 | 8.971 | 1.670 | 811 | 94 | 14.974 | 6.085 | - 530 | 96,6 |
| Novembre | 641 | 45 | 911 | 626 | 68 | 1.222 | 8.564 | 1.529 | 719 | 104 | 14.429 | 5.790 | - 1.133 | 92,7 |
| Décembre | 601 | 48 | 1.196 | 586 | 71 | 1.202 | 8.714 | 2.469 | 718 | 113 | 15.718 | 5.944 | - 974 | 94,2 |
| 1960 Janvier | 602 | 46 | 1.189 | 821 | 67 | 1.255 | 9.095 | 2.083 | 683 | 132 | 15.973 | 6.020 | + 198 | 101,3 |
| Février | 564 | 50 | 1.201 | 669 | 57 | 1.270 | 8.787 | 1.765 | 702 | 125 | 15.190 | 6.188 | - 1.819 | 89,3 |
| Mars | 569 | 51 | 1.229 | 690 | 66 | 1.244 | 10.215 | 2.002 | 787 | 215 | 17.068 | 5.859 | - 60 | 99,6 |
| Avril | 552 | 58 | 1.128 | 577 | 54 | 1.143 | 9.399 | 2.452 | 691 | 197 | 16.251 | 6.216 | + 603 | 103,9 |
| Mai | 486 | 58 | 1.141 | 583 | 51 | 1.008 | 8.964 | 2.424 | 783 | 154 | 15.652 | 6.266 | - 477 | 97,0 |
| Juin | 557 | 67 | 1.010 | 807 | 49 | 1.153 | 9.161 | 2.155 | 717 | 195 | 15.871 | 5.428 | + 42 | 100,3 |
| Juillet | 514 | 67 | 991 | 776 | 52 | 976 | 8.818 | 1.977 | 704 | 178 | 15.053 | 5.557 | - 359 | 97,7 |
| Août | p | | | | | | | | | | 13.106 | 4.829 | - 2.224 | 85,5 |
| <i>Importations</i> | | | | | | | | | | | | | | |
| Quantités (milliers de tonnes) | | | | | | | | | | | | | | |
| 1958 Moyenne | 304 | 18,1 | 2.465 | 1.606 | 9,9 | 152 | 146 | 43,1 | 7,1 | 1,2 | 4.752 | | | |
| 1959 Moyenne | 330 | 27,3 | 2.603 | 1.561 | 10,6 | 161 | 175 | 51,3 | 8,0 | 1,4 | 4.929 | | | |
| 1959 Août | 289 | 10,2 | 2.724 | 1.417 | 7,0 | 153 | 189 | 42,4 | 7,6 | 1,3 | 4.841 | | | |
| Septembre ... | 356 | 12,3 | 2.782 | 1.222 | 9,0 | 123 | 191 | 62,5 | 9,1 | 1,5 | 4.768 | | | |
| Octobre | 421 | 68,8 | 2.871 | 1.506 | 9,8 | 171 | 186 | 47,3 | 9,4 | 1,8 | 5.292 | | | |
| Novembre | 462 | 12,3 | 2.669 | 1.469 | 12,4 | 189 | 199 | 42,0 | 7,9 | 1,2 | 5.064 | | | |
| Décembre | 424 | 15,0 | 2.691 | 1.810 | 14,3 | 199 | 202 | 49,6 | 7,9 | 1,4 | 5.415 | | | |
| 1960 Janvier | 398 | 47,8 | 2.573 | 1.497 | 11,4 | 179 | 181 | 61,3 | 6,7 | 1,6 | 4.957 | | | |
| Février | 316 | 12,3 | 2.548 | 1.660 | 10,4 | 173 | 206 | 57,9 | 8,3 | 1,5 | 4.993 | | | |
| Mars | 329 | 13,6 | 3.129 | 1.846 | 12,0 | 192 | 205 | 53,3 | 9,7 | 1,7 | 5.791 | | | |
| Avril | 315 | 51,8 | 2.780 | 1.504 | 14,7 | 150 | 202 | 52,0 | 9,6 | 1,7 | 5.081 | | | |
| Mai | 317 | 15,6 | 2.925 | 1.517 | 17,6 | 158 | 209 | 61,4 | 10,0 | 1,2 | 5.232 | | | |
| Juin | 298 | 14,6 | 3.075 | 1.450 | 12,6 | 155 | 205 | 43,0 | 9,4 | 1,3 | 5.264 | | | |
| Juillet | 309 | 57,1 | 2.902 | 1.609 | 9,4 | 133 | 203 | 54,9 | 9,2 | 1,2 | 5.288 | | | |
| Août | p | | | | | | | | | | 5.377 | | | |
| <i>Exportations</i> | | | | | | | | | | | | | | |
| 1958 Moyenne | 92 | 1,7 | 417 | 553 | 4,2 | 367 | 782 | 30,5 | 5,9 | 54,7 | 2.308 | | | |
| 1959 Moyenne | 80 | 7,9 | 527 | 529 | 4,4 | 383 | 866 | 33,0 | 6,8 | 5,9 | 2.443 | | | |
| 1959 Août | 70 | 2,9 | 557 | 478 | 2,8 | 356 | 787 | 31,5 | 6,7 | 5,5 | 2.297 | | | |
| Septembre ... | 80 | 2,1 | 617 | 518 | 4,2 | 399 | 903 | 38,7 | 7,4 | 6,4 | 2.576 | | | |
| Octobre | 93 | 1,6 | 533 | 468 | 4,6 | 358 | 957 | 32,0 | 8,3 | 6,0 | 2.461 | | | |
| Novembre | 75 | 1,6 | 521 | 501 | 5,3 | 432 | 921 | 20,5 | 7,8 | 6,4 | 2.492 | | | |
| Décembre | 60 | 74,4 | 532 | 488 | 5,5 | 460 | 926 | 83,6 | 7,6 | 7,4 | 2.645 | | | |
| 1960 Janvier | 61 | 1,8 | 477 | 663 | 5,0 | 453 | 944 | 33,9 | 6,5 | 8,2 | 2.653 | | | |
| Février | 61 | 1,7 | 469 | 526 | 4,4 | 457 | 895 | 25,4 | 7,2 | 7,6 | 2.454 | | | |
| Mars | 61 | 92,6 | 615 | 555 | 5,1 | 453 | 1.067 | 29,6 | 7,4 | 27,7 | 2.913 | | | |
| Avril | 61 | 2,5 | 623 | 438 | 3,9 | 401 | 1.022 | 42,4 | 7,2 | 27,8 | 2.629 | | | |
| Mai | 54 | 3,2 | 670 | 461 | 4,0 | 335 | 907 | 38,6 | 7,6 | 17,4 | 2.498 | | | |
| Juin | 63 | 4,0 | 718 | 631 | 3,8 | 404 | 1.026 | 40,9 | 7,2 | 26,1 | 2.924 | | | |
| Juillet | 68 | 4,0 | 692 | 597 | 4,0 | 313 | 971 | 30,5 | 6,7 | 23,5 | 2.709 | | | |
| Août | p | | | | | | | | | | 2.714 | | | |

CHOMAGE

I. — CHOMAGE COMPLET ET PARTIEL

81¹

Source : Office National du Placement et du Chômage.

| Périodes | Nombre de chômeurs contrôlés | | | | | | Nombre de journées perdues | | |
|--------------------|------------------------------------|-------------------------|--------|---------------------|-------------------------|--------|----------------------------|-------------------------|--------|
| | Chômeurs inscrits au cours du mois | | | Moyenne journalière | | | Chômeurs | | |
| | Chômeurs | | Totaux | Chômeurs | | Totaux | complets | partiels et accidentels | Totaux |
| | complets | partiels et accidentels | | complets | partiels et accidentels | | | | |
| (milliers) | | | | | | | | | |
| 1959 Août | 131 | 174 | 305 | 100 | 46 | 146 | 2.904 | 1.343 | 4.247 |
| Septembre | 132 | 167 | 299 | 102 | 49 | 151 | 2.449 | 1.180 | 3.629 |
| Octobre | 133 | 179 | 312 | 106 | 51 | 157 | 2.542 | 1.229 | 3.771 |
| Novembre | 148 | 185 | 333 | 116 | 45 | 161 | 3.258 | 1.247 | 4.505 |
| Décembre | 153 | 205 | 358 | 125 | 74 | 199 | 2.910 | 1.457 | 4.367 |
| 1960 Janvier | 175 | 324 | 499 | 147 | 105 | 252 | 4.412 | 3.136 | 7.548 |
| Février | 161 | 253 | 414 | 138 | 91 | 229 | 3.318 | 2.170 | 5.488 |
| Mars | 150 | 176 | 326 | 127 | 50 | 176 | 3.033 | 1.204 | 4.237 |
| Avril | 136 | 158 | 294 | 115 | 46 | 161 | 2.648 | 1.061 | 3.709 |
| Mai | 130 | 162 | 292 | 104 | 44 | 148 | 2.906 | 1.234 | 4.140 |
| Juin | 119 | 143 | 262 | 97 | 40 | 137 | 2.228 | 914 | 3.142 |
| Juillet | | | | 95 | 32 | 127 | | | |
| Août | | | | 92 | 30 | 122 | | | |

II. — REPARTITION DES CHOMEURS CONTROLES PAR PROVINCE

81²

Source : Office National du Placement et du Chômage.

| Périodes | Nombre de jours ouvrables | Royaume | Anvers | Brabant | Flandre occidentale | Flandre orientale | Hainaut | Liège | Limbourg | Luxembourg | Namur |
|----------|---------------------------|------------|--------|---------|---------------------|-------------------|---------|-------|----------|------------|-------|
| | | (milliers) | | | | | | | | | |

Moyenne journalière par mois

| | | | | | | | | | | | |
|----------------------|----|-------|------|------|------|------|------|------|------|-----|-----|
| 1959 Septembre | 24 | 151,2 | 28,5 | 21,3 | 20,4 | 28,5 | 24,3 | 12,7 | 13,0 | 0,6 | 1,9 |
| Octobre | 24 | 157,1 | 30,1 | 21,1 | 23,1 | 30,0 | 25,0 | 12,6 | 12,5 | 0,7 | 2,0 |
| Novembre | 28 | 160,9 | 31,3 | 23,7 | 25,2 | 31,6 | 22,8 | 13,1 | 9,7 | 1,1 | 2,4 |
| Décembre | 22 | 198,5 | 39,1 | 28,4 | 31,5 | 41,9 | 25,6 | 15,2 | 11,7 | 2,2 | 2,9 |
| 1960 Janvier | 30 | 251,6 | 48,2 | 37,2 | 38,4 | 50,7 | 30,9 | 19,5 | 17,1 | 4,3 | 5,3 |
| Février | 24 | 228,6 | 44,6 | 34,2 | 34,6 | 45,2 | 27,6 | 17,1 | 16,4 | 4,1 | 4,8 |
| Mars | 24 | 176,7 | 34,5 | 25,3 | 26,2 | 34,0 | 25,2 | 13,8 | 13,3 | 1,5 | 2,9 |
| Avril | 23 | 161,3 | 31,1 | 23,0 | 22,7 | 31,8 | 24,0 | 13,3 | 12,3 | 0,7 | 2,4 |
| Mai | 28 | 147,9 | 27,5 | 20,9 | 19,9 | 28,8 | 22,9 | 12,7 | 12,6 | 0,5 | 2,1 |
| Juin | 23 | 136,6 | 24,9 | 19,7 | 18,5 | 26,6 | 21,3 | 11,5 | 11,6 | 0,5 | 2,0 |
| Juillet | 29 | 127,5 | 23,5 | 20,2 | 17,2 | 26,4 | 16,6 | 11,3 | 9,8 | 0,6 | 1,9 |
| Août | 23 | 121,5 | 22,5 | 19,2 | 16,0 | 25,1 | 16,0 | 11,0 | 9,2 | 0,6 | 1,9 |

Moyenne journalière par semaine

| | | | | | | | | | | | |
|-----------------------|---|-------|------|------|------|------|------|------|------|-----|-----|
| 1960 Août 7 au 13 ... | 6 | 127,2 | 22,7 | 20,2 | 17,3 | 26,6 | 16,2 | 11,0 | 10,6 | 0,7 | 1,9 |
| 14 au 20 ... | 5 | 123,0 | 22,4 | 19,7 | 16,7 | 26,0 | 16,1 | 10,9 | 8,7 | 0,7 | 1,8 |
| 21 au 27 ... | 6 | 117,3 | 21,2 | 18,6 | 15,3 | 24,2 | 16,1 | 10,9 | 8,6 | 0,6 | 1,8 |
| 28 au 3/9 ... | 6 | 118,8 | 23,7 | 18,6 | 15,0 | 23,7 | 15,6 | 11,0 | 8,8 | 0,6 | 1,8 |
| Septembre 4 au 10 ... | 6 | 117,5 | 22,4 | 18,0 | 16,6 | 23,2 | 14,7 | 11,0 | 9,1 | 0,6 | 1,9 |

III. — MOYENNE JOURNALIERE DES CHOMEURS CONTROLES

81³

Source : Office National du Placement et du Chômage.

| Périodes | Ensemble | | | Chômeurs complets | | | Chômeurs partiels | | |
|---------------------------------|------------|--------|-------|-------------------|--------|-------|-------------------|--------|-------|
| | Hommes | Femmes | Total | Hommes | Femmes | Total | Hommes | Femmes | Total |
| | (milliers) | | | | | | | | |
| 1958 Moyenne ¹ | 132,3 | 48,6 | 180,9 | 81,3 | 28,5 | 109,8 | 51,0 | 20,1 | 71,1 |
| 1959 Moyenne | 150,3 | 48,9 | 199,2 | 92,1 | 32,9 | 125,0 | 58,2 | 16,0 | 74,2 |
| 1959 Août | 106,8 | 39,6 | 146,4 | 71,6 | 28,5 | 100,1 | 35,2 | 11,1 | 46,3 |
| Septembre | 112,0 | 39,2 | 151,2 | 72,9 | 29,1 | 102,0 | 39,1 | 10,1 | 49,2 |
| Octobre | 115,7 | 41,4 | 157,1 | 75,7 | 30,2 | 105,9 | 40,0 | 11,2 | 51,2 |
| Novembre | 116,6 | 44,3 | 160,9 | 84,3 | 32,0 | 116,3 | 32,3 | 12,3 | 44,6 |
| Décembre | 145,1 | 53,4 | 198,5 | 98,7 | 33,6 | 132,3 | 46,4 | 19,8 | 66,2 |
| 1960 Janvier | 200,2 | 51,4 | 251,6 | 112,1 | 35,0 | 147,1 | 88,1 | 16,4 | 104,5 |
| Février | 183,5 | 45,1 | 228,6 | 105,1 | 33,1 | 138,2 | 78,4 | 12,0 | 90,4 |
| Mars | 134,4 | 42,3 | 176,7 | 94,7 | 31,7 | 126,4 | 39,7 | 10,6 | 50,3 |
| Avril | 120,9 | 40,4 | 161,3 | 85,5 | 29,5 | 115,0 | 35,4 | 10,9 | 46,3 |
| Mai | 109,9 | 38,0 | 147,9 | 76,0 | 27,7 | 103,7 | 33,9 | 10,3 | 44,2 |
| Juin | 101,7 | 34,9 | 136,6 | 71,8 | 25,1 | 96,9 | 29,9 | 9,8 | 39,7 |
| Juillet | 92,5 | 35,0 | 127,5 | 71,0 | 24,0 | 95,0 | 21,5 | 11,0 | 32,5 |
| Août | 88,9 | 32,6 | 121,5 | 68,1 | 23,6 | 91,7 | 20,8 | 9,0 | 29,8 |

¹ Dans ces chiffres ne sont pas compris les chômeurs dont l'interruption de travail résulte de l'incidence des grèves dans les secteurs gaz et électricité.

IV. — REPARTITION DES CHOMEURS CONTROLES PAR GROUPES DE PROFESSIONS

(Moyenne journalière du nombre de chômeurs contrôlés) (milliers)

Source : Office National du Placement et du Chômage.

| Périodes | Agriculture | Forêt, chasse, pêche | Mines | Pierre | Céramique, verre | Diamant | Construction | Bois, ameublement | Métal | Chimie | Papier | Livre | Textile | Vêtement | Cuir, peaux, chaussures | Alimentation Tabac | Transport | Dockers | Réparateurs de navires | Hôtels-restaurants | Gens de maison | Services personnels et biens | Employés | Artistes | Total |
|---|-------------|----------------------|-------|--------|------------------|---------|--------------|-------------------|-------|--------|--------|-------|---------|----------|-------------------------|--------------------|-----------|---------|------------------------|--------------------|----------------|------------------------------|----------|----------|-------|
| Chômeurs complets | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| 1959 Juin | 6,3 | 0,5 | 3,7 | 0,8 | 2,1 | 1,1 | 16,0 | 5,0 | 18,3 | 1,4 | 0,7 | 0,8 | 14,2 | 5,5 | 2,2 | 4,6 | 9,2 | — | — | 3,4 | 2,7 | 0,5 | 7,8 | 0,9 | 107,7 |
| Juillet | 5,9 | 0,5 | 3,8 | 0,7 | 2,0 | 1,1 | 15,1 | 4,8 | 17,5 | 1,4 | 0,7 | 0,8 | 13,3 | 5,8 | 2,2 | 4,5 | 8,9 | — | — | 2,7 | 2,7 | 0,5 | 7,7 | 0,9 | 103,5 |
| Août | 5,0 | 0,6 | 3,7 | 0,8 | 1,9 | 1,0 | 15,4 | 4,6 | 16,6 | 1,4 | 0,6 | 0,7 | 12,4 | 5,7 | 2,1 | 4,6 | 8,8 | — | — | 2,6 | 2,7 | 0,4 | 7,6 | 0,9 | 100,1 |
| Septembre | 5,5 | 0,5 | 3,5 | 0,8 | 2,3 | 1,1 | 15,5 | 4,3 | 16,3 | 1,4 | 0,6 | 0,8 | 12,2 | 5,4 | 2,1 | 4,7 | 8,9 | — | — | 3,9 | 2,8 | 0,5 | 8,1 | 0,8 | 102,0 |
| Octobre | 4,8 | 0,5 | 3,4 | 0,8 | 3,7 | 1,0 | 17,5 | 4,5 | 16,3 | 1,3 | 0,7 | 0,7 | 12,5 | 5,4 | 2,1 | 4,6 | 9,0 | — | — | 4,7 | 2,8 | 0,5 | 8,4 | 0,7 | 105,9 |
| Novembre | 6,5 | 0,6 | 3,6 | 0,9 | 4,2 | 1,1 | 21,2 | 5,1 | 17,2 | 1,4 | 0,7 | 0,7 | 12,3 | 6,0 | 2,3 | 5,1 | 9,3 | — | — | 5,3 | 2,9 | 0,5 | 8,7 | 0,7 | 116,3 |
| Décembre | 8,7 | 0,6 | 3,7 | 1,0 | 5,2 | 1,2 | 27,5 | 6,0 | 18,8 | 1,5 | 0,7 | 0,8 | 13,2 | 6,9 | 2,4 | 5,7 | 10,2 | — | — | 5,3 | 2,9 | 0,5 | 8,8 | 0,7 | 132,3 |
| 1960 Janvier | 9,7 | 0,7 | 4,0 | 1,2 | 5,9 | 1,3 | 34,9 | 6,5 | 19,8 | 1,6 | 0,7 | 0,8 | 13,9 | 7,6 | 2,6 | 6,4 | 11,0 | — | — | 5,3 | 2,8 | 0,5 | 9,2 | 0,7 | 147,1 |
| Février | 9,3 | 0,6 | 3,7 | 1,1 | 5,4 | 1,3 | 32,0 | 5,9 | 18,6 | 1,5 | 0,7 | 0,8 | 13,2 | 6,6 | 2,5 | 6,3 | 10,7 | — | — | 5,2 | 2,8 | 0,5 | 8,8 | 0,7 | 138,2 |
| Mars | 8,3 | 0,6 | 3,7 | 1,0 | 4,0 | 1,2 | 27,0 | 5,3 | 17,6 | 1,4 | 0,7 | 0,8 | 12,7 | 5,5 | 2,4 | 6,2 | 10,3 | — | — | 5,0 | 2,7 | 0,6 | 8,7 | 0,7 | 126,4 |
| Avril | 7,4 | 0,4 | 3,9 | 0,9 | 2,6 | 1,2 | 22,9 | 4,7 | 16,8 | 1,5 | 0,7 | 0,7 | 12,2 | 4,9 | 2,3 | 6,0 | 9,8 | — | — | 3,9 | 2,7 | 0,5 | 8,2 | 0,9 | 115,1 |
| Mai | 4,6 | 0,5 | 4,6 | 0,7 | 2,0 | 1,2 | 19,8 | 4,1 | 15,3 | 1,4 | 0,6 | 0,6 | 11,5 | 4,6 | 2,1 | 5,1 | 9,1 | — | — | 3,8 | 2,7 | 0,4 | 8,0 | 1,0 | 103,7 |
| Juin | 6,1 | 0,5 | 4,4 | 0,7 | 1,8 | 1,1 | 17,7 | 3,7 | 13,9 | 1,4 | 0,6 | 0,5 | 11,0 | 4,5 | 2,0 | 4,0 | 8,4 | — | — | 3,0 | 2,6 | 0,4 | 7,6 | 1,0 | 96,9 |
| Chômeurs partiels et accidentels | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| 1959 Juin | 1,0 | 0,3 | 21,9 | 0,2 | 0,4 | 0,4 | 1,9 | 1,1 | 5,0 | 0,5 | 0,3 | 0,2 | 7,4 | 5,3 | 2,4 | 1,6 | 1,7 | 3,9 | 1,1 | 0,3 | 0,3 | 0,0 | 0,2 | 0,0 | 57,4 |
| Juillet | 0,9 | 0,2 | 15,9 | 0,2 | 0,3 | 0,5 | 1,9 | 1,1 | 4,5 | 0,5 | 0,3 | 0,2 | 7,0 | 5,0 | 2,0 | 1,6 | 1,5 | 3,1 | 1,0 | 0,2 | 0,3 | 0,0 | 0,2 | 0,0 | 48,4 |
| Août | 0,9 | 0,2 | 17,1 | 0,1 | 0,3 | 0,4 | 1,9 | 1,0 | 4,1 | 0,5 | 0,2 | 0,1 | 5,9 | 4,9 | 1,2 | 1,3 | 1,4 | 3,0 | 1,1 | 0,2 | 0,3 | 0,0 | 0,2 | 0,0 | 46,3 |
| Septembre | 1,0 | 0,3 | 19,2 | 0,1 | 0,3 | 0,4 | 1,9 | 1,0 | 4,2 | 0,4 | 0,2 | 0,1 | 5,3 | 4,9 | 1,3 | 1,1 | 1,4 | 4,0 | 1,5 | 0,2 | 0,2 | 0,0 | 0,2 | 0,0 | 49,2 |
| Octobre | 1,0 | 0,4 | 18,2 | 0,1 | 0,3 | 0,4 | 2,9 | 1,2 | 4,1 | 0,4 | 0,2 | 0,1 | 5,0 | 5,5 | 2,1 | 1,4 | 1,5 | 4,6 | 1,1 | 0,3 | 0,2 | 0,0 | 0,2 | 0,0 | 51,2 |
| Novembre | 0,7 | 0,4 | 10,8 | 0,2 | 0,4 | 0,5 | 4,2 | 1,5 | 4,1 | 0,5 | 0,1 | 0,1 | 4,7 | 6,5 | 2,1 | 1,5 | 2,6 | 2,8 | 1,0 | 0,4 | 0,3 | 0,0 | 0,2 | 0,0 | 44,6 |
| Décembre | 1,2 | 0,8 | 11,0 | 0,4 | 0,6 | 0,8 | 9,8 | 3,0 | 5,7 | 0,7 | 0,3 | 0,1 | 7,6 | 10,9 | 3,0 | 2,2 | 2,4 | 3,4 | 1,4 | 0,4 | 0,3 | 0,0 | 0,2 | 0,0 | 66,2 |
| 1960 Janvier | 2,0 | 1,3 | 10,3 | 2,2 | 1,2 | 0,5 | 43,9 | 5,6 | 6,2 | 0,5 | 0,2 | 0,2 | 7,3 | 9,0 | 1,7 | 2,2 | 4,2 | 3,5 | 1,4 | 0,4 | 0,3 | 0,1 | 0,3 | 0,0 | 104,5 |
| Février | 1,6 | 1,3 | 10,2 | 1,3 | 0,9 | 0,5 | 39,6 | 4,5 | 4,4 | 0,5 | 0,2 | 0,2 | 6,4 | 5,8 | 1,2 | 1,9 | 3,5 | 3,9 | 1,6 | 0,4 | 0,2 | 0,0 | 0,3 | 0,0 | 90,4 |
| Mars | 0,5 | 0,3 | 15,6 | 0,3 | 0,4 | 0,5 | 5,8 | 1,3 | 3,0 | 0,4 | 0,1 | 0,1 | 5,8 | 4,1 | 1,5 | 1,8 | 1,9 | 4,8 | 1,2 | 0,4 | 0,3 | 0,0 | 0,2 | 0,0 | 50,3 |
| Avril | 0,5 | 0,3 | 14,7 | 0,1 | 0,3 | 0,8 | 2,2 | 1,0 | 3,2 | 0,6 | 0,2 | 0,2 | 6,0 | 3,8 | 1,8 | 1,6 | 1,7 | 5,6 | 0,9 | 0,3 | 0,3 | 0,0 | 0,2 | 0,0 | 46,3 |
| Mai | 1,3 | 0,2 | 14,6 | 0,1 | 0,3 | 0,7 | 2,0 | 0,9 | 2,6 | 0,5 | 0,2 | 0,2 | 5,7 | 3,4 | 1,7 | 1,5 | 1,5 | 5,2 | 0,8 | 0,3 | 0,3 | 0,0 | 0,2 | 0,0 | 44,2 |
| Juin | 0,8 | 0,3 | 13,2 | 0,1 | 0,3 | 0,8 | 1,6 | 0,7 | 1,9 | 0,4 | 0,1 | 0,1 | 4,8 | 3,7 | 2,0 | 1,3 | 1,4 | 4,8 | 0,6 | 0,3 | 0,3 | 0,0 | 0,2 | 0,0 | 39,7 |
| Total des chômeurs contrôlés | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| 1959 Juin | 7,3 | 0,8 | 25,6 | 1,0 | 2,5 | 1,5 | 17,9 | 6,1 | 23,3 | 1,9 | 1,0 | 1,0 | 21,6 | 10,8 | 4,6 | 6,2 | 10,9 | 3,9 | 1,1 | 3,7 | 3,0 | 0,5 | 8,0 | 0,9 | 165,1 |
| Juillet | 6,8 | 0,7 | 19,7 | 0,9 | 2,3 | 1,6 | 17,0 | 5,9 | 22,0 | 1,9 | 1,0 | 1,0 | 20,3 | 10,8 | 4,2 | 6,1 | 10,4 | 3,1 | 1,0 | 2,9 | 3,0 | 0,5 | 7,9 | 0,9 | 151,9 |
| Août | 5,9 | 0,8 | 20,8 | 0,9 | 2,2 | 1,4 | 17,3 | 5,6 | 20,7 | 1,9 | 0,8 | 0,8 | 18,3 | 10,6 | 3,3 | 5,9 | 10,2 | 3,0 | 1,1 | 2,8 | 3,0 | 0,4 | 7,8 | 0,9 | 146,4 |
| Septembre | 6,5 | 0,8 | 22,7 | 0,9 | 2,6 | 1,5 | 17,4 | 5,3 | 20,5 | 1,8 | 0,8 | 0,9 | 17,5 | 10,3 | 3,4 | 5,8 | 10,3 | 4,0 | 1,5 | 4,1 | 3,0 | 0,5 | 8,3 | 0,8 | 151,2 |
| Octobre | 5,8 | 0,9 | 21,6 | 0,9 | 4,0 | 1,4 | 20,4 | 5,7 | 20,4 | 1,7 | 0,9 | 0,8 | 17,5 | 10,9 | 4,2 | 6,0 | 10,5 | 4,6 | 1,1 | 5,0 | 3,0 | 0,5 | 8,6 | 0,7 | 157,1 |
| Novembre | 7,2 | 1,0 | 14,4 | 1,1 | 4,6 | 1,6 | 25,4 | 6,6 | 21,3 | 1,9 | 0,8 | 0,8 | 17,0 | 12,5 | 4,4 | 6,6 | 10,9 | 2,8 | 1,0 | 5,7 | 3,2 | 0,5 | 8,9 | 0,7 | 160,9 |
| Décembre | 9,9 | 1,4 | 14,7 | 1,4 | 5,8 | 2,0 | 37,3 | 9,0 | 24,5 | 2,2 | 1,0 | 0,9 | 20,8 | 17,8 | 5,4 | 7,9 | 12,6 | 3,4 | 1,4 | 5,7 | 3,2 | 0,5 | 9,0 | 0,7 | 198,5 |
| 1960 Janvier | 11,7 | 2,0 | 14,3 | 3,4 | 7,1 | 1,8 | 78,8 | 12,1 | 26,0 | 2,1 | 0,9 | 1,0 | 21,2 | 16,6 | 4,3 | 8,6 | 15,2 | 3,5 | 1,4 | 5,7 | 3,1 | 0,6 | 9,5 | 0,7 | 251,6 |
| Février | 10,9 | 1,9 | 13,9 | 2,4 | 6,3 | 1,8 | 71,6 | 10,4 | 23,0 | 2,0 | 0,9 | 1,0 | 19,6 | 12,4 | 3,7 | 8,2 | 14,2 | 3,9 | 1,6 | 5,6 | 3,0 | 0,5 | 9,1 | 0,7 | 228,6 |
| Mars | 8,8 | 0,9 | 19,3 | 1,3 | 4,4 | 1,7 | 32,8 | 6,6 | 20,6 | 1,8 | 0,8 | 0,9 | 18,5 | 9,6 | 3,9 | 8,0 | 12,2 | 4,8 | 1,2 | 5,4 | 3,0 | 0,6 | 8,9 | 0,7 | 176,7 |
| Avril | 7,9 | 0,7 | 18,7 | 1,0 | 2,8 | 2,0 | 25,1 | 5,7 | 20,0 | 2,1 | 0,8 | 0,9 | 18,2 | 8,7 | 4,1 | 7,6 | 11,5 | 5,6 | 0,9 | 4,3 | 3,0 | 0,5 | 8,4 | 0,9 | 161,4 |
| Mai | 5,9 | 0,6 | 19,2 | 0,8 | 2,3 | 1,9 | 21,9 | 5,0 | 17,9 | 1,9 | 0,8 | 0,8 | 17,2 | 8,0 | 3,8 | 6,6 | 10,6 | 5,2 | 0,8 | 4,2 | 2,9 | 0,4 | 8,2 | 1,0 | 147,9 |
| Juin | 6,8 | 0,8 | 17,7 | 0,8 | 2,1 | 1,9 | 19,3 | 4,4 | 15,8 | 1,7 | 0,7 | 0,7 | 15,8 | 8,3 | 4,0 | 5,3 | 9,8 | 4,8 | 0,6 | 3,2 | 2,9 | 0,4 | 7,8 | 1,0 | 136,6 |

STATISTIQUES BANCAIRES ET MONETAIRES

I. — BELGIQUE

SITUATIONS GLOBALES DES BANQUES ¹

(millions de francs)

85¹

| Rubriques | 1959 30 novembre | 1959 31 décembre | 1960 31 janvier | 1960 29 février | 1960 31 mars | 1960 30 avril | 1960 31 mai | 1960 30 juin |
|--|---------------------|---------------------|--------------------|--------------------|-----------------|------------------|----------------|-----------------|
| ACTIF | | | | | | | | |
| A. Opér. d'épargne (art. 15, arr. royal 42) | — | — | — | — | — | — | — | — |
| B. Disponible et réalisable : | | | | | | | | |
| Caisse, Banque Nation., Chèques post. | 3.133 | 5.972 | 2.928 | 2.818 | 4.660 | 3.011 | 3.087 | 3.258 |
| Prêts au jour le jour | 1.960 | 1.013 | 2.328 | 2.424 | 2.634 | 2.982 | 2.575 | 2.118 |
| Banquiers | 6.507 | 6.696 | 7.333 | 7.082 | 7.043 | 7.327 | 7.824 | 8.010 |
| Maison-mère, succursales et filiales | 2.136 | 2.345 | 1.912 | 1.772 | 2.142 | 2.046 | 2.566 | 2.666 |
| Autres valeurs à recevoir à court terme | 4.586 | 5.205 | 5.607 | 5.053 | 5.007 | 6.758 | 6.211 | 6.314 |
| Portefeuille-effets | 55.843 | 52.469 | 55.220 | 54.938 | 57.559 | 61.811 | 59.956 | 57.994 |
| a) Portefeuille commercial ² | 18.288 | 18.128 | 19.158 | 19.097 | 20.830 | 21.105 | 19.678 | 18.674 |
| b) Eff. publ. réesc. à la B.N.B. | 22.594 | 20.709 | 22.534 | 23.706 | 24.252 | 26.969 | 24.098 | 24.298 |
| c) Effets publ. mob. à la B.N.B. à concurrence de 95 % | 14.961 | 13.632 | 13.528 | 12.135 | 12.477 | 13.737 | 16.180 | 15.022 |
| Reportes et avances sur titres | 1.308 | 1.364 | 1.257 | 1.270 | 1.210 | 1.173 | 1.125 | 1.211 |
| Débiteurs par acceptations | 10.986 | 11.944 | 11.695 | 11.530 | 11.747 | 11.387 | 11.290 | 11.386 |
| Débiteurs divers | 22.337 | 22.792 | 22.286 | 23.770 | 24.184 | 23.895 | 24.155 | 25.404 |
| Portefeuille-titres | 34.700 | 34.988 | 37.036 | 35.827 | 36.344 | 37.079 | 36.916 | 37.996 |
| a) Valeurs de la réserve légale | 366 | 366 | 366 | 367 | 371 | 381 | 382 | 397 |
| b) Fonds publics belges | 31.701 | 32.021 | 34.063 | 32.810 | 33.286 | 33.977 | 33.770 | 34.853 |
| c) Fonds publics étrangers | 235 | 231 | 241 | 242 | 243 | 268 | 281 | 304 |
| d) Actions de banques | 1.402 | 1.340 | 1.340 | 1.341 | 1.317 | 1.325 | 1.333 | 1.335 |
| e) Autres titres | 996 | 1.030 | 1.026 | 1.067 | 1.127 | 1.128 | 1.150 | 1.107 |
| Divers | 1.426 | 1.730 | 1.298 | 1.055 | 985 | 987 | 1.075 | 1.279 |
| Capital non versé | 6 | 7 | 7 | 7 | 7 | 7 | 7 | 7 |
| Total disponible et réalisable ... | 144.928 | 146.525 | 148.907 | 147.546 | 153.522 | 158.463 | 156.787 | 157.643 |
| C. Immobilisé : | | | | | | | | |
| Frais de constitut. et de premier établ. | 24 | 23 | 22 | 20 | 21 | 21 | 21 | 21 |
| Immeubles | 1.122 | 1.126 | 1.099 | 1.101 | 1.102 | 1.041 | 1.132 | 1.140 |
| Participation dans les filiales immobil. | 249 | 257 | 257 | 257 | 257 | 257 | 257 | 257 |
| Créances sur filiales immobilières | 346 | 350 | 343 | 348 | 343 | 336 | 340 | 341 |
| Matériel et mobilier | 160 | 140 | 140 | 142 | 145 | 147 | 150 | 148 |
| Total de l'immobilisé ... | 1.891 | 1.896 | 1.861 | 1.868 | 1.868 | 1.802 | 1.900 | 1.907 |
| Total général actif ... | 146.819 | 148.421 | 150.768 | 149.414 | 155.390 | 160.265 | 158.687 | 159.550 |
| PASSIF | | | | | | | | |
| A. Opér. d'épargne (art. 15, arr. royal 42) | — | — | — | — | — | — | — | — |
| B. Exigible : | | | | | | | | |
| Créanciers privilégiés ou garantis | 1.102 | 415 | 1.505 | 990 | 460 | 1.831 | 541 | 1.371 |
| Emprunts au jour le jour | 539 | 644 | 1.115 | 684 | 1.213 | 1.404 | 1.273 | 1.021 |
| a) Garantis par des sûretés réelles | 474 | 571 | 1.069 | 599 | 1.171 | 1.318 | 1.187 | 930 |
| b) Non garant. par des sû. réelles | 65 | 73 | 46 | 85 | 42 | 86 | 86 | 91 |
| Banquiers | 8.294 | 8.568 | 8.409 | 8.165 | 9.768 | 10.687 | 10.533 | 10.973 |
| Maison-mère, succursales et filiales | 2.275 | 2.398 | 2.145 | 1.771 | 2.299 | 2.897 | 2.890 | 2.619 |
| Acceptations | 10.987 | 11.945 | 11.695 | 11.533 | 11.748 | 11.387 | 11.291 | 11.389 |
| Autres valeurs à payer à court terme | 2.092 | 2.690 | 2.787 | 2.204 | 2.351 | 3.745 | 3.384 | 3.284 |
| Créditeurs pour effets à l'encaissement | 878 | 889 | 976 | 855 | 927 | 956 | 956 | 1.021 |
| Dépôts et comptes courants | 98.423 | 99.256 | 100.175 | 101.524 | 105.258 | 105.261 | 105.438 | 105.502 |
| a) A vue | 61.329 | 62.077 | 60.981 | 60.756 | 63.286 | 63.897 | 65.075 | 65.545 |
| b) A un mois au plus | 3.407 | 3.319 | 3.512 | 3.346 | 3.315 | 3.462 | 3.235 | 3.238 |
| c) A plus d'un mois | 14.897 | 14.800 | 16.260 | 18.412 | 19.554 | 18.928 | 18.039 | 17.606 |
| d) A plus d'un an | 1.628 | 1.495 | 1.507 | 1.219 | 1.245 | 1.219 | 1.311 | 1.269 |
| e) A plus de deux ans | 2.061 | 2.097 | 2.027 | 2.017 | 2.009 | 1.976 | 1.991 | 2.004 |
| f) Carnets de dépôts | 13.331 | 13.730 | 14.170 | 14.133 | 14.197 | 14.152 | 14.177 | 14.226 |
| g) Autres dépôts reçus en carnets ou livrets | 1.721 | 1.738 | 1.718 | 1.641 | 1.652 | 1.627 | 1.610 | 1.614 |
| Obligations et bons de caisse | 6.883 | 6.891 | 6.858 | 6.837 | 6.909 | 6.943 | 7.011 | 7.054 |
| Montants à libérer sur titres et partic. | 660 | 664 | 663 | 662 | 683 | 680 | 678 | 698 |
| Divers | 5.138 | 4.451 | 4.809 | 4.501 | 4.012 | 4.728 | 4.641 | 4.410 |
| Total de l'exigible ... | 137.271 | 138.811 | 141.137 | 139.726 | 145.628 | 150.519 | 148.636 | 149.342 |
| C. Non exigible : | | | | | | | | |
| Capital | 5.743 | 5.746 | 5.630 | 5.630 | 5.652 | 5.665 | 5.964 | 5.978 |
| Fonds indispos. par prime d'émission | 281 | 283 | 288 | 287 | 287 | 287 | 288 | 287 |
| Réserve légale (art. 13, A. R. 185) | 369 | 369 | 369 | 369 | 373 | 385 | 385 | 400 |
| Réserve disponible | 3.063 | 3.106 | 3.244 | 3.309 | 3.359 | 3.258 | 3.263 | 3.390 |
| Provisions | 92 | 106 | 100 | 93 | 91 | 151 | 151 | 153 |
| Total du non exigible ... | 9.548 | 9.610 | 9.631 | 9.688 | 9.762 | 9.746 | 10.051 | 10.208 |
| Total général passif ... | 146.819 | 148.421 | 150.768 | 149.414 | 155.390 | 160.265 | 158.687 | 159.550 |

¹ La situation globale ne contient, en ce qui concerne les banques exerçant partiellement leur activité à l'étranger ou au Congo belge, que des éléments d'actif et de passif des sièges belges. Les soldes des comptes ouverts par ceux-ci au nom des sièges situés à l'étranger ou au Congo belge apparaissent sous la rubrique « Maison-mère, Succursales et Filiales ».

² L'encours des effets réescomptés par les banques à la Banque Nationale de Belgique et aux instituts paraétatiques s'élevait aux 30 novembre, 31 décembre 1959, 31 janvier, 29 février, 31 mars, 30 avril, 31 mai et au 30 juin 1960 respectivement à 5.114, 6.885, 5.809, 5.430, 4.936, 4.220, 5.275 et 5.954 millions de francs, montants qui ne sont pas compris dans le portefeuille commercial.

SITUATIONS HEBDOMADAIRES DE LA BANQUE NATIONALE DE BELGIQUE
(millions de francs)

85²

| Rubriques | 1960 8 août | 1960 12 août | 1960 22 août | 1960 29 août | 1960 5 septembre | 1960 12 septembre | 1960 19 septembre | 1960 26 septembre |
|---|----------------|-----------------|-----------------|-----------------|---------------------|----------------------|----------------------|----------------------|
| ACTIF | | | | | | | | |
| Encaisse en or | 57.087 | 55.962 | 55.644 | 54.898 | 54.719 | 54.544 | 54.706 | 54.703 |
| Monnaies étrangères | 3.797 | 3.783 | 4.449 | 4.730 | 4.585 | 4.895 | 6.155 | 6.435 |
| Monnaies étrangères et or à recevoir ... | 2.199 | 2.199 | 2.833 | 2.833 | 2.833 | 2.833 | 3.305 | 3.305 |
| Accords internationaux (Loi du 28 juillet 1948) : | | | | | | | | |
| a) U.E.P. | 4.960 | 4.960 | 4.920 | 4.920 | 4.920 | 4.920 | 4.109 | 4.109 |
| b) A.M.E. | 20 | 20 | 45 | 45 | 10 | 20 | 45 | 45 |
| c) F.M.I. | 4.388 | 4.388 | 4.388 | 4.388 | 4.388 | 4.388 | 4.388 | 4.388 |
| d) autres accords | — | — | — | — | — | — | — | — |
| Débiteurs pour change et or, à terme ... | 3.283 | 3.283 | 3.913 | 4.160 | 4.177 | 4.338 | 5.399 | 5.631 |
| Effets de commerce | 7.301 | 7.166 | 6.313 | 5.342 | 6.507 | 6.197 | 4.487 | 4.001 |
| Avances sur nantissement | 836 | 942 | 753 | 1.212 | 2.049 | 1.306 | 2.034 | 1.615 |
| Effets publics (art. 20 des statuts. Conventions des 14-9-18 et 15-4-52) : | | | | | | | | |
| a) certificats du Trésor | 8.640 | 8.815 | 7.990 | 8.365 | 9.290 | 9.890 | 8.015 | 8.715 |
| b) effets émis par des organismes dont les engagements sont garantis par l'Etat | — | — | — | — | — | — | — | — |
| c) autres effets publics belges | — | — | — | — | — | — | — | — |
| Monnaies divisionnaires et d'appoint ... | 653 | 667 | 675 | 685 | 660 | 674 | 681 | 690 |
| Avoirs à l'Office des Chèques Postaux ... | 1 | 2 | 2 | 2 | 2 | 2 | 2 | 1 |
| Créance consolidée sur l'Etat (art. 3, § b de la loi du 28 juillet 1948) | 34.000 | 34.000 | 34.000 | 34.000 | 34.000 | 34.000 | 34.000 | 34.000 |
| Fonds publics (art. 18 et 21 des statuts) | 2.523 | 2.523 | 2.523 | 2.524 | 2.524 | 2.524 | 2.524 | 2.524 |
| Immeubles, matériel et mobilier | 1.508 | 1.508 | 1.508 | 1.508 | 1.508 | 1.508 | 1.508 | 1.508 |
| Valeurs de la Caisse de Pensions du Personnel | 1.080 | 1.080 | 1.079 | 1.079 | 1.077 | 1.078 | 1.079 | 1.080 |
| Divers | 1.048 | 1.193 | 895 | 1.284 | 1.042 | 875 | 1.081 | 781 |
| | 133.324 | 132.491 | 131.930 | 131.975 | 134.291 | 133.992 | 133.518 | 133.531 |
| Compte d'ordre : | | | | | | | | |
| Office des Chèques Postaux : Avoir pour compte du Ministre de l'Instruction Publique (Pacte scolaire, loi du 29 mai 1959, article 15) | 1.812 | 1.812 | 1.757 | 1.752 | 1.711 | 1.664 | 1.629 | 1.629 |

| | | | | | | | | |
|--|---------|---------|---------|---------|---------|---------|---------|---------|
| PASSIF | | | | | | | | |
| Billets en circulation | 120.905 | 119.867 | 118.499 | 118.172 | 120.499 | 119.097 | 117.984 | 117.714 |
| Comptes courants : | | | | | | | | |
| Trésor public | 9 | 5 | 10 | 21 | 1 | 22 | 2 | 24 |
| compte ordinaire ... | | | | | | | | |
| taxe exceptionnelle de conjonct. (Loi du 12-3-1957) ... | — | 22 | — | — | — | — | — | — |
| compte spécial liquidation U.E.P. | 283 | 283 | 283 | 246 | 246 | 234 | 234 | 234 |
| Banques à l'étranger : comptes ordin. | 297 | 279 | 274 | 265 | 240 | 252 | 223 | 224 |
| Comptes courants divers | 1.242 | 1.365 | 808 | 930 | 927 | 1.612 | 1.087 | 1.048 |
| Accords internationaux (Loi du 28 juillet 1948) : | | | | | | | | |
| a) A.M.E. | 422 | 475 | 521 | 500 | 466 | 678 | 443 | 472 |
| b) autres accords | 203 | 208 | 269 | 309 | 342 | 354 | 276 | 291 |
| Total des engagements à vue ... | 123.361 | 122.504 | 120.664 | 120.443 | 122.721 | 122.249 | 120.249 | 120.007 |
| Monnaies étrangères et or à livrer | 5.492 | 5.491 | 6.755 | 7.002 | 7.017 | 7.175 | 8.688 | 8.915 |
| Caisse de Pensions du Personnel | 1.080 | 1.080 | 1.079 | 1.079 | 1.077 | 1.078 | 1.079 | 1.080 |
| Divers | 867 | 892 | 908 | 927 | 952 | 966 | 978 | 1.005 |
| Capital | 400 | 400 | 400 | 400 | 400 | 400 | 400 | 400 |
| Réserves et comptes d'amortissement ... | 2.124 | 2.124 | 2.124 | 2.124 | 2.124 | 2.124 | 2.124 | 2.124 |
| | 133.324 | 132.491 | 131.930 | 131.975 | 134.291 | 133.992 | 133.518 | 133.531 |
| Compte d'ordre : | | | | | | | | |
| Ministre de l'Instruction Publique : Avoir pour son compte à l'Office des Chèques Postaux (Pacte scolaire, loi du 29 mai 1959, article 15) | 1.812 | 1.812 | 1.757 | 1.752 | 1.711 | 1.664 | 1.629 | 1.629 |

| Comptes Chèques postaux 1 3 | | Dépôts à vue dans les banques 2 3 | |
|-----------------------------|------|-----------------------------------|-------|
| Mois | | Mois | |
| 1959 Juin | 3,93 | 1959 Avril | 1,94 |
| Juillet | 4,14 | Mai | 2,03 |
| Août | 3,82 | Juin | 1,89 |
| Septembre | 3,84 | Juillet | 1,87 |
| Octobre | 4,00 | Août | 1,65 |
| Novembre | 4,07 | Septembre | 1,82 |
| Décembre | 4,11 | Octobre | 1,81 |
| 1960 Janvier | 4,04 | Novembre | 1,97 |
| Février | 4,07 | Décembre | 2,12 |
| Mars | 3,66 | 1960 Janvier | 1,91 |
| Avril | 4,21 | Février | 2,06 |
| Mai | 3,89 | Mars | 1,98 |
| Juin | 3,87 | Avril | r1,90 |
| Juillet | 4,03 | Mai | r2,16 |
| Août | 3,77 | Juin | 2,12 |

1 Voir tableau n° 36.

2 Méthode d'établissement : voir notre *Bulletin d'Information et de Documentation* d'octobre 1950, p. 222.

3 Chiffres réduits en mois-type de 25 jours.

r Chiffres rectifiés.

Note. — Les coefficients de rotation des comptes chèques postaux et des dépôts à vue dans les banques ne sont pas comparables, parce qu'ils ne sont pas calculés sur des bases identiques. Les coefficients relatifs aux comptes bancaires sont plus précis.

STOCK MONETAIRE INTERIEUR

(en milliards de francs)

| Fin de mois | Monnaie fiduciaire | | | Monnaie scripturale détenue par | | | | | | Total du stock monétaire | Pourcentage de monnaie fiduciaire | Mouvements du stock monétaire total |
|----------------|-------------------------------|--|-------------------------------|---|--|-------------------------------------|--|-------------------|------------------------------|--------------------------|-----------------------------------|-------------------------------------|
| | Billets et monnaies du Trésor | Billets de la Banque Nationale de Belgique | Stock de monnaie fiduciaire * | le Trésor et les pouvoirs publics subordonnés | les entreprises et particuliers ** | | | | Stock de monnaie scripturale | | | |
| | | | | | Comptes courants à la Banque Nationale de Belgique * | Avoirs en comptes chèques postaux * | Dépôts à vue et à un mois au plus dans les banques et établissements paraétatiques * | Total | | | | |
| (1) | (2) | (3) | (4) | (5) | (6) | (7) | (8) | (9) = (4) + (8) | (10) = (3) + (9) | (11) = (8) / (10) | (12) | |
| 1958 Avril | 5,4 | 113,1 | 115,9 | 6,7 | 0,5 | 23,7 | 54,1 | 78,3 | 85,0 | 200,9 | 57,7 | + 3,9 |
| Mai | 5,4 | 114,2 | 116,9 | 6,7 | 0,4 | 23,1 | 56,3 | 79,8 | 86,5 | 203,4 | 57,5 | + 2,5 |
| Juin | 5,5 | 115,3 | 118,1 | 7,6 | 0,4 | 23,2 | 56,8 | 80,4 | 88,0 | 206,1 | 57,3 | + 2,7 |
| Juillet | 5,5 | 117,4 | 120,2 | 6,3 | 0,4 | 24,1 | 55,7 | 80,2 | 86,5 | 206,7 | 58,1 | + 0,6 |
| Août anc. sér. | 5,5 | 116,4 | 119,3 | 7,6 | 0,4 | 23,2 | 56,5 | 80,1 | 87,7 | 207,0 | 57,6 | + 0,3 |
| Août n. sér. 1 | 5,5 | 116,4 | 119,3 | 7,6 | 0,4 | 23,2 | 55,0 ¹ | 78,6 ¹ | 86,2 ¹ | 205,5 ¹ | 58,0 ¹ | - 1,2 ¹ |
| Septembre | 5,5 | 115,2 | 118,0 | 8,1 | 0,3 | 22,4 | 53,2 | 75,9 | 84,0 | 202,0 | 58,4 | - 3,5 |
| Octobre | 5,5 | 115,8 | 118,8 | 6,2 | 0,3 | 22,8 | 54,7 | 77,8 | 84,0 | 202,8 | 58,6 | + 0,8 |
| Novembre | 5,5 | 115,2 | 118,1 | 6,3 | 0,6 | 23,0 | 56,8 | 80,4 | 86,7 | 204,8 | 57,7 | + 2,0 |
| Décembre | 5,5 | 117,4 | 120,3 | 7,2 | 0,5 | 24,0 | 57,5 | 82,0 | 89,2 | 209,5 | 57,4 | + 4,7 |
| 1959 Janvier | 5,5 | 115,4 | 118,2 | 6,0 | 0,4 | 23,9 | 55,9 | 80,2 | 86,2 | 204,4 | 57,8 | - 5,1 |
| Février | 5,5 | 116,0 | 118,9 | 6,6 | 0,4 | 23,2 | 56,0 | 79,6 | 86,2 | 205,1 | 58,0 | + 0,7 |
| Mars | 5,5 | 116,3 | 119,0 | 7,6 | 0,3 | 24,0 | 58,8 | 83,1 | 90,7 | 209,7 | 56,7 | + 4,6 |
| Avril | 5,5 | 116,8 | 119,8 | 8,2 | 0,3 | 23,9 | 58,5 | 82,7 | 90,9 | 210,7 | 56,9 | + 1,0 |
| Mai | 5,5 | 116,5 | 119,4 | 7,1 | 0,5 | 24,4 | 60,7 | 85,6 | 92,7 | 212,1 | 56,3 | + 1,4 |
| Juin | 5,5 | 117,5 | 120,3 | 7,8 | 0,4 | 24,9 | 60,6 | 85,9 | 93,7 | 214,0 | 56,2 | + 1,9 |
| Juillet | 5,6 | 118,8 | 121,7 | 6,2 | 0,3 | 24,5 | 58,6 | 83,4 | 89,6 | 211,3 | 57,6 | - 2,7 |
| Août | 5,6 | 117,5 | 120,4 | 7,0 | 0,4 | 23,9 | 59,1 | 83,4 | 90,4 | 210,8 | 57,1 | - 0,5 |
| Septembre | 5,6 | 115,6 | 118,3 | 8,3 | 0,4 | 24,2 | 58,4 | 83,0 | 91,3 | 209,6 | 56,4 | - 1,2 |
| Octobre | 5,6 | 116,0 | 119,1 | 6,6 | 0,4 | 24,6 | 60,2 | 85,2 | 91,8 | 210,9 | 56,5 | + 1,3 |
| Novembre | 5,6 | 116,0 | 118,7 | 7,8 | 0,4 | 24,5 | 60,5 | 85,4 | 93,2 | 211,9 | 56,0 | - 0,5 |
| Décembre | 5,6 | 118,3 | 121,3 | 7,6 | 0,5 | 25,8 | 61,1 | 87,4 | 95,0 | 216,3 | 56,1 | + 4,4 |
| 1960 Janvier | 5,6 | 116,6 | 119,6 | 6,6 | 0,4 | 24,3 | 59,9 | 84,6 | 91,2 | 210,8 | 56,7 | - 5,5 |
| Février | 5,6 | 115,5 | 118,5 | 7,2 | 0,3 | 24,6 | 59,3 | 84,2 | 91,4 | 209,9 | 56,5 | - 0,9 |
| Mars | 5,6 | 115,9 | 118,8 | 7,5 | 0,3 | 24,5 | 61,4 | 86,2 | 93,7 | 212,5 | 55,9 | + 2,6 |
| Avril | 5,6 | 117,5 | 120,5 | 6,8 | 0,3 | 24,8 | 62,2 | 87,3 | 94,1 | 214,6 | 56,1 | + 2,1 |
| Mai | 5,6 | 118,0 | 120,8 | 7,7 | 0,4 | 25,6 | 63,0 | 89,0 | 96,7 | 217,5 | 55,6 | + 2,9 |
| Juin | 5,7 | 119,3 | 122,1 | 8,2 | 0,4 | 25,7 | 63,5 | 89,6 | 97,8 | 219,9 | 55,5 | + 2,4 |

* Déduction faite des encaisses des organismes émetteurs de monnaie.

** Y compris des organismes paraétatiques administratifs.

1 Depuis août 1958, grâce à une nouvelle ventilation, les comptes à plus d'un mois des sociétés financières dans les banques sont éliminés du stock monétaire.

BILANS INTEGRÉS DES ORGANISMES MONÉTAIRES

(en milliards de francs)

| Dates | Stock monétaire | | | | Avoirs extérieurs nets | | | | Créances sur le Trésor et sur d'autres emprunteurs publics | | | | Crédits d'escompte, d'avances et d'acceptation aux entreprises et particuliers résidant en Belgique | | Divers | | | Comptes pour balance | Total | Sous déduction de | | | | | Différence (20) - (25) à (26) | |
|------------------------|--------------------|---|----------------------------------|-------|------------------------|---|---|-------|--|---|------------------------------------|-------|---|---|--|--|---|----------------------|-------|-------------------|---|---|---|---|-------------------------------|-----------------------|
| | Monnaie fiduciaire | Monnaie scripturale | | | Total | Avoirs et engagements à vue (montants nets) | Autres avoirs et engagements nets (montants nets) | Total | Créances sur l'Etat | Créances sur d'autres emprunteurs publics | Avances nettes au Fonds des Rentes | Total | financés par les organismes monétaires | Pour mémoire financés par et hors des organismes monétaires | Solde des opérations de la Caisse Nationale de Crédit Professionnel et du Fonds Monétaire, autres qu'à court terme | Créances et engagements sur et envers des organismes financiers non monétaires | Solde des créances et engagements non rangés ailleurs sur et envers des nationaux | | | Total | Engagements quasi monétaires des organismes émetteurs de monnaies envers l'économie nationale | | | Emprunts obligataires (banques de dépôts) | | |
| | | détenue par les entreprises et particuliers | détenue par les pouvoirs publics | Total | | | | | | | | | | | | | | | | | B.N.B. | Détenus par les entreprises et particuliers | Dépôts en devises détenus par les entreprises et particuliers | | | Détenus par le Trésor |
| (1) | (2) | (3) | (4) | (5) | (6) | (7) | (8) | (9) | (10) | (11) | (12) | (13) | (14) | (15) | (16) | (17) | (18) | (19) | (20) | (21) | (22) | (23) | (24) | (25) | (26) | |
| 1953 Mars | 101,4 | 65,0 | 6,9 | 71,9 | 173,3 | +49,1 | - 4,6 | +3,2 | 47,7 | 118,0 | 1,7 | — | 119,7 | 35,9 | 43,5 | +0,2 | +0,3 | -3,0 | +0,6 | 201,4 | -19,9 | -1,7 | -0,3 | -5,1 | -1,1 | 173,3 |
| Juin | 102,6 | 66,3 | 6,9 | 73,2 | 175,8 | +48,8 | - 4,0 | +2,7 | 47,5 | 116,7 | 1,7 | 0,7 | 119,1 | 36,1 | 43,7 | +0,3 | +0,5 | -1,4 | +1,5 | 203,6 | -19,3 | -1,6 | -0,5 | -5,2 | -1,2 | 175,8 |
| Septembre | 104,4 | 66,5 | 7,3 | 73,8 | 178,2 | +49,7 | - 3,4 | +2,6 | 48,9 | 121,0 | 1,4 | 0,3 | 122,7 | 36,3 | 43,6 | +0,2 | +0,5 | -2,0 | +1,9 | 208,5 | -19,9 | -2,3 | -1,2 | -5,4 | -1,5 | 178,2 |
| Décembre | 105,9 | 67,3 | 7,1 | 74,4 | 180,3 | +52,4 | - 4,8 | +2,7 | 50,3 | 120,0 | 1,6 | — | 121,6 | 38,7 | 45,4 | +0,2 | +0,1 | -1,9 | +1,0 | 209,8 | -20,6 | -1,5 | -0,2 | -5,3 | -1,9 | 180,3 |
| 1954 Mars | 102,9 | 66,5 | 7,5 | 74,0 | 176,9 | +52,3 | - 6,8 | +4,3 | 49,8 | 116,7 | 1,7 | — | 118,4 | 37,4 | 45,1 | +0,1 | +0,2 | -1,5 | +2,7 | 207,1 | -21,1 | -1,4 | -0,1 | -5,4 | -2,2 | 176,9 |
| Juin | 104,3 | 69,9 | 8,1 | 78,0 | 182,3 | +49,7 | - 4,8 | +2,9 | 47,8 | 121,6 | 1,8 | 0,2 | 123,6 | 38,2 | 43,2 | +0,3 | +1,0 | -1,9 | +2,6 | 211,6 | -19,6 | -1,6 | -0,1 | -5,5 | -2,5 | 182,3 |
| Septembre | 105,2 | 67,1 | 7,9 | 75,0 | 180,2 | +49,6 | - 4,4 | +2,7 | 47,9 | 120,7 | 2,1 | — | 122,8 | 38,8 | 47,0 | +0,6 | +0,8 | -2,5 | +2,0 | 210,4 | -20,2 | -1,4 | -0,1 | -5,7 | -2,8 | 180,2 |
| Décembre | 106,7 | 69,5 | 7,4 | 76,9 | 183,6 | +50,5 | - 3,7 | +1,5 | 48,3 | 119,9 | 2,8 | 1,2 | 123,9 | 41,7 | 49,8 | +0,6 | +1,0 | -1,2 | +1,6 | 215,9 | -21,3 | -2,0 | -0,1 | -6,0 | -2,9 | 183,6 |
| 1955 Mars | 107,5 | 70,1 | 7,1 | 77,2 | 184,7 | +53,7 | - 4,7 | +2,4 | 51,4 | 120,4 | 2,5 | 0,1 | 123,0 | 41,4 | 49,6 | +0,7 | +1,3 | -1,4 | +1,3 | 217,7 | -22,3 | -1,7 | -0,1 | -5,7 | -3,2 | 184,7 |
| Juin | 108,6 | 71,7 | 7,3 | 79,0 | 187,6 | +52,9 | - 4,8 | +2,7 | 50,8 | 121,1 | 3,3 | 0,9 | 125,3 | 43,0 | 50,1 | +0,7 | +1,3 | -2,0 | +2,2 | 221,3 | -22,4 | -1,7 | -0,1 | -6,1 | -3,4 | 187,6 |
| Septembre | 109,7 | 70,3 | 7,4 | 77,7 | 187,4 | +54,3 | - 4,8 | +2,9 | 52,4 | 120,9 | 4,1 | 1,4 | 126,4 | 41,4 | 49,5 | +0,8 | +1,3 | -1,9 | +1,0 | 221,4 | -22,2 | -2,0 | -0,1 | -6,2 | -3,5 | 187,4 |
| Décembre | 110,7 | 73,9 | 7,9 | 81,8 | 192,5 | +56,1 | - 4,8 | +3,4 | 54,7 | 122,3 | 5,0 | 0,7 | 128,0 | 44,4 | 52,0 | +0,7 | +1,3 | -1,8 | +0,9 | 226,2 | -23,4 | -2,4 | -0,1 | -6,0 | -3,8 | 192,5 |
| 1956 Mars | 109,5 | 74,0 | 7,5 | 81,5 | 191,0 | +58,8 | - 4,9 | +3,6 | 57,5 | 121,8 | 4,1 | 0,7 | 126,6 | 43,4 | 52,0 | +0,7 | +1,1 | -1,6 | +0,5 | 228,2 | -24,5 | -2,4 | -0,1 | -6,2 | -4,0 | 191,0 |
| Juin | 111,4 | 77,0 | 6,7 | 83,7 | 195,1 | +59,2 | - 3,8 | +3,1 | 58,5 | 124,2 | 4,1 | 1,4 | 129,7 | 42,1 | 52,6 | +1,0 | +1,4 | -1,4 | +1,9 | 233,2 | -24,5 | -2,8 | -0,1 | -6,6 | -4,1 | 195,1 |
| Septembre | 112,8 | 75,5 | 7,7 | 83,2 | 196,0 | +59,2 | - 5,1 | +2,3 | 56,4 | 123,4 | 5,0 | 1,3 | 129,7 | 45,1 | 55,3 | +0,8 | +1,4 | -1,9 | +1,8 | 233,3 | -23,6 | -2,6 | — | -6,9 | -4,2 | 196,0 |
| Décembre | 114,3 | 77,5 | 6,5 | 84,0 | 198,3 | +56,9 | - 6,1 | +3,2 | 54,0 | 123,4 | 5,6 | 2,0 | 131,0 | 49,0 | 58,4 | +0,7 | +1,2 | -1,6 | +0,6 | 234,9 | -22,3 | -3,2 | -0,1 | -6,7 | -4,3 | 198,3 |
| 1957 Mars | 113,6 | 77,4 | 7,2 | 84,6 | 198,2 | +53,2 | - 6,2 | +3,4 | 50,4 | 128,6 | 4,0 | 0,7 | 133,3 | 50,1 | 60,3 | +0,8 | +1,2 | -1,5 | +1,5 | 235,8 | -23,3 | -3,3 | — | -6,6 | -4,4 | 198,2 |
| Juin | 113,9 | 80,1 | 7,9 | 88,0 | 201,9 | +53,3 | - 4,8 | +3,0 | 51,5 | 127,5 | 4,2 | 1,8 | 133,5 | 50,9 | 61,0 | +0,9 | +1,0 | -1,9 | +2,7 | 238,6 | -21,9 | -3,3 | — | -7,1 | -4,4 | 201,9 |
| Septembre | 114,4 | 73,3 | 6,7 | 80,0 | 194,4 | +51,4 | - 4,7 | +2,6 | 49,3 | 124,3 | 4,2 | 1,2 | 129,7 | 50,9 | 60,0 | +0,8 | +1,3 | -2,0 | +2,5 | 232,5 | -22,1 | -3,9 | — | -7,6 | -4,5 | 194,4 |
| Déc. anc. sér. | 115,5 | 76,1 | 6,4 | 82,5 | 198,0 | +57,0 | - 3,9 | +2,8 | 55,9 | 121,8 | 4,3 | 1,7 | 127,8 | 52,3 | 61,5 | +0,8 | +1,3 | -2,3 | +1,4 | 237,2 | -23,4 | -3,2 | -0,2 | -7,5 | -4,9 | 198,0 |
| Déc. nouv. s. 1 | 115,5 | 76,1 | 6,4 | 82,5 | 198,0 | +57,0 | - 3,9 | +3,0 | 56,1 | 121,6 | 1,8 | 1,7 | 125,1 | 52,3 | 61,5 | +0,8 | +2,3 | -0,8 | +1,4 | 237,2 | -23,4 | -3,2 | -0,2 | -7,5 | -4,9 | 198,0 |
| 1958 Mars | 114,5 | 76,1 | 6,4 | 82,5 | 197,0 | +60,5 | - 2,4 | +2,1 | 60,2 | 122,5 | 2,0 | 0,4 | 124,9 | 48,8 | 60,2 | +1,0 | +2,8 | -0,6 | +1,4 | 238,5 | -25,4 | -3,0 | -0,4 | -7,4 | -5,3 | 197,0 |
| Juin | 118,1 | 80,4 | 7,6 | 88,0 | 206,1 | +67,5 | - 3,8 | +2,5 | 66,2 | 125,0 | 2,2 | 2,0 | 129,2 | 45,7 | 58,3 | +1,1 | +3,0 | -0,1 | +2,6 | 247,7 | -25,0 | -2,5 | -0,5 | -7,8 | -5,8 | 206,1 |
| Septembre | 118,0 | 75,9 | 8,1 | 84,0 | 202,0 | +70,8 | - 4,1 | +3,4 | 70,1 | 120,4 | 1,7 | 3,7 | 125,8 | 43,5 | 55,8 | +1,0 | +3,6 | +0,2 | +2,5 | 246,8 | -26,9 | -2,6 | -0,5 | -8,5 | -6,3 | 202,0 |
| Décembre | 120,3 | 82,0 | 7,2 | 89,2 | 209,5 | +74,1 | - 5,4 | +3,4 | 72,1 | 126,7 | 2,1 | 4,1 | 132,9 | 43,9 | 56,3 | +1,1 | +4,1 | +0,1 | +0,8 | 255,0 | -27,4 | -2,6 | -0,6 | -8,3 | -6,6 | 209,5 |
| 1959 Mars | 119,0 | 83,1 | 7,6 | 90,7 | 209,7 | +70,2 | - 2,9 | +3,0 | 70,3 | 129,5 | 2,9 | 3,9 | 136,3 | 45,2 | 55,9 | +0,8 | +4,4 | — | +1,4 | 258,4 | -30,1 | -3,3 | -0,7 | -7,8 | -6,8 | 209,7 |
| Juin | 120,4 | 85,9 | 7,8 | 93,7 | 214,1 | +72,2 | - 6,5 | +4,0 | 69,7 | 129,6 | 3,9 | 5,0 | 138,5 | 44,8 | 55,8 | +0,8 | +4,7 | +1,0 | +2,6 | 262,1 | -29,2 | -3,1 | -0,6 | -8,2 | -6,9 | 214,1 |
| Septembre | 118,3 | 83,0 | 8,3 | 91,3 | 209,6 | +70,3 | - 5,8 | +6,7 | 71,2 | 128,0 | 4,0 | 2,0 | 134,0 | 45,1 | 55,9 | +0,7 | +5,3 | +1,1 | +2,3 | 259,7 | -30,9 | -3,1 | -0,6 | -8,0 | -6,9 | 209,6 |
| Décembre | 121,3 | 87,4 | 7,6 | 95,0 | 216,3 | +65,8 | - 3,8 | +8,7 | 70,7 | 132,4 | 4,0 | 4,6 | 141,0 | 48,1 | 59,6 | +0,7 | +5,1 | +0,8 | +1,7 | 268,1 | -31,5 | -4,3 | -0,5 | -8,6 | -6,9 | 216,3 |
| 1960 Mars ² | 118,8 | 86,2 | 7,5 | 93,7 | 212,5 | +69,5 | - 5,2 | +8,3 | 72,6 | 133,8 | 4,0 | 2,0 | 139,8 | 48,5 | 60,1 | +0,6 | +5,6 | +0,6 | +1,7 | 269,4 | -36,1 | -4,8 | -0,5 | -8,6 | -6,9 | 212,5 |
| Juin ² | 122,1 | 89,6 | 8,2 | 97,8 | 219,9 | +71,9 | - 5,4 | +7,7 | 74,2 | 136,6 | 4,2 | 2,1 | 142,9 | 49,2 | 61,2 | +0,7 | +5,4 | +0,7 | +2,6 | 275,7 | -33,5 | -5,8 | +0,3 | -9,2 | -7,0 | 219,9 |

* Y compris les comptes d'organismes paraétatiques administratifs.

¹ A partir de décembre 1957, l'adoption d'une ventilation plus détaillée des créances des organismes monétaires sur les organismes publics autres que l'Etat a entraîné une modification des rubriques suivantes : « avoirs extérieurs nets : autres avoirs et engagements nets » (colonne 8), « Créances sur d'autres emprunteurs publics » (colonne 11), « Créances et engagements sur et envers des organismes financiers non monétaires » (colonne 17) et « solde des créances et engagements non rangés ailleurs sur et envers des nationaux » (colonne 18).

² Les chiffres des colonnes 8, 9, 10, 11, 13, 17, 18 et 19 sont provisoires.

ORIGINES DES VARIATIONS DU STOCK MONETAIRE
(milliards de francs)

| Périodes | Stock monétaire | Liquidités quasi monétaires | | | | Total du stock monétaire et des liquidités quasi monétaires (6) = (1) + (5) | Opérations avec l'étranger (à l'exclusion des opérations en capital des pouvoirs publics et des donations officielles) | Financement monétaire des pouvoirs publics * | | Monétisation de la dette de l'Etat et autres fonds publics | Crédits d'es-compte d'avances et d'acceptation aux entreprises et particuliers nat. financés par les organismes monétaires | Différence entre fonds propres et immobilisations + participations des organismes monétaires | Emprunts obligataires des banques de dépôts | Opérations autres qu'à court terme du Fonds Monétaire et de la Caisse Nationale de Crédit professionnel (soldes) | Divers | | Comptes pour balance | Total (18) = de (7) à (17) |
|---|-----------------|---|--------------------------------|------------------|-------|---|--|--|--------|--|--|--|---|--|--|--|----------------------|--------------------------------------|
| | | Dépôts à terme et comptes spéciaux des exportateurs vers l'U.E.P. | Dépôts en devises de nationaux | Avoirs du Trésor | Total | | | Etat | Autres | | | | | | Crédits à des organismes financiers non monétaires | Crédits non rangés ailleurs à des nationaux (soldes) | | |
| | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| 1954 1 ^{er} trimestre | - 3,3 | + 0,5 | - 0,1 | - 0,1 | + 0,3 | - 3,0 | - 1,0 | - 3,8 | + 0,1 | + 1,0 | - 1,3 | - 0,1 | - 0,3 | + 0,1 | + 0,1 | + 0,5 | + 1,7 | - 3,0 |
| 2 ^e trimestre | + 5,3 | - 1,4 | + 0,1 | — | - 1,3 | + 4,0 | - 2,8 | + 5,4 | + 0,1 | + 0,2 | + 0,8 | - 0,1 | - 0,3 | + 0,2 | + 0,8 | - 0,4 | + 0,1 | + 4,0 |
| 3 ^e trimestre | - 2,0 | + 0,5 | - 0,2 | — | + 0,3 | - 1,7 | - 1,5 | + 0,5 | + 0,2 | + 0,3 | + 0,6 | - 0,2 | - 0,2 | + 0,2 | - 0,2 | - 0,6 | - 0,8 | - 1,7 |
| 4 ^e trimestre | + 3,3 | + 1,1 | + 0,7 | — | + 1,8 | + 5,1 | + 0,6 | - 1,3 | + 0,6 | + 1,7 | + 2,9 | - 0,3 | - 0,2 | — | + 0,2 | + 1,2 | - 0,3 | + 5,1 |
| Total ... | + 3,3 | + 0,7 | + 0,5 | - 0,1 | + 1,1 | + 4,4 | - 4,7 | + 0,8 | + 1,0 | + 3,2 | + 3,0 | - 0,7 | - 1,0 | + 0,5 | + 0,9 | + 0,7 | + 0,7 | + 4,4 |
| 1955 1 ^{er} trimestre | + 1,1 | + 1,0 | - 0,3 | — | + 0,7 | + 1,8 | + 1,4 | + 2,2 | - 0,6 | - 0,6 | - 0,4 | + 0,3 | - 0,3 | + 0,1 | + 0,2 | - 0,1 | - 0,4 | + 1,8 |
| 2 ^e trimestre | + 2,9 | + 0,1 | + 0,1 | — | + 0,2 | + 3,1 | + 0,5 | - 1,1 | + 0,7 | + 1,6 | + 1,7 | - 0,3 | - 0,2 | - 0,1 | + 0,1 | - 0,6 | + 0,8 | + 3,1 |
| 3 ^e trimestre | - 0,2 | - 0,2 | + 0,2 | — | — | - 0,2 | + 1,7 | - 0,3 | + 0,7 | + 0,6 | - 1,5 | - 0,1 | - 0,2 | + 0,1 | — | + 0,1 | - 1,3 | - 0,2 |
| 4 ^e trimestre | + 5,1 | + 1,2 | + 0,4 | — | + 1,6 | + 6,7 | + 0,5 | + 2,3 | + 0,7 | + 0,4 | + 2,9 | + 0,1 | - 0,2 | — | - 0,1 | + 0,1 | — | + 6,7 |
| Total ... | + 8,9 | + 2,1 | + 0,4 | — | + 2,5 | + 11,4 | + 4,1 | + 3,1 | + 1,5 | + 2,0 | + 2,7 | — | - 0,9 | + 0,1 | + 0,2 | - 0,5 | - 0,9 | + 11,4 |
| 1956 1 ^{er} trimestre | - 1,5 | + 1,1 | — | — | + 1,1 | - 0,4 | + 3,2 | - 1,4 | - 0,9 | + 0,2 | - 1,0 | - 0,2 | - 0,2 | + 0,1 | - 0,2 | + 0,2 | - 0,2 | - 0,4 |
| 2 ^e trimestre | + 4,1 | — | + 0,4 | — | + 0,4 | + 4,5 | + 1,9 | + 1,2 | - 0,3 | + 1,3 | - 1,3 | - 0,4 | - 0,1 | + 0,1 | + 0,4 | + 0,2 | + 1,5 | + 4,5 |
| 3 ^e trimestre | + 0,8 | - 0,9 | - 0,2 | — | - 1,1 | - 0,3 | - 1,0 | - 2,1 | + 0,8 | + 0,3 | + 3,0 | - 0,3 | - 0,1 | - 0,1 | — | - 0,5 | - 0,3 | - 0,3 |
| 4 ^e trimestre | + 2,4 | - 1,2 | + 0,5 | — | - 0,7 | + 1,7 | - 1,3 | - 1,3 | + 0,6 | + 1,0 | + 3,9 | + 0,2 | - 0,1 | — | - 0,3 | + 0,3 | - 1,3 | + 1,7 |
| Total ... | + 5,8 | - 1,0 | + 0,7 | — | - 0,3 | + 5,5 | + 2,8 | - 3,6 | + 0,2 | + 2,8 | + 4,6 | - 0,7 | - 0,5 | + 0,1 | - 0,1 | + 0,2 | - 0,3 | + 5,5 |
| 1957 1 ^{er} trimestre | - 0,2 | + 1,0 | + 0,1 | — | + 1,1 | + 0,9 | - 1,2 | + 3,4 | - 2,0 | - 1,3 | + 1,1 | — | - 0,1 | + 0,1 | — | + 0,1 | + 0,8 | + 0,9 |
| 2 ^e trimestre | + 3,7 | - 1,4 | — | — | - 1,4 | + 2,3 | - 0,1 | - 0,4 | + 0,1 | + 1,6 | + 0,8 | - 0,5 | — | + 0,1 | - 0,2 | - 0,3 | + 1,2 | + 2,3 |
| 3 ^e trimestre | - 7,5 | + 0,2 | + 0,6 | — | + 0,8 | - 6,7 | - 2,5 | - 3,1 | + 0,1 | - 0,3 | — | - 0,4 | - 0,1 | - 0,1 | + 0,2 | - 0,2 | - 0,3 | - 6,7 |
| 4 ^e trimestre | + 3,7 | + 1,3 | - 0,7 | + 0,2 | + 0,8 | + 4,5 | + 5,2 | - 0,4 | + 0,2 | - 0,5 | + 1,5 | + 0,1 | - 0,4 | - 0,2 | + 0,1 | - 0,3 | - 0,8 | + 4,5 |
| Total ... | - 0,3 | + 1,1 | — | + 0,2 | + 1,3 | + 1,0 | + 1,4 | - 0,5 | - 1,6 | - 0,5 | + 3,4 | - 0,8 | - 0,6 | - 0,1 | + 0,1 | - 0,7 | + 0,9 | + 1,0 |
| 1958 1 ^{er} trimestre | - 1,0 | + 2,0 | - 0,2 | + 0,1 | + 1,9 | + 0,9 | + 3,9 | - 0,2 | + 0,2 | + 0,2 | - 3,6 | — | - 0,4 | + 0,3 | + 0,5 | + 0,2 | - 0,2 | + 0,9 |
| 2 ^e trimestre | + 9,1 | - 0,5 | - 0,4 | + 0,1 | - 0,8 | + 8,3 | + 5,6 | + 3,0 | - 0,1 | + 1,8 | - 3,0 | - 0,4 | - 0,5 | + 0,1 | + 0,1 | + 0,4 | + 1,3 | + 8,3 |
| 3 ^e trimestre | - 4,1 | + 2,0 | — | + 0,1 | + 2,1 | - 2,0 | + 2,8 | - 4,1 | - 0,6 | + 2,3 | - 2,2 | - 0,6 | - 0,5 | - 0,1 | + 0,6 | + 0,2 | + 0,2 | - 2,0 |
| 4 ^e trimestre | + 7,5 | + 0,5 | — | + 0,1 | + 0,6 | + 8,1 | + 2,6 | + 7,0 | + 0,4 | - 0,2 | + 0,4 | + 0,2 | - 0,3 | + 0,1 | + 0,5 | - 0,3 | - 2,3 | + 8,1 |
| Total ... | + 11,5 | + 4,0 | - 0,6 | + 0,4 | + 3,8 | + 15,3 | + 14,9 | + 5,7 | - 0,1 | + 4,1 | - 8,4 | - 0,8 | - 1,7 | + 0,4 | + 1,7 | + 0,5 | - 1,0 | + 15,3 |
| 1959 1 ^{er} trimestre | + 0,2 | + 2,7 | + 0,6 | + 0,1 | + 3,4 | + 3,6 | - 2,1 | + 1,3 | + 0,4 | + 2,5 | + 1,4 | — | - 0,2 | - 0,3 | + 0,2 | - 0,3 | + 0,7 | + 3,6 |
| 2 ^e trimestre | + 4,3 | - 0,8 | - 0,1 | — | - 0,9 | + 3,4 | + 0,3 | - 0,8 | + 1,1 | + 1,1 | - 0,4 | - 0,4 | - 0,1 | + 0,1 | + 0,3 | + 0,9 | + 1,3 | + 3,4 |
| 3 ^e trimestre | - 4,4 | + 1,7 | — | - 0,1 | + 1,6 | - 2,8 | - 0,3 | - 2,0 | — | + 0,3 | + 0,3 | - 0,4 | — | - 0,1 | — | + 0,1 | - 0,7 | - 2,8 |
| 4 ^e trimestre | + 6,7 | + 0,6 | + 1,2 | - 0,1 | + 1,7 | + 8,4 | + 2,8 | + 4,4 | + 0,1 | - 0,7 | + 3,1 | — | — | - 0,1 | - 0,3 | - 0,3 | - 0,6 | + 8,4 |
| Total ... | + 6,8 | + 4,2 | + 1,7 | - 0,1 | + 5,8 | + 12,6 | + 0,7 | + 2,9 | + 1,6 | + 3,2 | + 4,4 | - 0,8 | - 0,3 | - 0,4 | + 0,2 | + 0,4 | + 0,7 | + 12,6 |
| 1960 1 ^{er} trimestre ¹ | - 3,9 | + 4,5 | + 0,5 | + 0,1 | + 5,1 | + 1,2 | + 4,6 | - 4,6 | + 1,5 | - 0,8 | + 0,3 | — | — | - 0,1 | + 0,6 | - 0,2 | - 0,1 | + 1,2 |
| 2 ^e trimestre ¹ | + 7,4 | - 2,6 | + 1,0 | - 0,2 | - 1,8 | + 5,6 | - 0,6 | + 4,7 | - 0,2 | + 0,6 | + 0,7 | - 0,6 | - 0,1 | + 0,1 | — | + 0,1 | + 0,9 | + 5,6 |

* Mouvement des crédits directs aux pouvoirs publics + solde de leurs opérations en capital avec l'étranger. (Pouvoirs publics : Etat, pouvoirs subordonnés et organismes paraétatiques administratifs.)
¹ Les chiffres des colonnes 7, 8, 9, 10, 15, 16 et 17 sont provisoires.

II. — SITUATIONS MENSUELLES

85⁶

DE LA BANQUE CENTRALE DU CONGO BELGE ET DU RUANDA URUNDI

(millions de francs)

| Rubriques | 1959 30 novembre | 1959 31 décembre | 1960 31 janvier | 1960 29 février | 1960 31 mars | 1960 30 avril | 1960 31 mai | 1960 30 juin |
|--|---------------------|---------------------|--------------------|--------------------|-----------------|------------------|----------------|-----------------|
| ACTIF | | | | | | | | |
| Encaisse or | 2.106 | 2.113 | 2.118 | 1.901 | 1.907 | 1.910 | 1.915 | 1.919 |
| Avoirs en monnaies convertibles en or ... | 1.467 | 1.626 | 1.549 | 1.378 | 1.778 | 1.552 | 1.797 | 1.475 |
| Avoirs en francs belges : | | | | | | | | |
| Banques et divers organismes | 1 | 178 | 1 | 1 | 1 | 135 | 2 | 392 |
| Autres avoirs | 83 | 171 | 126 | 180 | 120 | 97 | 199 | 58 |
| Avoirs en autres monnaies | 172 | 270 | 469 | 631 | 619 | 619 | 1.116 | 622 |
| Monnaies étrangères et or à recevoir | 175 | 263 | 463 | 625 | 616 | 627 | 1.136 | 620 |
| Débiteurs pour change et or à terme | 8 | — | — | 22 | 77 | 97 | 105 | 83 |
| Effets commerc. sur le Congo et le Ruanda-Urundi | 277 | 281 | 326 | 616 | 657 | 643 | 401 | 460 |
| Avances sur fonds publ. et subst. précieux. | 448 | 593 | 532 | 950 | 495 | 512 | 640 | 709 |
| Avoirs aux Offices des Chèques Postaux | 7 | 9 | 7 | 12 | 14 | 10 | 13 | 12 |
| Effets publics (stat. : art. 6, § 1, n° 3) | | | | | | | | |
| Emis par le Congo | 1.575 | 1.415 | 1.565 | 1.615 | 1.615 | 1.965 | 1.810 | 2.150 |
| Emis par le Ruanda-Urundi | 225 | 350 | 375 | 325 | 200 | 225 | 375 | 75 |
| Avances (Stat. : art. 6, § 1, n° 4, litt. a et c) | | | | | | | | |
| A des organismes créés ou régis par des disp. lég. partic. ou dont les engag. sont garantis par le : | | | | | | | | |
| Congo | 186 | 165 | 154 | 135 | 118 | 109 | 125 | 133 |
| Ruanda-Urundi | 4 | 4 | 1 | 1 | 1 | — | — | — |
| Effets publics belges émis en francs cong. | 828 | — | — | — | — | — | — | — |
| Fonds publics : | | | | | | | | |
| Stat. : art. 6, § 1, n°s 12 et 13 | 1.606 | 1.582 | 1.575 | 1.574 | 1.527 | 1.527 | 1.515 | 1.524 |
| Stat. : art. 6, § 2, n° 4, al. 2 | 88 | 89 | 91 | 100 | 103 | 104 | 105 | 106 |
| Immeubles, matériel et mobilier | 466 | 480 | 480 | 482 | 486 | 497 | 504 | 510 |
| Divers | 221 | 103 | 49 | 65 | 135 | 111 | 111 | 183 |
| | 9.943 | 9.692 | 9.881 | 10.613 | 10.469 | 10.740 | 11.869 | 11.031 |
| PASSIF | | | | | | | | |
| Billets et monnaies métalliques en circul. | 6.041 | 6.315 | 6.169 | 6.163 | 6.162 | 6.126 | 6.319 | 6.831 |
| Comptes courants et créditeurs divers : | | | | | | | | |
| Congo | 12 | 11 | 13 | 16 | 23 | 15 | 16 | 24 |
| Ruanda-Urundi | 1 | 9 | 19 | 12 | 7 | 10 | 15 | 11 |
| Comptes courants divers | 1.239 | 1.383 | 1.251 | 1.017 | 1.131 | 1.448 | 1.499 | 1.528 |
| Valeurs à payer | 190 | 226 | 227 | 215 | 251 | 635 | 502 | 201 |
| Total des engagements à vue | 7.483 | 7.944 | 7.679 | 7.423 | 7.574 | 8.234 | 8.351 | 8.595 |
| Créditeurs pour change et or à terme ... | 5 | — | — | — | — | — | — | — |
| Engagements en francs belges : | | | | | | | | |
| A vue | 1.042 | 403 | 559 | 1.392 | 1.047 | 625 | 698 | 619 |
| A terme | 77 | 45 | 22 | 66 | 69 | 45 | 56 | 31 |
| Engagements en monnaies étrangères : | | | | | | | | |
| En monnaies convertibles | 5 | 12 | 148 | 68 | 43 | 67 | 509 | 11 |
| En autres devises | 1 | — | — | — | — | — | 2 | 3 |
| Monnaies étrangères et or à livrer | 177 | 262 | 459 | 630 | 671 | 690 | 1.192 | 676 |
| Divers | 514 | 387 | 375 | 395 | 426 | 440 | 357 | 392 |
| Capital | 150 | 150 | 150 | 150 | 150 | 150 | 150 | 150 |
| Fonds de réserve et d'amortissement | 489 | 489 | 489 | 489 | 489 | 489 | 554 | 554 |
| | 9.943 | 9.692 | 9.881 | 10.613 | 10.469 | 10.740 | 11.869 | 11.031 |

III. — BANQUES D'EMISSION ETRANGERES

 86¹

BANQUE DE FRANCE

(millions de nouveaux francs français)

| Rubriques | 1960 7 janvier | 1960 4 février | 1960 8 mars | 1960 7 avril | 1960 5 mai | 1960 9 juin | 1960 7 juillet | 1960 4 août |
|---|-------------------|-------------------|----------------|-----------------|---------------|----------------|-------------------|----------------|
| ACTIF | | | | | | | | |
| Encaisse or | 4.322 | 4.322 | 4.322 | 4.322 | 4.322 | 4.322 | 4.322 | 4.322 |
| Disponibilités à vue à l'étranger | 4.072 | 4.077 | 4.258 | 4.747 | 5.159 | 5.608 | 5.362 | 5.465 |
| Avances au Fonds de Stabilisation des changes ¹ | — | — | — | — | — | — | — | 444 |
| Monnaies divisionnaires | 84 | 86 | 86 | 74 | 52 | 23 | 15 | 14 |
| Comptes courants postaux | 701 | 438 | 516 | 464 | 553 | 515 | 495 | 477 |
| Prêts à l'Etat ² | 6.500 | 6.500 | 6.500 | 6.500 | 6.500 | 6.500 | 6.500 | 6.500 |
| Avances à l'Etat ² | 3.277 | 3.875 | 3.026 | 3.230 | 1.004 | 2.635 | 2.809 | 3.093 |
| Portefeuille d'escompte : | 15.808 | 14.731 | 15.107 | 15.565 | 16.434 | 15.454 | 16.005 | 15.837 |
| <i>Effets escomptés sur la France</i> | 4.273 | 4.151 | 4.326 | 4.404 | 4.563 | 4.629 | 4.723 | 4.554 |
| <i>Effets escomptés sur l'étranger</i> | 1 | 1 | 1 | 1 | 1 | 1 | 1 | 1 |
| <i>Effets garantis par l'Office des céré- ales</i> ³ | 715 | 529 | 510 | 446 | 321 | 287 | 215 | 126 |
| <i>Effets de mobilisation de crédits à moyen terme</i> | 10.819 | 10.050 | 10.270 | 10.714 | 11.549 | 10.537 | 11.066 | 11.156 |
| Effets négociables achetés en France ⁴ | 2.579 | 2.280 | 2.438 | 2.562 | 3.083 | 2.347 | 3.149 | 3.039 |
| Avances à 30 jours sur effets publics ... | 153 | 184 | 179 | 161 | 192 | 173 | 171 | 159 |
| Avances sur titres | 84 | 78 | 77 | 72 | 74 | 63 | 70 | 67 |
| Avances sur or | — | — | — | — | — | — | — | — |
| Effets en cours de recouvrement | 285 | 376 | 380 | 223 | 299 | 264 | 237 | 384 |
| Divers | 586 | 593 | 603 | 601 | 599 | 608 | 612 | 595 |
| Total ... | 38.451 | 37.540 | 37.492 | 38.521 | 38.271 | 38.512 | 39.747 | 40.396 |

PASSIF

| | | | | | | | | |
|--|--------|--------|--------|--------|--------|--------|--------|--------|
| Engagements à vue : | | | | | | | | |
| Billets au porteur en circulation | 34.421 | 33.849 | 34.035 | 34.963 | 34.683 | 34.742 | 36.261 | 36.842 |
| Comptes courants créditeurs : | 2.705 | 2.543 | 2.451 | 2.452 | 2.405 | 2.599 | 2.309 | 2.242 |
| <i>Compte courant du Trésor public</i> ... | 1 | 1 | — | 1 | 1 | 1 | — | 1 |
| <i>Comptes courants des accords de coopération économique</i> | — | — | — | — | — | — | — | — |
| <i>Comptes courants des banques et institutions financières françaises et étrangères</i> | 1.757 | 1.656 | 1.586 | 1.567 | 1.548 | 1.668 | 1.350 | 1.301 |
| <i>Autres comptes courants et de dépôts de fonds; dispositions et autres engagements à vue</i> | 947 | 886 | 865 | 884 | 856 | 930 | 959 | 940 |
| Capital de la Banque | 150 | 150 | 150 | 150 | 150 | 150 | 150 | 150 |
| Divers | 1.175 | 998 | 856 | 956 | 1.033 | 1.021 | 1.027 | 1.162 |
| Total ... | 38.451 | 37.540 | 37.492 | 38.521 | 38.271 | 38.512 | 39.747 | 40.396 |

1 Convention du 27 juin 1949.

2 Convention du 29 octobre 1959 approuvée par la loi du 28 décembre 1959.

3 Loi du 15 août 1936, décret du 29 juillet 1939 et loi du 19 mai 1941.

4 Décret du 17 juin 1938.

BANK OF ENGLAND
(millions de £)

86²

| Rubriques | 1960 3 février | 1960 9 mars | 1960 6 avril | 1960 4 mai | 1960 8 juin | 1960 6 juillet | 1960 8 août | 1960 7 septembre |
|-----------|-------------------|----------------|-----------------|---------------|----------------|-------------------|----------------|---------------------|
|-----------|-------------------|----------------|-----------------|---------------|----------------|-------------------|----------------|---------------------|

Département d'émission

ACTIF

| | | | | | | | | |
|---|-------|-------|-------|-------|-------|-------|-------|-------|
| Dette de l'Etat | 11 | 11 | 11 | 11 | 11 | 11 | 11 | 11 |
| Autres fonds publics | 2.111 | 2.136 | 2.186 | 2.236 | 2.236 | 2.286 | 2.336 | 2.236 |
| Autres titres | 1 | 1 | 1 | 1 | 1 | 1 | 1 | 1 |
| Monnaies autres que monnaies d'or | 2 | 2 | 2 | 2 | 2 | 2 | 2 | 2 |
| Montant de l'émission fiduciaire | 2.125 | 2.150 | 2.200 | 2.250 | 2.250 | 2.300 | 2.350 | 2.250 |
| Monnaies d'or et lingots | 0,4 | 0,4 | 0,4 | 0,4 | 0,4 | 0,4 | 0,4 | 0,4 |
| | 2.125 | 2.150 | 2.200 | 2.250 | 2.250 | 2.300 | 2.350 | 2.250 |

PASSIF

| | | | | | | | | |
|-------------------------------|-------|-------|-------|-------|-------|-------|-------|-------|
| Billets émis : | | | | | | | | |
| En circulation | 2.098 | 2.123 | 2.167 | 2.183 | 2.215 | 2.245 | 2.319 | 2.230 |
| Au Département bancaire | 27 | 27 | 33 | 67 | 35 | 55 | 31 | 20 |
| | 2.125 | 2.150 | 2.200 | 2.250 | 2.250 | 2.300 | 2.350 | 2.250 |

Département bancaire

ACTIF

| | | | | | | | | |
|----------------------------|-----|-----|-----|-----|-----|-----|-----|-----|
| Fonds publics | 288 | 278 | 263 | 220 | 306 | 335 | 356 | 418 |
| Autres titres : | | | | | | | | |
| Escomptes et avances | 27 | 24 | 25 | 31 | 29 | 30 | 42 | 28 |
| Titres | 20 | 21 | 19 | 18 | 18 | 19 | 19 | 19 |
| Billets | 27 | 27 | 33 | 67 | 35 | 55 | 31 | 20 |
| Monnaies | 1 | 1 | 1 | 1 | 1 | 1 | 1 | 1 |
| | 363 | 351 | 341 | 337 | 389 | 440 | 449 | 486 |

PASSIF

| | | | | | | | | |
|---|-----|-----|-----|-----|-----|-----|-----|-----|
| Capital | 15 | 15 | 15 | 15 | 15 | 15 | 15 | 15 |
| Réserves | 4 | 4 | 3 | 3 | 3 | 4 | 4 | 4 |
| Dépôts publics : | 18 | 13 | 11 | 10 | 11 | 11 | 10 | 9 |
| Y compris Trésor, Banques d'épargne, commissaires de la Dette publique et comptes de dividendes | | | | | | | | |
| Dépôts spéciaux | — | — | — | — | 55 | 87 | 125 | 150 |
| Autres dépôts : | | | | | | | | |
| Banquiers | 261 | 255 | 248 | 245 | 240 | 256 | 229 | 245 |
| Autres comptes | 65 | 64 | 64 | 64 | 65 | 67 | 66 | 63 |
| | 363 | 351 | 341 | 337 | 389 | 440 | 449 | 486 |

FEDERAL RESERVE BANKS ¹
(millions de \$)

86³

| Rubriques | 1960 6 janvier | 1960 3 février | 1960 9 mars | 1960 6 avril | 1960 4 mai | 1960 8 juin | 1960 6 juillet | 1960 3 août |
|--|-------------------|-------------------|----------------|-----------------|---------------|----------------|-------------------|----------------|
| ACTIF | | | | | | | | |
| Certificats-or | 18.186 | 18.181 | 18.159 | 18.159 | 18.112 | 18.114 | 18.093 | 17.881 |
| Fonds de rachat des billets des F.R. | 978 | 970 | 962 | 950 | 951 | 938 | 936 | 955 |
| Total des réserves de certificats-or | 19.164 | 19.151 | 19.121 | 19.109 | 19.063 | 19.052 | 19.029 | 18.836 |
| Billets F.R. d'autres banques | 560 | 669 | 494 | 423 | 444 | 344 | 277 | 400 |
| Autres encaisses | 383 | 510 | 465 | 437 | 396 | 351 | 344 | 407 |
| Escompte et avances | 1.285 | 803 | 745 | 770 | 572 | 556 | 531 | 287 |
| Prêts à l'économie privée | — | — | — | — | — | — | — | — |
| Acceptations achetées directement | 44 | 40 | 33 | 32 | 30 | 29 | 28 | 29 |
| Acceptations détenues en vertu d'une con- vention de rachat | 22 | — | — | — | — | — | — | — |
| Fonds publics : | | | | | | | | |
| Achetés directement | | | | | | | | |
| Effets | 2.606 | 1.414 | 1.224 | 1.263 | 1.597 | 2.161 | 2.535 | 2.769 |
| Certificats | 10.507 | 10.507 | 8.507 | 8.507 | 8.507 | 8.507 | 8.507 | 8.507 |
| Billets | 11.010 | 11.010 | 13.010 | 13.010 | 13.010 | 13.010 | 13.010 | 13.010 |
| Obligations | 2.484 | 2.484 | 2.484 | 2.484 | 2.484 | 2.484 | 2.484 | 2.484 |
| Total achetés directement ... | 26.607 | 25.415 | 25.225 | 25.264 | 25.598 | 26.162 | 26.536 | 26.770 |
| Détenus en vertu d'une convention de rachat | 24 | 34 | — | 57 | 290 | — | 104 | 304 |
| Total des fonds publics | 26.631 | 25.449 | 25.225 | 25.321 | 25.888 | 26.162 | 26.640 | 27.074 |
| Total des prêts et des fonds publics | 27.982 | 26.292 | 26.003 | 26.123 | 26.490 | 26.747 | 27.199 | 27.390 |
| Avoirs sur banques étrangères | — | — | — | — | — | — | — | — |
| Moyens de trésorerie non encaissés | 6.063 | 5.217 | 4.764 | 4.984 | 5.433 | 5.033 | 5.164 | 5.118 |
| Immeubles | 100 | 101 | 101 | 103 | 103 | 104 | 105 | 105 |
| Autres avoirs | 278 | 356 | 211 | 283 | 364 | 206 | 267 | 348 |
| Total actif ... | 54.530 | 52.296 | 51.159 | 51.462 | 52.293 | 51.837 | 52.385 | 52.604 |

EXIGIBLE

| | | | | | | | | |
|---|--------|--------|--------|--------|--------|--------|--------|--------|
| Billets de la Federal Reserve | 28.150 | 27.547 | 27.440 | 27.380 | 27.248 | 27.407 | 27.738 | 27.617 |
| Dépôts : | | | | | | | | |
| Banques affiliées — compte de réserve | 19.243 | 18.021 | 17.381 | 17.661 | 18.217 | 17.880 | 18.209 | 18.308 |
| Trésor américain — compte général ... | 650 | 472 | 564 | 417 | 478 | 479 | 325 | 378 |
| Étrangers | 335 | 219 | 200 | 165 | 170 | 207 | 267 | 230 |
| Autres | 346 | 344 | 307 | 352 | 303 | 348 | 372 | 358 |
| Total dépôts | 20.574 | 19.056 | 18.452 | 18.595 | 19.168 | 18.914 | 19.173 | 19.274 |
| Moyens de trésor. avec disponib. différée | 4.588 | 4.404 | 3.949 | 4.159 | 4.556 | 4.173 | 4.145 | 4.375 |
| Autres engagements et dividendes courus | 28 | 24 | 33 | 35 | 41 | 46 | 37 | 45 |
| Total exigible ... | 53.340 | 51.031 | 49.874 | 50.169 | 51.013 | 50.540 | 51.093 | 51.311 |

COMPTES DE CAPITAL

| | | | | | | | | |
|--|--------|--------|--------|--------|--------|--------|--------|--------|
| Capital libéré | 388 | 390 | 394 | 396 | 398 | 398 | 400 | 402 |
| Surplus | 775 | 775 | 775 | 775 | 775 | 775 | 775 | 775 |
| Autres comptes de capital | 27 | 100 | 116 | 122 | 107 | 124 | 117 | 116 |
| Total passif ... | 54.530 | 52.296 | 51.159 | 51.462 | 52.293 | 51.837 | 52.385 | 52.604 |
| Engagements éventuels sur acceptations achetées p ^r correspondants étrangers ... | 93 | 125 | 112 | 159 | 168 | 172 | 179 | 183 |
| Engagem. d'emprunts à l'économie privée | — | — | — | — | — | — | — | — |
| Coefficient des réserves de certificats-or par rapport aux dépôts et billets F.R. | 39,3 % | 41,1 % | 41,7 % | 41,6 % | 41,1 % | 41,1 % | 40,6 % | 40,2 % |

¹ Situation globale des douze banques de réserve fédérales.

NEDERLANDSCHE BANK
(millions de florins)

86⁴

| Rubriques | 1960 8 février | 1960 9 mars | 1960 4 avril | 1960 9 mai | 1960 7 juin | 1960 4 juillet | 1960 8 août | 1960 5 septembre |
|---|-------------------|----------------|-----------------|---------------|----------------|-------------------|----------------|---------------------|
| ACTIF | | | | | | | | |
| Or | 4.281 | 4.387 | 4.403 | 4.403 | 4.537 | 4.655 | 4.733 | 4.733 |
| Créances et titres libellés en or ou en monnaies étrangères | 809 | 845 | 829 | 855 | 794 | 863 | 780 | 771 |
| Moyens de paiement étrangers | 1 | 1 | 1 | — | — | — | 1 | 1 |
| Créances en florins sur l'étranger ¹ | 70 | 68 | 52 | 51 | 50 | 47 | 47 | 48 |
| Effets, promesses et obligat. escomptés ² | — | — | — | — | — | — | — | — |
| Effets, certificats du Trésor et obligations achetés par la Banque (art. 15, 4 ^e , de la loi bancaire de 1948) | 308 | 308 | 363 | 302 | 302 | 282 | 250 | 113 |
| Avances en comptes courants (y compris les prêts) ³ | 12 | 11 | 12 | 11 | 15 | 11 | 9 | 9 |
| Avances à l'Etat (art. 20 de la loi bancaire de 1948) | — | — | — | — | — | — | — | — |
| Monnaies néerlandaises | 40 | 43 | 45 | 48 | 50 | 53 | 52 | 54 |
| Placement du capital et réserves | 161 | 161 | 159 | 171 | 172 | 172 | 171 | 171 |
| Immeubles et inventaire | 1 | 1 | 1 | 1 | 1 | 1 | 1 | 1 |
| Comptes divers | 6 | 8 | 18 | 8 | 7 | 9 | 6 | 8 |
| | 5.689 | 5.833 | 5.883 | 5.850 | 5.928 | 6.093 | 6.050 | 5.909 |

PASSIF

| | | | | | | | | |
|---|-------|-------|-------|-------|-------|-------|-------|-------|
| Billets en circulation | 4.246 | 4.333 | 4.431 | 4.435 | 4.541 | 4.687 | 4.613 | 4.663 |
| Accréditifs | — | — | — | — | — | — | — | — |
| Comptes courants en florins de résidents | 1.115 | 1.173 | 1.160 | 1.116 | 1.076 | 1.081 | 1.129 | 950 |
| Trésor public | 485 | 538 | 502 | 372 | 526 | 373 | 317 | 276 |
| Banques aux Pays-Bas | 495 | 503 | 528 | 617 | 420 | 570 | 682 | 530 |
| Autres résidents | 135 | 132 | 130 | 127 | 130 | 138 | 130 | 144 |
| Comptes courants en florins de non-résidents | 73 | 74 | 60 | 63 | 72 | 86 | 64 | 62 |
| Banques d'émission étrangères et organismes assimilés | 67 | 65 | 51 | 54 | 64 | 73 | 53 | 52 |
| Autres non-résidents | 6 | 9 | 9 | 9 | 8 | 13 | 11 | 10 |
| Engagements libellés en monnaies étrang. | 17 | 12 | 17 | 19 | 21 | 18 | 17 | 5 |
| Capital | 20 | 20 | 20 | 20 | 20 | 20 | 20 | 20 |
| Réserves | 142 | 142 | 142 | 152 | 152 | 152 | 152 | 152 |
| Comptes divers | 76 | 79 | 53 | 45 | 46 | 49 | 55 | 57 |
| | 5.689 | 5.833 | 5.883 | 5.850 | 5.928 | 6.093 | 6.050 | 5.909 |

¹ Dont, par suite de la liquidation de l'U.E.P. et d'accords bilatéraux

7 7 3 3 2 2 2 2

² Dont, certificats du Trésor (escomptés directement par la Banque)

— — — — — — — —

³ Dont, à l'Indonésie (Loi du 15 mars 1938 — Staatsblad, n^o 99)

8 8 8 8 8 8 5 5

N. B. — Billets mis en circulation par la Banque pour compte de l'Etat

102 102 103 105 106 107 108 107

— Soldes en florins de banques d'émission étrangères et d'organismes assimilés placés en bons du Trésor néerlandais ..

— — — — 1 1 2 2

| Rubriques | 1960 30 janvier | 1960 29 février | 1960 31 mars | 1960 30 avril | 1960 31 mai | 1960 30 juin | 1960 30 juillet | 1960 31 août |
|--|--------------------|--------------------|-----------------|------------------|----------------|-----------------|--------------------|-----------------|
| ACTIF | | | | | | | | |
| Monnaies et lingots d'or | 421 | 378 | 377 | 377 | 377 | 377 | 377 | 377 |
| Surplus de valeurs d'or | 567 | 509 | 508 | 508 | 508 | 508 | 508 | 509 |
| Fonds publics étrangers * | 747 | 963 | 1.011 | 1.246 | 1.261 | 1.281 | 1.281 | 1.225 |
| Effets sur l'étranger * | 21 | 21 | 73 | 169 | 169 | 147 | 178 | 237 |
| Créances nettes sur banques et banquiers étrangers * | 76 | 14 | 69 | — 5 | — 7 | 46 | 21 | 121 |
| Autres avoirs sur l'étranger | 10 | 9 | 11 | 11 | 11 | 11 | 11 | 11 |
| Effets et obligations du Trésor suédois * | 4.873 | 4.753 | 4.057 | 4.437 | 3.982 | 4.246 | 4.256 | 4.441 |
| Effets payables en Suède * | 2 | 2 | 2 | 2 | 2 | 2 | 2 | 2 |
| Prêts nantis * | 94 | 89 | 592 | 43 | 344 | 391 | 497 | 438 |
| Avances en comptes courants * | — | — | — | — | — | — | — | — |
| Prêts sur ventes à tempérament | 57 | 58 | 58 | 58 | 57 | 57 | 57 | 57 |
| Fonds de pensions déposés à l'administra- tion de la Dette publique | 7 | 7 | 7 | 7 | 7 | 7 | 7 | 7 |
| Monnaies (autres qu'en or) | 28 | 31 | 31 | 29 | 28 | 29 | 29 | 29 |
| Chèques et effets bancaires | 4 | 2 | 39 | 9 | 6 | 20 | 214 | 1 |
| Autres valeurs actives intérieures | 69 | 69 | 53 | 56 | 47 | 44 | 68 | 65 |
| Quota de la Suède au F.M.I. | 776 | 776 | 776 | 776 | 776 | 776 | 776 | 776 |
| Participation de la Suède au capital de la B.I.R.D. | 103 | 103 | 103 | 103 | 103 | 103 | 103 | 103 |
| Total ... | 7.855 | 7.784 | 7.767 | 7.826 | 7.671 | 8.045 | 8.385 | 8.399 |

| | | | | | | | | |
|--|--------------|--------------|--------------|--------------|--------------|--------------|--------------|--------------|
| PASSIF | | | | | | | | |
| Billets en circulation ¹ | 5.887 | 5.772 | 5.727 | 5.857 | 5.701 | 5.963 | 5.782 | 5.828 |
| Effets bancaires | 2 | 4 | 1 | 2 | 1 | 1 | 2 | 1 |
| Dépôts en comptes courants : | 144 | 166 | 126 | 160 | 158 | 218 | 140 | 104 |
| <i>Institutions officielles</i> | 101 | 104 | 100 | 120 | 126 | 194 | 102 | 87 |
| <i>Banques commerciales</i> | 42 | 61 | 25 | 38 | 31 | 23 | 37 | 16 |
| <i>Autres déposants</i> | 1 | 1 | 1 | 2 | 1 | 1 | 1 | 1 |
| Dépôts | 383 | 399 | 461 | 415 | 399 | 410 | 957 | 956 |
| Comptes d'ajustements de change | 538 | 537 | 535 | 617 | 616 | 616 | 616 | 615 |
| Autres engagements | 42 | 48 | 59 | 50 | 71 | 91 | 162 | 170 |
| Capital | 50 | 50 | 50 | 50 | 50 | 50 | 50 | 50 |
| Fonds de prêts sur ventes à tempérament | 65 | 65 | 65 | 65 | 65 | 65 | 65 | 65 |
| Fonds de réserve | 20 | 20 | 20 | 20 | 20 | 20 | 20 | 20 |
| Fonds de pensions | 7 | 7 | 7 | 7 | 7 | 7 | 7 | 7 |
| Bénéfices reportés | 1 | 1 | 1 | 1 | 1 | 1 | 1 | 1 |
| Bénéfices pour 1959 | 133 | 133 | 133 | — | — | — | — | — |
| Fonds Monétaire International | 582 | 582 | 582 | 582 | 582 | 582 | 582 | 582 |
| Banque Internationale de Reconstruction et de Développement | 1 | — | — | — | — | 1 | 1 | — |
| Total ... | 7.855 | 7.784 | 7.767 | 7.826 | 7.671 | 8.045 | 8.385 | 8.399 |

N. B. La couverture supplémentaire des billets (art. 10 de la loi sur la Riksbank) comprend les rubriques actives marquées d'un astérisque.
¹ Le montant maximum de l'émission fiduciaire autorisée est de 7.000 millions de Kr. en vertu de la loi n° 66 du 1er avril 1960.

| Rubriques | 1959 31 décembre | 1960 31 janvier | 1960 29 février | 1960 31 mars | 1960 30 avril | 1960 31 mai | 1960 30 juin | 1960 31 juillet |
|--|---------------------|--------------------|--------------------|-----------------|------------------|----------------|-----------------|--------------------|
| ACTIF | | | | | | | | |
| Encaisse en or | 5 | 5 | 172 | 172 | 172 | 172 | 172 | 172 |
| Or à l'étranger dû par l'Etat | 2 | 2 | 2 | 2 | 2 | 2 | 2 | 2 |
| Caisse ¹ | 11 | 10 | 11 | 11 | 12 | 10 | 10 | 10 |
| Portefeuille d'escompte | 430 | 427 | 425 | 426 | 430 | 430 | 425 | 427 |
| Effets reçus à l'encaissement | 0,2 | 0,2 | 0,1 | 0,1 | 0,1 | 0,2 | 0,2 | 0,2 |
| Avances sur titres et sur marchandises et comptes courants | 46 | 70 | 84 | 50 | 81 | 65 | 80 | 72 |
| Disponibilités en devises à l'étranger ... | 62 | 62 | 62 | 62 | 62 | 62 | 62 | 62 |
| Titres émis ou garantis par l'Etat | 70 | 74 | 72 | 71 | 75 | 65 | 60 | 59 |
| Immeubles | — | — | — | — | — | — | — | — |
| Débiteurs divers | 2.194 | 2.176 | 2.041 | 2.012 | 2.000 | 2.021 | 2.064 | 2.103 |
| Créances diverses | 3 | 3 | 3 | 3 | 3 | 3 | 2 | 3 |
| Avances provisoires à l'Etat | 77 | 77 | 77 | 75 | 75 | 75 | 75 | 75 |
| Avances extraordinaires à l'Etat | 343 | 343 | 343 | 343 | 488 | 488 | 488 | 488 |
| Emissions des autorités militaires alliées ou pour leur compte | 145 | 145 | 145 | 145 | — | — | — | — |
| Placements en titres pour le compte du Trésor | 128 | 118 | 108 | 98 | 84 | 74 | 74 | 64 |
| Dépenses diverses | 42 | 2 | 3 | 5 | 6 | 8 | 22 | 24 |
| Total de l'actif ... | 3.558 | 3.513 | 3.548 | 3.475 | 3.490 | 3.475 | 3.536 | 3.561 |
| PASSIF | | | | | | | | |
| Billets en circulation ² | 2.238 | 2.078 | 2.032 | 2.035 | 2.053 | 2.063 | 2.095 | 2.179 |
| Chèques et autres dettes à vue ³ | 28 | 14 | 14 | 17 | 14 | 14 | 17 | 15 |
| Comptes courants à vue | 130 | 91 | 74 | 81 | 80 | 73 | 106 | 79 |
| Comptes courants à terme et réserves obligatoires des banques | 772 | 884 | 825 | 831 | 808 | 814 | 723 | 820 |
| Créditeurs divers | 172 | 175 | 178 | 177 | 162 | 167 | 183 | 163 |
| Compte courant du Trésor | 146 | 242 | 324 | 226 | 268 | 235 | 309 | 194 |
| Compte courant du Trésor, fonds spécial | 17 | 17 | 17 | 17 | 17 | 17 | 5 | 5 |
| Trésorerie de l'Etat - plus value provenant de la réévaluation de l'or | — | — | 63 | 63 | 63 | 63 | 63 | 63 |
| Services divers pour le compte de l'Etat | 8 | 6 | 14 | 17 | 13 | 15 | 7 | 13 |
| Capital | 0,3 | 0,3 | 0,3 | 0,3 | 0,3 | 0,3 | 0,3 | 0,3 |
| Fonds de réserve ordinaire | 2 | 3 | 3 | 3 | 3 | 3 | 3 | 3 |
| Fonds de réserve extraordinaire | 2 | 1 | 1 | 2 | 2 | 2 | 2 | 2 |
| Bénéfices de l'exercice en cours | 43 | 1 | 3 | 5 | 7 | 9 | 23 | 25 |
| Bénéfice provisoire de l'exercice précédent | — | 1 | 1 | 1 | — | — | — | — |
| Total du passif et du patrimoine ... | 3.558 | 3.513 | 3.548 | 3.475 | 3.490 | 3.475 | 3.536 | 3.561 |
| Déposants de titres et valeurs (compte d'ordre) | 3.604 | 3.617 | 3.859 | 3.952 | 3.855 | 4.131 | 5.662 | 5.194 |
| Circulation du Trésor (net) | 62 | 63 | 63 | 65 | 66 | 67 | — | — |
| Circulation bancaire et du Trésor (net) . | 2.297 | 2.139 | 2.094 | 2.099 | 2.118 | 2.130 | — | — |
| Moyens de paiement | 6.618 | 6.348 | 6.262 | 6.340 | 6.378 | 6.439 | — | — |
| Escomptes effectués | 201 | 73 | 48 | 138 | 193 | 78 | 43 | 138 |
| Avances effectuées | 643 | 472 | 529 | 478 | 520 | 500 | 572 | 544 |
| Opérations au comptant liquidées par les Chambres de compensation | 8.402 | 7.953 | 7.821 | 7.415 | 7.262 | 7.022 | 7.689 | 8.200 |
| ¹ Comprend les billets et monnaies pour compte du Trésor | 8 | 8 | 8 | 8 | 7 | 7 | 6 | 6 |
| ² Comprend les billets auprès du Trésor | 2 | 1 | 1 | 1 | 1 | 1 | — | — |
| ³ Comprend valeurs et assignations | 16 | 10 | 10 | 11 | 10 | 10 | 11 | 10 |

DEUTSCHE BUNDESBANK
(millions de D.M.)

867

| Rubriques | 1960 6 février | 1960 7 mars | 1960 7 avril | 1960 7 mai | 1960 7 juin | 1960 7 juillet | 1960 6 août | 1960 7 septembre |
|---|-------------------|----------------|-----------------|---------------|----------------|-------------------|----------------|---------------------|
| ACTIF | | | | | | | | |
| Or | 10.949 | 10.999 | 11.103 | 11.233 | 11.365 | 11.524 | 11.724 | 11.943 |
| Avoirs auprès des banques étrangères et placements à court terme à l'étranger . | 7.923 | 8.291 | 9.046 | 9.849 | 10.435 | 11.907 | 12.822 | 13.640 |
| Monnaies étrangères, lettres de change et chèques sur l'étranger | 135 | 141 | 156 | 142 | 172 | 170 | 131 | 133 |
| Crédits aux institutions internationales et crédits de consolidation aux banques centrales étrangères | 4.515 | 4.521 | 4.499 | 4.465 | 4.493 | 4.436 | 3.955 | 3.797 |
| dont : a) U.E.P. | 2.994 | 2.994 | 2.976 | 2.915 | 2.915 | 2.832 | 2.329 | 2.147 |
| b) B.I.R.D. | 1.381 | 1.381 | 1.381 | 1.406 | 1.441 | 1.481 | 1.506 | 1.531 |
| Monnaies divisionnaires allemandes | 137 | 135 | 129 | 123 | 114 | 110 | 102 | 104 |
| Avoirs en comptes chèques postaux | 96 | 117 | 124 | 110 | 201 | 138 | 111 | 151 |
| Effets sur l'intérieur | 1.556 | 2.533 | 2.191 | 1.315 | 2.469 | 2.498 | 1.630 | 1.949 |
| Effets du Trésor et bons du Trésor sans intérêt | — | 82 | 20 | — | 50 | 61 | — | 38 |
| Créances sur titres | 25 | 51 | 36 | 31 | 49 | 76 | 31 | 80 |
| Crédits de caisse | 12 | 340 | 411 | 407 | 5 | 9 | 100 | 8 |
| Titres | 234 | 232 | 228 | 226 | 225 | 224 | 224 | 224 |
| Créances de péréquation et titre d'obligation sans intérêt | 5.298 | 5.461 | 5.369 | 5.137 | 5.187 | 5.089 | 4.561 | 3.708 |
| Crédits à l'Etat pour participation au capital d'institutions internationales ... | 1.211 | 1.247 | 1.262 | 1.277 | 1.336 | 1.336 | 1.340 | 1.340 |
| Autres valeurs actives | 225 | 206 | 204 | 198 | 216 | 289 | 254 | 275 |
| | 32.316 | 34.356 | 34.778 | 34.523 | 36.317 | 37.867 | 36.985 | 37.390 |

| | | | | | | | | |
|---|---------------|---------------|---------------|---------------|---------------|---------------|---------------|---------------|
| PASSIF | | | | | | | | |
| Billets en circulation | 17.594 | 17.965 | 18.238 | 18.378 | 18.785 | 18.901 | 19.069 | 18.985 |
| Dépôts : | 12.262 | 13.881 | 14.047 | 13.968 | 15.090 | 16.569 | 15.500 | 16.001 |
| a) institutions de crédit (y compris les Offices des Chèques et des Epargnes Postaux) | 9.513 | 11.233 | 11.086 | 11.275 | 12.732 | 13.184 | 12.883 | 13.458 |
| b) déposants officiels | 2.539 | 2.435 | 2.750 | 2.483 | 2.144 | 3.171 | 2.391 | 2.332 |
| c) autres déposants intérieurs | 210 | 213 | 211 | 210 | 214 | 214 | 226 | 211 |
| Engagements résultant de transactions avec l'étranger | 685 | 673 | 644 | 470 | 475 | 443 | 421 | 403 |
| dépôts étrangers | 288 | 282 | 244 | 314 | 302 | 320 | 311 | 297 |
| autres | 397 | 391 | 400 | 156 | 173 | 123 | 110 | 106 |
| Fonds de prévision | 655 | 655 | 655 | 806 | 806 | 806 | 806 | 806 |
| Capital social | 290 | 290 | 290 | 290 | 290 | 290 | 290 | 290 |
| Réserves | 522 | 522 | 522 | 562 | 562 | 562 | 562 | 562 |
| Autres passifs | 308 | 370 | 382 | 49 | 309 | 296 | 337 | 343 |
| | 32.316 | 34.356 | 34.778 | 34.523 | 36.317 | 37.867 | 36.985 | 37.390 |

BANQUE NATIONALE SUISSE

(millions de francs suisses)

86⁸

| Rubriques | 1960 6 février | 1960 7 mars | 1960 7 avril | 1960 7 mai | 1960 7 juin | 1960 7 juillet | 1960 6 août | 1960 7 septembre |
|--|-------------------|----------------|-----------------|---------------|----------------|-------------------|----------------|---------------------|
| ACTIF | | | | | | | | |
| Encaisse or | 7.904 | 7.753 | 7.645 | 7.645 | 7.688 | 7.675 | 8.385 | 8.481 |
| Devises | 526 | 425 | 433 | 417 | 531 | 441 | 677 | 543 |
| Portefeuille effets sur la Suisse | 50 | 46 | 50 | 51 | 52 | 52 | 52 | 48 |
| <i>Effets de change</i> | 50 | 46 | 50 | 51 | 52 | 52 | 52 | 48 |
| <i>Rescriptions de la Confédération Suisse</i> | — | — | — | — | — | — | — | — |
| Avances sur nantissement | 6 | 10 | 11 | 12 | 18 | 22 | 18 | 16 |
| Titres | 44 | 44 | 44 | 44 | 43 | 43 | 43 | 43 |
| <i>pouvant servir de couverture</i> | 1 | 1 | 1 | 1 | 1 | 1 | 1 | 1 |
| <i>autres</i> | 43 | 43 | 43 | 43 | 42 | 42 | 42 | 42 |
| Correspondants : | 13 | 16 | 16 | 15 | 20 | 17 | 17 | 15 |
| <i>en Suisse</i> | 7 | 10 | 11 | 8 | 14 | 10 | 10 | 10 |
| <i>à l'étranger</i> | 6 | 6 | 5 | 7 | 6 | 7 | 7 | 5 |
| Autres postes de l'actif | 27 | 30 | 28 | 27 | 33 | 32 | 30 | 28 |
| Total ... | 8.570 | 8.324 | 8.227 | 8.211 | 8.385 | 8.282 | 9.222 | 9.174 |

PASSIF

| | | | | | | | | |
|---|--------------|--------------|--------------|--------------|--------------|--------------|--------------|--------------|
| Fonds propres | 51 | 51 | 52 | 52 | 52 | 52 | 52 | 52 |
| Billets en circulation | 5.746 | 5.794 | 5.877 | 5.881 | 5.950 | 6.023 | 6.064 | 6.104 |
| Engagements à vue | 2.588 | 2.292 | 2.112 | 2.090 | 2.193 | 2.013 | 2.911 | 2.825 |
| <i>Comptes de virements des banques du commerce et de l'industrie</i> | 2.499 | 2.010 | 1.872 | 1.607 | 1.686 | 1.627 | 2.589 | 2.400 |
| <i>Autres engagements à vue</i> | 139 | 282 | 240 | 483 | 507 | 386 | 322 | 425 |
| Autres postes du passif | 185 | 187 | 186 | 188 | 190 | 194 | 195 | 193 |
| Total ... | 8.570 | 8.324 | 8.227 | 8.211 | 8.385 | 8.282 | 9.222 | 9.174 |

TAUX D'ESCOMPTE DES PRINCIPALES BANQUES D'EMISSION (*)

(au 31 août 1960)

(en % depuis la date indiquée)

86⁹

| | | | | | |
|---|---------------------------|------------------|-----------------------|--------------------------|------|
| Allemagne | 3 juin 1960 | 5,— | Grande-Bretagne | 23 juin 1960 | 6,— |
| Autriche | 17 mars 1960 | 5,— | Grèce | 1 ^{er} mai 1956 | 10,— |
| Belgique | 4 août 1960 | 5,— ¹ | Irlande | 30 juin 1960 | 5,50 |
| Congo et Ruanda-Urundi | 11 janvier 1960 | 5,— ² | Italie | 7 juin 1958 | 3,50 |
| Danemark | 26 janvier 1960 | 5,50 | Norvège | 14 février 1955 | 3,50 |
| Espagne | 11 avril 1960 | 5,75 | Pays-Bas | 16 novemb. 1959 | 3,50 |
| Etats-Unis (Federal Reserve Bank of New-York) | 12 août 1960 | 3,— | Portugal | 12 janvier 1944 | 2,50 |
| Finlande | 1 ^{er} mars 1959 | 6,— | Suède | 15 janvier 1960 | 5,— |
| France | 23 avril 1959 | 4,— | Suisse | 26 février 1959 | 2,— |
| | | | Turquie | 6 juin 1956 | 6,— |

 (*) Canada : depuis le 1^{er} novembre 1956, taux d'escompte fixé le jeudi de chaque semaine.

1 Taux de traites acceptées domiciliées en banque et warrants. Autres taux, voir tableau 2.

2 Taux de traites acceptées domiciliées en banque.

III. — BANQUE DES REGLEMENTS INTERNATIONAUX, A BALE ¹

87

Situations en milliers de francs suisses or
[unités de 0,29032258... gramme d'or fin (art. 5 des statuts)]

| Actif | 31 mai 1960 | | | 30 juin 1960 | | | 31 juillet 1960 | | | Passif | | | | | | |
|---|------------------|--------------|------|------------------|--------------|------|------------------|--------------|------|---|-----------|------|-----------|------|-----------|------|
| | | | % | | | % | | | % | | | % | | | % | |
| I. Or en lingots et monnayé | 1.447.912 | | 37,2 | 1.504.297 | | 38,5 | 1.541.387 | | 40,8 | I. Capital : | | | | | | |
| II. Espèces en caisse et avoirs bancaires à vue | 50.140 | | 1,3 | 45.193 | | 1,2 | 40.417 | | 1,1 | Actions libérées de 25 % | 125.000 | 3,2 | 125.000 | 3,2 | 125.000 | 3,3 |
| III. Portefeuille réescomptable : | 731.355 | | | 680.886 | | | 559.363 | | | II. Réserves : | 22.606 | 0,6 | 23.372 | 0,6 | 23.372 | 0,6 |
| 1. Effets de commerce et acceptations de banque | 84.176 | 2,2 | | 91.261 | 2,3 | | 55.853 | 1,5 | | 1. Fonds de Réserve légale | 9.263 | | 10.029 | | | |
| 2. Bons du Trésor | 647.179 | 16,6 | | 589.625 | 15,1 | | 503.510 | 13,3 | | 2. Fonds de Réserve générale | 13.343 | | 13.343 | | | |
| IV. Effets divers remobilisabl. sur dem. | 41.198 | 1,0 | | 42.664 | 1,1 | | 28.105 | 0,7 | | III. Dépôts (or) : | 1.954.322 | | 1.942.796 | | 1.972.362 | |
| V. Dépôts à terme et avances : | 706.437 | | | 761.432 | | | 753.953 | | | 1. Banques centrales : | | | | | | |
| a) à 3 mois au maximum | 563.912 | 14,5 | | 596.313 | 15,3 | | 515.446 | 13,6 | | a) de 6 à 9 mois | 34.535 | 0,9 | — | — | — | — |
| b) à 3 mois au maximum (or) | 10.208 | 0,3 | | 13.614 | 0,4 | | 3.406 | 0,1 | | b) de 3 à 6 mois | 208.084 | 5,3 | 213.809 | 5,5 | 169.050 | 4,5 |
| c) de 3 à 6 mois | 35.361 | 0,9 | | 95.549 | 2,4 | | 148.443 | 3,9 | | c) à 3 mois au maximum | 529.461 | 13,6 | 534.223 | 13,7 | 585.927 | 15,5 |
| d) de 6 à 9 mois | 41.206 | 1,1 | | 1.432 | 0,0 | | 31.972 | 0,8 | | d) à vue | 1.014.668 | 26,0 | 1.050.497 | 26,9 | 1.069.524 | 28,3 |
| e) de 9 à 12 mois | 1.428 | 0,0 | | — | — | | — | — | | 2. Autres déposants : | | | | | | |
| f) à plus d'un an | 54.322 | 1,4 | | 54.624 | 1,4 | | 54.686 | 1,4 | | a) de 6 à 9 mois | — | — | — | — | — | — |
| VI. Autres effets et titres : | 849.078 | | | 807.274 | | | 790.597 | | | b) de 3 à 6 mois | 5.894 | 0,2 | 5.894 | 0,1 | 9.348 | 0,2 |
| 1. Or : | | | | | | | | | | c) à 3 mois au maximum | 21.132 | 0,5 | 21.132 | 0,5 | 17.688 | 0,5 |
| a) à 3 mois au maximum | 49.387 | 1,3 | | 26.534 | 0,7 | | 7.238 | 0,2 | | d) à vue | 140.548 | 3,6 | 117.241 | 3,0 | 120.825 | 3,2 |
| b) de 3 à 6 mois | 14.023 | 0,4 | | 27.811 | 0,7 | | 51.831 | 1,4 | | IV. Dépôts (monnaies) : | 1.574.163 | | 1.596.590 | | 1.449.566 | |
| c) de 6 à 9 mois | 60.059 | 1,5 | | 55.820 | 1,4 | | 40.516 | 1,1 | | 1. Banques centrales : | | | | | | |
| d) de 9 à 12 mois | — | — | | — | — | | — | — | | a) à plus d'un an | 106.364 | 2,7 | 106.647 | 2,7 | 106.983 | 2,8 |
| e) à plus d'un an | — | — | | — | — | | — | — | | b) de 9 à 12 mois | 1.425 | 0,0 | — | — | 284 | 0,0 |
| 2. Monnaies : | | | | | | | | | | c) de 6 à 9 mois | — | — | 1.428 | 0,0 | 1.495 | 0,0 |
| a) à 3 mois au maximum | 452.545 | 11,6 | | 375.095 | 9,6 | | 341.114 | 9,0 | | d) de 3 à 6 mois | 271.407 | 7,0 | 340.554 | 8,7 | 402.422 | 10,6 |
| b) de 3 à 6 mois | 89.975 | 2,3 | | 105.255 | 2,7 | | 109.372 | 2,9 | | e) à 3 mois au maximum | 903.764 | 23,2 | 868.469 | 22,2 | 637.318 | 16,9 |
| c) de 6 à 9 mois | 69.867 | 1,8 | | 73.257 | 1,9 | | 91.299 | 2,4 | | f) à vue | 26.415 | 0,7 | 14.927 | 0,4 | 21.200 | 0,6 |
| d) de 9 à 12 mois | 36.792 | 0,9 | | 52.568 | 1,3 | | 52.748 | 1,4 | | 2. Autres déposants : | | | | | | |
| e) à plus d'un an | 76.430 | 2,0 | | 90.934 | 2,3 | | 96.429 | 2,6 | | a) de 9 à 12 mois | — | — | — | — | — | — |
| VII. Actifs divers | 1.034 | 0,0 | | 1.231 | 0,0 | | 625 | 0,0 | | b) de 6 à 9 mois | — | — | — | — | — | — |
| VIII. Fonds propres utilisés en exécution des accords de La Haye de 1930 pour placem. en Allemagne | 68.291 | 1,7 | | 68.291 | 1,7 | | 68.291 | 1,8 | | c) de 3 à 6 mois | 30.716 | 0,8 | — | — | 306 | 0,0 |
| Total actif ... | 3.895.445 | 100,0 | | 3.911.268 | 100,0 | | 3.782.738 | 100,0 | | d) à 3 mois au maximum | 214.029 | 5,5 | 245.909 | 6,3 | 258.041 | 6,8 |
| | | | | | | | | | | e) à vue | 20.043 | 0,5 | 18.656 | 0,5 | 21.517 | 0,6 |
| | | | | | | | | | | V. Divers | 25.259 | 0,7 | 30.181 | 0,8 | 35.109 | 0,9 |
| | | | | | | | | | | VI. Dividende payable le 1-7-1960 ... | — | — | 16.000 | 0,4 | — | — |
| | | | | | | | | | | VII. Compte de profits et pertes : | 24.595 | 0,6 | 7.829 | 0,2 | 7.829 | 0,2 |
| | | | | | | | | | | Report de l'exerc. soc. clos 31-3-1959 | 9.280 | | — | — | — | — |
| | | | | | | | | | | Bénéf. de l'exerc. soc. clos 31-3-1960 | 15.315 | | — | — | — | — |
| | | | | | | | | | | Report à nouveau | — | | 7.829 | | 7.829 | |
| | | | | | | | | | | VIII. Provision pour charges éventuelles | 169.500 | 4,4 | 169.500 | 4,3 | 169.500 | 4,5 |
| Total passif ... | 3.895.445 | 100,0 | | 3.911.268 | 100,0 | | 3.782.738 | 100,0 | | | | | | | | |

Exécution des accords de La Haye de 1930 :

| Fonds placés en Allemagne : (voir note 2) | 31 mai 1960 | 30 juin 1960 | 31 juillet 1960 | Dépôts à long terme : | 31 mai 1960 | 30 juin 1960 | 31 juillet 1960 |
|---|----------------|----------------|-----------------|--|----------------|----------------|-----------------|
| 1. Créances sur la Reichsbank et la Golddiskontbank, effets de la Golddiskontbank, et de l'adm. des chemins de fer et bons de l'adm. des postes (échus) | 221.019 | 221.019 | 221.019 | 1. Dépôts des Gouvernements créanciers au Compte de Trust des Annuités (voir note 3) | 152.606 | 152.606 | 152.606 |
| 2. Effets et bons du Trésor du Gouvernement allemand (échus) | 76.181 | 76.181 | 76.181 | 2. Dépôt du Gouvernem. allemand | 76.303 | 76.303 | 76.303 |
| Total ... | 297.200 | 297.200 | 297.200 | Fonds propres utilisés en exécution des accords (voir ci-dessus) | 68.291 | 68.291 | 68.291 |
| | | | | Total ... | 297.200 | 297.200 | 297.200 |

Note 1. — Ne sont pas inclus dans la présente situation l'or sous dossier, les effets et autres titres détenus en garde pour le compte de Banques Centrales et d'autres déposants. N'y sont pas compris non plus l'or sous dossier, les avoirs en banque, les effets et autres titres détenus par la Banque en sa qualité d'Agent de l'Organisation Européenne de Coopération Economique (Union Européenne de Paiements), de Tiers Convenu aux termes du contrat de nantissement conclu avec la Haute Autorité de la Communauté Européenne du Charbon et de l'Acier, ainsi que de Mandataire-trustée ou d'Agent financier d'emprunts internationaux.

Note 2. — Aux termes d'une Convention en date du 9 janvier 1953 conclue entre le Gouvernement de la République fédérale d'Allemagne et la Banque et qui fait partie de l'Accord sur les dettes extérieures allemandes du 27 février 1953, il a été convenu que la Banque ne réclamerait pas avant le 1er avril 1966 le remboursement en principal de ses placements en Allemagne qui sont indiqués ci-dessus, y compris les intérêts arriérés et afférents à la date du 31 décembre 1952.

Note 3. — La Banque a reçu de Gouvernements dont les dépôts s'élèvent à l'équivalent de francs suisses or 149.920.380,—, confirmation qu'ils ne pourront lui demander, au titre de tels dépôts, le transfert de montants supérieurs à ceux dont elle pourra elle-même obtenir le remboursement et le transfert par l'Allemagne dans les monnaies agréées par la Banque.

TABLE DES MATIERES

STATISTIQUES COURANTES

(Les chiffres précédés de la lettre « p » sont provisoires)

MARCHE DE L'ARGENT.

| | |
|--|-----------------|
| Ia. — Taux officiels d'escompte et de prêts | 2 |
| Ib. — Taux de l'argent au jour le jour et à très court terme | 2 |
| Ic. — Taux des certificats de trésorerie | 2 |
| II. — Taux des dépôts en banque et à la Caisse Générale d'Epargne et de Retraite | 4 |
| III. — Marché de l'argent au jour le jour et à très court terme | 8 |
| IV. — Taux d'escompte des principales banques d'émission | 86 ⁹ |

METAUX PRECIEUX.

| | |
|---------------------------------|---|
| Cours des métaux précieux | 9 |
|---------------------------------|---|

MARCHE DES CHANGES.

| | |
|---|-----------------|
| Cours officiels arrêtés par les banquiers réunis en Chambre de Compensation à Bruxelles | 10 ¹ |
|---|-----------------|

MARCHE DES CAPITAUX.

| | |
|---|-----------------|
| I. — Cours comparés de quelques fonds publics | 14 |
| II. — Indices des actions aux Bourses de Bruxelles et d'Anvers | 15 ¹ |
| III. — Mouvement des opérations à la Bourse de Bruxelles | 15 ² |
| IV. — Rendement de titres à revenu fixe cotés à la Bourse de Bruxelles | 16 |
| V. — Emissions des sociétés industrielles et commerciales : Tableau rétrospectif | 17 ¹ |
| VI. — Emprunts des pouvoirs publics | 18 |
| VII. — Opérations bancaires du Crédit Communal | 19 |
| VIII. — Inscriptions hypothécaires | 20 |

FINANCES PUBLIQUES.

| | |
|---|-----------------|
| I. — Situation de la Dette publique | 25 ¹ |
| II. — Situation des avoirs en effets publics de la Banque Nationale de Belgique | 25 ² |
| III. — Aperçu de l'exécution des budgets | 25 ³ |
| IV. — Rendement des impôts | 26 |

REVENUS ET EPARGNE.

| | |
|---|-----------------|
| I. — Rendement des sociétés par actions belges et congolaises : Tableau rétrospectif | 30 ² |
| II. — Caisse Générale d'Epargne et de Retraite : Dépôts sur livrets des particuliers à la Caisse d'Epargne | 31 |
| III. — Indice des rémunérations horaires brutes des ouvriers | 32 |

MOUVEMENT DES AFFAIRES.

| | |
|--|----|
| I. — Activité des Chambres de Compensation : Mouvement du débit | 35 |
| II. — Mouvement des chèques postaux | 36 |

PRIX.

| | |
|---|-----------------|
| a) Indices des prix de gros en Belgique | 45 ¹ |
| b) Indices des prix de gros en Belgique et à l'étranger | 45 ² |
| c) Indices des prix de détail en Belgique | 46 |

PRODUCTION.

| | |
|---|------------------------------------|
| I. — Indices de l'activité et de la production industrielle | 50 |
| II. — Combustibles et produits métallurgiques | 55 ¹ et 55 ² |
| III. — Produits textiles | 56 ¹ |
| IV. — Produits divers | 56 ² |
| V. — Energie électrique | 58 |
| VI. — Gaz | 59 |

CONSOMMATION.

| | |
|---|------------------------------------|
| I. — Indices mensuels des ventes à la consommation : base moyenne 1953 = 100 | 65 ² et 65 ³ |
| II. — Consommation de tabac | 66 |
| III. — Abattages dans les 12 principaux abattoirs du pays | 67 |

TRANSPORT.

| | |
|--|-----------------|
| I. — Activité de la Société nationale des Chemins de fer belges : | |
| a) recettes et dépenses d'exploitation | 70 ¹ |
| b) wagons fournis à l'industrie | 70 ² |
| c) trafic : | |
| 1° trafic général | 70 ² |
| 2° grosses marchandises | 70 ³ |
| A) ensemble du trafic | |
| B) service interne belge | |
| II. — Activité de la Société nationale des Chemins de fer vicinaux | 70 ⁴ |
| III. — Mouvements des ports : | |
| a) Port d'Anvers | 71 ¹ |
| b) Port de Gand | 71 ² |
| IV. — Mouvement général de la navigation intérieure | 72 |

COMMERCE EXTERIEUR.

| | |
|---|----|
| Nomenclature des sections d'après la classification type du commerce international (C.T.C.I.) | 75 |
|---|----|

CHOMAGE.

| | |
|--|-----------------|
| I. — Chômage complet et partiel | 81 ¹ |
| II. — Répartition des chômeurs contrôlés par province | 81 ² |
| III. — Moyenne journalière des chômeurs contrôlés | 81 ³ |
| IV. — Répartition des chômeurs contrôlés par groupe de professions | 81 ⁴ |

STATISTIQUES BANCAIRES ET MONETAIRES.

| | |
|--|-----------------|
| I. — Belgique : | |
| Situations globales des banques | 85 ¹ |
| Banque Nationale de Belgique : | |
| Situations hebdomadaires | 85 ² |
| Vitesse de circulation de la monnaie scripturale en Belgique | 85 ³ |
| Stock monétaire intérieur | 85 ⁴ |
| Bilans intégrés des organismes monétaires | 85 ⁴ |
| Origines des variations du stock monétaire | 85 ⁴ |
| II. — Banque Centrale du Congo Belge et du Ruanda Urundi : | |
| Situations mensuelles | 85 ⁵ |
| III. — Banques d'émission étrangères. | |
| Situations : | |
| Banque de France | 86 ¹ |
| Bank of England | 86 ² |
| Federal Reserve Banks | 86 ³ |
| Nederlandsche Bank | 86 ⁴ |
| Sveriges Riksbank | 86 ⁵ |
| Banca d'Italia | 86 ⁶ |
| Deutsche Bundesbank | 86 ⁷ |
| Banque Nationale Suisse | 86 ⁸ |
| Taux d'escompte | 86 ⁹ |
| IV. — Banque de Règlements Internationaux, à Bâle ... | 87 |

Prix de l'abonnement annuel { Belgique, 250 francs.
Etranger, 300 francs.

Virement au compte chèques postaux n° 500 de la Banque Nationale de Belgique, ou au compte courant ouvert dans ses livres sous la rubrique « Bulletin d'Information et de Documentation ».

Les abonnés voudront bien nous signaler s'ils désirent recevoir l'édition française ou néerlandaise.
